

# Table des matières

<b>Éditorial</b> .....	<b>I</b>
Jeanne Simard	
<b>Présentation « Dossier spécial »</b> .....	<b>III</b>
<b>Coopération internationale et développement territorial : enjeux et défis des régions</b>	
Marie Fall	
 <b>DOSSIER SPÉCIAL</b>	
<b>La coopération internationale des collectivités territoriales : .....</b>	<b>1</b>
<b>regards croisés France/Canada</b>	
Chantale Dali, Marie Fall, Gérard Jean-Jacques	
<b>Les jeunes francophones et l'Afrique. Une piste pour les défis .....</b>	<b>13</b>
<b>démographiques et économiques des régions ressources du Québec</b>	
Aboul Echraf Ouedraogo	
<b>Pour une approche interculturelle dans l'étude de la relation entre .....</b>	<b>25</b>
<b>les bénévoles et les communautés hôtes dans le bénévolat international</b>	
Mathilde Gouin-Bonenfant	
<b>Les politiques de jumelage à la ville de Bouaké : .....</b>	<b>43</b>
<b>quels discours pour le développement local?</b>	
Yéo Tenan, Kouakou Kouamé, Chantale Dali	
<b>Les mutations de l'action internationale des régions françaises.....</b>	<b>53</b>
Christophe Mestre	
<b>L'économie minière de l'orpaillage artisanal dans les sociétés .....</b>	<b>61</b>
<b>post-conflit : jeux des acteurs et enjeux de développement et de coopération internationale. Étude de cas en Côte d'Ivoire</b>	
Constant Soko	
 <b>ESPACE LIBRE</b>	
<b>Les villes moyennes périphériques à l'épreuve des tendances .....</b>	<b>81</b>
<b>économiques et démographiques. L'exemple de Saguenay</b>	
Martin Simard	
<b>Un projet de développement local en santé : le cas de la MRC .....</b>	<b>91</b>
<b>Robert-Cliche et de sa coopérative de santé, ou comment une communauté en difficulté peut s'engager dans un processus d'empowerment</b>	
Sabrina Tremblay	
<b>Les déterminants du comportement responsable des dirigeants.....</b>	<b>103</b>
<b>dans l'industrie agroalimentaire</b>	
Gouanlong Kamgang Nadège Ingrid	

---

## CHRONIQUE DU LIVRE

Arsenault, G. (2018). *L'économie sociale au Québec : une perspective.....*113  
*politique*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec, 256 p.  
André Joyal

Simard, M. (2018). *Le JAL : un demi-siècle de luttes et de débats. ....*116  
*Bilan et perspectives nouvelles d'une expérience de développement*  
*communautaire en milieu rural*. Rimouski, QC : Cahiers du GRIDEQ, 236 p.  
André Joyal

## LABORATOIRE LERAA

Présentation .....119

La revue *Organisation & Territoires*, publiée par le Département des sciences économiques et administratives de l'Université du Québec à Chicoutimi, est subventionnée par le Fonds institutionnel de la recherche. La direction reconnaît aussi le soutien financier que le Centre de recherche sur le développement territorial accorde en tant que partenaire de la revue.

Direction

Jeanne Simard, directrice

Cathy Tremblay, édition et abonnement

Thérèse Bouchard, B. Sc., M. Éd., collaboration spéciale

Comité d'orientation

Luc Charron, UQAC

Thierno Diallo, UQAC

Brahim Meddeb, UQAC

Salmata Ouedraogo, UQAC

Marc-Urbain Proulx, UQAC

Comité de rédaction

Myriam Ertz, UQAC

Danièle Bordeleau, Université Senghor

Guy Chiasson, UQO

Bruno Jean, UQAR

Christophe Leyrie, UQAC

Marie-Claude Prémont, ENAP

Benoît-Mario Papillon, UQTR

Richard Shearmur, McGill

Martin Simard, UQAC

Diane St-Pierre, INRS-UCS

Suzanne Tremblay, UQAC

Révision linguistique

Vicky Tremblay

Traduction

Raymond Strokowski

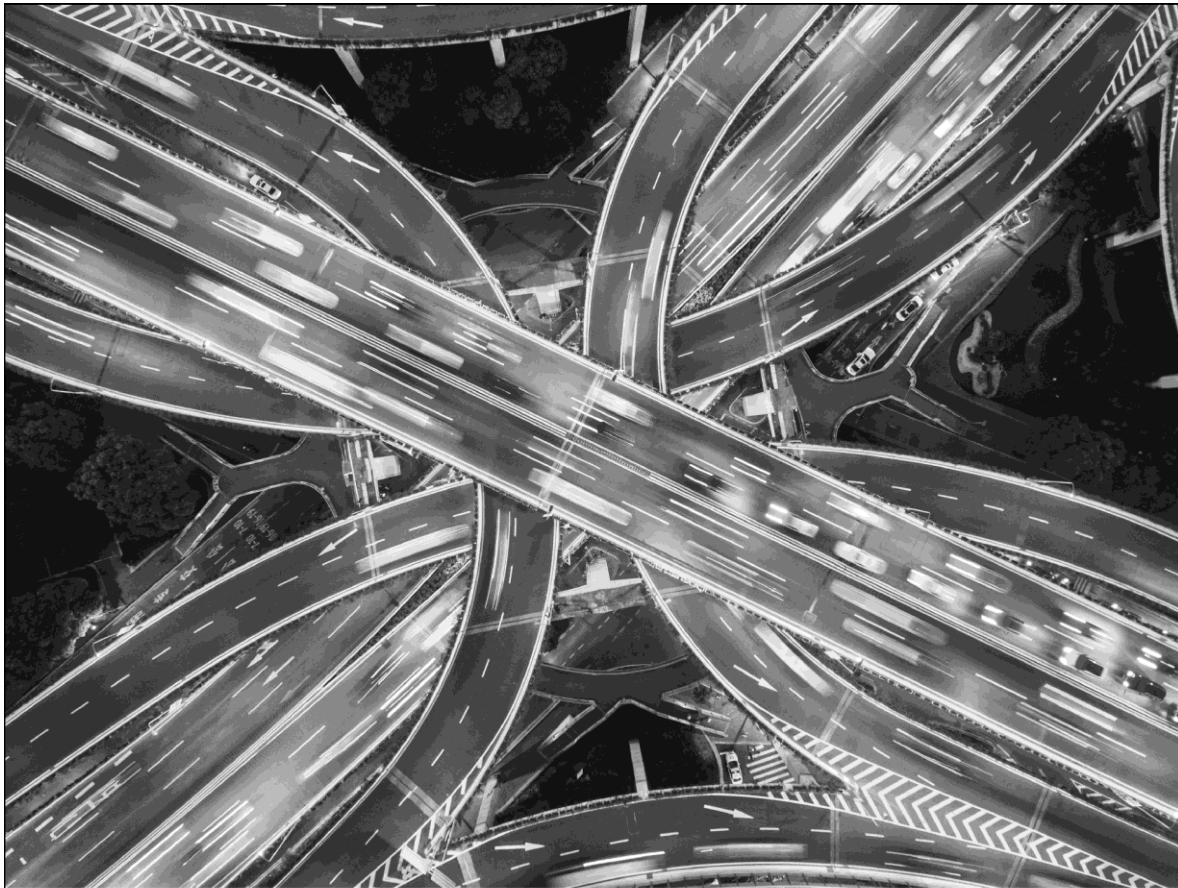
Impression

Imprimerie Gauvin

**ISSN 1493-8871**

Poste-publications

**4 0 0 5 2 0 2 2**



# DOCTORAT

## EN MANAGEMENT DE PROJETS (DMP)

Le doctorat en management de projets vise à former des professeurs-chercheurs, des experts et des intervenants de haut niveau, aussi bien sur le plan des connaissances théoriques que sur le plan des pratiques professionnelles, dans ce domaine.

[programmes.uqac.ca/3077](http://programmes.uqac.ca/3077)

UQAC

# Éditorial

Le présent numéro de la revue *Organisations & Territoires* a le plaisir d'offrir à ses lecteurs un dossier captivant à propos des enjeux et des défis de la coopération internationale sur le développement régional. Ce sujet vaste et complexe a été traité de façon originale par douze chercheurs et intervenants du milieu de la coopération internationale qui, forts de leurs expériences sur le terrain, nous présentent des réflexions, des articles scientifiques et des initiatives régionales. C'est Marie Fall, professeure en coopération internationale et principale responsable du dossier, qui présentera le résultat des travaux de ses collègues dans le prochain texte, intitulé « Présentation du dossier ».

Par ailleurs, vous trouverez dans la section « Espace libre », trois articles en relation avec le développement local et régional et la responsabilité sociale des entreprises dans la prise en compte des défis environnementaux.

Nous verrons pourquoi des villes moyennes situées à la périphérie des grands corridors urbano-industriels connaissent de nombreux problèmes économiques et démographiques. Martin Simard fait une réflexion des plus intéressantes sur les difficultés que rencontre la Ville de Saguenay à relever les défis du changement et de la diversité, en particulier à attirer des immigrants. Pour l'auteur, il s'agit d'un enjeu majeur en contexte de faible natalité. L'attraction de migrants nationaux ou d'immigrants internationaux est l'une des voies de croissance possible face à l'improbable augmentation de la fécondité.

Sabrina Tremblay nous présente un projet de développement local en santé, plus particulièrement celui de la MRC Robert-Cliche et de sa coopérative de santé. À partir d'une étude de cas unique tenue de 2013 à 2017, elle a été en mesure de démontrer comment une communauté en difficulté peut s'engager dans un processus d'*empowerment* et de nommer plus clairement les quatre dimensions de ce processus ainsi que les interactions qui en découlent. La MRC Robert-Cliche s'est donné les moyens de se sortir d'une situation difficile en comblant ses déficits de participation et d'implication citoyenne, de compétences collectives, de communications et de capital communautaire, et ce, grâce à la mobilisation des acteurs et à la compétence de ses porteurs de projet.

Dans un monde où les problèmes environnementaux et sociaux occupent une place toujours plus grande, Gouanlong Kamgang et Nadège Ingrid nous présentent les récents mouvements sociaux observés dans le contexte économique camerounais relatifs à l'interdiction de l'usage de l'emballage plastique. Cette interdiction touche non seulement les entreprises productrices, mais aussi celles utilisatrices à l'instar des entreprises de l'industrie agroalimentaire. L'objet de leur recherche est orienté sur la perception de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) par les dirigeants de l'industrie agroalimentaire. La réflexion des auteurs peut facilement s'appliquer à plusieurs entreprises, peu importe où elles sont situées dans le monde, tant l'invasion du plastique est devenue une menace à la survie de toutes les espèces vivantes.

---

Enfin, deux recensions d'André Joyal vous seront proposées, soit celle de l'ouvrage de Gabriel Arsenault, *L'économie sociale au Québec : une perspective politique* paru aux Presses de l'Université du Québec en 2018 et l'ouvrage de Magella Simard, *Le JAL : un demi-siècle de luttes et de débats. Bilan et perspectives nouvelles d'une expérience de développement communautaire en milieu rural* paru aux Cahiers de GRIDEQ en 2018.

Je vous souhaite une excellente lecture et un bon début d'été!

Jeanne Simard  
Directrice de la revue Organisations & Territoires

# Présentation « Dossier spécial »

## Coopération internationale et développement territorial : enjeux et défis des régions

Dans le champ de la coopération internationale, les régions se positionnent aujourd'hui de plus en plus comme des lieux d'éclosion d'initiatives et d'interventions portées par une diversité d'acteurs de la société civile notamment. Ainsi, les organismes régionaux cherchent à s'affirmer comme des acteurs de coopération internationale dans un contexte de fortes mutations imputables aux changements de politiques des gouvernements et au resserrement des budgets alloués à l'aide publique au développement. Dans ce contexte de redéfinition des politiques et des positionnements stratégiques des gouvernements, une des pistes à explorer par les organisations régionales de coopération est de poser les jalons d'une collaboration soutenue entre elles à travers une mise en commun des ressources, des expériences et des expertises. La situation de crise que traversent beaucoup d'organismes régionaux de coopération internationale devrait amener ces derniers à redéfinir leurs actions et à innover dans leurs stratégies de mobilisation des ressources. Ceci est d'autant plus nécessaire que les régions où ils sont établis font elles-mêmes face à des mutations socioéconomiques et politiques de grande ampleur.

Les transformations profondes des communautés régionales sont causées en grande partie par l'internationalisation croissante de la production et la commercialisation des biens et des services. L'ouverture des marchés a entraîné la fin des territoires exclusifs. La globalisation des dynamiques économiques dans un espace mondial transcendant les frontières nationales et remettant en cause les territoires locaux est à l'origine de l'accroissement des interdépendances entre les sociétés. Ce phénomène est de nature à amener beaucoup de régions à redéfinir leurs initiatives. La coopération internationale est présentée comme une alternative. Cette dernière est par définition l'ensemble des actions de coopération menées dans un but d'intérêt commun par un ou plusieurs acteurs internationaux dans le cadre de leurs compétences mutuelles. Elle devient incontournable pour favoriser le positionnement des organisations régionales fortement dépendantes des financements publics. Les organisations régionales de coopération internationale se trouvent dans une phase décisive de leur évolution. C'est pour faire le point sur l'ensemble des enjeux et des défis posés par les transformations touchant le champ de la coopération internationale que ce dossier spécial a été initié.

Il prolonge une recherche menée à l'UQAC par le Laboratoire d'études et de recherches appliquées sur l'Afrique qui a débouché sur la production d'un premier répertoire des organisations de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui interviennent en Afrique; et, l'organisation de deux colloques tenus à l'Université du Québec à Chicoutimi en mai 2018 dans le cadre du Congrès de l'ACFAS. Un des résultats de la recherche a montré que les organisations de coopération internationale établies en région sont aujourd'hui actives dans plusieurs régions du monde.

---

Six articles constituent les contributions de ce dossier. Ils ont pour fil conducteur le portrait détaillé et à jour d'initiatives régionales de coopération internationale afin de démontrer leur importance pour le développement territorial.

À partir d'un regard croisé entre la France et le Canada, Chantal Dali, Marie Fall et Gérard Jean-Jacques font une analyse approfondie de l'action internationale des collectivités territoriales en montrant comment celle-ci est déterminée, entre autres, par la nature des législations nationales, les configurations institutionnelles et le degré de décentralisation des pouvoirs et des ressources. En France, la décentralisation est présentée comme un pilier fondamental dans la mise en œuvre des politiques de développement tout en favorisant la participation des populations aux différents choix stratégiques de coopération et de solidarité internationales. Alors qu'au Canada, les différents paliers de gouvernement jouissent de prérogatives qui leur permettent d'augmenter leur autonomie et leurs pouvoirs dans des partenariats internationaux. L'article conclut que, que l'on soit au Canada ou en France, les pratiques de coopération internationale des collectivités territoriales priorisent de plus en plus d'initiatives se rapportant à l'appui institutionnel, au transfert de savoir-faire, aux échanges d'expérience et au renforcement des capacités des acteurs du développement local.

Abdoul Echraf Ouedraogo, quant à lui, tente de montrer comment la jeunesse francophone et l'Afrique peuvent être envisagées comme des pistes de solution au défi démographique et économique auxquelles sont confrontées les régions ressources du Québec. Dans l'immédiat, les besoins en service de l'Afrique francophone et ses ressources humaines et démographiques pourraient, selon l'auteur, aider les régions du Québec à répondre aux trois défis que sont l'attraction des jeunes et des nouvelles populations en région, le déficit de clientèles dans les établissements d'enseignement et de formation en région et les besoins de marché et de main-d'œuvre dans les PME régionales.

L'article de Mathilde Gouin-Bonenfant montre les fondements et les apports de l'approche interculturelle dans l'étude de la relation entre les bénévoles et les communautés hôtes en matière de bénévolat international. Inspirée de la philosophie herméneutique de Hans-Georg Gadamer, l'auteure propose un cadre théorique interculturel afin de dépasser l'opposition traditionnelle entre ceux qui soutiennent que le bénévolat international est positif et favorise le rapprochement interculturel et ceux qui, au contraire, croient que ce bénévolat reproduit tout au plus des rapports de pouvoir postcoloniaux. Son cadre théorique est illustré par une intéressante étude de cas sur la relation entre stagiaires et leurs familles d'accueil dans les stages Québec Sans Frontières au Sénégal.

Yéo Tenan, Kouakou Kouamé et Chantal Dali proposent une analyse de l'impact du discours prononcé lors des cérémonies de signature et de renouvellement des protocoles d'accord de jumelage entre la ville de Bouaké, située au centre de la Côte d'Ivoire et de ses villes jumelles. Les auteurs cherchent à dégager l'impact réel de ces discours sur le développement économique et social de Bouaké et plus particulièrement sur sa reconstruction post-conflit.

À partir d'une recherche menée sur les régions françaises, Christophe Mestre présente les mutations dans l'action internationale de ces régions et plus particulièrement des politiques régionales d'internationalisation qui désormais passent de la solidarité internationale vers un intérêt plus pro-domo (pour sa



maison). Ces politiques donnent désormais la priorité à l'attractivité, au rayonnement et au développement économique, au changement de géographie d'intervention vers les pays émergents et même à l'arrêt de relations avec des collectivités territoriales des pays en voie de développement. La contribution de Mestre met entre autres en évidence comment les régions françaises s'adaptent aux nouveaux défis induits par la raréfaction des ressources budgétaires auxquelles elles pouvaient accéder avant pour financer leurs interventions en matière de coopération internationale.

Finalement, Constant Soko fait une analyse approfondie de l'économie minière de l'orpaillage artisanal dans les sociétés post-conflit à travers les jeux des acteurs et les enjeux de développement et de coopération internationale en Côte d'Ivoire. Plus précisément, il démontre que cette économie, bien qu'apportant des revenus conséquents au mineurs et aux populations locales, ne peut à elle seule suffire au développement local. L'État et les multinationales d'extraction minière en partenariat avec les orpailleurs artisanaux auraient un rôle important à jouer pour contribuer à améliorer la prospérité collective du pays, la santé et la sécurité des travailleurs et réduire les conséquences environnementales liées à ce type d'entreprise.

En terminant, je remercie chaleureusement mes collègues Mamadou Dimé de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, Camil Girard, Salmata Ouedraogo, Jeanne Simard, Khadiyatou Fall et Suzanne Tremblay de l'Université du Québec à Chicoutimi qui ont formé le Comité de lecture et de révision de ce dossier spécial.

Marie Fall, professeure, UQAC



# MAÎTRISE

## EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES (MBA POUR CADRES)

La maîtrise en administration des affaires est offerte à temps complet et s'adresse à des candidats ayant une solide expérience en gestion.

Le programme MBA pour cadres vise à développer les habiletés managériales de personnes œuvrant dans des environnements professionnels de direction.

[programmes.uqac.ca/3016](http://programmes.uqac.ca/3016)

UQAC

# La coopération internationale

## Des collectivités territoriales : regards croisés France/Canada

Chantale Dali<sup>a</sup>, Marie Fall<sup>b</sup>, Gérard Jean-Jacques<sup>c</sup>

**RÉSUMÉ.** Les collectivités territoriales jouent un rôle de plus en plus important dans la mise en œuvre de programmes de développement international. Par conséquent, la coopération internationale devient un champ pertinent pour les chercheurs et les intervenants qui doivent produire des connaissances permettant de mieux promouvoir les initiatives locales de développement. Cette production a pour objectif de mieux comprendre les enjeux et les défis de la coopération internationale des collectivités territoriales en France et au Canada. Pour atteindre cet objectif, nous avons procédé à un examen des pratiques de coopération recueillies dans divers documents gouvernementaux; mais, nous avons également analysé des articles et d'autres documents scientifiques. De cette analyse, il ressort qu'en France et au Canada, la coopération internationale des collectivités territoriales n'est pas désignée par le même concept, ne se déploie pas selon les mêmes approches, mais poursuit les mêmes objectifs.

**ABSTRACT.** Local and regional authorities play an increasingly important role in implementing international development programs. As a result, international cooperation becomes a relevant mechanism/field for researchers and authorities who must generate knowledge to enhance the promotion of local development initiatives. This generation of knowledge is intended to help understand the issues and challenges of inter-national cooperation of local authorities in France and in Canada. To achieve this objective, we conducted a review of the cooperation practices found in various government documents and also analyzed articles and other scientific documents. From this analysis, it was found that in France and Canada, international cooperation of local authorities is not designated by the same concept, is not implemented with the same approaches but pursues the same objectives.

### Introduction

À l'heure où des mouvements de citoyens émergent partout dans le monde pour revendiquer de nouvelles formes de justice sociale et de gouvernance démocratique, les collectivités territoriales sont confrontées à des enjeux de plus en plus globaux (Dantonel-Cor, 2007). Il importe alors de renforcer les compétences dédiées à ces collectivités territoriales afin de leur permettre de mieux faire face aux enjeux contemporains. Le renforcement des mécanismes de décentralisation dans la mise en œuvre des politiques de développement est une stratégie pour favoriser la participation des populations aux prises de décision et aux différents choix

stratégiques. Ces mécanismes permettent de confier la gestion « des intérêts spécifiques » des populations à des autorités librement choisies par les populations elles-mêmes. L'État, ainsi déchargé de ces « intérêts spécifiques », peut librement se consacrer à la gestion de questions d'intérêt plus général, voire national afin de rendre plus efficace son intervention. La décentralisation a donc pour but d'alléger le rôle de l'État dans la conception et la mise en œuvre des actions de développement (Dali, 2014). Ce transfert des compétences de l'État à des autorités locales permet également de créer une proximité entre l'administration et les administrés. Le but ici est d'accroître leur participation à la définition et à la mise en œuvre des actions de

<sup>a</sup> Auxiliaire de recherche, Laboratoire de recherche et d'intervention sur le développement de l'entreprise dans les pays en développement, Université du Québec à Trois-Rivières

<sup>b</sup> Professeure-chercheure, Laboratoire d'études et de recherches appliquées sur l'Afrique, Université du Québec à Chicoutimi

<sup>c</sup> Directeur de l'Unité ministérielle de Coordination et de Mise en œuvre des Politiques, Bureau du Premier Ministre de la Dominique

développement et, par ricochet, de satisfaire leurs besoins et leurs intérêts spécifiques. Par ailleurs, la décentralisation est également un mode de gestion administrative qui passe par une réorganisation de l'administration territoriale. Elle permet de conférer des pouvoirs à des autorités locales, généralement élues, pour exercer des compétences au sein d'une collectivité territoriale. Cette collectivité représente, généralement, une personne morale dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière (N'Dah, 2005). Par ailleurs, les collectivités locales peuvent jouer un rôle primordial dans la recherche de solutions aux enjeux mondiaux contemporains tels que les mouvements de revendication des citoyens, les changements climatiques, les crises migratoires; et cela à travers la coopération internationale. En effet, la seule voie qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour toute l'humanité est celle de la coopération et du partenariat.

Les collectivités territoriales sont dotées d'une mission de développement local et régional. Les stratégies locales mises en œuvre par ces collectivités doivent permettre aux territoires de produire leur propre développement. Rappelons que les grands courants théoriques qui tentent d'expliquer le développement régional et local permettent de les regrouper en trois grands axes : 1) la théorie de la base fondée sur le rôle des débouchés extérieurs; 2) la théorie des pôles de croissance fondée sur les mécanismes de propagation interne; et, 3) les théories du développement endogène fondées sur l'inégalité des forces sociales localisées et sur les dynamismes du milieu local (Ayda, 1985). Ces différents courants ne nous permettent pas encore de comprendre et d'expliquer, en moins de théoriser, la mission de développement international des collectivités territoriales. Cependant, une importance de plus en plus croissante est accordée à ces collectivités dans la mise en œuvre des plans de développement international. Ainsi, que ce soit à la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de Rio en 1992 ou le Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg en 2002, le rôle joué par les collectivités territoriales dans l'atteinte des objectifs de développement international a été clairement reconnu (Djefflat et Boidin, 2010). Dans cette perspective, la coopération internationale devient un champ d'application pour le développement régional et un instrument pour dynamiser les initiatives locales de développement. D'où la nécessité de produire de la

connaissance afin de mieux comprendre les réalités des collectivités territoriales. Pour y arriver, cette contribution propose une analyse croisée des expériences de coopération internationale de collectivités territoriales de la France et du Canada.

Le principal résultat de cette revue documentaire montre que la coopération internationale des collectivités territoriales se déploie sous des approches différentes en France et au Canada. Ainsi, en France, ce concept véhicule une conception restrictive de la coopération internationale des collectivités territoriales en ce sens qu'elle accorde la qualité et le statut d'agent de coopération décentralisée uniquement aux collectivités et aux autorités territoriales. Dans ce contexte, il s'agit plutôt de relations décentralisées au sens étroit de l'expression. Alors qu'au Canada, ce concept véhicule une conception plus extensive de la coopération internationale en ce sens que les associations et les organisations de solidarité internationale jouent un rôle central comme acteurs de la coopération internationale.

Le reste de l'article est structuré de la manière suivante : la deuxième section recense la littérature scientifique sur la coopération décentralisée des collectivités territoriales en France et au Canada ces dernières années. La troisième et la quatrième section décrivent respectivement les pratiques en France et au Canada. La cinquième section présente une analyse comparative des pratiques en France et au Canada.

## **1. La coopération internationale des collectivités territoriales : quels fondements théoriques?**

La recension des écrits scientifiques sur la coopération internationale des collectivités territoriales montre qu'il n'existe pas une abondante littérature qui traite de cette thématique de manière directe. Cette situation s'expliquerait par le fait que c'est une notion qui a été conceptualisée, et donc définie et maîtrisée, par les États eux-mêmes (Garcia, 2013). Les écrits dans ce domaine ont particulièrement été réalisés par des praticiens, des professionnels et des juristes de différents organismes sur les plans régional, national ou international et par des responsables de diverses autres associations. Il ressort de ces écrits (NDota-NGbalé, 2018; Favreau, 2017; Rozier, 2017; Tade, 2016; Bondo, et Nyonyo,

2013; Forum réfugié-Cosi, 2013; Garcia, 2013; Djefflat et Boidin, 2016 et 2010; Marie, 2003; Adda et Bertrand, 2001; Rescoop, 1997) qu'à l'origine, l'action internationale des villes s'est forgée, après la seconde guerre mondiale, dans un esprit de réconciliation à travers des ententes de « jumelage » (Vion, 2003). Ces jumelages avaient pour but de créer un rapprochement et une amitié entre les peuples en véhiculant un discours de paix. Ce rapprochement et cette amitié entre les peuples devenaient ainsi le préambule à la réconciliation des États eux-mêmes et permettaient aux élus locaux de se positionner au-delà de frontières nationales (Forum réfugié-Cosi, 2013; Garcia, 2013). Notons que le rapprochement des populations s'est réalisé à travers des échanges culturels, sportifs, éducatifs et de voyage entre les villes partenaires des deux pays concernés. Cette nouvelle forme partenariale de jumelage, post-seconde guerre mondiale, a été initiée, dans un premier temps, par les villes françaises et ensuite étendue aux villes allemandes, américaines et canadiennes ayant en commun l'histoire du débarquement allié. Les jumelages ont également été un outil de reconstruction de l'Europe dévastée après la seconde mondiale. Ce faisant, après les indépendances des pays africains, dans les années 1960, des jumelages ont été initiés entre les villes françaises et celles des anciennes colonies africaines dans un souci de réconciliation et de rapprochement. À cet effet, notons que le jumelage entre les villes de Marseille (France) et d'Abidjan (Côte d'Ivoire) fut le premier des jumelages entre les villes françaises et celles des anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne. Durant cette période, la coopération internationale était une compétence exclusivement du ressort des États du point de vue juridique. Le rôle des collectivités (villes) était alors de mettre sur pied des comités de jumelage ou de financer les activités menées à cet effet par des associations locales.

Avec les crises humanitaires des années 1980 en Afrique, la compétence internationale des collectivités territoriales a été renforcée pour passer des jumelages à une véritable coopération internationale (Garcia, 2013). C'est ainsi que les premières actions de développement ont été initiées avec le soutien à la construction d'infrastructures et le développement rural. Concomitamment, ces actions internationales des collectivités territoriales ont été définies par rapport à un cadre juridique

avec la formulation des premiers textes réglementaires en France notamment. Par la suite, les lois sur la décentralisation ont permis de renforcer cet encadrement de l'action internationale des collectivités territoriales institutionnalisant ainsi la compétence internationale des collectivités territoriales (Forum réfugié-Cosi, 2013).

Il existe deux approches majeures qui expliquent la coopération internationale des collectivités territoriales : une approche du développement et de la coopération basée sur les droits et une approche basée sur les besoins (Forum réfugié-Cosi, 2013). L'approche du développement et de la coopération basée sur les droits consiste à décrire les situations en termes d'obligation à répondre aux droits des personnes. Ici, l'action de coopération est replacée dans son contexte politique et réalisée en coopération avec des partenaires locaux autonomes qui participent au développement de leurs territoires. Cette approche sollicite le renforcement des modes de gouvernance et celui d'un État de droit démocratique. Devenant ainsi indissociable des droits, le développement peut facilement devenir durable, car le respect et la promotion des droits est à la fois une fin et un moyen du développement. Ce faisant, cette approche va au-delà de la seule notion de résultats, mais prend en compte la méthode utilisée pour atteindre ces résultats afin de respecter les principes promus par le projet de développement. Elle va également au-delà du manque de ressource pour se concentrer sur l'accès à la ressource. Ici, les acteurs de la coopération et du développement s'intéressent beaucoup plus aux racines structurelles de la pauvreté et des inégalités, aux dynamiques de pouvoir et à la répartition des richesses qui entraînent le processus de développement durable.

Quant à l'approche basée sur les besoins, elle décrit les situations en termes de besoins humains ou de domaines de développement. Elle cherche donc à répondre aux besoins légitimes des individus en comblant leur manque par un don de plus de ressources. Ces individus sont ici perçus comme des bénéficiaires de l'aide. Cette approche se focalise sur le résultat et non sur le processus. Relevons qu'il existe d'autres approches qui abordent la coopération internationale des collectivités territoriales et le développement régional sous l'aspect du genre, du développement durable ou encore de la participation citoyenne. Toujours est-il que la coopération internationale des collectivités territoriales est une politique publique

---

mise en œuvre par les villes, les municipalités, les départements et les régions.

## **2. La coopération internationale des collectivités territoriales en France**

La coopération internationale des collectivités territoriales, en France, est désignée par le terme « coopération décentralisée ». C'est l'instrument privilégié du dialogue entre l'État français et les collectivités territoriales en matière de coopération internationale défini par la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD). En France, le Code général des collectivités territoriales promulgué en 1996 (articles L. 1114-1 et suiv.) prévoit que la coopération décentralisée a notamment pour objet de : nouer des relations d'amitié ou de jumelage; contribuer à promouvoir à l'extérieur l'activité économique et culturelle des acteurs locaux; gérer les services publics d'intérêt commun; et, échanger des savoir-faire en matière de gestion publique locale. Au sens français, la coopération décentralisée se rapporte à l'établissement de relations de long terme entre collectivités territoriales françaises (régions, départements, communes et leurs groupements) et étrangères, formalisées par des conventions. Ces dernières définissent les actions de coopération prévues et leurs modalités techniques et financières. Ce sont les collectivités territoriales, signataires de la convention, qui sont maîtres d'ouvrage du partenariat de coopération décentralisée. La coopération peut prendre des formes diverses : aide au développement, appui institutionnel, gestion commune de biens et de services, coopération transfrontalière ou coopération interrégionale. La coopération décentralisée est définie comme « l'ensemble des actions de coopération internationale menées par convention dans un intérêt commun par une ou plusieurs collectivités territoriales ou locales françaises, d'une part, et une ou plusieurs autorités étrangères et leurs groupements d'autre part, dans le cadre de leurs compétences mutuelles » (ministère de l'Intérieur, ministère des Affaires étrangères, 2001). En France, la coopération décentralisée intervient dans cinq principaux secteurs : eau et assainissement, agriculture, éducation et formation professionnelle, gouvernance et société civile et enfin politique en matière de population, santé et fertilité.

Rappelons que les jumelages ont été la première forme de coopération des collectivités territoriales. Cette forme de coopération s'est d'abord développée, en France, en l'absence de toute base juridique avant d'être encadrée par le décret du 24 janvier 1956 qui lui a donné un cadre réglementaire. Ce cadre a été renforcé depuis les années 1980 avec les premières lois sur la décentralisation. Ainsi, « la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ouvre une timide porte à la coopération décentralisée » (Peyronnet, 2012 : p. 8). Par ailleurs, la Loi n°2007-147 du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements (la loi dite Thiollière) élargit la Loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, renforçant la décentralisation, la déconcentration et la coopération local et fait de l'action internationale des collectivités territoriales une de leurs compétences à part entière et leur laisse dorénavant une plus grande liberté d'action (Pinorini, 2008). En 2014, la Loi n° 2014-773 du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale « la loi dite Canfin », est venue modifier le Code général des collectivités territoriales et a reconnu leur rôle dans les politiques de développement. En effet, la loi Canfin élargit les prérogatives internationales des collectivités fixées par la loi Thiollière de 2007 en octroyant à tous les échelons territoriaux un poids important dans la coopération pour le développement et la possibilité de poursuivre une intervention économique grâce au champ international (Djefflat et Boidin, 2016). Dans cette perspective, les collectivités deviennent les premiers maillons d'attractivité économique du pays (Rozier, 2017) et elles prennent une part importante dans l'aide publique au développement (APD). D'où l'émergence du concept de « coopération économique décentralisée » (CED) qui véhicule l'idée que la coopération décentralisée devrait être axée sur les leviers économiques plutôt que sociaux, urbains, éducatifs, etc. (Djefflat et Boidin, 2016, Amon, 2015; Fichet et Mazars, 2013). La coopération économique décentralisée intègre les notions de « réciprocité » dans le sens du lien social de Polanyi (2008) et de « valorisation économique » des acteurs du Sud (Gleizal et Stephan, 2006). L'évolution juridique de l'action extérieure des collectivités territoriales en France peut se résumer comme suit :

- 1992 : la Loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République, du 6 février 1992, autorisait les collectivités territoriales françaises à signer des conventions avec des autorités locales étrangères dans le respect des engagements internationaux de la France. Néanmoins, aucune mention de l'aide au développement que pouvaient apporter les collectivités territoriales n'était faite et les subventions des collectivités au moment de catastrophes naturelles n'étaient pas fondées juridiquement.
- 2005 : la Loi relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite « loi Oudin-Santini », du 9 février 2005, autorise les collectivités territoriales à consacrer jusqu'à 1 % des recettes des services d'eau et d'assainissement à des actions de solidarité internationale dédiées à ce secteur.
- 2007 : la loi Thiollière permet aux collectivités territoriales et leurs groupements, dans le respect des engagements internationaux de la France, de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement. Et, si l'urgence le justifie, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre ou financer des actions à caractère humanitaire.
- 2014 : la Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale, du 7 juillet 2014, consacre notamment l'appellation « action extérieure » des collectivités, qui ne se limite plus uniquement à la coopération décentralisée, mais englobe bien la diversité des pratiques internationales des différents acteurs des territoires (projection de l'expertise d'une société d'économie mixte ou d'un opérateur, rayonnement économique des entreprises, etc.).
- 2015 : la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe » a supprimé la clause générale de compétence et donc réorganisé l'attribution des compétences entre les différents échelons de collectivités territoriales. Pour autant comme évoqué ci-dessous, les collectivités territoriales n'ont pas été limitées à leurs compétences propres dans le cadre de l'action extérieure.
- 2018 : la circulaire commune du 24 mai 2018 du ministère de l'Intérieur et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères rappelle les principes incombant aux collectivités territoriales dans la mise en œuvre de leurs actions internationales. Elle reprend notamment l'obligation de respecter les engagements internationaux de la France et les différents moyens de réaliser leurs coopérations internationales.

Différents auteurs (Boidin et Djeflat, 2016; Lainiel, 2013) ont relevé que l'État français a un rôle important et significatif dans la coopération économique décentralisée. Cette implication de l'État assure aux collectivités territoriales des subventions et du soutien technique. Désormais en France, la coopération décentralisée implique divers acteurs : administrations et opérateurs publics, fondations, entreprises, acteurs associatifs et collectivités territoriales (Forum réfugiés-Cosi, 2015). Notons qu'en France, une collectivité territoriale est une personne morale de droit public, décentralisée et dotée de compétences propres dans un ressort territorial déterminé et il en existe trois types : la commune, le département et la Région. Plus de 11 600 projets de coopération décentralisée, menés par près de 4770 collectivités territoriales françaises avec près de 8300 collectivités partenaires de 135 pays ont été répertoriés au 2 décembre 2016 dans l'Atlas français de la coopération décentralisée (France diplomatie, 2016). Les dix pays où sont menés le plus de projets par la coopération décentralisée française sont par ordre d'importance : l'Allemagne, le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso, le Royaume-Uni, le Maroc, l'Italie, la Pologne, l'Espagne et le Canada. Ces projets de coopération décentralisée peuvent être regroupés en cinq thématiques principales et par ordre d'importance : économie durable (27 %), éducation, social et recherche (26 %), culture et patrimoine (19 %), politique, humanitaire et coopération transfrontalière (16 %) et enfin environnement, climat et énergie (12 %). Les sources de financement de la coopération décentralisée des collectivités territoriales françaises sont de plusieurs ordres. Le budget communal demeure la principale source de financement de la coopération décentralisée. Des lois permettent également aux collectivités territoriales de financer leurs actions de coopération décentralisées. Ce sont : la loi

Oudin-Santini et la loi Thiollière. Et plus récemment, le « 1 % déchets » mis en place en 2014. Néanmoins, l'État français, à travers divers fonds, finance des projets de coopération décentralisée présentés, ou en réponse à un appel d'offres, par la collectivité territoriale. Ce sont par exemple le Programme d'appui à la coopération thématique des collectivités territoriales (PACT2) lancé en 2011. L'Union européenne, également, propose trois programmes de financement à travers desquels des projets de coopération décentralisée peuvent être financés : les programmes bilatéraux, les programmes régionaux et les programmes thématiques. Plusieurs dispositifs d'accompagnement de la coopération décentralisée existent pour les collectivités territoriales françaises qui sont engagés dans des partenariats de coopération décentralisée; nous pouvons citer : la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) et la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD). Les collectivités bénéficient également de l'appui de leurs organisations faitières sur les plans national et régional national ou régional. Dans ce sens, Cités Unies France (CUF), la fédération de toutes les collectivités territoriales françaises qui ont fait le choix de s'engager dans l'international, joue aujourd'hui un rôle essentiel dans la promotion de la coopération décentralisée. Elle met en relation de futurs partenaires de coopération grâce à sa bourse de projets. Elle assure également une coordination entre les différentes collectivités intervenant dans un même pays grâce aux groupes-pays et dans un même domaine d'intervention grâce aux groupes-thématiques. Le rapport sur l'action extérieure des collectivités territoriales françaises présenté par le ministre des Affaires étrangères (MAE) le 23 janvier 2013, estime à environ 230 millions d'euros le montant des dépenses réalisées par les collectivités territoriales françaises dans le cadre de leurs actions extérieures (Tade, 2016). En 2016, l'aide publique au développement (APD) des collectivités territoriales françaises s'élevait à 82,9 millions d'euros et se concentrait principalement dans dix pays bénéficiaires : Sénégal, Madagascar, Haïti, Mali, Burkina Faso, Vietnam, Togo, Maroc, Bénin et les Territoires palestiniens qui représentent à eux seuls 50,1 % de l'APD 2016 des collectivités territoriales françaises hors aide aux réfugiés. En 2017, pour la première fois, les collectivités territoriales françaises ont dû déclarer l'aide aux réfugiés sur le territoire français, les actions de sensibilisation au développement, ainsi que les bourses versées aux étudiants originaires des pays en développement venant étudier en France.

### **3. La coopération internationale des collectivités territoriales au Canada**

Au Canada, la coopération internationale des collectivités territoriales est désignée par l'expression de « coopération municipale à l'échelle internationale ». C'est la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui est l'interlocuteur privilégié pour tout ce qui touche la coopération municipale. À travers cette coopération municipale, la FCM se donne pour objectif d'aider les gouvernements municipaux des pays étrangers et leurs institutions nationales à renforcer leur capacité de maintenir et d'améliorer la qualité de vie de leurs citoyens. Les priorités stratégiques de cette mission sont : de promouvoir la démocratie et de renforcer les capacités des gouvernements locaux; également de renforcer la prospérité économique et la contribution du secteur privé; d'assurer la sûreté et la sécurité; et enfin, de promouvoir la viabilité environnementale. La coopération municipale est, ici, définie comme « toutes les activités d'envergure internationale auxquelles travaillent en collaboration des organismes publics et des spécialistes locaux dans le but de renforcer les administrations démocratiques locales » (Favreau, Fréchette et Lachapelle, 2008). Elle se rapporte également aux « ententes de coopération technique entre municipalités au Canada et dans les pays en voie de développement » (Hewitt, 1995; FCM, 1996; Poirier, 2010). Ces ententes municipales prennent généralement la forme d'une coopération au développement dans le sens d'une logique de réciprocité contrairement à « l'aide au développement » qui se déploie de manière unilatérale (Poirier, 2010). Comme l'a relevé NDota-NGBalé (2018), les liens entre les réformes législatives de décentralisation et la capacité des municipalités québécoises à mener des actions de coopération à l'étranger ne semblent pas être documentés par la doctrine. Ceci crée un vide théorique en la matière.

Il est important ici de rappeler que le Canada est une monarchie constitutionnelle organisée en un État fédéral créé en 1867 par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique connu depuis son rapatriement en 1982 sous le nom de Loi constitutionnelle de 1867. Il existe au Canada trois ordres de gouvernements : l'ordre fédéral, l'ordre provincial (et territorial) et l'ordre municipal. L'attribution des pouvoirs et compétences du gouvernement fédéral



et des provinces est établie par les articles 91 et 92 de la Loi constitutionnelle de 1867. Les administrations municipales (cités, villes, villages, comtés, districts et agglomérations urbaines) sont créées par les législatures provinciales, qui leur attribuent des pouvoirs qu'elles jugent utile de leur conférer. Le Canada compte environ 4000 municipalités.

Les relations internationales et la coopération internationale sont un champ de compétence du gouvernement fédéral et non des provinces ou des territoires. Cependant, dans un document officiel publié en 1968, *Fédéralisme et relations internationales*, le gouvernement fédéral reconnaît ouvertement depuis longtemps que les gouvernements provinciaux « peuvent naturellement maintenir des bureaux dans d'autres pays et désigner des représentants pour traiter des affaires qui intéressent les provinces et se rattachent essentiellement au secteur privé » (OCDE, 2005). Ce mandat n'est donc pas du ressort des municipalités qui ne sont donc pas dotées d'une autonomie financière pour les relations internationales (Gagnon et Sanschagrin, 2019; Lalonde, 2016; Young, 2013; Favreau, Fréchette et Lachapelle, 2008; Tessier, 1998).

Pendant longtemps, c'est l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui, dans le cadre des activités de solidarité et de coopération internationales, a œuvré à la promotion de la coopération municipale à l'échelle internationale. À titre d'exemple, cette agence a octroyé un financement de plus de sept millions de dollars à un consortium regroupant la Fédération canadienne des municipalités, l'Union des municipalités du Québec et la Ville de Montréal dans le cadre d'un projet de gouvernance démocratique visant la décentralisation et le soutien aux administrations infranationales en Haïti. Le projet comporte un volet d'appui au ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales afin d'améliorer la coordination de la coopération décentralisée (Bondo, et Nyonyo, 2013). Depuis 2013, l'ACDI a été fusionnée avec le ministère Affaires étrangères et Commerce international Canada. De cette fusion est née le ministère Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada qui depuis 2015, s'appelle Affaires mondiales Canada. Ce ministère est responsable des relations diplomatiques et de l'organisation de l'aide internationale au Canada. En ce qui concerne la coopération municipale, Affaires mondiales Canada traite avec la Fédération canadienne des

municipalités (FCM) afin d'aider les municipalités des pays étrangers et leurs institutions nationales à renforcer leur capacité de maintenir et d'améliorer la qualité de vie de leurs citoyens.

Au Québec, les municipalités peuvent adhérer à l'Union des municipalités du Québec (UMQ), un groupement créé en 1919 avec un rôle de représentation, d'amélioration de la gestion municipale, de formation et d'information (Fourrot, Sarrasin et Holly, 2011; Sauriol, 2007; Bherer, 2005; Divay et al., 2002; Galarneau, 1986). L'UMQ s'est engagée dans des activités de solidarité internationale depuis 1995, année où elle a entrepris un partenariat avec l'Association chilienne des municipalités. Soulignons que le Québec a débuté ses activités de coopération intermunicipale avec la première entente de jumelage signée par la Ville de Granby en 1957. Cette entente sera suivie par plusieurs accords de jumelage Nord-Sud qui, cependant, se résument au modèle de jumelage classique basé sur l'échange culturel et le simple envoi de dons (Bondo, et Nyonyo, 2013).

En juin 2017, l'Assemblée nationale du Québec a adopté le projet de loi no 122, *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* (2017, chapitre 13). En vertu de ce projet de loi, les municipalités sont enfin reconnues comme les véritables gouvernements de proximité. En effet, ce projet de loi représente la plus grande décentralisation des pouvoirs vers les municipalités de l'histoire de la province du Québec en levant une série d'entraves à l'exercice de leurs compétences et en contribuant à renforcer la participation citoyenne à la prise de décision locale. De plus, ce projet de loi vient officialiser la reconnaissance du statut de gouvernements de proximité aux municipalités québécoises. Ce faisant, il leur accorde davantage de « flexibilité » et de « liberté » pour l'exercice de leurs compétences dans les domaines suivants : aménagement du territoire, développement économique, transparence et information aux citoyens, finances et fiscalité municipales, gouvernance et pouvoirs aux municipalités. Les dispositions de cette nouvelle loi prévoient notamment que les conseils municipaux disposeront désormais d'une plus grande marge de manœuvre pour exercer leurs compétences.

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) gère, avec le soutien financier d’Affaires mondiales Canada, des programmes visant à améliorer la qualité de vie des communautés locales dans les pays en développement. Ainsi, en 2016, ce sont plus de 150 municipalités canadiennes qui se sont engagées à rencontrer cet objectif à l’échelle internationale par des partenariats avec des administrations locales dans plus de vingt pays répartis en Afrique, en Asie du Sud-est et en Amérique latine. Les programmes internationaux de la FCM visent à renforcer la gouvernance locale et la démocratie, à favoriser le développement économique et à promouvoir l’égalité hommes-femmes et le développement écoresponsable. L’aide au développement international de la FCM est estimée à plus de 25 millions de dollars par année dans le cadre des programmes suivants (FCM, 2016) :

1) *Projet de soutien aux municipalités de la Jordanie* - Soutien des municipalités jordaniennes qui accueillent des réfugiés syriens (2014-2019);

2) *Collectivités inclusives et durables en Amérique Latine (CISAL)* - afin de renforcer les gouvernements locaux de la Colombie et du Pérou dans leurs relations avec le secteur minier;

3) *Développer des municipalités inclusives et vertes* - afin de mettre en œuvre des projets de croissance économique durable et de modernisation des infrastructures municipales en Afrique du Sud; 4) *Partenariats municipaux pour l’innovation (DEL)* - dans l’objectif d’améliorer l’élaboration de politiques économiques en Bolivie, au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d’Ivoire, au Mali, au Nicaragua et au Vietnam;

5) *Partenariat pour le développement économique local et la gouvernance démocratique* - dans l’objectif de promouvoir la croissance économique, de renforcer la coopération intergouvernementale et de favoriser l’égalité hommes-femmes en Ukraine;

6) *Programme de coopération municipale Haïti-Canada (PCM2)* - afin de compléter le renforcement institutionnel de cinq collectivités territoriales haïtiennes (ville de Port-au-Prince et communes de Gressier, Léogâne, Grand-Goâve, et Petit-Goâve), de deux Fédérations nationales d’élus locaux (FENAMH et FENACAH) et du ministère de l’Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), entamé à la suite du séisme de 2010;

7) *Programme de développement économique dans les Caraïbes (CARILED)* - pour soutenir les gouvernements municipaux de l’ensemble des Caraïbes dans la mise en œuvre des politiques et des services nécessaires pour susciter des investissements dans leurs collectivités;

8) *Projet d’informatisation du registre foncier de titres privés en Haïti (PIRFH)* - afin d’améliorer le système foncier en Haïti en vue de favoriser la prospérité et la croissance économique.

#### **4. Analyse comparative des pratiques de coopération internationale des collectivités territoriales : France versus Canada**

L’analyse comparative des pratiques de coopération internationale des collectivités territoriales en France et au Canada est effectuée selon les points suivants : 1) le cadre juridique et institutionnel; 2) l’autonomie et le financement; et enfin, 3) les approches de la coopération internationale.

##### **4.1 Le cadre juridique et institutionnel**

En France, la coopération internationale des collectivités territoriales est désignée par l’expression Coopération décentralisée. Cette expression apparaît, pour la première fois, dans un texte officiel français en 1985 dans une circulaire du premier ministre, du 10 mai 1985 (n° 2063/SG relative à l’action extérieure des collectivités territoriales). Dans l’acception française, la coopération décentralisée désigne les relations que seuls les collectivités locales et leurs groupements nouent avec leurs homologues. Pays dont les collectivités territoriales ont une tradition de la coopération décentralisée vieille de plusieurs décennies, la France n’a pas hésité un seul instant à institutionnaliser cette pratique d’abord en 1982, puis en 1992, avec la Loi du 2 février relative à l’administration territoriale de la République, complétée par la Loi du 4 février 1995 d’orientation pour l’aménagement et le développement du territoire (Bondo, et Nyonyo, 2013) et plus récemment, par la loi NOTRe. Par ailleurs, le législateur a autorisé les collectivités territoriales à signer des accords avec des représentants locaux de l’État, notamment là où la gestion locale n’est pas assurée par un élu mais par une autorité nommée par l’État central. Rappelons que les villes de Niort et de Marseille sont les premières à avoir signé un

accord de jumelage, respectivement avec Atakpamé (Togo) et Abidjan (Côte d'Ivoire) en 1958 (Bondo, et Nyonyo, 2013). Actuellement, dans la plupart des États, il existe un dispositif de soutien et d'accompagnement à l'action internationale des collectivités locales. En France, la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) est l'instrument privilégié du dialogue entre l'État et les collectivités territoriales. Au Canada la coopération internationale des collectivités territoriales est désignée par le concept de Coopération municipale à l'échelle internationale. Les textes officiels ne définissent ni le contenu, ni la finalité de la coopération municipale à l'échelle internationale. Plus précisément, l'absence de cadre politique précis laisse de larges marges de manœuvre aux acteurs pour définir l'objet de leur relation. La pleine responsabilité des choix et des méthodes d'actions appartient aux municipalités (Michaud, 2016; Paquin, 2005a) et à leur fédération, la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui est la structure de soutien et d'accompagnement à l'action internationale des collectivités locales.

## 4.2 L'autonomie et le financement

Sur le plan de l'autonomie des collectivités territoriales et du financement de leurs activités à l'international, notons qu'en France les collectivités ne disposent pas d'une autonomie totale du fait qu'elles subissent un contrôle étroit du pouvoir central alors qu'au Canada, les collectivités disposent d'assez d'autonomie afin de nouer des relations de coopération avec des collectivités étrangères. Elles peuvent même disposer de représentations dans certains pays. Pour ce qui est du financement des activités à l'international des collectivités, que l'on soit en France ou au Canada, la tutelle financière et politique que les gouvernements nationaux exercent sur les collectivités oblige ces dernières à aligner leurs attentes sur celles des États.

## 4.3 Les approches de la coopération internationale

Sur le plan des approches de la coopération internationale des collectivités territoriales, la coopération décentralisée en France se déploie selon une approche francophone. Elle véhicule une conception restrictive de la coopération internationale des collectivités territoriales (Favreau, 2017; Favreau,

2014; Bondo, et Nyonyo, 2013; Favreau, Fréchette et Lachapelle, 2008; Adda et Bertrand, 2001). Cette coopération décentralisée accorde la qualité et le statut d'agent de coopération décentralisée uniquement aux collectivités et autorités territoriales. Il s'agit de relations décentralisées au sens étroit de l'expression. Les acteurs de la coopération, dans ce cadre, sont les collectivités décentralisées et leurs groupements. Ainsi, toute collectivité ou institution publique, disposant d'une assemblée élue au suffrage universel, peut mener des actions de coopération décentralisée. Ce sont donc les autorités locales élues qui ont par excellence le statut d'agent de la coopération décentralisée. Tous les organismes, qui ne relèvent pas de cette catégorie d'institutions et qui ont des relations avec des organismes étrangers, font de la « coopération non gouvernementale ». Cette approche francophone favorise l'autonomie locale et la démocratie à la base afin de contribuer à l'essor de la décentralisation. C'est l'ensemble des actions extérieures de ces acteurs infra-étatiques qui est qualifié, en France, de « Coopération décentralisée ». Ces acteurs territoriaux peuvent ici entrer en relation directe avec les instances supranationales pour définir leurs activités suivant les intérêts particuliers qui transcendent les frontières de l'État-nation. La coopération décentralisée est essentiellement basée sur des projets de développement.

En revanche, au Canada, la coopération municipale à l'échelle internationale véhicule une conception plus extensive de la « coopération internationale » en ce sens qu'ici les associations et organisations de solidarité internationale jouent un rôle central comme acteur de la coopération internationale. La coopération internationale fait intervenir d'autres agents économiques et sociaux, en particulier des associations, des universités, des entreprises, etc. Nous sommes en présence d'une approche anglosaxonne de la coopération internationale des collectivités territoriales selon laquelle la coopération internationale comprend toute action internationale mise en œuvre par tout acteur infra-étatique et pas nécessairement territorial (Favreau, 2009; Paquin, 2005b). Cette approche s'applique par exemple à la coopération entre des universités de différents pays ou encore à la coopération des Organisations non gouvernementales (ONGs). Cette approche priorise le secteur ou le domaine d'activités.

## Conclusion

Que l'on soit en France ou au Canada, la coopération internationale des collectivités territoriales poursuit les mêmes objectifs : 1) une volonté de solidarité marquée par une approche humanitaire; 2) une volonté d'action auprès des communautés, marquée par une approche de développement; 3) une volonté d'appui au processus de décentralisation marquée par une approche d'appui institutionnel; et enfin 4) une volonté de coopération, marquée par une approche d'intérêts mutuels. Malgré cette similarité des objectifs, l'analyse des différents écrits que nous avons consultés a montré que le cadre d'exercice de la coopération, les moyens et dispositifs mis en œuvre s'expriment différemment dans ces deux pays. En effet, au terme de cette analyse comparative, nous pouvons retenir qu'en France ou au Canada, la coopération internationale des collectivités territoriales a pour objectif d'établir des liens durables entre collectivités locales de différents pays allant du simple jumelage à la coopération proprement dite. Cependant, une distinction est à faire quant à la mise en œuvre de cette coopération. En effet, le Canada est une

fédération. La coopération internationale est du ressort du gouvernement fédéral. Les collectivités territoriales n'ont pas de mandat pour nouer des relations internationales. Par contre, en France, les collectivités ont des ressources financières propres qui les rendent autonomes en matière de coopération internationale.

Toutefois, au Canada, les gouvernements provinciaux et municipaux ont pris de nombreuses initiatives pour établir des relations de coopération partout dans le monde. Par ailleurs, que l'on soit au Canada ou en France, les pratiques de coopération internationale des collectivités territoriales priorisent de plus en plus des initiatives se rapportant à l'appui institutionnel, au transfert de savoir-faire, aux échanges d'expérience et au renforcement des capacités des acteurs du développement local. Dans cette perspective, les bénéficiaires des projets de coopération deviennent des partenaires du développement de leur localité. Des études empiriques plus approfondies sur la coopération internationale des collectivités territoriales permettront de mieux enrichir le débat au Canada.

## RÉFÉRENCES

- Amon, O. (2015). *Quel regard porter sur le passage de la coopération décentralisée à la coopération économique décentralisée en France?* (Mémoire de maîtrise inédit). Université Lille 1, Lille, France.
- Aydalot, P. (1985). *Économie régionale et urbaine*. Paris, France: Economica.
- Bastien, R. (1981). *Fédéralisme et décentralisation, où en sommes-nous?* Ottawa, Ontario: Gouvernement du Canada. Repéré à [http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2016/bcp-pco/CP46-3-8-fra.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2016/bcp-pco/CP46-3-8-fra.pdf)
- Bekkouche, A. et Gallet, B. (2001). La coopération décentralisée: l'émergence des collectivités et autorités territoriales sur la scène internationale. Dans Centre Thucydide (Éd.) *Annuaire français des relations internationales* (Vol. 2, pp. 376-392). Bruxelles, Suisse: Bruylant. Repéré à <http://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2006/03/gallet2001.pdf>
- Bherer, L. (2005). *Jeux d'échelle et transformation de l'État: le gouvernement des territoires au Québec et en France*. Québec, QC: Presses Université Laval.
- Bondo, M. et Nyonyo, M.B. (2013). *La coopération décentralisée dans l'espace francophone* (Projet de rapport. Document N°12). Session de l'APF, Assemblée parlementaire de la Francophonie. Repéré à [https://apf.francophonie.org/IMG/pdf/2013\\_07\\_session\\_cap\\_rapportcoopdecentr.pdf](https://apf.francophonie.org/IMG/pdf/2013_07_session_cap_rapportcoopdecentr.pdf)
- Dali, C. (2014). *Entrepreneuriat féminin et développement local en milieu rural*. Saarbrücken, Deutschland: Presses académiques françaises.
- Dantonel-Cor, N. (2007). *Droit des collectivités territoriales*. Paris, France: Éditions Bréal.
- Divay, G., Collin, J. P., Germain, A., Hamel, P. J., Polèse, M., Séguin, A. M. et Sénécal, G. (2002). *Le monde municipal québécois 2002-2012: Changer les façons de voir pour changer les façons de faire. Éléments condensés pour une prospective*. Montréal, QC: INRS Centre-Urbanisation Culture Société. Repéré à [http://espace.inrs.ca/4964/1/rap2003\\_03.pdf](http://espace.inrs.ca/4964/1/rap2003_03.pdf)
- Djeflat, A., Boidin, B. (2010). Coopération décentralisée et développement durable. *Développement durable et territoires*, 1(1). Repéré à <http://developpementdurable.revues.org/8385>

- Djefflat, A et Boidin, B. (2016). Présentation. Mutations et questions autour de la coopération décentralisée. *Mondes en développement*, 175(3), 7-22. doi: 10.3917/med.175.0007
- Favreau, L. (2017). *Mouvement communautaire et État social : Le défi de la transition sociale-écologique*. Québec, QC: Presses de l'Université du Québec.
- Favreau, L. (2009). Coopération internationale de proximité. Histoire, fondements et enjeux actuels des OCI du Québec. *Globe: Revue internationale d'études québécoises*, 12(1), 17-41. doi: 10.7202/1000768ar
- Favreau, L., Fréchette, L. et Lachapelle, R. (2008). *Coopération Nord-Sud et développement: le défi de la réciprocité*. Québec, QC: Presses de l'Université du Québec.
- Fédération Canadienne des Municipalités, FCM (2016). Programmes internationaux. Repéré à <https://fcm.ca/fr/programmes/programmes-internationaux>.
- Fédération Canadienne des Municipalités : Bureau International. (1996). *Two-Way Street: ... how international municipal cooperation benefits Canadian municipalities* (Rapport). Ottawa, ON: Auteur
- Fichet, J.-L. et Mazars, S. (2013). *Les collectivités territoriales et le développement économique : vers une nouvelle étape?* (Rapport d'information au Sénat). Repéré à <http://www.senat.fr/rap/r12-372/r12-3722.html>
- Forum réfugié-Cosi. (2013). *Coopération décentralisée et accès aux droits : Pourquoi prendre en compte les droits, la gouvernance démocratique et l'État de droit dans un projet de coopération décentralisée?* (Fiche technique N°1). Repéré à [http://www.resacoop.org/sites/default/files/05kit\\_etatdedroit\\_fichetechn\\_1.pdf](http://www.resacoop.org/sites/default/files/05kit_etatdedroit_fichetechn_1.pdf)
- Fourrot, A.-C., Sarrasin, R. et Holly, G. (2011). Comparer le Québec: approches, enjeux, spécificités. *Politique et sociétés*, 30(1), 3-18. doi: 10.7202/1006056ar
- France diplomatie. (2016). Atlas français de la coopération décentralisée. Repéré à <https://pastel.diplomatie.gouv.fr/cncdext/dyn/public/atlas/accesMonde.html>
- Gagnon, A. G. et Sanschagrin, D. (2019). *La politique québécoise et canadienne : acteurs, institutions, sociétés*. (2e éd.). Québec, QC: Presses de l'Université du Québec.
- Galarneau, H. (1986). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec. *Études internationales*, 17(3), 635-660. doi: 10.7202/702050ar
- Garcia, E. (2013). *L'action internationale des collectivités territoriales: un outil de développement des territoires français?* (Thèse de doctorat inédite). Université de Cergy-Pontoise, Cergy, France.
- Gleizal, J.-J. et Stephan, V. (2006). Entre théorie et pratique, le moment actuel de l'action internationale des collectivités locales : l'exemple de la maison internationale de Grenoble. *Autrepart*, 37, 111-127. doi: 10.3917/autr.037.0111
- Hewitt, W. E. (1995). *Des partenariats fertiles. Les échanges entre les municipalités canadiennes et latino-américaines*. Ottawa, ON: Fondation canadienne pour les Amériques.
- Lainiel, A. (2013). *Rapport sur l'action extérieures des collectivités territoriales : nouvelles approches et nouvelles ambitions*. Paris, France: Ministère des Affaires étrangères et européennes.
- Lalonde, C. (2016). Les relations entre les paliers fédéral et municipal au Canada. Repéré à <http://www.vrm.ca/les-relations-entre-les-paliers-federal-et-municipal-au-canada/>
- Marie, A. (2003). *La coopération décentralisée et ses paradoxes*. Paris, France: Éditions Karthala.
- Michaud, N. (2016). *50 ans de construction des administrations publiques: Regards croisés entre la France et le Québec*. Québec, QC: Presses de l'Université du Québec.
- Ministère de l'intérieur, Ministère des affaires étrangères (2001). Circulaire du 20 avril 2001 sur la coopération décentralisée des collectivités territoriales françaises et leurs groupements avec des collectivités territoriales étrangères et leurs groupements. Repéré à <http://www.senat.fr/ct/ct04-02/ct04-0228.html>
- NDota-NGbalé, L. (2018, mai). *Réformes législatives de décentralisation (2000-2017) et développement régional du Québec : de nouvelles compétences juridiques favorisant l'internationalisation des municipalités?* Communication présentée au 86<sup>e</sup> Colloque de l'ACFAS, Chicoutimi, QC.

- 
- Paquin, S. (2005a). Quelle place pour les provinces canadiennes dans les organisations et les négociations internationales du Canada à la lumière des pratiques au sein d'autres fédérations? *Canadian Public Administration*, 48(4), 477-505. doi: 10.1111/j.1754-7121.2005.tb01199.x
- Paquin, S. (2005b). Les actions extérieures des entités subétatiques : quelle signification pour la politique comparée et les relations internationales? *Revue internationale de politique comparée*, 12(2), 129-142. doi: 10.3917/ripc.122.0129
- Peyronnet, J. C. (2012). *Rapport d'information fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation (1) sur la coopération décentralisée* (Rapport N° 123), Sénat session ordinaire de 2012-2013. Repéré à <http://www.senat.fr/rap/r12-123/r12-1231.pdf>
- Pinorini, A. (2008). *La politique de coopération décentralisée Grenoble Ouagadougou, 1998-2008 Cycle de projet, processus organisationnel et jeu politique*. (Mémoire de maîtrise inédit). IEDES- Institut d'Études du Développement Économique et Social- Université de Paris 1, Paris, France.
- Polanyi, K. (2008). La sémantique des usages de la monnaie. Dans M. Cangiani et J. Maucourant (Éds.) *Essais de Karl Polanyi*, (pp. 221-243). Paris, France: Seuil.
- Poirier, F. (2010). *Améliorer la gestion des relations bilatérales de la ville de Montréal dans le domaine de la coopération municipale internationale* (Mémoire de maîtrise inédit). ÉNAP, Québec, QC.
- OCDE. (2005). Annexes. *Revue de l'OCDE sur le développement*, 6(4), 35-62. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-de-l-ocde-sur-le-developpement-2005-4-page-35.htm>.
- RESACOOOP (1997). Compte-rendu des Assises régionales de la coopération et de la solidarité internationale en Rhône-Alpes. Repéré à <http://www.resacoop.org/contribution-de-resacoop-aux-assises-nationales-du>
- Rozier, H. (2017). De la coopération décentralisée à l'action internationale des collectivités: un paradigme économique? *Revue internationale des études du développement*, 232(4), 43-65. doi:10.3917/ried.232.0043.
- Sauriol, D. (2007). *L'identité dans les relations internationales du Québec: le cas des relations Québec-Bavière* (Mémoire de maîtrise inédit). Université du Québec à Montréal, Montréal, QC.
- Tade, K. (2016). *Impact des projets de coopération décentralisée sur la réduction des inégalités d'accès aux services sociaux de base : Cas des coopérations décentralisées franco-burkinabés et franco-béninoises* (Thèse de doctorat inédite). Université Paris-Saclay. Repéré à <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01370054/document>
- Tessier, M. (1998). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec. *Études internationales*, 29(3), 683-703. doi: 10.7202/703924ar
- Vion, A. (2003). L'invention de la tradition des jumelages (1951-1956) : mobilisations pour un droit. *Revue française de science politique*, 53(4), 559-582. doi:10.3917/rfsp.534.0559
- Young, R. (2013). La gouvernance multiniveau et les politiques publiques au sein des municipalités du Canada: reddition de comptes et efficacité. *Télescope: Revue d'analyse comparée en administration publique*, 19(1), 25-42. doi: 10.7202/1017150ar

# Les jeunes francophones et l'Afrique. Une piste pour les défis démographiques et économiques des régions ressources du Québec

Abdoul Echraf Ouedraogo<sup>a</sup>

**RÉSUMÉ.** Les régions ressources du Québec sont installées dans un cycle de dévitalisation démographique face auquel les politiques et programmes successifs en faveur du développement régional ne semblent pas infléchir. Ces politiques se focalisent principalement sur la valorisation des potentialités économiques, la stimulation de l'entrepreneuriat, la promotion de pôles d'excellence qui sont autant de dimensions qui font défaut aux régions. Pourtant, en mettant l'accent sur ce qui fait défaut aux régions, les stratégies promues minorent des atouts importants de ces régions : soit, le capital institutionnel et le potentiel de produits et services que ses institutions pourraient offrir; ensuite, le capital de position de ces régions du Québec dont la complémentarité des besoins avec les autres régions francophones du monde est frappante. Cet article montre que les régions du Québec ont tout intérêt à tirer avantage de la diversité et du nombre d'organisations et d'institutions qui maillent les territoires régionaux, tout autant que de l'offre éducative, culturelle et artistique que ces institutions peuvent apporter dans un marché mondial de l'éducation, de la culture et du loisir en pleine expansion.

**ABSTRACT.** *Quebec's resource regions are experiencing a cycle of demographic devitalization, where successive regional development policies and programs do not seem to have an effect. These policies focus mainly on enhancing economic potential, stimulating entrepreneurship and promoting centres of excellence, that are all lacking in the regions. However, by focusing on what is lacking in the regions, the strategies promoted minimize significant assets of these regions: firstly, the institutional capital and the potential of the products and services that its institutions could provide; secondly, the location advantage of these regions of Quebec, whose needs complementarity with other francophone regions of the world is striking. This article points out that Quebec regions have every interest in taking advantage of the diversity and number of organizations and institutions that mesh regional territories. It also points out the educational, cultural and artistic advantages that these institutions can provide in the growing global market of education, culture and leisure activity.*

## Introduction

Tandis que partout dans le monde le développement économique se « métropolise », la marginalisation des régions rurales devient comme une fatalité de l'histoire. Si les manifestations économiques de ce mouvement inversé entre métropoles et régions peuvent tarder à se faire sentir, l'effet démographique est presque instantané. Recensement après recensement, les statistiques montrent partout dans le monde des gains continus de population dans les métropoles, et des pertes de

population dans les régions rurales qui ont comme corollaire leur dévitalisation progressive.

Pour les régions du Québec, cette dévitalisation prend une ampleur plus aiguë du fait qu'elle se conjugue à un contexte de vieillissement de la population<sup>1</sup>, particulièrement prononcé dans les régions dites ressources. L'indice de vitalité économique calculé par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) montre qu'en 2014, les trois municipalités présentant l'indice de vitalité économique le plus faible se situaient dans ces dites régions (Gaspésie-Îles de la Madeleine et du Bas-Saint-Laurent) (ISQ,

<sup>a</sup> Docteur en développement régional, chercheur associé à la Chaire Senghor de l'Université du Québec en Outaouais et consultant international en coopération

---

2016, p. 2). Si on étend les observations aux dix municipalités ayant l'indice de vitalité le plus faible, sept d'entre elles se trouvaient dans une de ces régions éloignées. De fait, c'est près de 85 % des municipalités du Bas-Saint-Laurent et tout près de 90 % de celles de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine qui présentaient selon les données de 2014 un indice de vitalité négatif. À l'opposé selon les données de l'ISQ, « les communautés les plus vitalisées sur le plan économique se concentrent essentiellement (...) dans les régions métropolitaines de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Gatineau. Des 219 localités du premier quintile, 90 sont situées dans ces régions métropolitaines. En contrepartie, on trouve peu de localités éloignées des grands centres urbains dans le haut du classement » (ISQ, 2016, p. 5).

Pour faire face à cette dévitalisation dont les causes sont principalement d'origine démographique, les régions éloignées se sont engagées dans des stratégies de régionalisation de l'immigration, d'attraction des étudiants étrangers, et d'internationalisation des établissements régionaux à vocation économique (PME) et éducative (collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps) et universités). Ce texte portera sur ces trois stratégies privilégiées par les régions, en discutant de leur pertinence et de leur effectivité selon le potentiel qu'offre l'espace francophone qui devrait constituer un marché naturel pour les acteurs régionaux du Québec. Nous commençons l'article par rappeler le contexte des politiques publiques dans lequel s'inscrit chacune de ces stratégies et qui ont une influence sur leur portée.

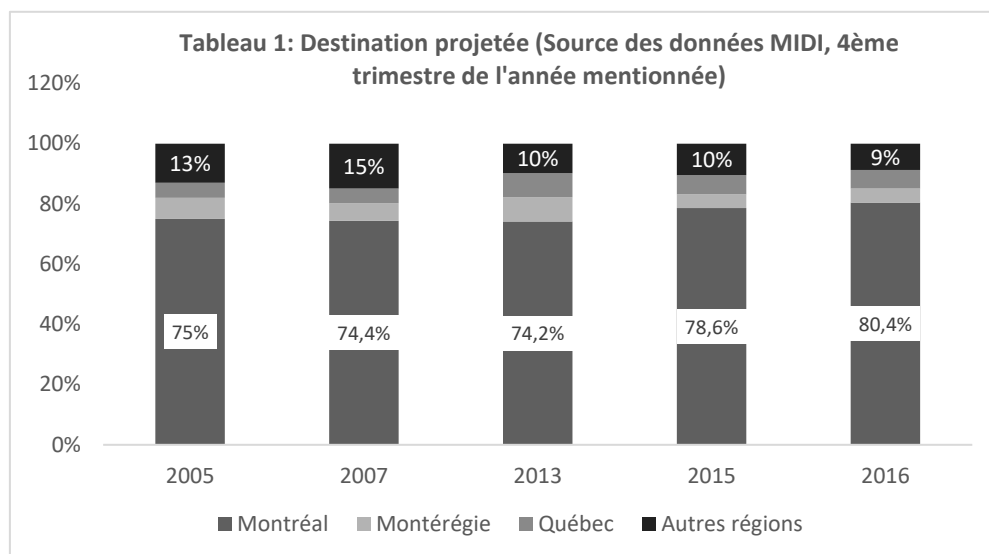
## **1. Historique de la régionalisation de l'immigration au Québec**

Depuis 1991, le Québec s'est fixé comme objectif de « favoriser la régionalisation de l'immigration dans une perspective de développement régional » (MICC, 1991, p. 63). Les résultats obtenus, deux

décennies après cette déclaration sont modestes bien que réels. Dès la première décennie suivant cette déclaration (entre 1991 et 2001), la proportion d'immigrants choisissant de s'installer ailleurs qu'à Montréal a augmenté de 12 % (de 70 670 à 85 080), selon les données du ministère de l'Immigration (MICC, 2003, p. 21). Cependant, l'essentiel de cette déconcentration s'est fait en faveur des régions avoisinant immédiatement celle de Montréal comme la région de Laval, la Montérégie et jusqu'à une certaine mesure la région de Québec et l'Outaouais. Encore en 2017, les régions éloignées de la métropole qu'on appelle communément régions ressources (Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Abitibi-Témiscamingue, etc.) attirent chacune moins de 2 % des immigrants admis au Québec.

Le défi de la régionalisation reste donc entièrement posé à ces régions périphériques qui n'ont pas bénéficié de cette tendance à la déconcentration de l'immigration hors de la région de Montréal. De plus, les différents gouvernements à travers leur politique publique régionale ont placé la barre haute en faisant de l'immigration un des principaux outils de revitalisation des régions. Or, le bilan des initiatives montre qu'il ne suffit pas d'attirer les immigrants en région, encore faudrait-il avoir sur place les conditions économiques et les services nécessaires pour les garder. Malheureusement, faute d'emplois, de diversification économique, et de cadre social adéquat, leur rétention se révèle un pari difficile, et ce, même si le Québec est une des premières provinces canadiennes à définir la régionalisation de l'immigration comme un enjeu dans ses politiques publiques. Les statistiques sur la région de destination montrent que l'essentiel de l'immigration projetée vise la grande région de Montréal, la Montérégie et la ville de Québec, de sorte que les autres régions sur les treize que compte la province se partagent autour de 10 % de l'immigration projetée selon le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI).





**Tableau 1 – Destination projetée (Source des données MIDI, 4<sup>e</sup> trimestre de l'année mentionnée)**  
 Source : Statistiques sur la destination projetée. (Donnée du 4<sup>e</sup> trimestre des années mentionnées, compilées à partir des *Bulletins statistiques sur l'immigration permanente au Québec* du MIDI<sup>2</sup>)

Rien n'indique des améliorations dans le futur. Les projections de l'ISQ, en matière d'immigration, indiquent qu'en 2021, 79 % des immigrants résideraient dans la région métropolitaine de Montréal, contre seulement 0,06 % en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 0,08 % sur la Côte-Nord, 0,21 % au Bas-Saint-Laurent et 0,33 % au Saguenay-Lac-Saint-Jean (ISQ, 2014).

Sur le plan des politiques publiques, on constate que la régionalisation de l'immigration est un discours récurrent dans la mesure où, périodiquement, il connaît des pics avant de s'éteindre. Si les énoncés politiques officiels en la matière sont relativement récents (à partir de 1990), les préoccupations quant à une meilleure répartition spatiale des immigrants remontent aux années cinquante. Déjà, en 1954, il y avait eu un débat public soutenu à l'effet que le Québec devait imiter l'Ontario qui a réussi à redonner un second souffle à ses terres agricoles laissées en friche, grâce à l'attraction d'immigrants européens en milieu rural (Manegre, 1993; Simard, 1994).

Après s'être estompé pendant une quinzaine d'années, le discours sur la régionalisation de l'immigration réapparaît en 1972 sous forme d'une volonté de « dé-métropolisation » d'un phénomène qui ne profitait qu'à Montréal. Les programmes de francisation (COFI) mis en œuvre dès 1975 dans cinq régions du Québec (Québec, Trois-Rivières, Hull, Sherbrooke,

Chicoutimi) autres que Montréal entraient dans cette optique de dé-métropolisation (Simard, 1994). Cependant, dans les années qui ont suivi, la régionalisation n'a touché essentiellement que les personnes arrivées sous le statut de réfugiés, avec une proportion de plus de 45 % de cette catégorie établie à cette période hors de la région de Montréal. Le fait que, quelques années plus tard, la quasi-totalité de cette population avait quitté les régions pour les principales métropoles de la province (Montréal, Québec, Sherbrooke) allait cependant freiner l'ardeur des partisans de la régionalisation.

À partir de 2003, l'intérêt pour la régionalisation de l'immigration prend un nouveau souffle, dans la foulée des consultations nationales sur le devenir des régions et l'impact des changements démographiques. Apparue comme enjeu majeur dans le plan d'action gouvernemental de 2004 (MICC, 2004), l'immigration sera considérée comme outil de développement régional lors du *Forum des générations* d'octobre 2004. La question de la participation des immigrants au développement du Québec occupera alors une bonne partie du plan d'action gouvernementale 2004-2007.

Cependant, comme dans plusieurs autres régions rurales canadiennes, les expériences de rétention de nouveaux arrivants ont été jusque-là peu concluantes. Entre autres explications avancées, il y a

le fait que les politiques de sélection ne sont pas adaptées au contexte des collectivités régionales et/ou rurales. Ces politiques favorisent principalement des immigrants ayant un profil urbain (universitaires, cadres, etc.) qui s'apparie mal avec les besoins des régions (Di Biase et Bauder, 2005; Reitz, 2005; Beshiri et Alfred, 2002; Beshiri, 2005). Or, malgré l'importance grandissante du secteur tertiaire, l'économie des régions rurales canadiennes reste encore très marquée par le secteur primaire qui demande principalement des ouvriers et des techniciens spécialisés plutôt que des cadres (Beshiri, 2005). Quand malgré tout, les régions arrivent à attirer des immigrants, ce sont les perspectives d'emploi pour les conjoints, la disponibilité de services connexes, l'accueil et les possibilités d'intégration sociale qui ne favorisent pas leur établissement à long terme (Ouedraogo, 2012; Bollman, Beshiri et Clemson, 2007).

Ces problèmes ne sont pas spécifiques aux régions ressources ou éloignées du Québec. Aux États-Unis, Johnson (2003) avait montré qu'au cours des cinq premières années suivant leur établissement dans les collectivités rurales, la moitié des immigrants repartaient principalement à cause du manque d'emploi. En Australie, le même problème de rétention se pose malgré une forte pénurie de main-d'œuvre de toutes catégories dans la partie rurale (Collins, 2007) et une forte critique écologique contre l'immigration métropolitaine (Hage, 1998). À l'instar du Canada, le gouvernement australien a même adopté avec un succès mitigé de nouvelles initiatives telles que le *Regional Sponsored Migration Scheme* (RSMS) et le *Regional Established Area Sponsored* (REAS). Ces programmes accordent des points supplémentaires et même de l'aide financière aux immigrants désireux de s'installer en dehors des métropoles.

Mesurant de plus en plus la dimension du problème, les pouvoirs publics comme les acteurs régionaux ont décidé de varier les stratégies pour attirer plus d'immigrants en région. En plus de viser les immigrants résidant dans les grands centres comme Montréal, les étudiants étrangers sont désormais identifiés comme des immigrants potentiels à attirer et à retenir (Ouedraogo et Boisjoly, 2012). Il paraît, en effet, plus judicieux de cibler ces jeunes et de les attirer dans des domaines de formation répondant aux besoins de l'économie locale que de chercher à déraciner des immigrants déjà

bien établis à Montréal. À long terme, croit le ministère de l'Immigration, ces jeunes « possèdent un potentiel d'intégration élevé et représentent des candidatures de choix pour le Québec » (MICC, 2004, p. 21)<sup>3</sup>.

## **2. Un début de mobilisation des acteurs régionaux autour de la capacité d'attraction de leurs établissements d'enseignement et de formation**

Face aux défis d'attraction et de rétention que connaissent les régions du Québec, le Gouvernement du Québec a commencé à signer depuis 2006 un nombre record d'ententes en matière de régionalisation de l'immigration avec les régions<sup>4</sup>. La nouveauté dans cette politique tient surtout au fait que les établissements régionaux d'enseignement sont désormais considérés comme des facteurs d'attraction et de rétention d'immigrants potentiels. Le Gouvernement s'engagera alors expressément à « soutenir les établissements d'enseignement post-secondaire des régions dans leurs efforts de promotion et de recrutement d'étudiants étrangers » (MICC, 2004, p. 21). Cette politique ministérielle, plus connue sous le nom de « ÉduQuébec-Régions », a été initialement signée avec l'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Mauricie, l'Outaouais et le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Elle visait à aider ces régions à recruter des étudiants dans des salons à l'étranger.

À court terme, dans ces régions, « la clientèle des étudiants étrangers peut aider à maintenir certains programmes de niveau collégial et universitaire pour lesquels une diminution de clientèle locale est anticipée; et, à contribuer à leur vitalité aux plans culturel, social et économique » (MICC, 2004, p. 21). Plusieurs établissements régionaux d'enseignement se sont donc engagés dans des missions de recrutement à l'étranger. Ceux du Bas-Saint-Laurent sont parmi les premiers initiateurs de ces missions. À sa suite, plusieurs autres régions du Québec signeront des partenariats, notamment avec l'Île-de-la-Réunion dans le but de faciliter le séjour d'étudiants réunionnais dans leurs établissements de formation. On peut citer l'exemple du Cégep de Saint-Félicien. En plus de la Réunion, les établissements ont élargi leurs activités d'attraction à d'autres pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie. En

2017, cette stratégie a permis au Cégep de Victoria-ville de rouvrir ses formations phares dans les domaines de l'ébénisterie, de la mécanique industrielle et du génie civil.

L'Université du Québec à Rimouski (UQAR), qui est un important pôle régional d'attraction, reçoit quant à elle chaque année des étudiants d'environ trente-cinq pays étrangers, dont principalement la France (Métropole et DOM-TOM), le Maghreb (Maroc, Tunisie, Algérie), la Chine, l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne. En 2016, les étudiants étrangers représentaient 6 à 7 % de la population de cette université, soit environ 450 étudiants sur un total d'environ 7100 étudiants (UQAR, 2017). Les secteurs qui attirent le plus d'étudiants internationaux sont l'océanographie, la gestion des ressources maritimes, l'ingénierie, le développement régional et la gestion de la faune.

Les approches de développement régional et d'internationalisation uniquement tournées vers l'appui à l'entrepreneuriat et à l'exportation économique doivent être sérieusement reconsidérées. Il faut aussi désormais considérer les institutions sociales, culturelles et éducatives qui maillent les territoires régionaux du Québec comme ressource et capital au même titre que les ressources naturelles, les entreprises, les commerces et les autres fournisseurs de biens et de services. Ces institutions disposent d'une expertise, de produits et de services qui répondent autant à des besoins réels sur le marché mondial de l'éducation, de la formation, de la culture et du loisir qui est en expansion. Une telle perspective plus élargie des ressources régionales qui inclurait les ressources institutionnelles permet d'envisager le développement des régions sur la base du capital ressource dont elles disposent et non sur ce qui leur manque ou sur leur handicap (vieillesse, éloignement, manque de diversification économique, etc.). Cette perspective permet dès lors de constater que les régions du Québec regorgent d'organisations productrices de services qui peuvent être concurrentielles dans le marché mondial de l'éducation et de la formation, de la culture et des loisirs. À titre d'exemple, seulement dans l'Est-du-Québec, au niveau collégial, on recense plusieurs établissements offrant une variété de formations à La Pocatière, Rimouski, Amqui et Matane. Un enseignement général est aussi dispensé dans la plupart des Cégeps. Celui de

Rimouski compte quatre programmes préuniversitaires et dix-huit programmes en enseignement technique. Le Cégep de La Pocatière compte quatre programmes préuniversitaires et huit programmes d'enseignement technique. Au Cégep de Rivière-du-Loup, on recense quatre programmes préuniversitaires et dix programmes en enseignement technique et à Matane, trois programmes préuniversitaires et dix programmes d'enseignement technique.

À ces programmes, il faut ajouter des établissements de niveau collégial spécialisés tels que le Conservatoire de musique de Rimouski, le Centre matapédien d'études collégiales, le Centre spécialisé de technologie physique du Québec inc., Innovation maritime, l'Institut maritime du Québec, l'Institut de technologie agroalimentaire, le Centre de transfert collégial technologique en optique-photonique (OPTECH) et la Corporation du service de recherche et d'expertise en transformation des produits forestiers de l'Est-du-Québec. L'Université du Québec à Rimouski (UQAR) offre près de dix-sept programmes de formation au premier cycle et certains au deuxième et au troisième cycle.

Cette offre dépasse donc largement les besoins en éducation et formation de la région du Bas-Saint-Laurent et même de l'Est-du-Québec. Si donc aujourd'hui plusieurs programmes de formation sont menacés de fermeture faute de clientèle suffisante, ce n'est pas tant leur pertinence qui est en cause que leur stratégie de mise en marché. Cette offre trouverait preneur dans le marché francophone qui est jeune et en demande. Une prise de conscience progressive s'opère déjà dans les réseaux d'enseignement et des stratégies d'internationalisation se mettent en place avec des moyens parfois timides et souvent très limités.

Ainsi, depuis 2004, plusieurs régions du Québec (Bas-Saint-Laurent, Gaspésie, Abitibi, Estrie, Mauricie) utilisent les accords ÉduQuébec pour attirer de jeunes étudiants étrangers dans les différentes collectivités régionales du Québec. De 2004 et 2015, selon les chiffres du ministère de l'Immigration, environ 1377 Réunionnais ont été accueillis par un établissement d'enseignement postsecondaire se trouvant dans une des régions du Québec. En 2011, 222 étudiants réunionnais diplômés choisissaient de s'établir en région et 75 % d'entre eux

travaillaient dans leur domaine d'étude. L'entente de coopération avec les représentants de l'île de La Réunion a été renouvelée en 2015 pour une durée de quatre ans. Selon les premières analyses du gouvernement du Québec, 60 % des étudiants réunionnais accueillis entre 2004 et 2007 ont obtenu un diplôme québécois. La grande majorité de ces jeunes ont obtenu leur diplôme et travaillent dans les régions du Québec. Ils apportent leur savoir-faire et leur culture dans les entreprises, les institutions, les garderies, les services sociaux et ceux de la santé où ils travaillent. Leurs besoins en consommation ont aussi favorisé l'émergence d'épicerie avec des produits exotiques (ethniques) dont raffolent tout d'abord les Québécois natifs qui étaient obligés d'aller jusqu'à Québec ou Montréal pour s'en procurer.

L'ouverture vers l'espace francophone peut être salutaire pour ces institutions régionales d'enseignement et de formation et donc pour les régions du Québec. Il y a quelques années, en 2012, les prévisions scolaires pour 2015 indiquaient que le nombre d'étudiants du Cégep de Gaspé chuterait de 1095 à 761. Or, en 2015, le Cégep avait réussi à accueillir 1164 étudiants grâce, entre autres, à une stratégie d'attraction agressive vers l'international (Cégep de la Gaspésie et des Îles, 2016, p. 12). Ainsi, en 2016-2017, un étudiant sur cinq au Cégep de la Gaspésie et des Îles provenait de l'extérieur de cette région, soit d'ailleurs au Québec ou de l'international (rapport annuel 2016-2017 du Cégep de la Gaspésie et des Îles). Des programmes de formation utile pour le marché du travail local ont donc pu survivre grâce à cette nouvelle clientèle. Il en est ainsi partout en Mauricie, en Abitibi, au Saguenay-Lac-Saint-Jean et partout ailleurs. Cette expérience à succès avec l'île de la Réunion peut être répétée à l'échelle de la francophonie où les jeunes de moins de 35 ans représentent 60 % de la population, c'est-à-dire 710 millions de personnes (Marcoux, Ouedraogo et Harton, 2016).

Dans cette course de positionnement sur le marché mondial de l'éducation et de la formation, les établissements régionaux du Québec demeurent cependant à la traîne comparativement à leurs homologues dans les métropoles. Selon les données compilées par le Bureau canadien de l'éducation internationale (BCEI, 2016), à l'automne 2016, on recensait 3599 étudiants étrangers inscrits à

l'UQAM et 4013 à Laval contre seulement 405 étudiants étrangers inscrits à l'UQAR et 268 à l'UQAT. Dans la même période, les grandes universités comme l'Université de Montréal et McGill avaient attiré chacune tout près de 10 000 étudiants étrangers.

De plus, si l'on se fie toujours aux données compilées du BCEI lesquelles confirment des tendances montrées par d'autres études, les universités francophones du Québec n'attirent pas assez dans leur zone d'attraction naturelle qu'est l'espace francophone. En effet, sur environ 350 000 étudiants étrangers présents au Canada en 2016, le tiers (34 %) venait de la Chine, suivie ensuite de l'Inde (14 %). La France n'arrive qu'en troisième position avec seulement 6 % des étudiants présents sur le territoire. Outre la France, les données du BCEI de 2014 montraient que le deuxième pays francophone pourvoyeur d'étudiants étrangers au Canada se situe en 20<sup>e</sup> position, soit le Maroc. Les étudiants originaires de ce pays francophone ne représentaient alors que 0,69 % des étudiants étrangers (soit 2307 étudiants) présents au Canada. Même dans l'hypothèse où la totalité des étudiants originaires de pays francophones comme la France et le Maroc s'établiraient au Québec, la province et ses régions ont encore avantage à optimiser leur positionnement sur les marchés francophones de l'éducation afin d'améliorer leur part d'attraction.

Les impacts économiques immédiats des étudiants étrangers sont pourtant bien documentés. Selon une étude menée pour le compte du BCEI, les frais de scolarité et les dépenses de vie quotidienne des étudiants étrangers au Canada représenteraient chaque année tout près de 8 milliards de dollars pour l'économie canadienne (Kunin, R. et Associés, 2012).

### **3. Des régions québécoises vieillissantes et des institutions en déficit de clientèle dans un espace francophone croulant sous le poids des jeunes**

En 2016, selon les données compilées par l'Observatoire de la langue française (2016) de l'Organisation internationale de la Francophonie, l'ensemble des États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie (OIF) comptait plus de 1,2 milliard d'habitants. Avec un effectif total de plus de 710 millions, les jeunes de moins de 35 ans

représentaient 60 % de cette population francophone (Marcoux, Ouedraogo, Harton 2016). La forte présence des moins de 35 ans dans l'espace francophone fait de celui-ci un des espaces linguistiques les plus jeunes. Si l'on considère uniquement les États et gouvernements ayant le français comme langue officielle, le poids démographique des jeunes apparaît encore plus important : sept personnes sur dix y ont moins de 35 ans. Ce poids des jeunes est encore plus important dans les pays francophones d'Afrique où ils représentent tout près de 80 % dans plusieurs pays dont le Burkina Faso (79,4 %), la RDC (78,7 %), la Côte d'Ivoire (76,5 %), le Niger (79,5 %), le Sénégal (78,0 %), le Tchad (81,1 %) (Marcoux et coll., 2016). Si on s'intéresse à la tranche des 15-34 ans qui représente un fort potentiel de marché pour l'offre régionale du Québec dans le domaine de l'éducation, la formation et l'emploi, l'intérêt stratégique de l'Afrique francophone devient encore plus évident pour les politiques régionales du Québec. En effet, les jeunes de 15 à 34 ans c'est-à-dire ceux vis-à-vis desquels les régions du Québec possèdent une offre extrêmement compétitive en termes d'éducation et d'emploi représentent au moins le tiers de la population dans ces pays francophones d'Afrique. Par exemple, 34 % de la population totale du Bénin, du Burkina Faso, de Madagascar, de la Mauritanie, du Sénégal; de 35 à 37 % de la population totale du Cameroun, de la Centrafrique, du Gabon, du Maroc, et du Liban (Marcoux et coll., 2016).

Pris dans la perspective des enjeux du Québec, ce paradoxe devient frappant. Il met la loupe d'un côté sur des régions québécoises en dévitalisation démographique et de l'autre, des régions francophones qui croulent sous le poids d'une jeunesse qui cherche désespérément des occasions pour améliorer son parcours professionnel et son niveau de vie. Le bien-être de cette jeunesse francophone en ce qu'il constitue une source de préoccupation pour les pays de l'espace francophone devrait aussi constituer un élément de la coopération et de la solidarité entre le Québec et la Francophonie. Aider les jeunes des autres pays à acquérir une expérience de travail ou d'entrepreneuriat dans les régions du Québec peut donc faire partie des éléments de la coopération décentralisée entre les régions du Québec et les autres régions francophones. En effet, il faut rappeler que sauf au Québec et au Canada, partout ailleurs les jeunes de l'espace francophone sont 2 à 6 fois plus exposés au chômage que les adultes.

Les données de l'Organisation internationale du travail de 2014 et celles d'autres institutions analysées dans le portrait des jeunes de l'espace francophone (Ouedraogo, Harton et Marcoux 2014, 2016), montraient ainsi que les jeunes de 15 à 24 ans représentent entre la moitié et les deux tiers de la population totale au chômage dans les pays francophones d'Afrique du Nord comme le Maroc (40,9 %) et l'Égypte (62,9 %), ceux des pays francophones d'Afrique subsaharienne comme le Burkina Faso (52,9 %), le Niger (63,8 %) ou le Cap-Vert (66,4 %), ceux de l'Océan indien comme Maurice (41,7 %), Sao Tomé-et-Principe (66,7 %) et ceux francophones d'Asie comme le Vietnam (46,2 %) et le Laos (56,8 %) (Ouedraogo, Harton et Marcoux 2014). Il ne s'agit pas de promouvoir un engagement humanitaire des régions du Québec dans la Francophonie, mais simplement d'une convergence d'intérêts entre des régions à la recherche de main-d'œuvre et de populations et d'autres présentant des excédents de main-d'œuvre par rapport aux capacités d'absorption du moment.

L'expérience d'attraction des jeunes étudiants étrangers au Québec a montré que la présence de jeunes francophones permet de revitaliser les collectivités régionales, de renouveler les ressources humaines dans les entreprises, les institutions publiques, de recréer des services grâce à l'émergence de nouveaux besoins. L'entente signée par le Québec avec l'Île-de-la-Réunion a ainsi été concluante pour les établissements d'enseignement et de formation et pour les collectivités locales du Québec par l'attraction de nouvelles populations. Il serait opportun pour les régions du Québec d'explorer les opportunités d'élargir ce type d'entente à d'autres zones de la francophonie qui ont une clientèle jeune et dynamique à partager avec les régions du Québec. L'impact de ce type de flux migratoires dans la revitalisation des régions rurales d'accueil a été prouvé depuis les années 50 en Ontario comme on l'a vu plus haut. Ses effets positifs sur les pays de départ sont aussi de plus en plus connus et documentés.

Des modèles originaux et adaptés aux besoins des régions potentielles de départ et celles d'accueil comme le Québec peuvent aussi être imaginés. Des migrations temporaires permettant à des jeunes francophones de perfectionner leurs parcours professionnels ou leur projet d'entreprise peuvent être

prises en place. Les régions du Québec peuvent servir d'accueil comme de région de départ pour des jeunes qui ont besoin d'une expérience ailleurs. Des projets de jumelage ou de coopération décentralisée entre collectivités rurales du Québec et d'ailleurs de la Francophonie permettraient aux territoires régionaux et à leurs acteurs économiques et sociaux de participer au mouvement de mondialisation des échanges qui profitent surtout aux grandes métropoles. L'État québécois a certainement un rôle à jouer en encourageant ce type d'échange qui permettrait aux régions de trouver dans l'espace francophone des parades contre leur dévitalisation démographique.

#### **4. Un partenariat économique avec les régions ressources des pays francophones d'Afrique à promouvoir**

En Abitibi, région minière d'excellence, le savoir-faire des entreprises de biens et services desservant les compagnies minières est aujourd'hui exporté au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali et ailleurs en Afrique grâce à 48<sup>e</sup> Nord international. À titre d'exemple, en 2015, la région de l'Abitibi a accueilli une quarantaine de délégués de l'industrie minière de la Côte d'Ivoire, du Burkina, du Sénégal et de la Guinée-Conakry. Les villes de Rouyn-Noranda, de Val-d'Or, d'Amos, et de La Sarre sont aujourd'hui ouvertes sur ces pays francophones grâce à quelques entreprises comme ASDR Canada, Delom Services, Blais Export, SEMAFO, Moreau et IAMGold. Ces entreprises ont contribué à la construction de mines en Afrique de l'Ouest au cours des dix dernières années et ont maintenant des stratégies d'implantation, de développement de compétences et de transfert d'expertises sur ce marché.

À la suite de l'initiative de 48<sup>e</sup> Nord international et son programme de renforcement des capacités déployées au Burkina Faso, les réalisations suivantes se concrétiseront en 2018 :

- Un projet structurant de concassage incluant l'importation d'un équipement d'une valeur d'un million de dollars, qui engendrera la création de 15 emplois;
- Un investissement initial de 500 000 \$ pour l'implantation d'un centre de service et réparations, à Ouagadougou, qui créera 20 emplois;

- L'initiation de pourparlers avec le gouvernement du Burkina Faso et la coopération internationale de Taiwan pour l'utilisation de centres de formation professionnelle technique pour le développement des compétences des métiers manufacturiers (électriciens, usineurs, mécaniciens, soudeurs, tuyauteurs)<sup>5</sup>;
- En 2015, selon le bilan annuel réalisé par l'organisme 48<sup>e</sup> Nord International, les exportations du Canada vers le Burkina Faso se chiffraient à 23,4 millions de dollars, dont 65 % provenaient de la province de Québec. C'est dire que le lien avec la Francophonie joue un rôle important dans le développement des affaires à l'international.

SEMAFO est une société minière canadienne qui a des activités de production et d'exploration aurifère en Afrique occidentale. La Société exploite actuellement deux mines d'or au Burkina Faso et possède des projets d'exploration en Côte d'Ivoire. La vision stratégique qu'a SEMAFO de ce partenariat « consiste à maximiser la valeur pour ses actionnaires par la gestion efficace de ses actifs existants ainsi que par la recherche d'occasions de croissance interne et stratégique en Afrique occidentale » (SEMAFO, 2010). C'est donc dire qu'on peut avoir une approche purement économique et faire des affaires rentables pour tous avec les régions francophones d'Afrique. Un des enjeux majeurs pour cette entreprise au Burkina serait d'ailleurs de pérenniser ses activités en maintenant son permis social d'exploiter. Pour ce faire, elle s'est engagée dans le développement de compétences, la création d'emplois et le développement durable dans ses pays d'implantation.

Natougou est un gisement aurifère à haute teneur situé dans la région est au sud-est du Burkina Faso dont la construction est en cours, et la première coulée d'or prévue au deuxième semestre de 2018. Selon la haute direction de SEMAFO (2016), les dépenses initiales en immobilisation pour cette mine étaient de l'ordre de 219 millions de dollars US. C'est dire l'importance de ces projets. Le projet Natougou n'est pas le seul, pour le même pays et dans la même région, quatre autres projets sont en cours avec des entreprises canadiennes. Les entreprises de biens et services desservant les compagnies minières possèdent une expertise qui vaut son pesant d'or. Elles ont aussi un avantage concurrentiel, la langue française qui leur

permettrait de se positionner sur le marché des ressources en Afrique, un marché dans lequel elles pourraient pénétrer soit directement, soit comme partenaire d'entreprises chinoises, indiennes, américaines ou brésiliennes. Quoi de mieux pour se mondialiser, donc, que cette croissance en Afrique pour une région comme l'Abitibi ? Ce marché est aussi en demande de formation de main-d'œuvre dans des domaines techniques où l'offre francophone et nord-américaine du Québec est particulièrement la bienvenue.

Selon une étude menée par Bhushan en 2013 pour l'Institut Nord-Sud, « le rendement fiscal total ou la valeur totale de tous les produits des mines de propriété canadienne en Afrique en 2012 était d'environ 7,6 G \$. En 2011, ce montant était d'environ 4,1 G \$ » (Bhushan, 2013, p. 9). Les principales compagnies canadiennes de production étaient First Quantum, Lundin Mining, New Dawn Mining, Franco-Nevada, IAM Gold, Kinross, Galane, Barrick Gold, Nevsun Resources et Semafo. L'or et le cuivre sont de loin les plus importants produits des compagnies canadiennes situées en Afrique. Selon cette étude, Les pays où se situe la majorité des compagnies canadiennes à l'étape de la production sont la Zambie, la République démocratique du Congo, le Ghana, le Zimbabwe, et le Burkina Faso » (Bhushan, 2013, p. 9). Cette offre va également avec des besoins en biens et services dans lesquels les entreprises québécoises ont un réel avantage concurrentiel qui n'est pas forcément saisi. Et c'est à ce niveau que les fournisseurs régionaux et l'expertise développée dans les régions ressources et dans les régions manufacturières pourraient trouver des marchés naturels.

## Conclusion

Les régions ressources du Québec tout comme les régions manufacturières regorgent de ressources, de services et d'expertises répondant aux multiples besoins des régions francophones d'Afrique : besoins en éducation et formation, besoins en expertise dans le domaine des mines, besoins en services accompagnant les installations minières, besoins en production d'énergie et d'électricité. Ces régions peuvent aussi répondre en partie aux besoins des régions du Québec en ressources humaines et démographiques grâce à une main-d'œuvre jeune et dynamique. Plusieurs institutions d'enseignement

et de formation dans les régions du Québec bénéficient déjà d'un rajeunissement de leur clientèle grâce à l'ouverture sur les régions francophones d'Europe et d'Afrique où les jeunes sont à la recherche d'une offre de formation francophone de qualité. Les établissements régionaux du Québec demeurent cependant à la traîne comparativement à leurs homologues des métropoles et surtout, du reste du Canada.

Sur le plan des échanges économiques, on note déjà que plusieurs entreprises canadiennes du domaine des mines sont présentes en Afrique, notamment au Burkina Faso, au Sénégal, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire. Là aussi, on constate une présence moins marquée des entreprises régionales québécoises, malgré l'avantage culturel et linguistique dont elles disposent dans cet espace. En effet, l'étude de l'Institut Nord-Sud citée plus haut (Bhushan, 2013) montre que les neuf entreprises minières détenant les plus grandes parts du marché africain (partie francophone et anglophone) sont originaires du reste du Canada, de sorte que l'acteur francophone majeur (SEMAFO) n'intervient qu'en dixième position (Bhushan, 2013). Les régions ressources qui ont développé une expertise poussée dans l'exploitation et la transformation des ressources naturelles comme le bois, l'agriculture, la pêche, l'eau, l'électricité sont presque absentes de cet espace dont le potentiel et la demande sont pourtant immenses.

L'Afrique francophone est donc à un point tournant grâce à un dividende démographique extrêmement favorable. Le Québec qui a une proximité culturelle et linguistique avec cet espace a tout avantage à y associer ses régions à la recherche d'un meilleur positionnement dans l'économie mondiale. Dans l'immédiat, les besoins en service de l'Afrique francophone et ses ressources humaines et démographiques peuvent aider les régions du Québec à répondre aux trois défis que sont : i) l'attraction des jeunes et des nouvelles populations en région; ii) le déficit de clientèles dans les établissements d'enseignement et de formation en région, iii) les besoins de marché et de main-d'œuvre dans les PME régionales.

Une stratégie de développement régional tournée vers une plus grande coopération avec les autres régions francophones du monde et la valorisation des institutions culturelles, sociales et éducatives

dans cette coopération contribuerait de manière plus durable à la revitalisation des régions du Québec. La focalisation sur les ressources naturelles, l'entrepreneuriat ou le développement économique en oubliant que ces institutions sont aussi productrices de biens et services ayant une valeur économique est contre-productive. Une telle perspective

plus élargie du développement régional qui considère les ressources institutionnelles comme du capital au même titre que les ressources naturelles et les entreprises permet d'envisager l'essor de ces régions sur la base de tout le capital dont elles disposent et non pas seulement sur ce qui leur manque ou ce qui les handicape (vieillesse, éloignement, manque de diversification économique, etc.).

## NOTES

- 1 En 2023, le nombre des 65 ans et plus serait plus important que les moins de 20 ans.
- 2 Données en ligne. Repéré à <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/recherches-statistiques/stats-immigration-recente.html>
- 3 Cette logique est à l'origine du programme ÉduQuébec qui offre à ceux parmi eux qui sont inscrits dans des établissements d'enseignement en région la possibilité de travailler après deux sessions de cours.
- 4 Entre octobre 2005 et octobre 2006, dix ententes seront conclues avec autant de CRÉ (Conférence régionale des élus).
- 5 On consultera : 48e Nord International. Revue annuelle 2016/2017. Repéré à [www.48inter.com](http://www.48inter.com)

## RÉFÉRENCES

- Bureau Canadien de l'éducation Internationale (BCEI) (2016). *Faits et chiffres. Résultats et potentiel du Canada en matière d'éducation internationale*. Repéré à <https://cbie.ca/fr/media/faits-et-chiffres/>
- Beshiri, R. (2005). "Immigration in Rural Canada". Presentation at the NRRN National Workshop, Brandon, MB: Rural Development Institute. Repéré à <http://www.brandonu.ca/rdi/files/2011/08/RolandBeshiri.pdf>
- Beshiri, R. et Alfred, E. (2002). Immigrants in Rural Canada. *Rural and Small Town Canada Analysis Bulletin*, 4(2). Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/21-006-x/21-006-x2002002-eng.pdf?st=rIOTi-ny>
- Bhushan, A. (2013). *Les ressources naturelles du Canada et de l'Afrique : principales caractéristiques pour 2013*. Ottawa, ON: Institut Nord-sud. Repéré à <http://www.nsi-ins.ca/wp-content/uploads/2014/05/Report-Canada-and-Africas-Natural-Resources-FRENCH.pdf>
- Bollman, R. D., Beshiri, R. et Clemson, H. (2007). Les immigrants au Canada rural. *Nos diverses cités*, 3, 9-16. Repéré à [http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2008/cic/Ci2-1-3-2007F.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2008/cic/Ci2-1-3-2007F.pdf)
- Cégep de la Gaspésie et des Îles (2016). *Rapport annuel 2015-2016*. Gaspé, QC : Auteur. Repéré à <http://www.cegepgim.ca/images/lecegep/documentsofficiels/Rapport%20annuel%202015-2016.pdf>
- Cégep de la Gaspésie et des Îles (2017). *Rapport annuel 2016-2017*. Gaspé, QC : Auteur. Repéré à <https://www.cegepgim.ca/images/Rapport%20annuel%202016-2017.pdf>
- Collins, J. (2007). Les immigrants en région et en milieu rural en Australie. *Nos diverses cités*, 3, 39-44. Repéré à [http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2008/cic/Ci2-1-3-2007F.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2008/cic/Ci2-1-3-2007F.pdf)
- Di Biase, S. et Bauder, H. (2005). Immigrant Settlement in Ontario: Location and Local Labour Markets. *Canadian Ethnic Studies / Etudes ethniques du Canada*, 37(3), 114-135.
- Hage, G. (1998). *White Nation: Fantasies of White Supremacy in a Multicultural Society*. Sydney, Australie: Pluto Press.
- Institut de la statistique du Québec (2014). *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2011-2061*. Québec, QC: Auteur. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/perspectives/perspectives-2011-2061.pdf>
- Johnson, K. (2003). Unpredictable Directions of Rural Population Growth and Migration. Dans D. L. Brown et L. E. Swanson (Éds). *Challenges for Rural America in the Twenty-First Century*, (pp. 19-31). University Park, PA: Pennsylvania State University Press.
- Kunin, Roslyn et Associés (2012). Impact économique du secteur de l'éducation internationale pour le Canada, Affaires étrangères et commerce international Canada.



- Ladouceur, S. (2016). *Indice de vitalité économique des territoires. Bulletin d'analyse*. Québec, QC: Institut de la statistique du Québec. Repéré à <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/indice-vitalite-economique/bulletin-indice.pdf>
- Manegre, J.-F. (1993). *L'immigration et le marché du travail. Un état de la question*. Montréal, QC: Conseil des communautés culturelles et de l'immigration.
- Marcoux, R., Ouedraogo, A. E. et Harton, M.-E. (2016). *Portrait des jeunes de l'espace francophone 2014*. Québec, QC: Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF).
- Gouvernement du Québec (2004). Direction des affaires publiques et des communications du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. (2004). *Des valeurs partagées, des intérêts communs. Pour assurer la pleine participation des Québécois des communautés culturelles au développement du Québec*. Montréal, QC : Gouvernement du Québec. Repéré à <http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/planification/PlanAction20042007-integral.pdf>
- Observatoire de la langue française de l'OIF (2016). *La langue française dans le monde 2016*. Éditions Nathan, Paris, France. Repéré à <https://www.francophonie.org/Langue-Francaise-2014/projet/Rapport-OIF-2014.pdf>
- Ouedraogo, A. E., Harton, M.-E. et Marcoux, R. (2014). *Portrait des jeunes de l'espace francophone 2014*. Québec, QC: Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF).
- Ouedraogo, A. E. et Boisjoly, J. (2012). L'impact des modes de socialisation dans l'intégration des jeunes issus de l'immigration. Le cas d'une cohorte de jeunes installés dans des régions de l'Est-du-Québec. Dans L. Y. Brisset et C. Sabatier (Éds). *Adaptation et socialisation des minorités en région*, (pp. 225-241). Québec, QC: Presses de l'Université Laval.
- Reitz, J.G. (2005). Tapping Immigrants' Skills: New Directions for Canadian Immigration Policy in the Knowledge Economy. *Law and Business Review of the Americas*, 11(3), 409-432. Repéré à <https://scholar.smu.edu/cgi/viewcontent.cgi?referer=https://www.google.com/&httpsredir=1&article=1213&context=lbra>.
- Rosly Kunin & Associates Inc. (2012). *Economic impact of international education in Canada*. Vancouver, BC: Auteur.
- SEMAFO (29 avril 2010). *La responsabilité sociale d'entreprise demeure prioritaire* [Communiqué de presse]. Repéré à <https://www.semafo.com/French/nouvelles-et-medias/communiques-de-presse/communiques-de-presse-details/2010/SEMAFO--La-responsabilite-sociale-dentreprise-demeure-prioritairebr-La-Fondation-SEMAFO--pour-faire-une-difference-marquante-en-Afrique-occidentale/default.aspx>
- SEMAFO (22 décembre 2016). *SEMAFO obtient le permis d'exploitation minière pour le projet Natougon* [Communiqué de presse]. Repéré à <https://www.semafo.com/French/nouvelles-et-medias/communiques-de-presse/communiques-de-presse-details/2016/SEMAFO-obtient-le-permis-dexploitation-mini-re-pour-le-projet-Natougon/default.aspx>
- Simard, J.-F. (1994). *Contribution à une réflexion sur la régionalisation de l'immigration: résultats d'une recherche-action menée auprès d'intervenants socio-économiques de la MRC Rimouski-Neigette* (Mémoire de maîtrise inédit). Université du Québec à Rimouski, Québec, QC.
- Université du Québec à Rimouski (2017). *Rapport annuel du vice rectorat à la formation et à la recherche 2016-2017*. Rimouski, QC: Auteur. Repéré à [https://www.uqar.ca/uqar/universite/a-propos-de-luqar/documentation\\_institutionnelle/rapport\\_annuel\\_du\\_vrfr\\_2016-2017\\_version\\_web.pdf](https://www.uqar.ca/uqar/universite/a-propos-de-luqar/documentation_institutionnelle/rapport_annuel_du_vrfr_2016-2017_version_web.pdf)



# MAÎTRISE

## EN GESTION DES ORGANISATIONS (MGO)

La maîtrise en gestion des organisations, offerte en deux profils (professionnel et recherche), vise à former des dirigeants, des conseillers, des intervenants et des consultants polyvalents dans la gestion des organisations, et plus spécifiquement autour des thématiques suivantes : innovation, développement organisationnel, entrepreneurship, affaires internationales et efficacité organisationnelle.

[programmes.uqac.ca/3754](http://programmes.uqac.ca/3754)

[programmes.uqac.ca/3755](http://programmes.uqac.ca/3755)

UQAC

# Pour une approche interculturelle dans l'étude de la relation entre les bénévoles et les communautés hôtes dans le bénévolat international

Mathilde Gouin-Bonenfant<sup>a</sup>

**RÉSUMÉ.** Les écrits sur la relation entre les bénévoles et les communautés hôtes dans le bénévolat international sont partagés entre deux postures opposées. La première, enthousiaste, soutient que le bénévolat international favorise un meilleur rapprochement interculturel que le tourisme. La seconde, critique, y met de l'avant la reproduction des rapports de pouvoir postcoloniaux. Pour surpasser cette opposition, cet article propose un cadre théorique interculturel, inspiré de la philosophie herméneutique de Gadamer, des approches systémiques des relations humaines, de l'ethnographie de la communication et de la sociolinguistique interactionnelle. Pour illustrer l'apport de celui-ci, une étude de cas sur la relation entre les stagiaires et leurs familles d'accueil dans les stages Québec Sans Frontières au Sénégal sera présentée. Celle-ci mettra en lumière trois dynamiques concomitantes dans cette relation : la (co)production de savoirs culturels, la négociation de nouveaux systèmes de communication hybrides et temporaires et le développement de savoir-faire interculturels.

**ABSTRACT.** The literature on the relationship between volunteers and host communities in international volunteering is divided into two opposing positions. The first is enthusiastic and argues that international volunteering promotes better intercultural relations than tourism. The second is more critical and promotes the reproduction of postcolonial power relations. To surpass this opposition, this article proposes an intercultural theoretical framework inspired by Gadamer's hermeneutic philosophy, systemic approaches to human relations, communication ethnography and interactive sociolinguistics. To illustrate the contribution of this framework, we will present a case study on the relationship between volunteers and their host families in "Quebec Sans Frontières" internships in Senegal. The case study will highlight three concomitant dynamics in this relationship: the (co-)production of cultural knowledge, the negotiation of new hybrid and temporary communication systems and the development of intercultural know-how.

## Introduction

Depuis quelques années, les critiques du volontourisme se multiplient dans les médias, à travers le monde<sup>1</sup>. En 2016, plusieurs voix se sont élevées au Québec pour dénoncer le volontourisme en l'accusant d'être une forme de tourisme centrée sur le profit et qui ferait plus de mal que de bien aux communautés locales (Gagnon, 2016; Hachey, 2016; Lawrence, 2016). C'est un article dans *La Presse* qui a débuté ce débat. Celui-ci traite des expériences de volontourisme avec la compagnie *Projects Abroad*. Les séjours qui y sont organisés sont décrits comme étant au mieux inutiles – l'auteure donne l'exemple

de bénévoles qui repeignent la même murale à chaque visite – au pire très nuisibles. Au Cambodge, là où la journaliste a mené ses enquêtes, les orphelinats prolifèrent pour répondre à la demande en ce sens, alors que les séjours de courtes durées des bénévoles y auraient des répercussions négatives sur les enfants (Hachey, 2016).

Au cœur des critiques du volontourisme se retrouve souvent la relation entre les communautés hôtes et les bénévoles. C'est aussi l'objet d'une importante partie de la littérature académique sur ce thème. Les bénévoles causent-ils plus de mal que de bien aux communautés où ils et elles séjournent?

<sup>a</sup> M. Sc. Département d'anthropologie, Université de Montréal

Le volontourisme reproduit-il des rapports de pouvoir asymétriques? Quelles sont les réelles motivations des bénévoles? Le volontourisme permet-il un meilleur rapprochement interculturel que le tourisme « ordinaire »? D'un côté, certain-e-s auteur-e-s, se positionnant dans une posture enthousiaste, vont affirmer que le volontourisme est caractérisé par une meilleure compréhension interculturelle, par l'*empowerment* des bénévoles et des communautés hôtes, par le dialogue, la tolérance, le rapprochement, l'action sociale, et un sens de citoyenneté du monde (Coghlan et Gooch, 2011; Crabtree, 1998; Higgins-Desbiolles, 2003; McGehee, 2002; McGehee et Santos, 2004; Wearing, 2001). De l'autre côté, d'autres études montrent que ces programmes peuvent aussi mener au renforcement des stéréotypes, à de mauvaises compréhensions de l'Autre et à la reproduction de rapports de pouvoir néocoloniaux (Daldeniz et Hampton, 2010; Gius, 2012; Guttentag, 2009; Raymond et Hall, 2008; Simpson, 2004). Cet article propose de sortir de cette dichotomie – en déplaçant l'objet d'étude du *résultat* de la rencontre à son *processus*. Pour effectuer ce déplacement, il faut alors développer un cadre théorique et méthodologique interculturel.

Dans la littérature sur le bénévolat international, la différence entre le bénévolat organisé par des ONG et celui organisé par des entreprises privées est rarement explicitée. De plus, le terme « volontourisme », souvent préconisé, ne permet pas cette contextualisation. Cet article offrira donc premièrement un éclaircissement autour des termes de volontourisme et de bénévolat international, autour de cette distinction. Ensuite, l'opposition entre les postures enthousiastes et critiques – les deux postures dominantes – sera présentée. Pour dépasser cette dichotomie, cet article soulignera alors une série de problèmes qui participe ou découle de cette opposition, pour ensuite mettre de l'avant un cadre théorique interculturel. Finalement, pour illustrer l'apport d'une telle posture, une étude sur la relation entre les stagiaires et leurs familles d'accueil dans les stages Québec Sans Frontières (QSF) au Sénégal sera présentée<sup>2</sup>.

## **1. Volontourisme et bénévolat international**

Il existe dans la littérature académique, comme dans l'usage courant, une confusion autour du concept de volontourisme. Évoquant un lien de parenté avec le

tourisme et le bénévolat (volontariat), ce terme est aussi de plus en plus connoté négativement. Il convient ainsi de démêler les concepts de tourisme, de bénévolat international et de volontourisme.

En Europe, c'est au 19<sup>e</sup> siècle, grâce aux innovations technologiques dans le transport et la médecine, que se développe le tourisme (Van den Berghe, 1980). L'industrie touristique, quant à elle, naît après la Seconde Guerre mondiale, lorsque les classes moyennes d'Europe et d'Amérique du Nord acquièrent des congés payés et peuvent alors se déplacer en profitant des nouveaux moyens de transport (Colleyn et Devillez, 2009). C'est au même moment, après la Deuxième Guerre mondiale, qu'émerge le développement international. Une de ces facettes, c'est le bénévolat international pour le développement. Après la Deuxième Guerre mondiale, des organismes tels Voluntary Service Overseas au Royaume-Uni et Peace Corps aux États-Unis voient le jour (Butcher et Smith, 2010). Ce phénomène, qui regroupe mobilité, engagement bénévole de jeunes adultes et développement international n'est cependant pas étiqueté, à l'époque, comme étant une forme de tourisme (Daldeniz et Hampton, 2010).

Il faut attendre encore quelques décennies avant que l'association entre bénévolat international et tourisme soit établie. Durant les années 1980, le tourisme est en forte croissance. En réaction, le concept de « tourisme alternatif » naît, d'une volonté de transformer le rapport entre les communautés hôtes et les touristes (McIntosh et Zahra, 2007; Stronza, 2001). L'exemple le plus commun et étudié est celui de l'écotourisme, soit une forme de tourisme qui s'intéresse aux écosystèmes naturels et culturels (Stronza, 2001; Lyons et Wearing, 2008). Durant les années 1990, les Organisations non gouvernementales (ONG) sont en forte croissance. Témoins de la popularité des formes de tourisme alternatif, les ONG développent des programmes de bénévolat international répondant à leurs valeurs et leurs missions (Lyons et Wearing, 2008). Les années 2000 voient ensuite l'apparition de grandes organisations qui commercialisent les expériences de bénévolat international. Dans le contexte néolibéral ambiant, le volontourisme devient alors une industrie, à l'image de l'industrie touristique (Lyons, Hanley, Wearing et Neil 2012). C'est donc à l'intersection de l'industrie touristique

et du bénévolat international que naît, à notre époque néolibérale, *l'industrie volontouristique*.

Selon McIntosh et Zahra (2007) le tourisme bénévole (volontourisme) inclut l'expérience de « gap year » au Royaume-Uni et en Australie, de petites « missions » internationales, la participation à des recherches environnementales, ou les échanges culturels (McIntosh et Zahra, 2007, p. 543). Ainsi, la durée, le coût, l'encadrement, la nature des projets, les formations prédépart et les conditions de vie sur le terrain varient énormément dans ces différentes expériences. Lyons et Wearing (2008), sans employer des termes différents pour les deux phénomènes, font tout de même une distinction entre le tourisme bénévole organisé par les ONG et celui organisé par des entreprises pour le profit. Selon eux, les ONG, étant donné leur logique non marchande cultivent de meilleures pratiques que les entreprises dont l'idéologie capitaliste place le profit avant les humains (Lyons et Wearing, 2008).

En français, le terme « volontourisme » semble se populariser avec l'émergence des entreprises privées qui commercialisent le bénévolat international dans les années 2000. En anglais, toutefois, cette distinction existe moins clairement, puisque c'est à partir du terme « *volunteer tourism* » (tourisme bénévole) qu'a été créé celui de « *volontourism* » (volontourisme). Les deux termes sont maintenant souvent utilisés comme des synonymes dans la littérature académique (Pastran, 2014; McAllum et Zahra, 2013). Ils sont par ailleurs employés pour désigner un éventail de phénomènes qui regroupent le tourisme alternatif, le bénévolat international organisé par les ONG, ainsi que par des entreprises privées.

Malgré que les écrits universitaires sur le bénévolat international ne font donc pas (ou peu) la différence entre le bénévolat international organisé par des ONG et celui organisé par des entreprises commerciales, il existe tout de même une différence majeure entre les deux, soit l'opposition entre une logique marchande et une logique de solidarité. Le choix du terme de « bénévolat international » permet ainsi d'échapper à la confusion que peut amener celui de « volontourisme ». Le bénévolat international est alors caractérisé par 1) un déplacement, 2) temporaire, 3) dont le but est le travail bénévole. Il se sous-divise ensuite entre le bénévolat international organisé par des ONG et le bénévolat international industrialisé.

## 2. Une littérature divisée

Les écrits sur le bénévolat international se sont considérablement accrus dans les années 2000, au même moment où le bénévolat international commercialisé prenait son essor. Celui-ci reste toutefois, selon plusieurs auteur-e-s, sous-théorisé (Butcher et Smith, 2010; Daldeniz et Hampton, 2010). Puisque le bénévolat international est souvent conçu comme une forme de tourisme alternatif (Wearing, 2001; Wearing et McGehee, 2013), les écrits sur ce phénomène ont repris les thématiques, les concepts et les postures de la littérature sur le tourisme. En effet, c'est ce que Wearing et McGehee (2013) démontrent en reprenant les étapes du développement de la littérature sur le tourisme de masse, mis en lumière par Jafari (2001). Il s'agit de la défense, la précaution, l'adaptation et la posture scientifique (Wearing et McGehee, 2013). Cette progression n'est toutefois pas nécessairement linéaire et ce qui aura duré plusieurs décennies pour l'étude du tourisme de masse s'est plutôt déroulé en quelques années pour le bénévolat international (Wearing et McGehee, 2013).

Initialement, donc, la majorité de la recherche sur le bénévolat international défendait et faisait la promotion de ce phénomène, décrit comme une forme de tourisme alternatif, motivé par l'altruisme et menant à de meilleures compréhensions mutuelles. Cette posture de défense a alors peu à peu cédé la place à une posture critique dans laquelle les impacts négatifs du bénévolat international étaient aussi présentés. Une posture d'adaptation apparaît depuis les années 2010, proposant de bonnes pratiques pour maximiser les impacts positifs du bénévolat international. Finalement, la posture scientifique, quatrième étape, serait déjà amorcée. Il s'agirait d'une étude plus systématique, logique, structurée, transdisciplinaire, internationale du bénévolat international, à partir des fondements théoriques explicites (Wearing et McGehee, 2013). Cette analyse semble juste, malgré que les deux premières postures soient toujours prédominantes. Suivant McAllum et Zahra (2017), nous les nommerons postures « enthousiastes » et « critiques ».

La posture enthousiaste est orientée vers plusieurs idéaux ou promesses. Ainsi, le bénévolat international est tour à tour décrit comme un tourisme plus moral ou plus juste (Butcher, 2003); une expérience qui engendre des impacts positifs sur les

bénévoles et qui peut mener à des transformations de leurs valeurs (Broad, 2003; Coghlan et Gooch, 2011; Crabtree, 1998; McGehee, 2002; McGehee et Santos, 2004; McIntosh et Zahra, 2007; Wearing, 2001); un phénomène qui a des impacts positifs à la fois sur les bénévoles et les communautés hôtes (McIntosh et Zahra, 2007); qui provoque un accroissement de l'engagement social des bénévoles (McGehee, 2002; McGehee et Santos, 2004); qui permet le développement d'un sentiment de citoyenneté mondiale (Crabtree, 1998); qui permet un rapprochement interculturel ou une meilleure compréhension mutuelle entre les bénévoles et communautés hôtes (Broad, 2003; Crabtree, 1998; McIntosh et Zahra, 2007; Wearing, 2001); et finalement, qui permet même la réconciliation (Crabtree, 1998; Higgins-Desbiolles, 2003).

Comme dans les écrits sur le tourisme, cette posture est toutefois remise en question, en premier lieu par des auteur-e-s qui se méfient du présupposé que le bénévolat international n'a que des effets positifs, puis par des critiques postcoloniales qui vont critiquer les structures permettant cette mobilité et les rapports de domination qui y sont reproduits.

Plusieurs auteur-e-s ont donc voulu démontrer que le bénévolat international n'a pas que des effets positifs. Guttentag (2009), dans un article intitulé « The possible negative impacts of volunteer tourism », met ainsi en lumière une série d'impacts négatifs potentiels. Il identifie par exemple la négligence des volontés et désirs des populations locales, l'insatisfaction vis-à-vis de la réalisation du travail, causée par le manque de compétences des bénévoles, une diminution des opportunités d'emploi pour les populations locales, dû au travail des bénévoles, ainsi que le renforcement des stéréotypes des bénévoles (Guttentag, 2009). L'auteur ne remet pas en question, toutefois, que le bénévolat international *puisse* aussi avoir des effets positifs. C'est le présupposé qu'il n'y a *que* des effets positifs qui est critiqué. Plusieurs autres auteur-e-s s'inscrivent aussi dans cette remise en question des bienfaits du bénévolat international (Daldeniz et Hampton, 2010; Lyons et al, 2012; Sin, 2009).

À l'instar du tourisme, le bénévolat international est aussi l'objet de fortes critiques postcoloniales. Ce qui est intéressant dans le cas du bénévolat international, c'est qu'il est souvent conceptualisé à la

croisée entre le tourisme et le développement international. Or, selon plusieurs auteur-e-s postcoloniaux, le développement international est un projet impérial et néocolonial de l'Occident (Pastran, 2014). Il est intéressant de noter que le tourisme de masse et le développement international ont émergé en parallèle l'un de l'autre, à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, et qu'ils empruntent les mêmes trajectoires de mobilité et les mêmes structures de privilèges. Le bénévolat international est ainsi doublement critiqué. Selon les critiques, ce serait une forme de néocolonialisme qui ne ferait que renforcer les relations inégales de pouvoir entre les bénévoles et les communautés hôtes (Pastran 2014). En plus d'avoir une posture de méfiance, plusieurs études vont donc adopter une posture postcoloniale et démontrer que les dynamiques de pouvoir et de privilèges sont renforcées et reproduites dans la rencontre entre les communautés hôtes et les bénévoles.

Simpson (2004) fait ressortir la « mythologie du développement » présentée dans le matériel de promotion d'expériences de bénévolat international, dans laquelle le « tiers-monde » est conçu comme ayant besoin d'aide et les jeunes européens comme ayant l'habileté et le droit de répondre à ces besoins. Charia Gius (2012) à la suite d'une étude de terrain, conclut que l'expérience de bénévolat international radicalise la conception de l'altérité, en mettant l'accent sur les différences plutôt que sur les points communs (Gius 2012). Smith et Laurie (2011) mettent de l'avant la violence systémique qui caractérise la domination d'une géographie de la mobilité et d'un imaginaire spatial dans le bénévolat international (Smith et Laurie, 2011). Mostafanezhad (2014) critique plutôt le « regard populaire humanitaire » dont est investi le bénévolat international et qui participe à mettre de l'avant un discours géopolitique sur les rapports nord-sud dans lequel les relations politiques et économiques, ainsi que les inégalités sociales, deviennent naturelles et apolitiques. Ces discours sur les relations Nord-Sud ne permettent pas d'historiciser la pauvreté et les rapports de domination et mettent plutôt de l'avant la rencontre interculturelle et son esthétique (Mostafanezhad, 2014).

Les écrits sur le bénévolat international sont donc dominés par une opposition entre les postures enthousiastes et critiques. Toujours selon les étapes de Jafari (2001) et l'analyse qu'en ont faite Wearing

et McGehee (2013), il y aurait deux autres postures aussi présentes, soit la posture d'adaptation et celle dite scientifique. La première proposerait de « bonnes pratiques » pour maximiser les impacts positifs du bénévolat international. Plusieurs recherches s'inscrivent effectivement dans cette approche (Coghlan et Gooch, 2011; Sin, 2010; Theerapappisit, 2009). La dernière posture est celle dite scientifique. Wearing et McGehee (2013) écrivent qu'il s'agit d'une étude plus systématique, logique, structurée, transdisciplinaire, internationale du volontourisme, à partir de fondements théoriques explicites, comme les théories féministes ou les théories du développement (Wearing et McGehee, 2013). Il ne semble pas, toutefois, que ces postures soient devenues dominantes et permettent de sortir de l'opposition entre les postures enthousiastes et critiques.

### 3. Trois problèmes dans la littérature

L'opposition entre ces deux postures nous amène à une impasse qui rend difficile le renouvellement des écrits sur le bénévolat international. Pour sortir de celle-ci, cet article propose de mettre en lumière des problématiques qui perpétuent ou qui découlent de cette opposition. Cela nous permettra ensuite de proposer une troisième approche.

Le premier problème identifié est celui du manque de contextualisation. Il semble que les études sur les relations entre communautés hôtes et bénévoles se posent continuellement la question de savoir si de telles expériences sont bénéfiques ou nuisibles, ou si le volontourisme permet (ou non) un meilleur rapprochement interculturel que le tourisme de masse. Les auteur-e-s répondent, en se basant sur des études de cas radicalement différentes les unes des autres. Comme nous en avons fait la démonstration, le terme « volontourisme » est utilisé pour désigner une très grande variété d'expériences qui peuvent être très différentes les unes des autres. Or, dans l'étude de la rencontre, la question du contexte est importante. Dans une analyse systémique, nous pouvons affirmer que les interactions et relations entre les individus constituent un système ouvert. Celui-ci est influencé et influence son contexte. Les individus, leurs relations et le contexte constituent alors un deuxième système, à une autre échelle d'analyse (Marc et Picard, 2000). C'est pourquoi la différence entre le bénévolat international commercialisé et celui organisé par des ONG est

importante à souligner. Si la différence des résultats est aussi grande, c'est entre autres parce que le regroupement de toutes ces formes de mobilité sous l'appellation de « volontourisme » ne permet pas de répondre à la question.

Le deuxième problème identifié est celui de la passivité attribuée aux communautés hôtes. En effet, l'une des critiques récurrentes des analyses de la relation entre touristes et communautés hôtes est que, très souvent, un seul côté de la rencontre est étudié (Stronza, 2001). Rares sont les études qui interrogent le point de vue des communautés hôtes. Si cette tendance est lourde dans les postures enthousiastes, elle l'est aussi dans les postures critiques. En effet, les auteur-e-s qui s'inscrivent dans ces postures vont souvent s'attaquer à la reproduction des rapports de pouvoir dans les actions et discours des bénévoles, sans toutefois prendre en compte les points de vue des communautés hôtes. C'est comme s'il était inféré que les rapports de pouvoir macro détermineraient les interactions à l'échelle micro et empêcheraient les communautés locales d'avoir quelle qu'agentivité que ce soit dans leur relation avec les bénévoles. Effectivement, il est souvent affirmé que les relations entre communautés hôtes et bénévoles sont intrinsèquement inégales (Pastran, 2014; Lyons et al., 2012), figeant les premières dans une posture de victime.

Cette victimisation est problématique en soi, mais elle n'est pas non plus intéressante du point de vue des dynamiques qui ne peuvent (ou pas) être abordées. Par exemple, elle ne permet pas de reconnaître, ni d'étudier, l'apport des communautés hôtes dans la rencontre, ou les stratégies employées qu'elles choisissent pour prendre avantage du volontourisme. McAllum et Zahra (2013) partent de cette critique et proposent plutôt d'étudier l'agentivité des communautés dans leurs représentations des bénévoles. Leurs résultats montrent que celles-ci attribuent différentes identités aux bénévoles (identité exotique, identité d'amitié, de modèle) qu'elles mobilisent alors stratégiquement (McAllum et Zahra, 2013, p. 125). Ainsi, en reconnaissant les membres des communautés hôtes comme acteurs et actrices de la rencontre, les dynamiques qui peuvent être étudiées se multiplient.

L'étude de McAllum et Zahra (2013) se démarque aussi de la majorité des autres études de cas,

puisque son objet d'étude n'est pas le *résultat* de l'expérience de bénévolat international. C'est plutôt le *processus* de production des représentations des bénévoles par les membres de la communauté hôte qui est l'objet d'étude. C'est que les auteures sont dans une démarche interactionniste. Elles s'intéressent à comment (par quelles stratégies) les représentations des bénévoles sont produites, mobilisées et comment celles-ci évoluent dans le temps. Le troisième problème identifié est précisément cet accent mis sur le résultat de la rencontre. Les mêmes auteures ont aussi publié, en 2017, un article sur le processus d'altérisation (*othering*), toujours en se concentrant sur le point de vue des communautés hôtes et en analysant le processus plus que le résultat. Selon elles, les postures enthousiastes ne remettent pas en question les bienfaits du bénévolat international, alors que les postures critiques abordent la rencontre uniquement comme un lieu de lutte de domination et de contrôle (McAllum et Zahra, 2017). Lorsque ces derniers écrits abordent l'altérisation, c'est uniquement pour démontrer comment les bénévoles instrumentalisent « l'Autre » dans leur processus de reconstruction du Soi. Cet angle d'analyse ne reconnaîtrait pas la nature interactionnelle des processus d'altérisation (McAllum et Zahra, 2017). Les résultats de leur recherche soulignent trois moments dans ce processus. En premier lieu, les membres de la communauté, ainsi que les bénévoles, vont mutuellement se situer comme étant fondamentalement différents. Cette première étape s'accompagne d'une distance entre les deux groupes et d'une asymétrie. Dans un deuxième temps, les membres des communautés hôtes deviennent conscient-e-s des difficultés d'adaptation des bénévoles, en particulier dans leur incapacité à décoder les règles culturelles. Les faux pas culturels des bénévoles permettent alors de réduire la distance sociale et de rétablir un sens d'égalité. Dans un troisième temps, les membres des communautés ont transformé leur notion de Soi, en relation avec les bénévoles. Ainsi, ils ont pris les rôles de guides ou de mères, renversant alors la relation d'aide. Cette étude permet à la fois de reconnaître l'agentivité des membres des communautés hôtes, et d'étudier le processus d'altérisation qui leur permet d'acquérir un statut supérieur et d'influencer les bénévoles à transformer leurs comportements (McAllum et Zahra, 2017).

#### **4. Vers une approche interculturelle : le cas des stages Québec Sans Frontières**

La reproduction de l'opposition entre les postures enthousiastes et critiques proviendrait ainsi de plusieurs écueils. Nous avons identifié le manque de contextualisation, la passivité imposée aux communautés hôtes et l'étude du résultat de la rencontre et non de son processus. Dans les trois cas, il s'agit d'une non-reconnaissance de la nature interactionnelle de la relation entre les communautés hôtes et les bénévoles. Je propose donc, pour sortir de cette opposition, une approche théorique interculturelle. Afin d'illustrer l'apport d'une telle approche, nous nous intéresserons à un cas précis, soit la relation entre les bénévoles et leurs familles d'accueil dans les stages Québec Sans Frontières (QSF) au Sénégal. Celle-ci a été l'objet de mon mémoire « Du choc à la confusion : La rencontre interculturelle dans les stages Québec Sans Frontières au Sénégal » (Gouin-Bonenfant, 2018).

Suivant la nécessité de contextualisation identifiée précédemment, il sera premièrement question du programme QSF. Celui-ci, créé en 1995, permet à des dizaines de jeunes Québécois-e-s, chaque année, de séjourner dans des communautés « du Sud », pour y réaliser des stages d'initiation à la coopération internationale. À l'intérieur de ces expériences, les stagiaires sont logés dans des familles d'accueil et vivent le plus souvent dans des communautés rurales. Ils et elles travaillent bénévolement avec des organismes locaux. Le programme QSF se défend d'être du volontourisme et propose plutôt l'appellation « solidarité internationale » ou « initiation à la coopération internationale » (Venne, 2016). Le programme est cogéré par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) et l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et les stages sont organisés par les différents organismes de coopération internationale. Les stages QSF s'inscrivent ainsi dans le phénomène de bénévolat international organisé par des ONG avec une logique qui se veut solidaire. L'accent est aussi mis, dans le programme, sur le rapprochement interculturel. En effet, une des valeurs du programme QSF est de « [favoriser] la création de liens privilégiés entre les jeunes du Québec et les populations du Sud » (QSF, 2018).



En partant des problématiques identifiées dans la littérature, cette étude de cas s'est intéressée à la rencontre entre les bénévoles et leurs familles d'accueil comme un processus dynamique et interactionnel. Alors que le bénévolat international est souvent étudié avec un appareillage théorique et des analyses empruntées aux études touristiques, cette recherche s'inspire plutôt de la littérature sur la mobilité étudiante qui met l'accent surtout sur l'adaptation, les compétences et les apprentissages développés à travers l'expérience de mobilité (Bartel-Radic, 2014; Bathurst et La Brack, 2010; Dettweiler et al., 2015; Murphy-Lejeune, 2000; Ward et Kennedy, 1999). Cette grille de lecture a permis de reconnaître l'importance de la production des savoirs culturels et interculturels dans le processus d'adaptation des stagiaires. C'est donc sur ces derniers que s'est concentrée la recherche.

#### 4.1 Un cadre théorique interculturel

Pour parvenir à étudier comment se (co-)produisent les savoirs culturels et interculturels dans la rencontre, il m'a fallu développer une approche théorique interactionniste et interculturelle. Celle-ci a quatre sources d'inspiration : la philosophie herméneutique de Gadamer, les approches systémiques des relations humaines, l'ethnographie de la communication et la sociolinguistique interactionnelle<sup>3</sup>.

La philosophie herméneutique de Gadamer est une philosophie de l'interprétation (Grondin, 2017). Elle peut se concevoir comme une grille de lecture qui permet de penser la compréhension avec l'Autre, à travers les notions de préjugé, de tradition, de cercle herméneutique et de fusion des horizons. Dans celle-ci, les individus s'inscrivent dans des traditions. Les traditions seraient le « travail de l'histoire », « l'historicité de chaque individu qui influe sur sa compréhension. » (Debono, 2012, p. 155). Il s'agit du point à partir duquel les individus voient et comprennent le monde (Agar, 1982).

Les « préjugés » sont pour leur part des informations qui ne sont pas encore validées (Agar, 1982). Gadamer en 1960 écrit : « En soi, préjugé veut dire jugement porté avant l'examen définitif de tous les éléments déterminants quant au fond » (Gadamer, 1996, p. 291). Le préjugé n'est alors ni négatif en soi, ni une entrave à la compréhension. Les préjugés sont en fait la condition même de la compréhension, puisqu'ils constituent notre « précompréhension » (Gadamer, 1996, p. 298).

Alors que pour les lumières, la pensée est linéaire, Gadamer (suivant Heidegger) affirme que la compréhension est circulaire (Grondin, 2005). Le cercle herméneutique est alors un aller-retour entre le préjugé et la compréhension, mais aussi entre la partie et le tout (Grondin, 2002). C'est donc le mouvement du préjugé à la compréhension, par l'interprétation et de la compréhension nouvelle au préjugé modifié, par la révision. Ainsi, comprendre, c'est comprendre à partir de sa tradition, avec ses préjugés (Descheneaux, 2014). Or, en comprenant, on transforme ces derniers et on transforme nos attentes de compréhension. Dès lors, « dès que l'on comprend, on comprend autrement » (Gadamer, 1996, p. 318).

L'horizon est ce qui est perçu à partir d'un point de vue (Grondin, 2005). Dans les mots de Gadamer (1960), c'est « [...] le champ de vision qui comprend et inclut tout ce que l'on peut voir d'un point précis » (Gadamer, 1996, p. 324). L'horizon diffère alors d'une personne à une autre en fonction entre autres, des traditions dans lesquelles elles s'inscrivent. Pour Gadamer, la fusion des horizons « ne signifie pas non plus une unité stable et identifiable, mais quelque chose qui arrive à la faveur d'un dialogue qui se poursuit toujours. » (Grondin, 2005, p. 1). La fusion des horizons peut donc se comprendre comme un processus de réduction des écarts entre les compréhensions des individus dans lequel, ponctuellement, des significations communes sont produites.

L'approche systémique de l'école Palo Alto propose de penser les relations humaines comme des systèmes. Dans les systèmes humains, « [...] les objets qui constituent les éléments du système [sont] les individus en interactions. Les attributs qui sont les propriétés de ces objets [sont] leurs actions et leurs réactions, leurs attitudes, leurs rôles ou, d'une manière plus générale, leurs comportements. » (Marc et Picard, 2000, p. 23). Les systèmes humains sont aussi des systèmes ouverts, c'est-à-dire que les systèmes sont en communication avec leurs contextes et que chaque système s'insère dans un autre système plus large. L'échelle d'analyse n'est pas l'individu, mais la totalité, et l'unité d'analyse est l'interaction comme processus, inscrit dans un contexte. Cette approche permet donc de penser les interactions entre les individus et entre l'individu et son environnement (Marc et Picard, 2000). Elle corrobore aussi la nécessité de contextualiser les expériences de bénévolat international et de bien situer l'échelle d'analyse préconisée.

L'ethnographie de la communication et la sociolinguistique interactionnelle sont deux approches s'inscrivant dans une analyse systémique de la communication. L'ethnographie de la communication s'intéresse aux comportements communicatifs (Hymes, 1964). Dans cette approche, la parole prime donc sur la langue, comme la fonction de la parole prime sur sa structure, et le contexte sur le message (Hymes, 1964). Les pratiques communicatives, dans une communauté donnée, se constituent alors comme des systèmes de communications. Ceux-ci ne sont pas fermés et perméables, mais sont en rapport constant avec les individus et les contextes. Les individus peuvent alors être plus ou moins compétents dans ceux-ci. Il ne s'agit pas ici de compétences linguistiques, mais plutôt de compétences communicatives (Farah, 1997).

La sociolinguistique interactionnelle s'intéresse entre autres à la création de sens dans l'interaction et à l'influence des pratiques linguistiques sur le résultat des interactions interculturelles (Tannen, 2005). Dans l'interaction, les interprétations sont construites sur des savoirs contextuels spécifiques, sous forme de présuppositions (Gumperz, 2005). Les individus sont socialisés à associer des ressources communicationnelles particulières à des cadres d'interprétation spécifiques. La façon d'inférer, dans l'interaction, est donc différente d'un groupe à l'autre (Heller, 2013). La sociolinguistique interactionnelle permet donc de s'intéresser à ce qui se passe dans l'interaction entre des individus socialisés dans des systèmes de communication différents.

Combiner ces trois grands courants (herméneutique, systémique, sociolinguistique) permet donc de penser la rencontre interculturelle à travers les interactions, notamment les pratiques communicatives, ainsi qu'à travers le prisme de la compréhension et l'interprétation, tout en prenant en compte l'apport du passé.

## 4.2 Méthodologie

D'un point de vue méthodologique, cette recherche a pris la forme d'une ethnographie de la rencontre interculturelle. Faire une ethnographie de la rencontre nécessite d'étudier ce qui se passe dans l'interaction – et non seulement les expériences des deux groupes séparément. Il faut alors reconnaître la nature interactive de la rencontre, et donc l'agentivité des tous ces participant-e-s, ainsi que la nature dynamique des apprentissages et savoirs et donc leur transformation dans le temps.

Il a alors été nécessaire d'enquêter à plusieurs moments de la rencontre et de mettre l'accent sur l'expérimentation *avec* les stagiaires et les familles d'accueil de leur quotidien.

La recherche a ainsi suivi le parcours de deux groupes de stagiaires participant à des stages QSF au Sénégal, à l'été 2017. La méthodologie combine observations participantes, entretiens individuels et entretiens de groupe, avec les stagiaires et les membres des communautés d'accueil. Les deux groupes participants à cette recherche sont formés de 9 stagiaires dont une<sup>4</sup> est responsable d'équipe. Les neuf mères d'accueil du premier groupe ont aussi participé à cette recherche. Ce sont elles, dans la famille, qui sont responsables des stagiaires durant la durée du stage. Elles veillent à leur intégration dans le village et reçoivent des directives des partenaires locaux pour s'assurer de leur santé et de leur sécurité. Elles travaillent aussi avec les stagiaires et sont donc présentes à la fois dans leurs maisons et dans leur lieu de travail. Une personne-ressource d'un des partenaires locaux a aussi participé à la recherche.

En premier lieu, donc, des observations participantes ont été réalisées avant et pendant le stage avec le premier groupe de stagiaires et leurs familles d'accueil. L'observation participante est indissociable de la méthode ethnographique. Selon Maranhao (1986), celle-ci est caractérisée par l'interaction entre l'ethnographe et ses informateurs. Cette relation se vit de façon intersubjective et la réalité qui est coconstruite à travers cette relation est dialogique (Maranhao, 1986). Avec le premier groupe de stagiaires, des observations participantes ont été réalisées avant leur départ (durant les formations prédépart), à leur arrivée à la capitale, à trois moments de leur stage et à leur départ du pays, pour un total de 15 journées d'observation au Sénégal et 3 journées au Québec. Les observations participantes au village étaient aussi réalisées avec les familles d'accueil.

Des entretiens semi-dirigés ont aussi été réalisés avec le premier groupe de stagiaires. L'entretien semi-dirigé est une méthode importante pour accéder aux discours et réflexions des participant-e-s, qui peuvent ensuite être triangulés avec leur pratique. C'est aussi un moment où peuvent être validées ou invalidées certaines observations et interprétations faites par la chercheuse. Après avoir

(in)validé ces interprétations, un sens nouveau peut être construit et négocié entre la chercheuse et l'informant-e. Les entretiens effectués étaient d'une durée de 60 à 90 minutes à deux moments différents de leur stage. Les premiers ont eu lieu durant la deuxième semaine de leur arrivée au village et les deuxièmes à 2 semaines de leur départ du village. Chacune des 9 stagiaires a participé à au moins un des entretiens et 5 d'entre elles ont participé aux deux entretiens. Un entretien individuel a aussi été conduit avec une personne-ressource du partenaire local des stagiaires du deuxième groupe.

Des entretiens de groupe ont aussi été réalisés avec le deuxième groupe de stagiaire et avec les mères d'accueil du premier groupe. L'entretien de groupe permet d'être témoin de discussions autour d'un sujet précis, sans attendre que ces discussions aient lieu dans un contexte d'observation participante (Morgan et Spanish, 1984). L'entretien de groupe permet aussi de créer un sentiment de sécurité, puisque les participant-e-s ne sont pas obligés de répondre à toutes les questions (McAllum et Zahra, 2017). Finalement, cette méthode permet d'avoir accès aux interactions entre les participant-e-s, elle permet ainsi de voir comment se construisent les consensus et comment se négocient les désaccords. Ainsi, avec le deuxième groupe de stagiaires, trois entretiens de groupe d'une heure et demie ont été conduits, à trois moments différents de leur stage. La première rencontre a eu lieu après une semaine au village, la deuxième à la moitié du stage et la dernière, le lendemain de leur départ du village. L'entretien de groupe avec les mères d'accueil a eu lieu une fois les stagiaires partis du village et a duré 1 heure.

## 5. Résultats

Adopter ce cadre théorique et méthodologique interculturel m'a permis de mettre en évidence plusieurs dynamiques interculturelles dans la rencontre entre les stagiaires et leurs communautés d'accueil. Nous aborderons ici trois d'entre elles : l'apprentissage sur les systèmes en place, la négociation et la création de nouveaux systèmes hybrides et temporaires, et le développement de savoir-faire interculturels.

### 5.1 Apprendre sur les systèmes

Selon Hottola (2004), le processus d'adaptation interculturel est un mouvement de la confusion

vers la compréhension. Selon l'auteur, le modèle de choc culturel, popularisé par Oberg (1969), ne convient pas à la plupart des voyageurs. Entre autres, ce modèle prédit qu'après une première période de « lune de miel », il y aurait une étape « d'hostilité », liée à des émotions négatives. Hottola soutient que ces émotions négatives sont beaucoup moins caractéristiques du processus d'adaptation que l'apprentissage : « When people travel to foreign countries, there often is neither shock nor depression, but they usually get stressed and confused while learning new things or facing unexpected difficulties [...] » (Hottola, 2004, p. 450). Pour contrer la confusion, les individus cherchent alors à être en contrôle et à pouvoir prédire le déroulement des échanges interpersonnels (Hottola, 2014). Ce modèle se conjugue très bien avec une approche herméneutique de la rencontre interculturelle. En effet, dans celui-ci, comme dans la philosophie herméneutique, la rencontre avec l'autre peut causer de la confusion qui peut être résolue par un processus de compréhension. Le modèle de confusion culturelle permet donc de placer le processus de compréhension et d'apprentissage au centre du processus d'adaptation.

Dans le processus d'apprentissage des stagiaires, les savoirs culturels produits – soit les savoirs concernant les particularités culturelles qui ont sens à l'intérieur d'un contexte précis (Bathurst, 2015) – permettent de réduire le sentiment initial de confusion. Produire des savoirs sur les différents systèmes en place (systèmes de communication, de politesse, système familial, etc.) leur permet aussi de devenir compétentes dans ceux-ci. Dès l'or, l'intégration des stagiaires à leur milieu est intimement liée aux savoirs produits.

Ces derniers sont produits à travers différentes interactions. Le processus de production de savoirs « culturels » rappelle le cercle herméneutique de Gadamer. Dans celui-ci, le préjugé laisse place à la compréhension, par l'interprétation, puis revient à une nouvelle précompréhension par la révision. La compréhension n'est alors pas un processus linéaire, mais circulaire (Grondin, 2005). Si le cercle herméneutique se conceptualise normalement comme le rapport entre la personne qui comprend, la compréhension et le compris (Descheneaux, 2014) dans le cas des stagiaires, une grande partie de la compréhension se fait aussi en groupe.

Avant le départ, les stagiaires et les communautés d'accueil ont des préjugés. Les préjugés, dans la pensée herméneutique, sont conceptualisés comme des idées préalables, comme le point de départ de la compréhension. Ceux-ci vont influencer leur regard sur leur communauté d'accueil. Lorsque les stagiaires arrivent dans leur famille d'accueil « tout est nouveau »<sup>5</sup>, elles se mettent alors à observer et cherchent à construire des connaissances, pour réduire la confusion et l'imprévisibilité. Les premières observations individuelles des stagiaires vont souvent mener à des premiers savoirs perçus comme objectifs. Ces savoirs sont produits en réaffirmant, en nuancant ou en déconstruisant leurs préjugés.

Lorsque le groupe de stagiaires se rencontre, elles ont le réflexe de partager leurs observations, les confrontant à celles des autres. Au sortir de cette

mise en commun, les stagiaires vont parfois produire une connaissance de groupe, en révisant les observations individuelles. Celle-ci devient alors le point de départ pour les interprétations futures. Les nouvelles observations qu'elles vont faire vont être produites avec cette attente de compréhension. Les savoirs vont être encore une fois nuancés, infirmés ou confirmés individuellement, puis renégociés en groupe. Il y a ainsi un aller-retour constant entre la précompréhension et une compréhension nouvelle, ainsi qu'entre l'individu et le groupe. Ponctuellement, les savoirs vont aussi être soumis à la validation d'une personne perçue comme médiatrice. Ce peut être les femmes de l'ONG avec laquelle les stagiaires travaillent, des individus dans le village qui parlent français, ou la personne accompagnatrice. Le schéma suivant illustre le processus de production des savoirs culturels.

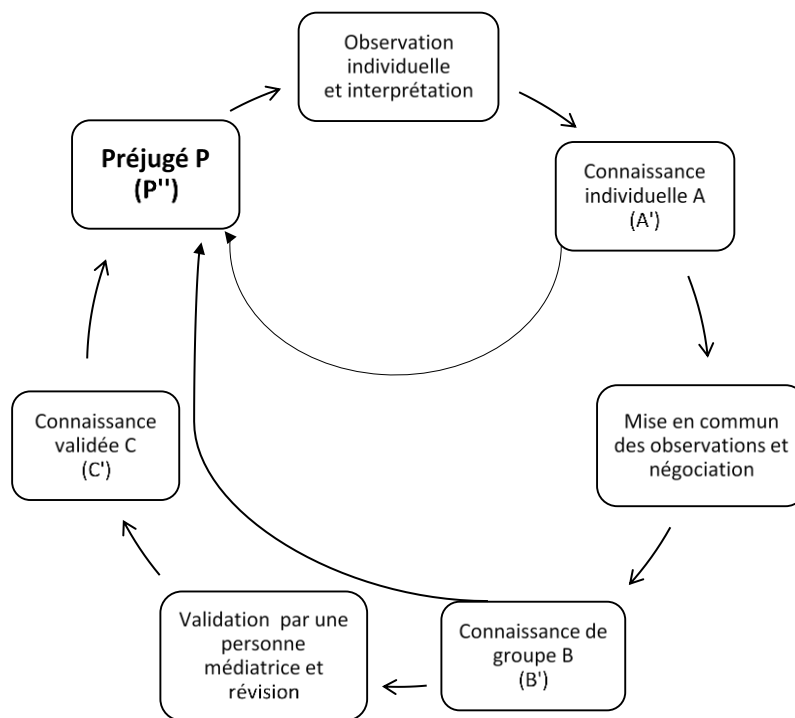


Figure 1 – Cercle herméneutique et production de savoirs culturels  
Source : Gouin-Bonenfant, 2018, p. 119

Un des cas qui illustre le mieux ce processus est celui des apprentissages autour de la nourriture et de la façon de manger au bol. Dans un nouvel environnement, comprendre les règles autour de la nourriture, des repas et de la commensalité s'avère primordial. C'est l'une des premières préoccupations observées durant les observations participantes. Avant de partir, les stagiaires apprennent,

en formation, qu'au Sénégal, on mange à plusieurs autour d'un bol. On leur dit aussi que certaines personnes mangent avec les mains, d'autres avec des cuillères et qu'il ne faut pas utiliser la main gauche. Ces connaissances constituent les préjugés des stagiaires. Ce sont les connaissances préalables qui servent de point de départ à la compréhension des

pratiques et normes autour de la nourriture. Arrivées dans leurs familles d'accueil, les stagiaires vont faire des observations qui vont confirmer, infirmer ou modifier leurs connaissances préalables. La nature circulaire et collective de la compréhension des stagiaires est apparue rapidement, à travers ce cas. Effectivement, à chaque séjour d'observation conduit au village, il y a eu un moment où les stagiaires ont partagé entre elles des observations et questionnements autour de la nourriture: « Avec qui manges-tu? Les enfants, les femmes, le père, seule? », « À quelle heure vous mangez? », « Qui est servi en premier? », « Qui découpe et distribue les morceaux de viande et de légume? », ainsi de suite. Les réponses à ces interrogations conduisent à produire des connaissances. Chaque nouvel élément de réponse est une partie qui permet de mieux comprendre le tout. À ma dernière visite des stagiaires au village, les stagiaires sont rendues beaucoup plus compétentes avec les règles, les normes et les pratiques reliées à la nourriture et à la commensalité. Alors qu'au départ, les repas partagés semblaient être un moment un peu stressant, elles savent maintenant ce qui est attendu d'elles et sont ainsi devenues très à l'aise.

Les connaissances culturelles des mères d'accueil sur les stagiaires (sur le Québec, le Canada, l'Occident, ou encore les *tonbabs*<sup>6)</sup> suivent un processus similaire, mais qui s'étale sur plusieurs années. En effet, dans les deux communautés participant à cette étude, cela fait au moins 5 ans que des stagiaires y séjournent. Leur rencontre avec les stagiaires québécoises ne se résume donc pas à une suite d'interactions dans un temps donné (2 mois et demi), avec un groupe particulier, mais par une série de rencontres échelonnées sur plusieurs années. Alors que les stagiaires sont en immersion dans un village sénégalais, les mères ne sont pas en immersion dans un contexte québécois. Au fil de l'entretien de groupe avec les mères, quelques éléments ressortent tout de même. Les mères disent avoir appris que les stagiaires aiment travailler et n'aiment pas se faire dire de se reposer. Elles aiment beaucoup les enfants et ne sont pas dérangées par eux. Elles n'aiment pas si les enfants sont punis, surtout par des corrections physiques. Ainsi, les apprentissages que les mères font sur les stagiaires proviennent, comme pour les stagiaires, de besoins. Elles veulent bien accueillir et intégrer les stagiaires et ce sont ces éléments qu'elles vont chercher. Les mères affirment d'ailleurs que d'année en année, les

stagiaires s'intègrent de mieux en mieux à la communauté, puisqu'elles-mêmes connaissent de mieux en mieux la culture des stagiaires, facilitant le processus d'intégration.

Le processus de compréhension et d'apprentissage des stagiaires est donc circulaire, collectif et prend son impulsion dans la confusion et la volonté d'intégration. Les savoirs culturels produits à travers celui-ci proviennent d'une série d'interactions. Celles-ci sont de trois types, intragroupes (par la mise en commun, la révision et la négociation), intergroupes (par l'observation ou les questions-réponses) ou avec des personnes médiatrices (par la validation).

## 5.2 Négociation et création de nouveaux systèmes hybrides et temporaires

Alors qu'une grande partie de l'intégration provient de l'apprentissage sur les systèmes en place – puis leur intégration – un autre phénomène a aussi lieu au même moment : la négociation et la création de nouveaux systèmes hybrides et temporaires. Pour illustrer celui-ci, nous prendrons l'exemple des règles de politesse.

À travers leur stage, les stagiaires vont faire des apprentissages sur le système local de politesse. Elles vont par exemple apprendre les comportements polis, comme l'importance des salutations. Elles vont aussi apprendre que certains comportements jugés impolis au Québec, par exemple l'utilisation de l'impératif, n'a pas valeur d'impolitesse au Sénégal. De l'autre côté, les familles d'accueil apprennent que pour les stagiaires québécois, il n'est pas impoli de ne pas s'arrêter longtemps pour saluer les personnes que l'on croise dans la rue. Des deux côtés, il y a donc des apprentissages sur ce qui est considéré poli et ce qui ne l'est pas, dans les pratiques communicatives des deux groupes.

Les stagiaires ne vont toutefois pas simplement intégrer le système de politesse qu'elles découvrent. Au même moment se négocient aussi de nouvelles normes d'interaction. Comme nous le rappelle Kecskes (2015), dans les interactions interculturelles, les individus ne font pas partie de la même communauté linguistique (*speech community*). Malgré les apprentissages d'une part comme de l'autre, les codes et savoirs ne sont pas parfaitement partagés.

Il doit donc y avoir une forme de co-construction de nouvelles normes et conventions qui permettent de supporter le sens des messages transmis, pour assurer une bonne communication.

Durant l'entretien de groupe avec les mères, nous avons discuté de leur perception des stagiaires et de leur rapport à la politesse. Toutes les mères ont affirmé que les stagiaires étaient parfaitement polies. Après les avoir confrontées avec plusieurs comportements observés chez les stagiaires qui sont contextuellement impolis, les mères ont rigolé et ont répondu qu'évidemment, certains comportements des stagiaires peuvent être considérés comme impolis au Sénégal. Toutefois, elles ont dit savoir que les stagiaires n'agissaient pas *par* impolitesse. Elles comprennent que les stagiaires ne connaissent pas tous les codes de politesses, alors elles les laissent faire des erreurs qu'elles ne permettraient pas à d'autres membres de la communauté. Les règles de politesse deviennent ainsi moins rigides pour les stagiaires.

Ces dernières essaient par ailleurs de montrer leur respect et leur reconnaissance à leur famille en étant très polies. Parfois, elles surperforment les règles de politesse qu'elles apprennent, installant alors une nouvelle norme plus rigide. Certaines stagiaires racontent qu'elles saluent tous les membres de leur famille, par ordre d'âge, tous les matins, alors qu'elles sont les seules de la famille à procéder ainsi. Elles savent que c'est peut-être un peu exagéré, mais préfèrent être trop polies que pas assez. Une stagiaire me raconte aussi qu'ayant commencé le stage avec cette pratique, elle n'ose maintenant plus la changer. Alors que certaines normes sont moins rigides pour les stagiaires, d'autres pratiques deviennent ainsi plus rigides.

Un autre exemple provient des remerciements. Les stagiaires, s'appuyant sur leurs propres règles de politesse, remercient leurs familles d'accueil en disant constamment « jërëjëf » (« merci », en wolof). Or, dans le système de communication wolof, il n'est pas toujours nécessaire de remercier de cette façon. Ainsi, les mères de famille m'ont expliqué, dans l'entretien de groupe, qu'elles trouvaient très drôle l'habitude des stagiaires de constamment dire « jërëjëf ». Les stagiaires m'ont aussi confié que les mères rigolaient souvent d'elles à ces moments. Toutefois, après quelque temps passé ensemble, les

mères se sont aussi mises à dire « jërëjëf » dans les mêmes contextes que les stagiaires.

Ainsi se crée-t-il un nouveau système de politesse. Ce n'est pas celui qui était en place avant l'arrivée des stagiaires et qu'elles auraient simplement intégré, ce n'est pas non plus les pratiques et normes des stagiaires qui auraient été imposées – ni exactement un mélange des deux systèmes. C'est un nouveau système hybride, temporaire, contextuel et dynamique qui se constitue dans une nouvelle communauté de pratique temporaire. D'ailleurs, d'été en été, ces normes sont transformées, puisque de nouvelles stagiaires arrivent.

Finalement, ce processus de négociation rappelle la fusion des horizons de Gadamer. L'horizon est modelé par les traditions des individus et est « [...] le champ de vision qui comprend et inclut tout ce que l'on peut voir d'un point précis » (Gadamer, 1996, p. 324). Dans la fusion, les traditions « se métamorphosent pour faire place à autre chose » (Grondin, 2005, p. 5). C'est effectivement le processus qui est à l'œuvre dans la rencontre entre les stagiaires et leurs familles d'accueil : dans le processus d'apprentissage des uns sur les autres, l'écart entre les traditions est réduit, alors qu'il se crée de nouveaux systèmes hybrides et temporaires qui permettent une meilleure communication et une meilleure compréhension entre les deux groupes. Il ne s'agit pas d'affirmer qu'il y a fusion des horizons, mais plutôt qu'un processus de réduction des écarts de compréhension est entamé, à l'aide de la création d'un langage commun.

### 5.3 Les savoir-faire interculturels comme habitude

Nous venons d'identifier deux dynamiques qui ont lieu simultanément. Premièrement, l'apprentissage conscient d'éléments de la « culture » locale et des différents systèmes que les stagiaires tentent d'intégrer. Parallèlement, il y a aussi co-construction de nouvelles normes et pratiques qui se constituent comme de nouveaux systèmes hybrides et temporaires. Dans un troisième temps, nous pouvons aussi ajouter le développement de savoir-faire interculturels, c'est-à-dire les savoirs qui ne portent pas sur un contexte culturel précis, mais sur les contextes interculturels. Si les savoirs culturels permettent d'être

compétent-e dans un contexte culturel donné, les savoirs interculturels permettraient d'être compétent-e dans les contextes interculturels.

Un des savoir-faire identifiés est la navigation entre les échelles individuelles et culturelles. Au départ, les stagiaires attribuent une très grande partie des comportements des membres de leur famille d'accueil à la culture. Après avoir remarqué que son père d'accueil était peu bavard, une stagiaire me dira qu'elle a compris que les hommes au Sénégal parlaient peu. Ainsi, la lentille d'analyse sur la réalité autour d'elles est celle de « la culture ». Au fur et à mesure que le stage avance, cette lentille tend à changer. C'est qu'en discutant avec le groupe, les stagiaires se rendent compte que certains des savoirs qu'elles construisent ne tiennent pas. En fait, si son père d'accueil est peu bavard, dira la stagiaire dans un deuxième entretien, c'est probablement en raison de sa personnalité et des dynamiques familiales.

À la suite de cette discussion, cette question est amenée dans un entretien de groupe réalisé avec l'autre groupe de stagiaires. Toutes les stagiaires sont alors d'accord pour dire qu'elles avaient eu ce réflexe au début de leur séjour, mais que celui-ci a été déconstruit au fur et à mesure du stage. Elles expliquent ce changement de logique par la durée et par l'immersion. Les stagiaires réalisent que les individus sont influencés par les mêmes normes culturelles, mais que leurs comportements vis-à-vis celles-ci sont différents. Les stagiaires m'expliquent aussi qu'elles ont réalisé que de famille en famille, les dynamiques sont différentes et que ce qu'une stagiaire observe dans sa famille « ce n'est pas coulé dans le béton ». Finalement, une stagiaire dit qu'il faut aussi appliquer cette logique à l'échelle du village : ce qu'elles pensent être « culturel », m'affirme-t-elle, c'est la « culture du village » et ça ne peut pas être généralisé à tout le Sénégal.

Ce qui ressort de cette discussion, c'est que les stagiaires, par leur séjour prolongé dans le même village, ont appris à naviguer entre les échelles individuelles et groupales. Ce savoir-faire interculturel leur permet aussi d'abandonner (au moins de réduire) la lecture « culturaliste » d'abord adoptée, où ce qui est observé est tout de suite attribué à la culture. Elles se rendent par ailleurs compte que jamais elles ne feraient la même chose au Québec. Une des stagiaires conclut :

« Jamais à la maison, *mettons* au Québec, il y a quelqu'un qui va dire quelque chose et moi je vais être comme : “ça, c'est parce qu'il est québécois” ».

À travers le partage, la négociation et la révision de leurs savoirs produits individuellement, certaines erreurs d'interprétation récurrentes se révèlent, telles que l'interprétation culturaliste. Sans prendre nécessairement pleinement conscience des logiques derrière ces erreurs, il se crée toutefois, dans la révision, de nouvelles habitudes d'apprentissage qui, à force de répétitions, se matérialisent comme des savoir-faire.

Plusieurs études posent l'hypothèse – ou arrivent à la conclusion – que la compétence interculturelle est acquise par l'expérience internationale et l'interaction interculturelle (Bartel-Radic, 2014). Cela semble logique, puisque la compétence est « une intelligence de l'action » et que l'expérience pratique est un élément-clé de l'apprentissage (Gratton, 2009, p. 93). Bennett (2013) met toutefois en garde contre la réification de la compétence interculturelle. Il serait difficile de la mesurer comme une chose « que l'on a » puisque c'est plutôt « quelque chose que l'on fait ». L'idée n'est pas ici de conclure si l'expérience internationale et interculturelle mène nécessairement au développement de la compétence interculturelle comme une chose acquise, mais de voir comment l'expérience particulière vécue par les stagiaires et leurs familles d'accueil permet le développement de savoir-faire interculturels qui leur permettent de mieux naviguer à travers les complexités de la rencontre interculturelle.

## Conclusion

Cet article a mis de l'avant la pertinence d'une approche théorique et méthodologique interculturelle pour l'étude de la relation entre les bénévoles et les communautés hôtes dans le bénévolat international. La littérature sur ce thème se retrouve le plus souvent dans une opposition entre des postures enthousiastes et critiques. Une posture interculturelle transforme l'objet d'étude du *résultat* de la rencontre à son *processus*. Elle reconnaît l'agentivité de tous les acteurs et actrices de la rencontre et reconnaît l'importance des contextes sur les interactions. Finalement, elle laisse place à l'étude d'une multitude de dynamiques interculturelles souvent laissées de côté dans les études sur le bénévolat international.

Pour illustrer l'apport de cette posture, une étude de cas sur la relation entre les stagiaires et leur famille d'accueil dans les stages Québec Sans Frontières au Sénégal a été présentée. L'étude s'intéressait particulièrement aux savoirs culturels et interculturels (co-)produits dans la rencontre, ainsi que leur relation aux processus d'adaptation et d'intégration des stagiaires. L'approche proposée a permis de mettre en lumière trois dynamiques. Premièrement, nous avons abordé la production de savoirs culturels comme une façon de réduire la confusion initiale liée à la mobilité. Ces savoirs sont produits à travers plusieurs interactions et leurs trajectoires circulaires rappellent le cercle hermétique. Alors que ces savoirs sur l'autre sont produits (des deux côtés), il y a simultanément une hybridation qui se fait. Nous avons illustré celle-ci avec les règles de politesse. À travers la rencontre entre les deux groupes, un nouveau système hybride se crée. Les stagiaires ne font pas qu'intégrer un système de règles et de normes de politesse qui serait figé. Au contraire, au fil des interactions,

certaines normes se rigidifient, d'autres s'assouplissent et de nouvelles émergent. Finalement, nous avons aussi abordé le développement de savoir-faire interculturels. Ceux-ci sont le fruit de nouvelles habitudes d'apprentissage qui se créent à travers le processus de négociation et de révision des savoirs culturels produits. Nous avons présenté le cas de la navigation entre les échelles individuelles et groupales.

Malgré que la posture interculturelle permette une reconnaissance de l'agentivité de tous les acteurs et actrices, l'étude de cas présentée s'est surtout intéressée aux points de vue des bénévoles. Comme nous l'avons mentionné, les savoirs culturels et interculturels produits par les familles d'accueil se font sur la longue durée, au fil des années, avec les différents groupes de stagiaires qu'elles reçoivent. La durée du terrain – réalisé dans le cadre d'une maîtrise – ne permettait pas cette analyse longitudinale. Il serait toutefois très pertinent de réaliser une telle étude avec les familles d'accueil.

## NOTES

- 1 Des articles critiques sont parus dans plusieurs journaux, comme *The New York Times*, *Libération*, *Le Monde*, *Huffington Post* et *The Guardian* (Biddle, 2017; Biddle, Ernst, Johnson, Richter et Zakaria, 2014; Dupont, 2018; Jenkin, 2015; Rousseau, 2016).
- 2 Cet article reprend certaines parties du mémoire « Du choc à la confusion : la rencontre interculturelle dans les stages Québec Sans Frontières au Sénégal » (2018) de l'auteure.
- 3 Ce cadre théorique est inspiré principalement du modèle théorique interculturel développé par le Laboratoire de recherche en relations interculturelles (LABRRI).
- 4 Comme la majorité des stagiaires sont des femmes, le féminin sera utilisé dans cet article pour référer aux stagiaires.
- 5 Expression entendue à plusieurs reprises par les stagiaires.
- 6 Terme qui signifie à la fois étrangers, blancs et/ou européens.

## RÉFÉRENCES

- Agar, M. H. (1982). Toward an Ethnographic Language. *American Anthropologist*, 84(4), 779-795. doi: 10.1525/aa.1982.84.4.02a00030
- Bartel-Radic, A. (2014). La compétence interculturelle est-elle acquise grâce à l'expérience de mobilité? *Management international*, 18, 194-211. doi: 10.7202/1027873ar
- Bathurst, L. (2015). Culture Specific/Culture General. Dans J. M. Bennett (Éd.), *The SAGE Encyclopedia of Intercultural Competence*. (pp. 211-213). Thousand Oaks, CA: SAGE Publications, Inc.
- Bathurst, L. et La Brack, B. (2010). Shifting the locus of intercultural learning. Intervening Prior to and After Student Experiences Abroad. Dans M. Vande Berg, M. Paige et K.H. Lou (Éds), *Student Learning Abroad: What Your Students Are Learning, What They're Not, and What You Can Do About It*. (pp. 261-283). Sterling, VA: Stylus Publishing.
- Biddle, P. (6 décembre 2017). The problem with little white girls, boys and voluntourism. *Huffington Post*. Repéré à [https://www.huffpost.com/entry/little-white-girls-voluntourism\\_b\\_4834574](https://www.huffpost.com/entry/little-white-girls-voluntourism_b_4834574)



- Biddle, P., Ernst, A., Johnson, C., Richter, L. et Zakaria, R. (29 avril 2014). Can voluntourism make a difference? *The New York Times*. Repéré à <https://www.nytimes.com/roomfordebate/2014/04/29/can-voluntourism-make-a-difference>
- Broad, S. (2003). Living the Thai life—a case study of volunteer tourism at the Gibbon rehabilitation project, Thailand. *Tourism Recreation Research*, 28(3), 63-72. doi: 10.1080/02508281.2003.11081418
- Butcher, J. (2003). *The moralisation of tourism : sun, sand-- and saving the world?* New York, NY: Routledge.
- Butcher, J. et Smith, P. (2010). « Making a difference »: volunteer tourism and development. *Tourism recreation research*, 35(1), 27-36. doi: 10.1080/02508281.2010.11081616
- Colleyn, J. et Devillez, F. (2009). Le tourisme et les images exotiques. *Cahiers d'Études Africaines* 49(193-194), 583-594. Repéré à <http://journals.openedition.org/etudesaficaines/18839>
- Coghlan, A. et Gooch, M. (2011). Applying a transformative learning framework to volunteer tourism. *Journal of Sustainable Tourism*, 19(6), 713-728. doi: 10.1080/09669582.2010.542246
- Crabtree, R. D. (1998). Mutual empowerment in cross-cultural participatory development and service learning: Lessons in communication and social justice from projects. *Journal of Applied Communication Research*, 26(2), 182-209. doi: 10.1080/00909889809365501
- Daldeniz, B. et Hampton, M. (2010). Charity-based Voluntourism Versus « Lifestyle » Voluntourism: Evidence from Nicaragua and Malaysia. [Document de travail]. Canterbury, Royaume-Uni: University of Kent.
- Debono, M. (2012). Herméneutique interculturelle et DLC: quelques fondements théoriques pour une didactique des représentations. Dans M. Debono et C. Goï (Éds), *Regards interdisciplinaires sur l'épistémologie du divers : Interculturel, herméneutique et interventions didactiques*. (pp. 131-168). Fernelmont, Belgique: Éditions Modulaires Européennes.
- Descheneaux, H. (2014). L'herméneutique phénoménologique de Gadamer. *Cahiers du Cirp*, 5, 1-99.
- Dettweiler, U., Ünlü, A., Lauterbach, G., Legl, A., Simon, P. et Kugelman, C. (2015). Alien at home: Adjustment strategies of students returning from a six-months over-sea's educational programme. *International Journal of Intercultural Relations*, 44, 72-87. doi: 10.1016/j.ijintrel.2014.10.005
- Dupont, M. (25 juin 2018). « Voluntourisme » : le juteux business de l'humanitaire sur catalogue. *Le Monde*. Repéré à [https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/06/24/voluntourisme-le-juteux-business-de-l-humanitaire-sur-catalogue\\_5320317\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/06/24/voluntourisme-le-juteux-business-de-l-humanitaire-sur-catalogue_5320317_3232.html)
- Farah, I. (1997). Ethnography of Communication. Dans H. Hornberger et D. Corson (Éds), *Encyclopedia of Language and Education*. (pp. 125-133). Dordrecht: Springer Netherlands.
- Gadamer, H. (1996). *Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*. [1960]. Paris, France: Éditions du Seuil.
- Gagnon, M.-J. (21 janvier 2016). Que penser du voluntourisme? *Avenues.ca*. Repéré à <https://avenues.ca/chroniques/que-penser-du-voluntourisme/>
- Gius, C. (2012). Encountering the other, or encountering the self? The construction of otherness into voluntourism experiences. Dans O. McGarry et A. Stasiewicz-Bienkowska (Éds.), *Landscapes of (Un) Belonging: Reflections of Strangeness and Self*. (pp. 1-12). Oxford: ID Press.
- Gouin-Bonenfant, M. (2018). *Du choc à la confusion : La rencontre interculturelle dans les stages Québec Sans Frontières* (Mémoire de maîtrise inédit). Université de Montréal, QC.
- Gratton, D. (2009). *L'interculturel pour tous: une initiation à la communication pour le troisième millénaire*. Anjou, QC: Éditions Saint-Martin.
- Grondin, J. (2002). Gadamer's basic understanding of understanding. Dans R. Dostal (Éd.), *The Cambridge companion to Gadamer*. (pp. 36-51). Cambridge: Cambridge University Press.
- Grondin, J. (2005). La fusion des horizons. La version gadamérienne de l'adaequatio rei et intellectus. *Archives de philosophie*, 68(3), 401-418. doi: 10.3917/aphi.683.0401
- Grondin, J. (2017). *L'herméneutique* (4<sup>e</sup> éd.). Paris, France: Presses universitaires de France.
- Gumperz, J. (2005). Interactional sociolinguistics: A personal perspective. Dans D. Tannen, H. Hamilton et D. Schiffrin (Éds), *The handbook of discourse analysis*. (2<sup>e</sup> éd., pp. 215-228). Oxford: Blackwell Publishing

- 
- Guttentag, D. (2009). The possible negative impacts of volunteer tourism. *International journal of tourism Research*, 11, 537-551. doi: 10.1002/jtr
- Hachey, I. (9 janvier 2016). Le business du volontourisme : L'humanitaire imaginaire. *La Presse*. Repéré à [http://plus.lapresse.ca/screens/98b8c227-78a9-4bb8-8071-77c6d0570f59\\_\\_7C\\_\\_I2rIIq53D6k0.html](http://plus.lapresse.ca/screens/98b8c227-78a9-4bb8-8071-77c6d0570f59__7C__I2rIIq53D6k0.html)
- Heller, M. (2013). Gumperz and Social Justice. *Journal of Linguistic Anthropology*, 23(3), 192-198. doi: 10.1111/jola.12026
- Higgins-Desbiolles, F. (2003). Reconciliation Tourism: Tourism Healing Divided Societies! *Tourism Recreation Research*, 28(3), 35-44. doi: 10.1080/02508281.2003.11081415
- Hottola, P. (2004). Culture confusion: Intercultural Adaptation in Tourism. *Annals of Tourism Research*, 31(2), 447-466. doi: 10.1016/j.annals.2004.01.003
- Hymes, D. (1964). Introduction: Toward ethnographies of communication. *American Anthropologist*, 66(6), 1-34. doi: 10.1525/aa.1964.66.suppl\_3.02a00010
- Jafari, J. (2001). The scientification of tourism. Dans V. L. Smith et M. Brent (Éds.), *Hosts and guests revisited: Issues of the 21st century* (pp. 28-41). Elmsford, NY: Cognizant.
- Jenkin, M. (21 mai 2015). Does voluntourism do more harm than good? *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/voluntary-sector-network/2015/may/21/western-volunteers-more-harm-than-good>
- Kecskes, I. (2015). Intercultural impoliteness. *Journal of Pragmatics*, 86, 43-47. doi: 10.1016/j.pragma.2015.05.023
- Lawrence, G. (25 avril 2016). Barbie Savior, ou les dérives du volontourisme. *L'actualité*. Repéré à <https://lactualite.com/art-de-vivre/2016/04/25/barbie-savior-ou-les-derives-du-volontourisme/>
- Lyons, K. et Wearing, S. (2008). *Journeys of discovery in volunteer tourism: international case study perspectives*. Wallingford: CABI Publishing.
- Lyons, K., Hanley, J., Wearing, S. et Neil, J. (2012). Gap year volunteer tourism. Myths of Global citizenship? *Annals of tourism research*, 39(1), 361-378. doi: 10.1016/j.annals.2011.04.016
- Maranhao, T. (1986). The hermeneutics of participant observation. *Dialectical Anthropology*, 10(3-4), 179-188. doi : 10.1007/BF02343112
- Marc, E. et Picard, D. (2000). *L'école de Palo Alto : Un nouveau regard sur les relations humaines*. Paris, France: Éditions Retz.
- McAllum, K. et Zahra, A. (2013). Constructing « Them » and « Us » : Host Communities' Perspectives of Voluntourist Identities. Dans M. Kramer, L. Gossett et L. K. Lewis (Éds), *Volunteering and intercultural communication: studies from multiple contexts*. (Vol. 2, pp. 109-128). New York: Peter Lang.
- McAllum, K. et Zahra, A. (2017). The positive impact of othering in voluntourism: The role of the relational other in becoming another self. *Journal of International an Intercultural Communication* 47(5), 392-398. doi: 10.1080/17513057.2017.1280179.
- McGehee, N. G. (2002). Alternative tourism and social movements. *Annals of Tourism Research*, 29(1), 124-143. doi: 10.1016/S0160-7383(01)00027-5
- McGehee, N. G. et Santos, C. A. (2004). Social change, discourse and volunteer tourism. *Annals of Tourism Research*, 32(3), 760-779. doi: 10.1016/j.annals.2004.12.002
- McIntosh, A. J. et Zahra, A. (2007). A Cultural Encounter through Volunteer Tourism: Towards the Ideals of Sustainable Tourism? *Journal of Sustainable Tourism*, 15(5), 541-556. doi: 10.2167/jost701.0
- Morgan, D. et Spanish, M. (1984). Focus groups: A new tool for qualitative research. *Qualitative Sociology*, 7(3), 253-270. doi: 10.1007/BF00987314
- Mostafanezhad, M. (2014). Volunteer tourism and the popular humanitarian gaze. *Geoforum*, 54, 111-118. doi: 10.1016/j.geoforum.2014.04.004
- Murphy-Lejeune, E. (2000). Mobilité internationale et adaptation interculturelle : les étudiants voyageurs européens. *Recherche & Formation*, 33, 11-26. doi: 10.3406/refor.2000.1614

- Pastran, S. H. (2014). Volunteer Tourism : A Postcolonial Approach. *University of Saskatchewan Undergraduate Research Journal*, 1(1), 45-57. doi: 10.32396/usurj.v1i1.30
- Québec Sans Frontières (QSF). (2018). Nos valeurs. Repéré à <http://www.mrif.gouv.qc.ca/qsfr/index.asp?Page=programme&SousPage=valeurs>
- Raymond, E. M. et Hall, C. M. (2008). The Development of Cross-Cultural (Mis) Understanding Through Volunteer. *Journal of Sustainable Tourism*, 16(5), 530-543. doi: 10.2167/jost796.0
- Rousseau, N. (15 août 2016). Tourisme humanitaire: la vraie fausse pitié. *Libération*. Repéré à [https://www.liberation.fr/planete/2016/08/15/tourisme-humanitaire-la-vraie-fausse-pitie\\_1472579](https://www.liberation.fr/planete/2016/08/15/tourisme-humanitaire-la-vraie-fausse-pitie_1472579)
- Simpson, K. (2004). « Doing development »: The gap year, volunteer-tourists and a popular practice of development. *Journal of International Development*, 16(5), 681-692. doi: 10.1002/jid.1120
- Sin, H. L. (2009). Volunteer Tourism-"Involve Me and I Will Learn"? *Annals of Tourism Research*, 36(3), 480-501. doi: 10.1016/j.annals.2009.03.001
- Sin, H. L. (2010). Who are we responsible to? Locals' tales of volunteer tourism. *Geoforum*, 41(6), 983-992. doi: 10.1016/j.geoforum.2010.08.007
- Stronza, A. (2001). Anthropology of Tourism: Forging New Ground for Ecotourism and Other Alternatives. *Annual Review of Anthropology*, 30, 261-283. doi: 10.1146/annurev.anthro.30.1.261
- Tannen, D. (2005). Interactional Sociolinguistics as a resource for Intercultural Pragmatics. *Intercultural Pragmatics*, 2(2), 205-209. doi: 10.1515/iprg.2005.2.2.205
- Theerapapissit, P. (2009). Pro-poor Ethnic Tourism in the Mekong: A Study of Three Approaches in Northern Thailand. *Asia Pacific Journal of Tourism Research*, 14(2), 201-221. doi: 10.1080/10941660902847245
- Van den Berghe, P. (1980). Tourism as ethnic relations: A case study of Cuzco, Peru. *Ethnic and Racial Studies*, 3(4), 375-39. doi: 10.1080/01419870.1980.9993312
- Venne, A. (22 février 2016). Volontourisme ou coopération internationale? *Huffington Post*. Repéré à [https://quebec.huffingtonpost.ca/un-seul-monde/volontourisme-aide-humanitaire-industrie-ethique-voyage-tourisme\\_b\\_9274696.html](https://quebec.huffingtonpost.ca/un-seul-monde/volontourisme-aide-humanitaire-industrie-ethique-voyage-tourisme_b_9274696.html)
- Ward, C. et Kennedy, A. (1999). The measurement of sociocultural adaptation. *International Journal of Intercultural Relations*, 23(4), 659-677. doi: 10.1016/S0147-1767(99)00014-0
- Wearing, S. (2001). *Volunteer tourism : experiences that make a difference*. Wallingford: CABI Publishing.
- Wearing, S. et McGehee, N. G. (2013). Volunteer tourism: A review. *Tourism Management*, 38, 120-130. doi: 10.1016/j.tourman.2013.03.002



# DIPLÔME

## D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES EN SCIENCES COMPTABLES

Cette formation qui s'inscrit dans une suite logique du baccalauréat en sciences comptables permet aux étudiants d'acquérir des compétences qui feront d'eux des professionnels recherchés par les organisations de toutes tailles, et ce, dans tous les secteurs de l'économie. Ce programme est accrédité par l'Ordre des comptables professionnels agréés (CPA) du Québec.

[programmes.uqac.ca/1809](http://programmes.uqac.ca/1809)

UQAC

# Les politiques de jumelage à la ville de Bouaké : quels discours pour le développement local?

Yéo Tenan<sup>a</sup>, Kouakou Kouamé<sup>b</sup>, Chantale Dali<sup>c</sup>

**RÉSUMÉ.** Dans cet article, nous proposons de faire une analyse de l'impact du discours des politiques de jumelage sur le développement de la ville de Bouaké, plus particulièrement sur la reconstruction post-conflit de cette cité. Le discours des programmes de jumelage était à l'origine destiné à rapprocher les peuples dans une visée émulative de paix et d'harmonie. Toutefois, ce discours s'est étendu depuis quelques décennies à la sphère économique dans une vision d'action du discours sur le social en promouvant les villes sur le marché désormais ouvert et mondialisé. Ainsi, à l'image de ses consœurs, le discours diplomatique de Bouaké prend une configuration particulière qui caractérise ses ambitions et ses attentes dans la coopération. Cependant, l'impact de ce discours sur le développement de la ville est faible et ne répond pas aux besoins prioritaires de la reconstruction post-conflit. Ce qui résulte de notre analyse est une inadéquation entre la vision véhiculée par le discours de la coopération et les actions qui découlent de celui-ci.

**ABSTRACT.** In this article, we propose to examine the impact of the discourse of twinning policies on the development of the city of Bouaké, more specifically on its post-conflict reconstruction. The discourse of twinning programs was originally intended to bring people together with the perspective of emulating peace and harmony. However, over the past few decades, this discourse has been extended to the economic sphere in a discursive vision of social action promoting cities now in a globalized and open market. Therefore, following the example of her twin sisters, the diplomatic speech of Bouaké takes a particular configuration that characterizes its ambitions and expectations in cooperation. However, the impact of this discourse on the development of the city is weak, and does not meet the basic needs of post-conflict reconstruction. This creates a mismatch between the discourse and the actions that results from it.

## Introduction

Cet article est inscrit dans la perspective d'une analyse de contenu des discours relatifs aux politiques de jumelage entre la ville de Bouaké (ville située au centre de la Côte d'Ivoire) et ses villes jumelles. Il cherche à dégager l'impact réel de ces discours sur le développement de cette cité.

Pour rappel, la propension des acteurs de la gouvernance locale à établir des relations internationales avec différentes cités a donné jour à ce qui est convenu d'appeler la « diplomatie des villes ». Cette diplomatie est d'un tout autre genre par rapport à celle de l'État. Les villes n'ayant pas un pouvoir régalien, cette diplomatie a vu son champ d'action s'élargir au cours des

décennies pour couvrir des réalités très diverses. Caractérisant et balisant la portée de l'action internationale des cités, les acteurs de la gouvernance locale réunis à la conférence mondiale organisée sur la « diplomatie des villes » à La Haye du 11 au 13 juin 2008, en donnent la définition suivante : « La diplomatie des villes est l'outil des gouvernements locaux et de leurs associations en vue de la promotion de la cohésion sociale, de la prévention des conflits, de la résolution des conflits et de la reconstruction post-conflit, dans le but de créer un environnement stable dans lequel les citoyens peuvent vivre ensemble dans la paix, la démocratie et la prospérité »<sup>1</sup>. Ainsi, dans le cas spécifique de la ville de Bouaké, parler du discours de la « diplomatie des villes », revient, selon nous, à interroger l'impact de cette diplomatie dans un contexte

<sup>a</sup> Université Alassane Ouattara de Bouaké

<sup>b</sup> Université Alassane Ouattara de Bouaké

<sup>c</sup> Professionnelle de recherche, Laboratoire de recherche et d'intervention sur le développement de l'entreprise dans les pays en développement, Université du Québec à Trois-Rivières

post-conflit, caractéristique socio-économique actuelle de cette ville. En effet, si en situation ordinaire, l'objectif assigné et assimilé à la gouvernance décentralisée est le développement local, le contexte post-conflit rend cette ambition plus accrue, plus urgente et plus large, en ce sens qu'il est davantage question de reconstruction que de construction. Dans un tel contexte, nous tenterons de montrer en quoi le discours de la diplomatie des villes est une construction socio-langagière dynamique et évolutive qui « sémiotise » des visions particulières. Nous jetterons par la suite un regard sur la configuration discursive et conceptuelle des différentes politiques de jumelage entreprises par la ville de Bouaké, selon que la ville jumelle soit du Sud ou du Nord. Pour finir, nous analyserons la portée sociétale de ce discours d'ouverture, en d'autres termes, sa performativité.

Notre étude s'appuie sur un corpus constitué de discours prononcés lors des cérémonies de signature et de renouvellement des protocoles d'accord de jumelage entre la ville de Bouaké et ses villes jumelles, consignés dans les archives de la ville. Sont aussi pris en compte les articles de la presse nationale et internationale qui font le relais médiatique des actions de la ville de Bouaké à l'international et au national.

## **1. Le discours de la diplomatie des villes : un artefact dynamique et évolutif**

Le discours sur les politiques de jumelage des collectivités territoriales a vu le jour dans le sillage de la mise en place des stratégies des institutions qui avaient pour but de garantir la paix entre les peuples après le traumatisme causé par la seconde guerre mondiale (Zelinsky, 1991; Petiteville, 1996; Richier, 2014). Les jumelages étaient à cette époque uniquement le résultat d'initiatives spontanées d'élus locaux qui avaient particulièrement à cœur de rapprocher les peuples dans un contexte historique précis, et ce, dans les débuts de la construction européenne (Richard, 2012). Partant de l'a priori que l'ignorance et la méconnaissance de l'autre sont les terrains fertiles à l'émergence des guerres, le discours de la diplomatie des villes prônait de prime abord l'ouverture sur le monde, la solidarité et les valeurs humanistes et universelles dans l'aspiration des peuples à se connaître et à se comprendre. Cette construction post-conflit s'était assigné la

mission de rapprocher les hommes en créant un espace de rencontre interculturelle.

Dans cet élan humaniste, plusieurs mouvements de coopérations décentralisées ont émergé en Europe de l'Ouest, notamment, conduits par un idéal de fraternité à la base qui voulait dépasser les oppositions historiques liées aux politiques étatiques. Au nombre de ces mouvements, nous pouvons mentionner le Conseil des communes en Europe (CCE), fondé en 1951 (devenu le Conseil des communes et des régions d'Europe en 1984) et la Fédération mondiale des Villes jumelées (FMVJ) en 1957 (devenue en 1988, Fédération mondiale des Citées unies et des Villes jumelées). Ce dernier mouvement, fondé par d'anciens résistants franco-britanniques, s'était donné pour objectif de faire apprendre à chaque enfant une autre langue que la sienne afin d'élargir la compréhension mutuelle. Ainsi, les jeunes français devaient apprendre la langue anglaise et les jeunes anglais, la langue française.

Dans la même veine, des actions sont menées par les élus locaux des collectivités territoriales européennes, en l'occurrence françaises et allemandes pour la réconciliation franco-allemande. Dans ce contexte de la réconciliation et de la reconstruction européenne, maires et citoyens étaient déterminés à œuvrer pour que plus jamais le monde ne soit plus déchiré par la guerre. Il apparaît alors que le seul moyen de progresser sur le plan des relations internationales et d'apaiser les rancœurs est de tisser des liens parmi les communes, d'établir des relations de fraternité entre les citoyens par l'échange de connaissances, d'expérience ou de savoir-faire dans les domaines de la vie locale. Ainsi, la réconciliation se voit désormais construire par « le bas », c'est-à-dire par les peuples directement et par leurs structures représentatives grâce aux partenariats entre les communes et les villes, autrement les jumelages.

Toutefois, en partant de la définition que les acteurs de la diplomatie des villes donnent à cette notion, nous remarquons une évolution dynamique et multisectorielle de l'action internationale des villes. Les objectifs de la diplomatie des villes limités aux questions de sécurités internationales, à la prévention des conflits, à la gestion des conflits et au rétablissement de la paix, s'ajustent dorénavant avec de nouveaux objectifs plus mouvants dont la

« reconstruction post-conflit » et la « prospérité », des questions éminemment économiques.

Le discours de la diplomatie des villes devient ainsi porteur d'une coopération de proximité pour le développement. Il se mûit dorénavant en canal d'actions concrètes qui répondent aux besoins des populations. En effet, les gouvernants locaux s'occupant de la coopération internationale se sont intéressés à l'action économique dès les années 1980, c'est-à-dire à partir du moment où les communes ont commencé à intervenir massivement en faveur des entreprises. Au premier chef de la stratégie économique du territoire se trouvait la volonté d'attirer des investissements étrangers. On voit alors apparaître la mise en place des premières formes d'aides à l'implantation d'entreprises comme l'instauration de primes ou encore de soutiens techniques (Richard, 2012)<sup>2</sup>. Fort de cette dynamique, le cadre de la diplomatie des villes allait enfin se transformer en un véritable lieu de signature de contrats commerciaux entre entreprises de communes jumelées lors des foires et salons spécialisés. Par ailleurs, l'introduction d'une dimension économique dans les jumelages a contribué à revaloriser l'image des fonctionnaires en charge de l'international, domaine qui jouissait auparavant d'une image uniquement folklorique. La conclusion des contrats commerciaux a aussi permis de légitimer l'action et même l'existence de ces services qui pouvaient désormais mettre en avant leur contribution au développement du territoire (Vion, 2001).

Avec la mondialisation et l'ouverture des marchés jalonnés de crises successives, les villes et les cités font aussi leur entrée dans la compétition internationale, faisant de cette course effrénée un crédo de plus en plus indispensable pour leur développement économique et social. Ainsi, dans leur quête pour le développement, les villes vont multiplier les approches de coopération, ce qui leur donne une plus grande visibilité internationale. Ce nouveau type de discours à visée exclusivement économique instaure la construction de réseau dynamique faisant la part belle à l'attractivité des métropoles. Les changements qui interviennent à l'échelle mondiale sont souvent ressentis localement, qu'il s'agisse de la mondialisation de l'économie, des changements climatiques ou de la situation démographique. Par définition, la diplomatie des villes est par excellence un espace de partage de connaissances, des expériences et des bonnes pratiques. Il est donc évident que dans les échanges entre les

villes du Nord et les villes du Sud, la diplomatie permet souvent aux collectivités locales d'exploiter de multiples possibilités à travers des projets novateurs qui concourent à la création d'emplois et à l'établissement durable d'entreprises. Ces actions diverses peuvent prendre la forme d'échange très ciblés dans différents domaines comme la gestion urbaine, l'environnement, le développement durable ou encore le transfert de technologie. Dans ce contexte, la diplomatie des villes tout en élargissant son champ d'action génère un discours dynamique qui appelle la valorisation de certains concepts qui vont déterminer sa configuration dans une vision développementaliste où transparaissent des divergences de type Nord/Sud ou Sud/Sud.

## **2. Configuration discursive des politiques de jumelages de la ville de Bouaké : divergence Nord/Sud et Sud/Sud**

Les collectivités territoriales formulent des discours d'ouverture qui laissent transparaître les stratégies qu'ils mettent en place pour atteindre les objectifs de leurs politiques de coopération. La ville de Bouaké, en sa qualité de deuxième métropole de la Côte d'Ivoire après Abidjan, a très tôt adopté une politique d'ouverture dans la droite ligne de la configuration sociale qu'elle s'était assignée, c'est-à-dire une ville à la croissance économique forte en relation avec sa situation géographique de ville carrefour. C'est dans cette perspective que, bien qu'étant à l'époque ville d'une colonie française, elle signa son premier accord de jumelage en 1958 avec la ville française de Villeneuve-sur-Lot. Ce premier accord de jumelage va ouvrir la voie à plusieurs autres accords avec des villes réparties dans le monde entre l'hémisphère nord et l'hémisphère sud. Cette ouverture de la ville de Bouaké sur le monde s'accompagne d'un discours dynamique qui se construit en relation avec les intentions et les intérêts réciproques des partenaires de l'échange. À la suite de Charaudeau (2004) et Bourdieu (1982), nous dirons que la forme que prend ce discours met en exergue sa propre sémiotisation mais aussi une idéologie intrinsèquement définie et conduite par des intérêts économiques. En effet, l'action socio-langagière que la ville de Bouaké déploie, justifie et renforce les motifs des résultats qu'elle espère de ses relations dans la diplomatie des villes en même temps qu'elle définit sa position par rapport aux autres villes. La liste de la dizaine de villes

et communes jumelées à Bouaké a une répartition géographique quasiment équitable avec autant de villes jumelées au Nord qu'au Sud. Cependant, on peut dire que les différents concepts qui structurent le discours de la ville de Bouaké donnent un aperçu de la nature des échanges qui s'établissent entre elle et ses partenaires. Ce réseau conceptuel codifie les buts actionnels que s'assigne cette cité dans une finalité bénéfique de ses politiques de jumelage.

Ainsi, dans le cadre des relations de jumelage développées par la ville de Bouaké avec d'autres villes de l'hémisphère sud, en l'occurrence, des villes de pays africains, la majorité des accords signés ne prennent en compte que le domaine culturel. Alors

que dans le même cadre des politiques de jumelage, les relations qu'elle se permet d'établir avec les villes de l'hémisphère nord, notamment, des villes européennes vont au-delà du culturel. Ces relations tiennent surtout compte de l'économie, de la santé et de l'éducation. Ces domaines éminemment stratégiques pour le développement local, l'économie, la santé et l'éducation semblent être au cœur des préoccupations des autorités municipales de Bouaké, surtout dans la politique de reconstruction post-conflit. Le tableau ci-dessous nous donne une vue d'ensemble de la configuration du discours des politiques de jumelages de la ville de Bouaké, en lien avec les différents intérêts recherchés.

<b>Commune ou villes partenaires</b>	<b>Hémisphères</b>	<b>Domaines d'échanges</b>
Villeneuve-sur-Lot/ France	Nord	Culturel, économique, santé
Reutlingen/ Allemagne	Nord	Éducatif, économique, culturel, santé
Bobo-Dioulasso/ Burkina-Faso	Sud	Culturel
Ziguinchor/Sénégal	Sud	Culturel
Brescia/Italie	Nord	Éducatif, culturel, économique, santé
Beer-Shev'a/ Israël	Nord	Éducatif, culturel, économique, santé
Agadir/Maroc	Sud	Éducatif, culturel, économique, santé
Mopti/Mali	Sud	Culturel
Porto/Portugal	Nord	Éducatif, culturel, économique, santé
Bodokro/Côte d'Ivoire	Sud	Culturel
Odienné/ Côte d'Ivoire	Sud	Culturel

Tableau 1 – Tableau des stratégies de jumelage de la ville de Bouake  
Source : Les auteurs



Ce réseau conceptuel illustre bien dans ce tableau la configuration particulière que prend le discours de la ville de Bouaké en matière de diplomatie des villes; toute chose qui détermine son positionnement tant que sujet communiquant dans cette organisation spécifique du monde. Dans ce sens, les domaines que couvrent les relations de la coopération décentralisée entreprise par la ville de Bouaké sont proportionnels à la puissance économique attribuable aux pays d'origine de la ville jumelle : plus le dynamisme du pays est avéré, plus vaste sont les domaines inclus dans la coopération alors que la réciproque n'est pas toujours vraie.

Le discours de la diplomatie des villes prend forme dans ce contexte dans un inter-discours qui en définit les fondements et la base idéologique. De prime abord, il est admis au regard de cet inter-discours qu'il existe une fracture économique entre les pays du Nord, industrialisés et développés et les pays du Sud, pays sous-développés ou en voie de développement, ou pauvres. Dans la logique du partage et de l'échange, le tiers, ayant moins de ressources, s'attend naturellement à recevoir plus du tiers plus nanti. Cette logique, si elle n'est pas formellement inscrite dans la définition de la diplomatie des villes, elle n'en structure pas moins la manifestation de ces politiques et le discours qui les accompagnent, comme le montre le tableau ci-dessus.

Pour étayer cette hypothèse, nous allons nous appuyer sur l'exemple de la ville d'Agadir au Maroc. Bien qu'étant un pays du Sud, la nature des relations qu'entretient la ville de Bouaké avec cette dernière diffère substantiellement de celle qu'elle a avec les autres villes du Sud. Pour cause, le Maroc a un dynamisme économique qui lui donne une certaine avance sur la Côte d'Ivoire. Dans les rapports économiques sur le continent africain, le Maroc occupe la 5<sup>e</sup> place des économies les plus performantes; ce pays serait la 3<sup>e</sup> puissance économique du continent selon une étude du *Think Tank Londonien* (Legatum Institute, 2016) tandis que la Côte d'Ivoire est classée à la 20<sup>e</sup> place selon le même rapport. De plus, le Maroc se positionne comme l'un des partenaires économiques les plus dynamiques de la Côte d'Ivoire avec des investissements dans plusieurs domaines stratégiques de son économie (CEPICI, 2016)<sup>3</sup>. En rapport avec ce qui précède, le discours de la ville de Bouaké, dans ce cas particulier, prend la configuration du discours

qu'il énonce dans ses relations avec les villes des pays du Nord.

En résumé, la configuration discursive de la ville de Bouaké dans sa politique de coopération augure d'une sémiotisation propre qui donne aux sujets communicants un positionnement dans la relation décrite. Cependant, ce discours de la coopération internationale de la ville de Bouaké est-elle en adéquation avec la vision qui lui est assignée, c'est-à-dire une amélioration qualitative dans la vie de cette cité? En d'autres propos, ce discours a-t-il un impact réel sur le développement de cette cité?

### 3. Entre vision et action : quel impact des politiques de jumelage sur le développement local de Bouaké?

Si le discours de la diplomatie des villes a connu un mouvement dynamique pour se munir de prérogatives pragmatiques et économiquement productives, il est de ce fait intéressant d'interroger l'impact réel de ce discours sur la réalité particulièrement dans le cas de la ville de Bouaké. En effet, les acteurs de la diplomatie des villes sont peu à peu allés au-delà du cadre traditionnel et symbolique des jumelages pour les reconvertir en un instrument qui leur permettrait d'obtenir une plus-value dans le domaine de la compétitivité des villes et de l'attractivité du territoire.

Plusieurs travaux de recherche ont mis en exergue l'apport de l'action extérieure des collectivités territoriales dans le développement local. Au nombre de ceux-ci, nous avons les travaux d'orientation économique telle que l'approche de Ogandaya (2014), qui juge de la réciprocité en termes de développement des politiques de coopération décentralisée entre les collectivités territoriales françaises et africaines; ou encore celle à visée sociologique de Savitch et Kantor (2002), qui se penche sur l'élaboration des stratégies d'internationalisation des villes. C'est dans ce vaste champ de recherche sur l'action diplomatique des collectivités territoriales que s'inscrit la posture « objectivante » de ces relations qui mettent la focale sur les infrastructures (Chombard-Gaudin, 1995; Chombard-Gaudin et Ribault, 1996; Kukawka, 1994). Cette approche a été introduite par le centre de recherche scientifique GIP-Reclus qui a établi un certain nombre de critères devant permettre de juger le degré d'insertion à l'internationale de la

ville. Ce degré d'internationalisation relève de l'impact de ces relations sur le développement local de façon transversale. Saldatos (1991) décrit le cadre de ces relations comme :

Un lieu privilégié pour mener à bonne fin des opérations intellectuelles, commerciales, technologiques, culturelles et politiques entre partenaires de nations différentes à condition que ces opérations soient à ce point, répétitives et nombreuses, qu'elles créent des échanges permanents d'hommes, d'idées, de produits, de recherche, devenant constitutifs d'une mission, d'une animation et presque d'une raison d'être (Saldatos, 1991, p. 158).

Dans cette perspective, l'action extérieure des villes se positionne comme une importante partie de l'activité de celles-ci dans leur recherche de ressources pour le développement. La ville de Bouaké en étant dans le peloton de tête des villes de la Côte d'Ivoire et ayant perçu l'importance des relations internationales avec d'autres collectivités territoriales à travers le monde envisageait cette ouverture aux autres comme un canal pour sa promotion et son développement. Bien que prospère dans la foulée et l'élan du miracle économique ivoirien<sup>4</sup>, la ville a connu une longue période de crise économique aggravée par les différentes crises militaro-politiques depuis les années 2000 dont le paroxysme a été la guerre civile de 2002<sup>5</sup>. L'économie déjà fragilisée de la ville sera ainsi complètement endommagée, laissant la ville dans un état déplorable et presque en ruine. Avec la fermeture des unités de production les unes après les autres, l'industrie qui fut longtemps un secteur florissant et dynamique de la ville surtout celle de l'agroalimentaire et du textile n'est plus que l'ombre d'elle-même. Malgré le rétablissement définitif de la paix en 2011, cette industrie peine à se relever. Sur la trentaine d'usines que comptait la zone industrielle de la ville, seules cinq continuent de fonctionner. La grande unité industrielle du textile qui jadis comptait 5000 employés ne compte aujourd'hui que 200 qui travaillent par intermittence (Yasseu, 2016).

Dans un tel contexte, le discours économiste de l'action extérieure de Bouaké surtout à l'endroit de ses partenaires de l'hémisphère nord ne semble pas avoir de répercussion réelle sur l'amélioration de l'économie et des conditions de vie de la cité. L'attractivité procurée par les politiques de jumelage reste attendue dans la renaissance de la ville.

Certes, des échanges existent entre Bouaké et ses partenaires, à l'image de ceux établis avec Villeneuve-sur-Lot en France et Reutlingen en Allemagne, qui sont les partenaires avec lesquels Bouaké a une coopération plus active et dynamique. Les échanges dans le cadre des politiques de jumelage de Bouaké avec ses deux villes sœurs jumelles serviront à illustrer nos propos dans cette section. Si l'existence de ces échanges ne fait pas de doute, ceux-ci sont cependant loin de répondre aux besoins de la renaissance post-conflit de la ville. En effet, Villeneuve-sur-Lot, selon Michel Barjou, membre du comité de jumelage Villeneuve-Bouaké, « a pris l'habitude d'affréter tous les deux ans vers Bouaké un ou plusieurs conteneurs de médicaments, de matériel hospitalier obsolètes, de machine outils et de livres » (Lebrese, 2000). De même, une délégation des autorités municipales de Villeneuve, en séjour à Bouaké en mars 2018, a visité des centres de santé de la ville pour faire un « audit lié aux problèmes de santé des populations les plus défavorisées » dans l'objectif « d'apporter un maximum de mieux être à ces populations » (Abidjan.net 2018). Quant à la coopération avec la ville de Reutlingen, elle s'étend sur plusieurs domaines, notamment la « formation continue des professeurs d'Allemand », le « partenariat scolaire » et le domaine culturel avec des échanges sur le plan du théâtre. Le point culminant de cette coopération entre Bouaké et Reutlingen, sur le plan économique et social, est le projet de réalisation de biodigesteurs, producteurs d'énergie propre « utilisable dans le cadre de la cuisine des cantines scolaires de neuf (09) établissements primaires d'un coût total de 162 millions de FCFA » (Schreiner, 2015)<sup>6</sup>.

Ces deux exemples illustrent la dynamique des échanges entre Bouaké et ses villes jumelles. Toutefois, nous pouvons avancer que ces échanges concernent plus à l'assistance humanitaire; qu'ils ne prennent pas en compte les besoins économiques. En effet, la reconstruction post-conflit a ouvert plusieurs axes prioritaires pour la relance de la ville. C'est ainsi que selon son site Internet, la mairie<sup>7</sup> envisage de reconstruire le marché centrale, ravagé par un incendie, il y a plusieurs décennies. À cela s'ajoute la réhabilitation des ouvrages de drainages et de gestion des ordures ménagères, la construction d'école et surtout la relance de l'activité industrielle et commerciale. Malgré cette évidence notoire, les chantiers prioritaires de la relance de la

ville ne sont nullement pris en compte dans les actions découlant de la coopération bilatérale entre la ville et ses partenaires. Dès lors, on peut conclure que ce constat laisse entrevoir une nette divergence entre la vision véhiculée dans le discours de la coopération et les actions qui découlent de celui-ci. Il s'instaure ainsi des rapports de non-effectivité entre les activités sociales et les unités sémiotiques qui les médiatisent.

Cette non-effectivité des rapports discours-actions s'expliquent par diverses réalités liées à l'histoire contemporaine de la ville de Bouaké. D'une part, les différents remous sociaux créés par les crises successives dont la ville a été victime ont considérablement ralenti et compromis les rapports avec l'extérieur, en particulier dans le cadre du jumelage. D'autre part, la ville a connu une explosion démographique qui a fait passer sa population de quelques milliers d'habitants à l'orée de l'indépendance du pays en 1960 à 1 500 000 habitants aujourd'hui (RGPH, 2014). Cette réalité démographique engendre de nouveaux types de défis économiques à relever particulièrement sur le plan de la création d'emplois. La combinaison de ces deux réalités met la ville au-devant de défis colossaux qui ne trouvent concrètement pas de voie de solution dans la mise en œuvre du discours des politiques de jumelage. Aussi, la modestie des villes partenaires avec lesquelles Bouaké a une coopération active augure des insuffisances et de l'inadéquation de ce discours aux réalités sociales. Dans ce sens, il y a un véritable contraste entre la ville de Bouaké et sa première sœur jumelle, Villeneuve-sur-Lot. Tandis que la première compte 1 500 000 habitants, la seconde n'en compte que 22 686, d'après les chiffres de l'année 2015. La même remarque est faite pour la ville de Reutlingen qui comptait 114 300 habitants selon les chiffres de la mairie en 2015. La ville de Bouaké a amorcé la voie de la métropolisation pendant que ses partenaires les plus dynamiques de l'Occident que sont Villeneuve-sur-Lot et Reutlingen, sont encore à l'étape de petite et moyenne ville. Toute chose qui crée un déséquilibre des niveaux de besoins et partant, de la nature des échanges dans le cadre de la diplomatie des villes. Il se crée dans une telle configuration un réel fossé entre le « dire » et le « faire » ; une inadéquation entre le discours et l'action sociale. L'impact du discours des politiques de jumelage sur le développement économique et social de la ville de Bouaké reste largement en

dessous de ses besoins réels, mais aussi des potentialités qu'elle peut offrir à ses consœurs. Au nombre de ces potentialités, on pourrait citer par exemple le cas de la médecine traditionnelle, une compétence que la ville peut partager avec les villes jumelles et leur en faire bénéficier les vertus. Une politique d'échanges de connaissances qui permettrait à terme de moderniser ce secteur.

## Conclusion

Il s'est agi pour nous dans ce parcours analytique de mettre en lumière les rapports discours-actions dans le contexte social des politiques de jumelage entreprises par la ville de Bouaké.

Ainsi, il est paru en premier lieu que le discours de la diplomatie des villes est une entité dynamique et mouvante qui évolue dans le temps en s'octroyant de nouvelles prérogatives qui contribuent largement au rayonnement social et à l'attractivité économique des villes. Ce discours est parti des ambitions humanistes et interculturelles de rencontre des peuples pour devenir un instrument de l'expression des visions et des visées économistes et développementalistes.

Nous avons vu en second lieu que le discours de la diplomatie des villes adopté par Bouaké est le réceptacle des visions et des attentes de cette dernière dans la coopération bilatérale. Dans ce cadre, le discours de la ville de Bouaké prend une configuration en fonction de la ville partenaire en présence, selon que celle-ci soit du Nord ou du Sud. Ce discours diplomatique s'enrichit d'un interdiscours évident et détermine la position des partenaires, en l'occurrence, leur puissance d'action dans la coopération bilatérale.

Enfin, l'analyse a mis en exergue les limites dans la sphère sociale de la ville de Bouaké de la portée du discours des politiques de jumelage. En effet, dans la situation particulière de la reconstruction post-conflit de la ville de Bouaké, les axes prioritaires font référence aux besoins d'ordre économique. La satisfaction de ces besoins passe par une implication directe de l'action tant intérieure qu'extérieure dans des domaines tels que l'industrie, le commerce, les infrastructures, etc. Toutefois, les actions découlant de la politique extérieure de la ville ne couvrent nullement ces secteurs indispensables à la relance de la cité de Bouaké. Ces limites mettent à mal les rapports entre le « dire » et le

« faire » et démontrent du minime impact des apports du jumelage dans la reconstruction post-conflit de la ville de Bouaké autrefois cité prospère et dynamique.

Pour finir, nous dirons que si la ville de Bouaké a très tôt compris la grande occasion que représente les politiques de jumelage pour sa promotion et son développement, la nature et les évolutions de ces besoins sociaux lui imposent de s'ouvrir à d'autres partenaires proportionnellement à ses visions et ses

attentes. Ainsi, en se repositionnant comme une cité cosmopolite aux valeurs multiples, Bouaké gagnerait à redéfinir son action sur le plan de la diplomatie des villes en coopérant avec d'autres villes économiquement plus dynamiques; d'autres villes prêtes à partager dans cette politique du donner et du recevoir les potentialités et les valeurs dont Bouaké dispose afin qu'elle cesse de paraître comme une partenaire qui ne fait que profiter des autres.

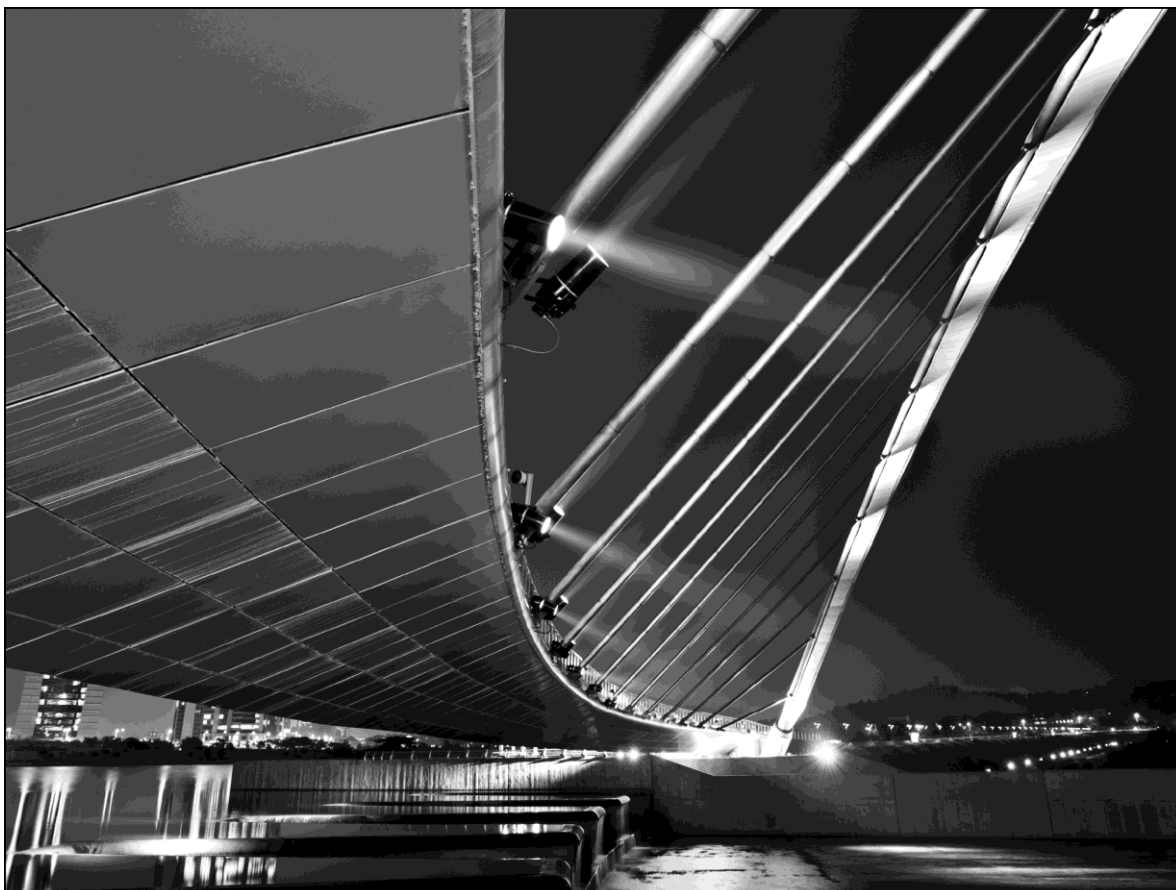
## NOTES

- 1 Première conférence mondiale organisée sur le thème de la « diplomatie des villes » à La Haye du 11 au 13 juin 2008. Agenda de La Haye sur la diplomatie des villes. Repéré à [www.cities-localgovernments.org](http://www.cities-localgovernments.org).
- 2 Cette politique a notamment été menée en France sous la houlette de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité régionale (DATAR).
- 3 Selon le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI, 2016) en 2015, les opérateurs économiques marocains représentaient 22 % des entreprises agréées par le CEPICI se classant ainsi à la deuxième place des investissements étrangers dans le pays après les entreprises françaises.
- 4 Le miracle économique ivoirien est le qualificatif donné à une période de prospérité qu'a connue la Côte d'Ivoire dans les années 1960-1970.
- 5 Cette guerre a éclaté après l'échec d'une tentative de coup d'État le 19 septembre 2002. La ville de Bouaké servira alors de base aux troupes rebelles pendant huit ans.
- 6 Environ 304 560 dollars américains.
- 7 Projet d'aménagement de la zone marchande du centre ville de Bouaké. Repéré à [www.mairiedebouake.ci](http://www.mairiedebouake.ci)

## RÉFÉRENCES

- Abidjan.net (2018). Les villes de Bouaké et de Villeneuve-sur-Lot célèbrent 60 ans de jumelage. Repéré à <https://news.abidjan.net/h/632179/html>
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire*. Paris, France: Fayard.
- Charaudeau, P. (2004). Comment le langage se noue à l'action dans un modèle socio-communicationnel du discours. De l'action au pouvoir. Dans L. Fillietaz (Éd.) *Les modèles du discours face au concept d'action : actes du 9ème Colloque de Pragmatique de Genève et Colloque Charles Bally*. (pp. 151-175). Genève, Suisse: Université de Genève.
- CEPICI (2016). Un bilan 2015 positif pour le CEPICI. Repéré à <http://www.cepici.gouv.ci/web/docs/newsletter---fevrier-2016.pdf>
- Chombard-Gaudin, C. (1992). Pour une histoire des villes et communes jumelées. *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 35, 60-66. doi :10.3406/xxs.1992.2565
- Chombard-Gaudin, C. (1995). Les dates et des lieux : les jumelages en bourgogne, Languedoc-Roussillon et Limousin. *Mappemonde*, 4, 11-16. Repéré à <https://www.mgm.fr/PUB/Mappemonde/M495/JUMELAGE.pdf>
- Chombard-Gaudin, C. et Ribault, S. (1996). Les jumelages du Calvados. Repéré à [file:///C:/Users/utilisateur/Downloads/Les\\_jumelages\\_du\\_Calvados.pdf](file:///C:/Users/utilisateur/Downloads/Les_jumelages_du_Calvados.pdf)
- Kukawka, P. (1994). Politiques de communication et d'image des villes de l'arc Atlantique. *Communication et Organisation*, 6, 44-60. Repéré à <https://journals.openedition.org/communicationorganisation/1737?lang=en>
- Lebrese, R. (2000, 20juillet). *43 ans de jumelage*. Repéré à <http://www.ladepeche.fr/article/2000/07/20/77595-43-ans-de-jumelage.html>
- Legatum Institute (2016). The Africa Prosperity Report 2016. Repéré à <http://media.prosperity.com/2016/pdf/2016-AfricaReport-web.pdf>

- Ogandaya, N. C. (2014). *La coopération décentralisée entre collectives territoriales françaises et africaines : les leviers de l'implication et de la réciprocité* (Thèse de doctorat inédite). Université de Lille 1, France. Repéré à <https://ori-nuxeo.univ-lille1.fr/nuxeo/site/esupversions/3cc131ed-0abe-457a-8078-078780d63860>
- Petiteville, F. (1996). *La coopération décentralisée : les collectivités locales dans la coopération Nord-Sud*. Paris, France: L'Harmattan.
- Richard, S. (2012). *La rationalisation des coopérations bilatérales au sein de l'action extérieur de la métropole lyonnaise : enjeux, manifestations et limites* (Mémoire de maîtrise inédit). Université de Lyon. Repéré à [http://doc.sciencespolyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2012/richard\\_s/pdf/richard\\_s.pdf](http://doc.sciencespolyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2012/richard_s/pdf/richard_s.pdf)
- Richier, W. (2014). Les jumelages entre Guerre froide et enjeux locaux. Dans P. Buton, O. Büttner et M. Hastings (Éds.), *La Guerre froide vue d'en bas*. (pp. 131-149). Paris, France: CNRS Éditions. Repéré à <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01260097/document>
- RGPH (2014). Résultats Globaux, recensement général de la population et de l'habitat 2014. Repéré à <http://www.ins.ci/n/Resultats%20GBOBAUX2014>.
- Saldatos, S. (1991). *Les nouvelles villes internationales : profil et planification stratégique*. Aix-en-Provence, France: Serdeco.
- Savitch, H. V. et Kantor, P. (2002). *Cities in international market place: the political economy of urban development in North America and Western Europe*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Schreiner, T. (2015). Une amitié sur deux continents. Repéré à <https://www.goethe.de/ins/ci/fr/kul/mag/20749354.html>
- Vion, A. (2001). Au-delà de la territorialité, l'internationalisation des villes ? Note sur quelques déplacements de frontière de la politique. *Annales Françaises de Relations Internationales*, 2, 363-375. Repéré à <http://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2006/03/vion2001.pdf>
- Yasseu, R. (26 septembre, 2016). Bouaké SOS pour le tissu industriel. *Politik Afrique.info*. Repéré à <http://politikafrique.info/bouake-sos-tissu-industriel/>
- Zelinsky, W. (1991). The twinning of the world: sister cities in geographic and historical perspective. *Annals of the Association of American Geographers*, 81(1), 1-31. Repéré à <http://www.jstor.org/stable/2563668>



# MAÎTRISE

## EN GESTION DE PROJET (MGP)

La maîtrise en gestion de projet est offerte sous deux profils. Le profil professionnel vise la formation de gestionnaires 3P dotés d'une vision stratégique et intégrée du domaine, aptes à gérer des projets, programmes et portefeuilles, de leur conception jusqu'à l'obtention des bénéfices. Le profil avec mémoire vise à former des chercheurs qui ont les compétences de réaliser l'analyse rigoureuse de problématiques complexes et d'élaborer des solutions spécifiques à leur secteur d'expertise.

[programmes.uqac.ca/3249](http://programmes.uqac.ca/3249)

[programmes.uqac.ca/3153](http://programmes.uqac.ca/3153)

UQAC

# Les mutations de l'action internationale des régions françaises

Christophe Mestre<sup>a</sup>

**RÉSUMÉ.** L'action extérieure des collectivités territoriales françaises est une politique ancienne, bien ancrée. Les régions, érigées en 1982, sont les plus jeunes collectivités territoriales françaises. Dès leur création, elles ont développé une action internationale ambitieuse, marquée par des relations de coopération décentralisée au développement. Depuis 2016, on constate un tournant des politiques régionales d'internationalisation qui passent de la solidarité internationale vers l'intérêt *pro domo* : priorité à l'attractivité, au rayonnement et au développement économique, changement de géographie d'intervention vers les pays émergents, arrêt de relations avec des collectivités territoriales des pays en voie de développement. Selon plusieurs observateurs, ces évolutions s'expliquent par les contraintes budgétaires, le changement générationnel des élus, la perception d'une demande sociale vers un retour sur le territoire français. Elles posent surtout la question du rôle des régions comme acteurs centraux pour contribuer à répondre aux défis planétaires que sont le climat, les migrations, la sécurité, la lutte contre les inégalités et le développement.

**ABSTRACT.** The external action of French regional authorities is an old and well-established policy. The Régions, established in 1982, are the youngest French regional authority entities. Upon their creation, they developed ambitious international action, marked by decentralized cooperation development relations. Since 2016, there has been a turning point in internationalization regional policies that are moving from international solidarity to *pro-domo* interest: priority for economic regional attractiveness, development and influence, shifting intervention towards emerging countries and ceasing relations with regional authorities in developing countries. According to numerous observers, these evolutions may be explained by financial constraints, the generational change in elected representatives and the perceived social requirement for returning to the French regions. It mainly questions the role of the regions as main actors to contribute in meeting the world challenges in the fields of climate, migrations, security, fight against inequality and development.

## Introduction

L'action internationale ou extérieure des collectivités territoriales françaises, depuis les années 1980, a été marquée par la prééminence de la coopération décentralisée au développement, certaines régions françaises pouvant maintenir des relations de coopération décentralisée au développement avec plus d'une dizaine de régions des pays du Sud.

Depuis la mise en place de la nouvelle carte régionale et des nouveaux exécutifs régionaux en janvier 2016, cette politique régionale de solidarité internationale semble en recul au profit d'une politique d'attractivité régionale visant le développement économique du territoire régional français. Qu'en est-il réellement?

Assiste-t-on à un changement d'orientation des politiques régionales et si oui pourquoi?

Le présent article après avoir présenté le cadre de l'action extérieure des collectivités territoriales françaises et la place de la coopération décentralisée au développement dans celle-ci s'intéresse à la dimension régionale de l'action extérieure des collectivités territoriales. Partant de l'histoire des régions françaises et du développement rapide de leurs relations internationales, l'article montre les évolutions survenues à partir des dernières élections régionales de 2015 et en analyse les raisons. Enfin, la conclusion évoque les perspectives de l'action extérieure des collectivités territoriales.

<sup>a</sup> Enseignant chercheur, CIEDEL (Centre international d'études pour le développement local, Université Catholique de Lyon)

Cet article s'inscrit dans le cadre d'une recherche menée par le CIEDEL (Centre International d'Études pour le Développement Local) et CUF (Cités Unies France) sur l'internationalisation des villes et des territoires.

## **1. L'action internationale des collectivités territoriales françaises, une histoire longue marquée par l'expansion de la coopération décentralisée au développement**

Contrairement à une idée reçue, l'action internationale des collectivités territoriales françaises n'est pas un phénomène nouveau, mais au contraire s'inscrit dans la longue durée. Historiquement en relation avec d'autres collectivités territoriales dès le XIX<sup>e</sup> siècle plus précisément en 1913, elles participent, en marge de l'exposition universelle, au congrès international des villes à Gand qui donna naissance au premier réseau international des villes, l'Union Internationale des Villes (UIV).

Cette action internationale visait alors à échanger entre villes sur les modèles de gouvernements urbains, mais aussi à avoir plus de poids sur le plan politique d'un point de vue international (ex. demande d'une implication dans les espaces politiques de la Société des Nations – SDN).

C'est après la Seconde Guerre mondiale, avec le développement des jumelages que l'action internationale des collectivités territoriales françaises a littéralement explosée : jumelages intra-européens (Allemagne, Italie...), pour tisser des liens entre les peuples afin que l'on ne revive « plus jamais ça »; puis se sont développés les jumelages avec des communes des pays frères (URSS et pays de l'Est<sup>1</sup>...); enfin dès les indépendances des jumelages avec les grandes villes des jeunes États africains (ex. jumelage Reims Brazzaville en 1961) (France Diplomatie, 2018).

Ces relations avec des pays du Sud se sont ensuite développées avec le contre-coup des événements dramatiques vécus dans les pays du Sahel dans les années 1970 et 1980 (grande sécheresse de 1973, puis celle de 1984), avec le développement des phénomènes migratoires (relations avec les communes marocaines, tunisiennes, maliennes...) et plus récemment avec les mouvements de démocratisation

et de décentralisation de la décennie des années 1990 tant en Afrique de l'Ouest et centrale (Burkina Faso<sup>2</sup>, Sénégal...), que dans certains pays de l'Est (Roumanie<sup>3</sup>) ou des Caraïbes (Haïti).

Longtemps marqués par un caractère humanitaire qui leur a valu le nom de « coopération *container* »<sup>4</sup> (Husson et Mestre, 2012), ces jumelages ont évolué ensuite vers ce qu'il est convenu d'appeler la coopération décentralisée au développement. Ils ont ainsi épousé les évolutions des démarches de l'aide au développement en passant de l'appui aux services sociaux de base (le puits, le dispensaire, l'école), aux projets de développement local (basé sur la gestion de fonds d'investissement et la planification locale) à des actions d'appui institutionnel aux nouvelles collectivités territoriales des pays en développement (renforcement des capacités, mise en place de services techniques, recouvrement fiscal...). Enfin, certains se sont transformés en de véritables actions de renforcement de la diplomatie des villes en introduisant leurs villes partenaires dans les espaces internationaux de négociation de l'agenda politique international et de l'agenda du développement.

Parallèlement, les collectivités territoriales françaises, en particulier les grandes villes (par exemple Paris, Bordeaux, Lyon), les départements (par exemple l'Aude, l'Essonne, le Nord) et les régions (par exemple Rhône-Alpes; la Picardie, Nord Pas de Calais) ont densifié leur action internationale qui s'est peu à peu diversifiée :

- appui à la mobilité entrante et sortante des étudiants et des apprentis;
- ouverture à la programmation culturelle internationale;
- internationalisation dans le domaine du sport;
- promotion économique de leur territoire et de leurs entreprises (missions conjointes élus et chefs d'entreprises, salons...);
- éducation au développement et à la citoyenneté internationale en milieu scolaire et grand public;
- subvention aux actions de solidarité internationale des acteurs des territoires (Associations, ONG, ...);
- implication ou constitution de réseaux généralistes ou spécialisés de collectivités territoriales (Cités et gouvernement locaux unis, réseau international des villes créatives, club des plus belles baies du monde...);



- implication dans les agendas et négociations internationales (Habitat II, Conférences des parties sur le climat...).

Cette évolution et cette densification des relations internationales des collectivités territoriales françaises s'est faite à partir d'un cadre juridique souple et évolutif, qui entérine des situations déjà existantes :

- Un décret de 1956<sup>5</sup> qui donne un cadre juridique aux jumelages (Vion, 2003);
- La Loi n° 92-125 relative à l'administration territoriale de la République du 6 février 1992 qui autorise les collectivités françaises à conclure des conventions avec les collectivités étrangères dans le respect des engagements internationaux de la France;
- La Loi n° 2007-147 du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements (dite loi Thiollière) qui permet aux collectivités territoriales d'intervenir en cas d'urgence avec des territoires avec lesquelles elles n'ont pas de convention de coopération;
- La Loi n° 2014-773 du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale (dite loi Canfin) qui permet aux collectivités territoriales de « mettre en œuvre ou soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire » sans que cela se fasse obligatoirement dans le cadre de conventions »;
- La Loi n° 2016-1657 du 5 décembre 2016 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional (dite loi Letchimy) qui permet aux collectivités territoriales de passer des conventions avec des États étrangers.

Cet arsenal de textes s'inscrit dans un cadre législatif plus large permettant aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunaux de consacrer jusqu'à 1 % de leur budget des services de l'eau, de l'assainissement, de l'énergie, des déchets et sans doute demain des transports à des actions de solidarité internationale.

L'évolution de ce cadre juridique va d'une part dans le sens de reconnaître la compétence internationale des collectivités territoriales, mais en même temps supprime la nécessité de l'inscrire dans un cadre

conventionnel en permettant aux collectivités d'agir de manière ponctuelle dans tous les pays comme peut le faire une organisation non gouvernementale (ONG).

On compte aujourd'hui près de 5 000 collectivités territoriales françaises (sur un peu plus de 36 000, soit près de 15 %) qui ont des partenariats avec plus de 8 000 collectivités territoriales étrangères dans plus de 130 pays (Ministère des Affaires étrangères et européennes, 2019b). Ces collectivités territoriales françaises mobilisent environ 1 milliard pour leurs actions internationales dont une centaine de millions pour la coopération décentralisée au développement (Ministère des Affaires étrangères et européennes, 2019a).

Cette densification des actions de coopération décentralisée au développement s'est accomplie jusqu'au milieu de la présente décennie, où les élections municipales de 2014, puis régionales de 2015 ont marqué une évolution nette de ces orientations.

## 2. Les régions françaises : construction récente, action internationale dynamique (1982 – 2016)

Après l'échec de la régionalisation promue par le Général de Gaulle en 1969, les régions françaises sont les plus jeunes collectivités territoriales de la République. Érigées en collectivités territoriales en 1982, elles ont pour mission de contribuer au développement économique, social et culturel du territoire régional.

À ce titre, la majeure partie des régions françaises se sont inscrites, dès leur création, dans une action internationale ambitieuse. Elles ont noué des relations internationales intra-européennes, des relations de coopération transfrontalière, se sont impliquées ou ont créé des réseaux de collectivités territoriales et bien entendu ont développé des relations de coopération décentralisée au développement en particulier avec les pays dont les processus de décentralisation mettaient en avant le niveau régional (Mali, Sénégal, Madagascar) ou permettait le développement d'intercommunalités à vocation de préfiguration d'un échelon de type régional (Bénin par exemple). Elles ont également développé de nombreuses relations sur des géographies plus lointaines, que ce soit en Asie (Laos, Vietnam),

en Amérique Latine (Argentine, Brésil) ou au Moyen-Orient (Liban, territoires Palestiniens).

Disposant de marges de manœuvre budgétaires, de services techniques dédiés à l'international, d'un tissu d'opérateurs régionaux compétents et engagés, les régions françaises se sont engagées très rapidement dans de nombreuses relations de coopération décentralisée au développement. Au fur et à mesure de la succession des mandats des élus régionaux et des changements des élus régionaux responsables de l'action internationale, les géographies des relations internationales des régions françaises, extrêmement sollicitées par les partenaires potentiels, se sont diversifiées rendant les politiques internationales régionales difficilement compréhensibles avec la tendance à disperser les moyens et à déléguer ces actions et relations à des opérateurs techniques (ONG, associations, bureaux d'étude) en lieu et place d'une implication des services.

Cette « boulimie » relationnelle a amené, dans certains cas, à une concurrence régionale. Certaines régions partenaires (par exemple la région aujourd'hui disparue de Saint-Louis au Sénégal) allant jusqu'à « collectionner » les relations avec des Régions françaises profitant ainsi de leur attrait historique, touristique et symbolique et du charisme de leurs responsables techniques et politiques.

Indéniablement, le développement des relations internationales des régions françaises leur a permis de renforcer leur place à l'international, les positionnant comme des acteurs clefs dans les négociations internationales, en particulier par le biais des réseaux internationaux de collectivités territoriales (Cités et gouvernements locaux unis, Organisation des régions unies, Association régionale des régions francophones...).

### **3. L'année 2016, un tournant de l'action internationale régionale : de la solidarité à l'intérêt *pro domo*?**

Les élections municipales françaises de 2014 puis les élections régionales de fin 2015 ont vu un important changement des majorités au sein des gouvernements locaux. Sur le plan régional, alors qu'en 2010, 22 des 25 régions étaient de gauche en 2015, ce sont 7 des 17 nouvelles régions dont la

majorité reste à gauche, 8 ayant une majorité de droite et 2, une majorité régionaliste.

De manière concomitante, au premier janvier 2016, la Loi no 2015-991 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) est entrée en vigueur avec un redécoupage territorial de la plupart des régions métropolitaines qui sont le produit de la fusion de plusieurs régions, ainsi qu'avec une extension des compétences régionales<sup>6</sup>, sans pour autant que celles-ci ne voient leur budget augmenter de manière substantielle.

Ces évolutions, politiques, territoriales, budgétaires et aussi de leurs missions ont amené les régions à faire un réel travail de relecture de leurs politiques publiques régionales et de redéfinition des priorités budgétaires. Cette relecture des politiques publiques a également touché la politique internationale et en particulier la politique de coopération décentralisée au développement.

En conséquence on a constaté une évolution des politiques internationales régionales, qu'il faut nuancer en fonction des particularités régionales, mais qui globalement va dans le sens suivant :

#### *Le développement d'une politique d'attractivité et de rayonnement visant le développement économique régional*

- La plupart des régions mettent en avant de leur politique internationale le rayonnement et l'attractivité de leur territoire et utilisent pour se faire les techniques du marketing territorial. À titre d'exemple, la région Normandie, issue de la fusion des régions Basse et Haute-Normandie a développé le label « Normandie pour la Paix » qui vise à renforcer une image internationale de la Normandie et à développer le tourisme de mémoire;
- Ces politiques d'attractivité et de rayonnement visent le développement économique régional et en particulier le développement de l'emploi en région;
- L'action internationale des régions est centrée sur la recherche d'un intérêt local, qui est l'intérêt économique du territoire régional. La recherche de cet intérêt local peut être mutuel avec le ou les territoires partenaire(s), ou, et c'est le plus souvent le cas, un intérêt *pro domo*, sur l'intérêt pour la région française.

*La diversification des modalités d'actions internationales*

- Les régions passent de relations conventionnelles avec des territoires régionaux partenaires à des relations ponctuelles, limitées dans le temps, par exemple dans le cadre de l'organisation de missions de délégation composée d'élus et d'entrepreneurs dans des pays émergents ou à revenus intermédiaires (Russie, Japon, Corée, Chine, Inde...);
- Les régions développent aussi des dispositifs visant à favoriser la mobilité entrante et sortante en particulier pour les étudiants. Ceci d'une part afin d'ouvrir le territoire régional français à l'international et d'autre part pour que les étudiants étrangers repartent avec une bonne image du territoire régional français et en deviennent les ambassadeurs;
- Les régions mobilisent les acteurs du territoire pour organiser salons, missions... valorisant les atouts et l'offre technique, industrielle, commerciale de leur territoire auprès des partenaires étrangers<sup>7</sup>;
- Les régions développent les actions de promotion touristique de leur territoire, que ce soit pour le tourisme gastronomique, culturel, patrimonial, ou sportif;
- Enfin, elles favorisent le maillage interpersonnel, interinstitutionnel pour développer des liens de longue durée entre acteurs des territoires en relation.

*Le changement des géographies d'intervention*

- Les géographies des pays d'intervention évoluent avec un tropisme fort des régions françaises vers les pays à revenu intermédiaire et les pays émergents ou perçus comme tels. À ce titre, les pays en développement, à l'exception des pays comme la Côte d'Ivoire ne sont plus considérés comme prioritaires, et les pays structurellement déficitaires ou en crise comme le Niger ou Haïti n'attirent plus de nouvelles coopérations;
- Ce changement de géographie des pays d'intervention est renforcé par la problématique de l'insécurité dans la bande sahélo saharienne qui renforce les difficultés d'une relation viable entre acteurs des collectivités partenaires (interdiction de déplacement des représentants des collectivités territoriales françaises dans les zones rouges);
- La situation d'insécurité, les retards dans les processus électoraux nationaux (par exemple au

Togo, à Madagascar, au Niger...) ainsi que les changements dans l'architecture institutionnelle (par exemple au Sénégal avec la suppression des régions) amènent certaines régions françaises à suspendre voire à arrêter des relations de coopération décentralisée parfois fort anciennes.

*Le changement au sein des services internationaux des régions*

- Les services dédiés aux actions internationales voient leurs noms changer, devenant par exemple des « directions de l'attractivité ». Ils voient aussi leur rattachement évoluer pour être de plus en plus intégrés dans les directions de l'économie;
- Ces changements, qui ne sont pas uniquement sémantiques ou techniques, amènent à un réel repositionnement tant des services que des agents de la collectivité territoriale régionale qui doivent apprendre de nouveaux métiers et travailler avec de nouveaux acteurs.

*L'arrêt d'une partie des relations de coopération décentralisée au développement*

- Si certaines régions ont mis fin à leurs relations de coopération décentralisée au développement, la majeure partie de celles-ci les ont surtout réduites, soit en nombre, soit sur le plan du budget alloué et en importance institutionnelle. La coopération décentralisée au développement n'est plus alors qu'une des modalités parmi d'autres de l'action internationale des régions, et n'est plus mise en avant comme marqueur de l'action internationale régionale;
- Ces ruptures ont souvent été réalisées de manière unilatérale, sans négociation avec les collectivités partenaires et sans respecter les conventions existantes entre les régions, voire en remettant en cause le déroulement même de projets en cours. Ce fut le cas de la région Ile de France qui a interrompu les programmes en cours, parfois sur financement externe, avec les instituts d'urbanisme mis en place à Madagascar ou au Viêt Nam.

En résumé, les régions maintiennent, sous différentes formes, des actions de solidarité internationale, mais réduites, et substituent souvent des pratiques de coopération décentralisée au développement en appui direct aux régions partenaires (appui institutionnel, aide budgétaire...) par des subventions à des opérateurs (ONG, bureaux

d'étude), gommant souvent la spécificité que représente la coopération décentralisée au développement. Ceci est dommage, car cette coopération entre pairs permettait :

- l'implication de services techniques et les échanges entre ceux-ci;
- une aide budgétaire ou sur projet à travers des transferts financiers de trésor public à trésor public renforçant ainsi les administrations nationales;
- une inscription des investissements financés par la coopération dans les budgets régionaux, contribuant à une réelle maîtrise d'ouvrage régionale.

L'appui institutionnel aux collectivités partenaires devient par conséquent l'exception, au bénéfice de subventions par projet à des opérateurs de la coopération décentralisée au développement. Cette évolution pose de réelles questions sur l'objet de cet appui, et sur son intérêt pour la collectivité territoriale partenaire qui n'est pas toujours en capacité d'absorber de nouveaux flux de coopération si son fonctionnement n'est pas assuré sur le plan financier, ce qui est souvent le cas, faute de ressources pour disposer des équipes techniques suffisantes, pour assurer la prise en charge des frais de fonctionnement courant (communication, déplacement...) et pour renforcer sa capacité à collecter des ressources propres (fiscalité, taxe, produits des services et des équipements...) pour atteindre la viabilité à moyen terme.

#### **4. Les raisons du désenchantement vis-à-vis de la coopération décentralisée au développement**

Cette inflexion de l'action internationale des régions vers la recherche d'un intérêt *pro domo* ramenant les politiques de solidarité internationale et donc de coopération décentralisée au développement comme étant une des politiques parmi d'autre s'explique par un faisceau de raisons, dont les principales sont les contraintes budgétaires, le changement générationnel des élus et la perception d'une demande sociale de résultats pour la région :

##### **4.1 Les contraintes budgétaires**

Les évolutions institutionnelles (fusion des régions, élargissement des compétences) et budgétaires (limitation des transferts de l'État, etc.) ont amené toutes les régions à revoir leurs affectations budgétaires et à réduire les dépenses dans tous les secteurs, mais en particulier dans les compétences non obligatoires<sup>8</sup> et

dans les secteurs jugés non rentables ou à rentabilité différée.

Ces réductions budgétaires ont affecté fortement les politiques de solidarité internationale, et donc la coopération décentralisée au développement, dont les budgets ont diminué de moitié ces dernières années dans certaines régions.

##### **4.2 Le changement générationnel d'élus**

Les changements politiques au sein des exécutifs et délibératifs ne sont pas obligatoirement significatifs en termes de changement d'orientation en matière de coopération décentralisée, la coopération décentralisée faisant jusqu'ici l'objet d'une certaine unanimité politique.

Par contre, on constate un changement de génération d'élus. La génération des élus qui a vécu les processus des indépendances des pays du Maghreb et d'Afrique, et qui a participé aux actions de la coopération au développement comme coopérants, a été remplacée progressivement par des élus plus jeunes qui n'ont pas cette culture de coopération, ni le sentiment d'une « dette » morale envers les pays en développement.

Pour beaucoup d'entre eux, ces nouveaux élus ont une sensibilité plus ténue à la solidarité internationale, à la coopération décentralisée au développement et voient plus difficilement les raisons qui pousseraient les collectivités régionales à s'engager dans ce champ qui est déjà pris en charge par l'État et par les ONG.

##### **4.3 La perception d'une demande sociale de résultats pour la région**

Les élus, et en particulier les nouveaux élus, partagent la perception que leurs électeurs ne sont pas sensibles à la solidarité internationale et donc qu'ils ne soutiennent pas l'engagement de la collectivité régionale dans des relations de coopération décentralisée au développement. Les élus ont une perception comme quoi la demande sociale vis-à-vis de la région est de répondre au défi principal des citoyens qui est celui de l'emploi et du pouvoir d'achat. La solidarité internationale, les enjeux planétaires (climat, migrations, sécurité, développement, environnement...) sont ainsi vus comme ne relevant pas du champ d'action prioritaire des régions.

En résumé, derrière toutes ces raisons, il convient de se poser la question de savoir s'il n'y a pas un changement plus profond pour ce qui est des référentiels des décideurs, du système de valeurs des élus eux-mêmes?

En effet, nous sommes dans une période où l'internationalisation des territoires n'a jamais été aussi grande, où l'interdépendance des territoires n'a jamais paru si évidente (climat, sécurité, développement n'ont pas ou plus de frontières!). Dans le même temps, les régions réduisent leur contribution aux politiques publiques locales qui participent au rééquilibrage entre pays développés et pays sous-développés au bénéfice de politiques visant à créer de la richesse et de l'emploi en France. N'est-ce pas tout simplement le signe d'une évolution des valeurs des décideurs politiques où les valeurs de compétitivité, d'intérêt local sont plus importantes que les valeurs de solidarité, de redistribution?

On constate en tous les cas que cette question des référentiels se pose avec acuité au sein des exécutifs des régions. En effet, les responsabilités internationales sont de plus en plus réparties entre un nombre important de conseillers régionaux sans que ceux-ci ne partagent d'orientations communes, amenant parfois à une certaine confusion sur les orientations et les motivations profondes de la collectivité régionale.

## 5. Quel avenir pour l'action internationale des régions?

En France, le poids politique, économique et social des régions est de plus en plus important. Il permet à celles-ci de constituer potentiellement un réel « contrepouvoir » face à l'État. Par ailleurs les régions, par leur taille (la région Auvergne Rhône-Alpes a plus de 8 millions d'habitants, soit autant que la Suisse), par leur faible nombre (13 régions

métropolitaines) ont un rôle essentiel à jouer à l'international. Certains responsables des régions ont bien compris que la coopération internationale est l'un des axes clefs de leur développement.

Toutefois, le recentrage de l'action régionale vers l'attractivité, le rayonnement, le développement économique dans une perspective de développement de leur territoire gomme d'une part, la responsabilité, et d'autre part, la capacité des territoires régionaux à contribuer à résoudre les défis planétaires auxquels nous sommes confrontés (climat, migration, sécurité, développement, lutte contre les inégalités, emploi des jeunes, etc.) ainsi qu'à contribuer à rééquilibrer la répartition des richesses à l'international, ce qui est l'une des conditions *sine qua non* de la paix et du développement à l'échelle planétaire.

Or la nécessité de l'aide au développement pour l'avenir de notre planète est une conviction partagée par un nombre de plus en plus important de citoyens français. Les baromètres de l'Agence française de développement montrent que 70 % des Français sont favorables à un soutien au pays en développement. Cette statistique ne semble pas vouloir diminuer malgré les tensions économiques et migratoires que connaît la France depuis quelques années (Agence française de développement, 2018).

Il y a donc un réel enjeu de contribuer à repenser le rôle des régions françaises en matière de développement international et leur contribution au développement à l'échelle mondiale.

Les acteurs des territoires régionaux ont donc à se mobiliser pour plaider auprès de leurs élus pour que la solidarité internationale et la coopération au développement international soient pleinement intégrées aux politiques internationales des régions.

## NOTES

- 1 Par exemple jumelage de Rennes avec Brno en République Tchèque dès 1954.
- 2 Au Burkina Faso, ce sont les deux tiers des 351 communes du pays qui ont des relations de coopération décentralisée au développement avec des collectivités territoriales européennes (Ministère des Affaires étrangères et européennes, 2011).
- 3 À la fin de la période Ceausescu, alors que le pouvoir en place planifiait la « systématisation du territoire » passant par la destruction de l'habitat traditionnel roumain, une dynamique de soutien avec le peuple roumain s'est développée en France sous l'égide d'OVVR (Opération Villages Roumains), qui a vu des centaines de communes françaises se mobiliser en solidarité avec les villages roumains, ce qui a débouché après la révolution sur la mise en place de très nombreux jumelages.

- 
- 4 Les premières actions de coopération des comités de jumelages ont longtemps été marquées par un caractère caritatif basé sur l'envoi par les collectivités territoriales françaises de dons d'objets ou de matériels français usagés par container, d'où le nom de cette coopération, la « coopération container ».
  - 5 Décret du 24 janvier 1956 portant création d'une commission chargée de coordonner les échanges internationaux dans le domaine communal.
  - 6 La loi NOTRe précise : «Le conseil régional a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région, le soutien à l'accès au logement et à l'amélioration de l'habitat, le soutien à la politique de la ville et à la rénovation urbaine et le soutien aux politiques d'éducation et l'aménagement et l'égalité de ses territoires, ainsi que pour assurer la préservation de son identité et la promotion des langues régionales, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes».
  - 7 Par exemple la Région Auvergne Rhône-Alpes soutien l'organisation du salon « Pollutec » qui se veut l'événement de référence des professionnels de tous les secteurs de l'environnement, qu'ils soient engagés dans sa préservation ou contraints par des pollutions existantes ou le manque d'accès à des ressources. En 2018, ce sont des représentants de 128 pays qui y ont participé. En particulier la Région Auvergne Rhône-Alpes soutien la participation de délégations étrangères au salon.
  - 8 En France les collectivités territoriales ont des compétences obligatoires, qu'elles doivent assumer et des compétences facultatives qu'elles peuvent assumer ou non en fonction des choix politiques des délibératifs.

## RÉFÉRENCES

- Agence française de développement (2018). Baromètre de l'AFD : 70 % des français favorables à un soutien aux pays en développement. Repéré à <https://www.afd.fr/fr/barometre-de-lafd-70-des-francais-favorables-un-soutien-aux-pays-en-developpement>
- France Diplomatie (2018). L'action extérieure des collectivités territoriales. Repéré à <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/presentation-et-activites-de-la-cncd-et-de-la-daect/>
- Husson, B. et Mestre, C. (2012). La coopération décentralisée, aide, solidarité, appui ou coopération. Leçon de l'analyse des pratiques. *Cahiers de la coopération décentralisée*, 3.
- Ministère des Affaires étrangères et européennes (2010). La coopération décentralisée entre l'Afrique et la France. 50 ans de dialogues et d'échanges pour le développement [Brochure]. Repéré à [http://www.bfc-international.org/IMG/pdf/Brochure200x270mmBD\\_1\\_.pdf](http://www.bfc-international.org/IMG/pdf/Brochure200x270mmBD_1_.pdf)
- Ministère des Affaires étrangères et européennes (2011). La coopération décentralisée au Burkina Faso. Évaluation n° 116. Repéré à <https://www.oecd.org/countries/burkinafaso/48467711.pdf>
- Ministère des Affaires étrangères et européennes (2019a). Les chiffres clés de l'AECT. Repéré à <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/les-chiffres-cles-de-l-aect/>
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (2019b). L'action extérieure des collectivités territoriales. Repéré à <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales>
- Vion, A. (2003). L'invention de la tradition des jumelages (1951-1956) : mobilisations pour un droit. *Revue française de science politique*, 53(4), 559-582. doi.org/10.3917/rfsp.534.0559

# L'économie minière de l'orpaillage artisanal dans les sociétés post-conflit : jeux des acteurs et enjeux de développement et de coopération internationale. Étude de cas en Côte d'Ivoire

Constant Soko<sup>a</sup>

**RÉSUMÉ.** L'économie minière de l'orpaillage artisanal est apparue en Côte d'Ivoire dans les années 2000, à la suite d'une rébellion qui s'est emparée du nord du pays. Les rebelles ont mis en place cette économie en vue de trouver des ressources afin de faire face à l'effort de guerre et d'apporter un semblant d'activité économique dans les différentes régions sous leur contrôle. Depuis, cette activité a continué et est devenue l'activité économique principale dans les différentes zones rurales du pays après la réunification du pays. Cette économie, bien qu'apportant des revenus conséquents aux mineurs et aux populations locales, ne peut pas assurer, à elle seule, le développement local et a besoin d'un soutien aussi bien de l'État que des multinationales d'extraction minière pour un partenariat public privé. Ceci est d'autant plus important que les mineurs artisanaux ont de l'expertise aussi bien sur le plan de l'extraction que celui de la commercialisation. Ils maîtrisent le marché local et sous régional qui est différent de celui des multinationales. Une coopération entre l'État, les orpailleurs artisanaux et les multinationales d'extraction minière pourrait permettre de créer de milliers d'emplois et réduire les conséquences environnementales et les risques d'accident, ce qui pourrait entraîner un véritable développement local dans les différentes régions. La coopération internationale devrait en effet se pencher sur ces derniers aspects.

**ABSTRACT.** Traditional gold mining economy appeared in Côte d'Ivoire in the early 2000s following the rebellion where the northern part of the country was taken over. The rebels set up this economy to find resources to finance the war effort and seemingly create economic activity in the various regions under their control. Since then, this activity has continued to be and became the main economic activity in the various rural areas of the country after the reunification of the country. This economy, while providing significant income to miners and local populations, cannot by itself ensure local development and needs support from both the state and the mineral mining multinationals for public-private partnership. This is more so important since the traditional miners have expertise in both extraction and marketing. They master the local and subregional market, that is different from the multinational markets. Cooperation between the state, traditional gold miners and mining multinationals could create thousands of jobs and reduce environmental consequences and accident risks. This could lead to real local development in the various regions and is where international co-operation should take action.

## 1. Problématique

Depuis des siècles, l'Afrique de l'Ouest est l'une des régions productrices d'or les plus connues dans le monde. Les richesses de Mansa Musa, l'empereur du

Mali au XIV<sup>e</sup> siècle, étaient si considérables qu'il a tristement ruiné le marché de l'or du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pendant une décennie, après avoir charitablement distribué de l'or tout au long de son pèlerinage à La Mecque, par voie terrestre, en 1324.

<sup>a</sup> Université Felix Houphouët-Boigny d'Abidjan, UFR Sciences de l'Homme et de la Société

Depuis les années 1990, nous assistons à un développement important du secteur minier en Afrique de l'Ouest sous l'impulsion d'une part, de politiques minières nationales attractives et d'autre part, d'un fort investissement du secteur privé étranger. Ce développement, voulu par les pays et souvent encadré par les institutions internationales telles que la Banque Mondiale, a permis l'ouverture d'un nombre relativement important d'exploitations minières et se traduit par un poids significatif dans le produit intérieur brut (PIB) et les recettes d'exportation de chaque pays. Aujourd'hui, la région demeure une importante source d'or. L'exploitation minière est en forte progression, entraînant ainsi une croissance économique remarquable (environ 5 %) dans la région. Les pays comme le Ghana font partie des 10 principaux producteurs industriels du monde, tout comme la Côte d'Ivoire, le Mali et le Burkina Faso qui se classent parmi les 15 plus importants producteurs africains.

En Côte d'Ivoire, le secteur de l'or a affiché une croissance au cours des dernières années, les exportations industrielles étant passées de 4,2 tonnes en 2008 à 10,4 tonnes en 2013<sup>1</sup>. Le pays reste toutefois un producteur moyen, comparativement au Ghana qui dispose, à quelques différences près, des mêmes réserves que la Côte d'Ivoire. La production annuelle de la Côte d'Ivoire est estimée à 40 tonnes contre 76 tonnes pour le Ghana. En 2010, la Côte d'Ivoire était le vingtième producteur aurifère au monde et le cinquième en ordre d'importance sur le continent africain après l'Afrique du Sud, le Ghana, le Mali et le Burkina Faso. Dans la même année de 2010, 10 % des exportations ivoiriennes étaient générées par l'or. En réalité, les deux principales entreprises multinationales (Equigold et Perseus) engagées dans l'exploitation minière se partagent la manne aurifère ivoirienne : elles ont le monopole des actions sur les mines les plus productives. En 2015, la production aurifère a connu une hausse de 15 % par rapport à 2014, avec 23,5 tonnes d'or extrait. En 2015, classée au 7<sup>e</sup> rang africain et 42<sup>e</sup> mondial des pays producteurs d'or, la Côte d'Ivoire évalue la contribution de sa production à hauteur de 5 % du PIB, avec une production annuelle de 23,5 tonnes.

Il faut rappeler que l'exploitation de l'or n'est pas récente en Côte d'Ivoire. Pendant longtemps, la Société des Mines Internationales (SMI), exploitant la mine d'or d'Ity à Zouhan-Hounien dans la région

de Danané<sup>2</sup>, a été le flambeau de l'exploitation aurifère en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, grâce à une série de politiques favorables aux investisseurs, d'autres sociétés d'exploitation minière de l'or telles que Randgold (Jamasmie, 2014), dont le PDG croit que le pays est le nouvel eldorado de l'or et qu'il pourrait même dépasser un jour les résultats du Ghana, se sont établies (Ford, 2014). C'est également le cas d'autres mines telle que la mine d'or de Bonikro<sup>3</sup> dans le département de Hiré<sup>4</sup>, exploitée par la société minière Equigold, qui y a investi 50 milliards et celle de Tongon (village situé au nord de la Côte d'Ivoire dans la sous-préfecture de Tengrela)<sup>5</sup>, qui appartient à la société Perseus, propriété du groupe sud-africain Randgold Ressources, qui lui-même fait partie du consortium Rio Tinto. Cette dernière est considérée comme la plus grande mine d'or de Côte d'Ivoire avec en réserve huit millions d'onces (environ 120 tonnes d'or). Avec un investissement prévu de 200 milliards de FCFA, la mine d'or a produit son premier lingot de 9,5 kg, présenté au gouvernement le 8 novembre 2005. Il existe également une mine d'or dans le village d'Angovia dans la sous-préfecture d'Aboisso, dont l'exploitation a été interrompue par la société Cogema du fait de la crise post-électorale de 2010. Par ailleurs, la société Etruscan Côte d'Ivoire, filiale de la société canadienne Etruscan Ressources Inc., qui devait exploiter la mine d'or du village d'Agbaou dans la sous-préfecture de Dabou<sup>6</sup> à partir de fin 2010, a vu son activité compromise à cause de la situation de crise post-électorale.

La problématique minière révèle que, très souvent, les pays producteurs et leurs populations ne profitent pas des dividendes miniers. C'est le cas de la Côte d'Ivoire où l'important potentiel minier ne profitant pas aux populations, notamment dans les zones d'exploitation, ces dernières se sont lancées dans des activités d'orpaillage clandestin qui ne cesse de prendre de l'ampleur. En juillet 2017, le gouvernement avait annoncé la fermeture de 429 sites d'orpaillage illicites dans le pays.

En effet, l'exploitation artisanale de l'or n'a réellement débuté sérieusement qu'au cours de la guerre civile qui a éclaté en 2003. Durant la crise de près d'une décennie qui s'est ensuivie la moitié nord du pays échappait au contrôle du gouvernement central à Abidjan, ce qui laissait l'exploitation et le commerce de l'or entièrement dans la sphère illicite



et aux mains des Forces nouvelles, le principal groupe rebelle. Depuis la fin des hostilités, la production artisanale s'est fortement intensifiée dans le pays. De l'avis de certains experts, l'exploitation illégale serait nettement supérieure à celle faite dans les conditions légales. On extrait de l'or de façon artisanale dans 24 des 31 régions de la Côte d'Ivoire. Cette activité concerne plus de 500 000 mineurs d'or artisanal selon les chiffres du ministère de l'Industrie et des Mines de la Côte d'Ivoire<sup>7</sup>. Le 20 juillet 2016 au cours d'une cérémonie dédiée à l'évaluation de son programme de lutte, le gouvernement a annoncé que quelque 429 sites d'orpaillage illicite ont été abandonnés, fermés et 66 orpailleurs clandestins, interpellés. La plupart des activités se déroulent aux alentours de Bouaké et de Katiola, où le ministère de l'Industrie et des Mines a identifié 28 zones d'exploitation. Les experts évaluent à « environ 30 tonnes d'or par an la production artisanale qui échappe à l'État » privant ainsi ce dernier « d'importantes recettes » (ONUIC, 2010). Le ministère des Mines lui-même affirmait en 2015 que « l'orpaillage clandestin a pris des dimensions inquiétantes, durant les dix dernières années, faisant perdre à l'État quelque 479,22 milliards de FCFA soit environ 818 millions \$ US ». Ainsi, pour le gouvernement, la lutte contre l'orpaillage clandestin est d'abord un moyen d'optimiser son secteur minier en augmentant son apport en termes de PIB et en consolidant les investissements porteurs après la levée- en avril 2014- de l'embargo sur le minerai imposé par les Nations Unies durant la crise militaro-politique (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014). En plus des pertes financières, l'État ivoirien considère l'orpaillage clandestin comme une source potentielle d'accroissement des conflits fonciers et de la criminalité. L'orpaillage artisanal semble donc s'être bien incrusté dans le paysage économique des zones rurales, supplantant à maints endroits l'économie agricole jugée moins lucrative. Cependant, le développement de cette activité économique soulève de nombreux problèmes dont celui des droits de l'homme et de la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles.

L'orpaillage ou l'exploitation artisanale des exploitations minières est-il « l'enfant pauvre » de la coopération internationale dans le domaine minier? Quelle est l'origine de l'orpaillage artisanal? Comment cette activité est-elle arrivée en Côte d'Ivoire? Comment naissent et se développent ces activités d'orpaillage?

Quelles sont les perceptions locales liées à cette activité? Quels en sont les acteurs et leurs rôles? Quels sont les impacts économiques de l'orpaillage artisanal (différents types d'emplois et d'activités économiques générés, les gains financiers perçus par chaque acteur)? Quel est l'impact de l'orpaillage sur les équilibres sociaux et communautaires, sur la santé, sur la sécurité, sur l'éducation et sur l'économie agricole et locale? Quel est l'impact de l'orpaillage artisanal sur l'environnement?

## 2. Objectifs

Cette étude a pour objectif de mettre en lumière les jeux des acteurs et les enjeux de développement économique, social, environnemental et de coopération internationale dans le domaine de l'économie minière de l'orpaillage artisanal en Côte d'Ivoire. Plus spécifiquement, il s'agit de retracer l'origine de cette activité dans le pays, d'identifier les différents acteurs, mais aussi d'analyser :

- les perceptions locales liées à cette activité;
- les caractéristiques sociodémographiques des orpailleurs;
- les résultats économiques de l'orpaillage artisanal;
- l'impact social et communautaire;
- l'impact environnemental;
- les risques liés à l'activité d'orpaillage artisanal.

## 3. Méthodologie

Sur le plan méthodologique, nous allons dans un premier temps construire l'échantillon. Dans un deuxième temps, nous allons présenter les outils de collecte des données et dans un troisième temps, nous allons montrer comment nous avons collecté les données.

### 3.1 Échantillonnage (constitution des bases de sondage et tirages des échantillons)

Au titre de l'échantillonnage pour la collecte des données, nous avons adopté une approche par stratification selon les catégories d'acteurs : propriétaires de puits, orpailleurs de type alluvionnaire, broyeurs et concasseurs. Cet échantillonnage a été effectué pour tous les sites de production, afin de mieux cerner les spécificités des différentes localités concernées par l'activité d'orpaillage. En outre,

à l'intérieur de chaque strate, un tirage aléatoire simple a été appliqué pour former un échantillon composé de 15 % des effectifs de chaque catégorie d'acteurs. La procédure proprement dite est définie comme suit : (i) une sélection de tous les sites de production d'orpaillage; (2) un tirage de 15 % dans chaque site selon les types d'acteurs existants (propriétaires de puits, orpailleurs alluvionnaires, broyeurs et concasseurs).

### 3.2 Matériel et outils utilisés

Pour mener à bien cette étude, nous avons eu recours à certains outils de travail dont : (i) des guides d'entretien élaborés par nos soins; (ii) des cartes topographiques, (iii) un appareil numérique pour effectuer des prises de vue; (iv) des logiciels tels que *Arview*, etc.; (v) un ordinateur portable et une clé USB pour la saisie, l'enregistrement et l'analyse des données; (vi) un véhicule pour les besoins de déplacement sur le terrain en vue de la collecte des données.

### 3.3 Échantillonnage et élaboration des instruments de collecte

Dans le cadre de la collecte de données, nous avons utilisé trois types de questionnaires et un guide d'entretien selon la population cible concernée :

- un questionnaire concernant les propriétaires/responsables de puits et les orpailleurs s'activant dans l'alluvionnaire (tranchées) qui a servi à collecter les informations portant sur les caractéristiques sociodémographiques des membres ou ouvriers des puits, le degré de production d'or de chaque puits, les biens d'équipement, le circuit de commercialisation, la répartition des revenus, etc.;
- un questionnaire administré aux individus évoluant dans l'orpaillage alluvionnaire. Il a servi à collecter les informations relatives à la production d'or, aux équipements utilisés et les principaux clients (acheteurs de l'or);
- un questionnaire adressé aux chefs des unités de l'activité de broyage/ concassage. Ce questionnaire a permis de collecter les informations relatives aux caractéristiques sociodémographiques, au service fourni par les broyeurs/concasseurs, aux équipements utilisés et aux charges et dépenses;

- un guide d'entretien pour l'animation des *focus groups*. Les personnes ciblées étaient composées de commerçants, des concasseurs, des broyeurs, des restaurateurs, etc. dont les activités sont impactées par l'orpaillage. Cet outil a permis de collecter des informations relatives à la perception des acteurs sur : (i) les impacts économiques de l'orpaillage; (ii) les impacts sur la santé de la population; (iii) les impacts sur l'agriculture; (iv) les impacts sur l'environnement, etc.

### 3.4 Collecte des données

La collecte a été faite en utilisant une méthode CAPI (Computer Assisted Personal Interview - Collecte de données assistée par ordinateur). Le recueil des informations repose essentiellement sur les dires d'experts et les échanges avec les acteurs locaux riverains des mines (exploitants agricoles et maraîchers, collectivités territoriales, populations, chefs traditionnels et coutumiers), au travers des entretiens de compréhension, l'exploitation des données secondaires et des visites de terrain. Pour ce faire, plusieurs instruments de collecte de données, capables de répondre aux objectifs assignés ont été utilisés en vue de recueillir les informations sur le terrain. Il s'agit de l'observation directe et de l'entretien de compréhension. Ces entretiens qui sont au nombre de 25 nous ont permis de mieux cerner la problématique, d'identifier les conflits et les pollutions et/ou rumeurs de pollution des activités minières sur les ressources en eau qui ont eu lieu au niveau des six mines en exploitation en Côte d'Ivoire, mais aussi et surtout de recueillir les préoccupations des populations locales. Ils ont permis également d'analyser le jeu des acteurs autour des mines et d'apprécier le degré de mise en œuvre des textes et lois relatifs à l'exploitation minière, l'utilisation durable des ressources en eau et la protection de l'environnement. Un choix raisonné a été effectué en fonction des objectifs fixés pour l'identification de la catégorie de personnes à rencontrer dans le cadre de cette étude exploratoire.

Les deux visites de terrain, effectuées dans la zone minière de Hiré (située dans le centre ouest du pays), de Tortiya (situé dans le nord du pays) et à Bouna (dans l'est du pays) nous ont permis, quant à elles, au travers des observations directes, de décrire l'environnement biophysique (espaces agricoles et maraîchers, types et nature des sols, etc.) et de repérer la situation de la

mine par rapport aux ressources en eau à proximité (cours d'eau, barrages hydrauliques, puits et forages, etc.).

### 3.5 Focus group

Au cours des *focus groups*, nous avons utilisé une approche par strate. Pour ce qui est des groupes, le type d'échantillonnage utilisé est l'échantillonnage aléatoire stratifié. À la suite, dans chaque strate, un sondage aléatoire simple a été fait pour la sélection des répondants en vue de constituer des groupes de discussion composés chacun de commerçants, ouvriers et acteurs évoluant dans l'activité d'orpaillage. Chaque groupe est composé de 10 personnes. Cette approche permet de connaître la perception des populations relative à l'impact de l'exploitation artisanale de l'or sur l'éducation des enfants, la santé de la communauté, l'évolution des mœurs, l'agriculture, la vie économique, la qualité de l'eau, l'environnement, etc.

### 3.6 Traitement et analyse des données

Au titre du traitement des données, deux logiciels ont été utilisés : le logiciel (CSPRO 7) pour l'application de collecte et le logiciel (STATA 15) pour la correction des valeurs aberrantes et manquantes ainsi que les différentes tabulations. Après chaque journée de collecte, les données rassemblées ont fait l'objet de vérifications.

## 4. Résultats

### 4.1 La rébellion, les chefs de guerre et la naissance de l'activité en Côte d'Ivoire

L'expansion de l'orpaillage est relativement récente dans la plupart des zones rurales du pays. Elle a débuté à partir de 2002. C'est la crise militaro-politique de 2002 à 2010 qui en a favorisé la naissance. Les premières exploitations ont été le fait d'orpailleurs venus du Burkina Faso (notamment de la région aurifère de Gawa) et du Mali. Ces derniers ont été installés dans les zones sous contrôle de la rébellion avec l'appui de chefs de guerre de la rébellion ivoirienne qui ont gouverné cette partie du territoire entre 2002 et 2010. Ainsi, en Côte d'Ivoire, un officier supérieur, le lieutenant-colonel Issiaka Ouattara, a bénéficié suffisamment de revenus de mines d'or illégales pour mobiliser un

groupe de 500 éléments armés qui, en constituant une force parallèle à l'armée, menaçait la stabilité et la sécurité de la nation (Hunter, 2017). Selon les enquêteurs des Nations Unies, quelque 15 800 mineurs informels étaient actifs sur le site de la mine de Gamina, contrôlée par Ouattara, où étaient produites environ 2,5 tonnes d'or par an; un or vendu bien en deçà de sa valeur (Conseil de Sécurité des Nations Unies 2014). On voit donc des liens entre l'exploitation aurifère illégale et les guerres. Ce fut le cas dans les activités de l'est de la République Démocratique du Congo, pour lesquelles des données sont disponibles (ONU DC 2011)<sup>8</sup>.

À la fin de la rébellion, le phénomène a connu une nouvelle vitalité, favorisée par une hausse vertigineuse du prix de l'or, qui a atteint jusqu'à 1600 \$ US l'once (31,10 grammes) en 2011 contre 250 dollars quelques années plus tôt. L'activité s'est ainsi avérée, dans un contexte local de forte pauvreté, comme une opportunité économique bien plus lucrative que l'économie agricole traditionnelle dans les différentes zones rurales. « Le cacao nous a donné un peu d'argent, mais les choses ont changé. Ce que tu gagnais en deux ans, si tu as la chance, tu as ça en une semaine avec l'or! » a assuré un jeune exploitant du village d'Agbahou dans la sous-préfecture de Hiré.

### 4.2 Les perceptions des orpailleurs et de leurs activités économiques

#### 4.2.1 Don, contre don et réciprocités entre les mineurs et l'or!

Les différentes croyances associées à l'extraction de l'or sont envisagées ici à la fois comme une stratégie de gestion du risque et comme les facettes d'un idiome du changement qui empruntent des références locales et extérieures. Comme telles, elles voient dans l'activité minière et ses dangers un véritable défi. Souvent, les risques et les périls liés à l'extraction sont perçus comme un phénomène inévitable – car l'or et la richesse dépendent de forces (ou d'esprits) exigeant une « récompense » – même si, bien sûr, les mineurs veulent avoir la chance de leur côté et un travail sans accident. Y réussir dépend d'un large spectre de pratiques religieuses et parareligieuses : sacrifices, consultation de prêtres, cérémonies spéciales, divination, acquisition d'objets magiques ou d'amulettes (vendus en grand nombre sur les marchés locaux). Dans les

régions des mines d'or, les prêtres, les devins et les marabouts, ainsi que différentes sectes nord-américaines sont aujourd'hui présents, attirés par la demande des communautés de mineurs et de ces nouveaux marchés.

Pour rendre compte de la nature risquée de l'extraction de l'or, de ses succès ou de ses échecs, de ses accidents ou de sa chance, on mobilise la réciprocité qui existerait entre l'or – souvent vu comme un être vivant – ou ses esprits et les mineurs. Si la montagne et ses temples ne sont pas respectés et que de l'or est extrait, quelque chose doit être donné en retour. « La montagne demande du sang » est une expression courante pour dire que la montagne requiert des cérémonies et est responsable d'accidents graves. Il existe même une croyance selon laquelle on ne peut échapper aux accidents mortels et que ceux-ci garantissent le succès final de l'entreprise. Comme Schneider (1990) le dit à propos des Lobi du Burkina Faso, des superstitions similaires à celles sur l'or se rencontrent dans d'autres zones d'Afrique de l'Ouest. Elles sont bien sûr très fluides, et l'adhésion à ces croyances varie d'un individu à l'autre suivant la formation religieuse reçue. En ce sens, mon analyse diffère de celle de Nash (1993) qui étudia les mineurs d'étain en Bolivie et leurs relations avec les esprits de la montagne.

#### **4.2.2 Éthique religieuse entre le mineur et l'or**

Des membres de l'Église pentecôtiste nouvellement créée dans l'un des villages voisins parlent de la « volonté de Dieu » et de la chance comme du résultat de la prédétermination de tout individu et des forces divines. Quelques devins expliquent la présence de l'or par le travail des ancêtres; d'autres le nient purement et simplement. L'interprétation, omniprésente dans d'autres contextes africains, selon laquelle le succès ou la malchance seraient les produits de sources occultes de pouvoir n'est pas consensuelle parmi les mineurs. Le travail de Taussig (1980) sur les mineurs colombiens soulève la même critique : il essentialise des tendances au sein de communautés conçues comme des ensembles unifiés, et néglige les négociations intenses et les différenciations existant selon les sous-cultures de ces communautés. Même s'il se concentre sur la marchandisation et le changement social, Taussig affirme de façon trop aiguë une divergence entre logiques et moralités de production

et de consommation qui n'est pas valable pour tous les mineurs d'or. Il existe une grande diversité d'interprétations et de croyances locales, qui ont des origines extrêmement variées et sont liées à des processus divergents de communication.

#### **4.2.3 Perception des creuseurs**

Les processus identitaires des jeunes creuseurs se voient dans leurs pratiques sociales sous-jacentes et les discours qui ont contribué à leur émergence. La particularité de l'identité émergente du creuseur provient d'une combinaison spécifique d'attitudes de travail et de consommation, d'une situation de migrant, de pressions externes et d'une forte conscience de soi. Si, malgré les nombreux défis et risques, l'extraction de l'or lui paraît profitable, cela est dû à une absence d'alternatives pour gagner de l'argent ou accumuler du capital. Les creuseurs d'or se réinventent eux-mêmes comme mineurs. Ils répondent à leur situation particulière de migrants en créant des normes et des standards de comportement spécifiques. Ils font preuve d'une flexibilité remarquable et d'une créativité sémantique, une façon pour eux de s'approprier une situation incertaine et de modifier constamment les conditions sociales et politiques de leur environnement. Ils agissent ainsi malgré (ou à cause de) leurs nombreux conflits internes, les défis et les risques qui dominent leur vie quotidienne.

#### **4.2.4 L'orpaillage perçu comme un processus d'initiation et l'acquisition d'une nouvelle identité**

Majoritairement jeunes, les nouveaux mineurs sont soumis à une double initiation : d'une part, une initiation dans le monde socioprofessionnel des mineurs, un groupe masculin disposant d'un style de vie distinct, d'une éthique de travail et de comportement; de l'autre, une initiation qui correspond à un cycle complet de migration. C'est donc une identité supplémentaire que les mineurs acquièrent, pertinente d'abord pour le monde de la mine, principalement liée à cette activité particulière et non à un groupe ethnique. Cette identité dérive aussi largement de la situation de jeunes migrants partageant les mêmes aspirations et ne se confond pas avec d'autres identités dépendantes des régions dont ils sont originaires.

#### 4.2.5 Être mineur : une stratégie de débrouille

Tous ces jeunes migrants ne viennent pas sur les sites miniers pour devenir des mineurs professionnels, et ne désirent pas, dans leur majorité, passer leur vie dans un tel univers. Personne ne naît creuseur d'or. C'est avant tout une stratégie économique et sociale de débrouille, dans la mesure où la migration de travail fait partie du quotidien de l'Afrique de l'Ouest depuis plus de dix ans. La plupart des mineurs espèrent quitter un jour ces luttes quotidiennes et vivre ailleurs une existence plus plaisante. Il s'agit donc d'un double processus d'adaptation aux circonstances, qui souligne leur distinction comme groupe : par l'adoption d'un style de vie et par la production de sens dans une situation incertaine.

### 4.3 Les différents acteurs de l'économie minière de l'orpaillage artisanal

#### 4.3.1 Le pouvoir coutumier : chef de terre, chef de village et chef de canton, la notabilité et le comité de gestion

La persistance de cette activité face à la volonté de l'État ivoirien de l'endiguer ne s'explique pas uniquement par les avantages économiques qu'elle génère. L'encastrement même de l'activité dans les structures sociales et les réseaux de pouvoir sur le plan local éclaire également les raisons de cette résistance.

Ce sont davantage les structures locales de pouvoir qui en ont garanti la persistance malgré les récurrentes mesures étatiques d'interdiction et de répression. Dans la plupart des localités du pays où se fait l'exploitation artisanale de l'or, la structure politique traditionnelle fait apparaître trois figures influentes dans le système de gouvernance intégrant plusieurs villages : le chef de canton, le chef de terre et les chefs de village. Le chef de village, trônant à la tête d'une notabilité composée des chefs des lignages du village, assure l'administration quotidienne du village (interface entre le village et l'administration publique; gestion des conflits; etc.). Si le chef canton règne sur plusieurs villages en jouant le rôle de gestionnaire de conflit en dernier recours et de représentant politique de la tribu pour

ce qui est de l'administration étatique, c'est le chef des terres de la tribu qui détient de loin l'autorité politique la plus influente dans l'organisation communautaire. La source de son pouvoir est d'ordre religieux et économique : il est l'adorateur principal des divinités de la terre, assisté d'adjoints-chefs de terre placés sous son autorité et repartis dans l'ensemble des villages de la tribu à laquelle appartient le village. Aucune initiative économique (agricole, pastorale et aurifère) sur les terres de la tribu ne peut prospérer sans l'assentiment du chef suprême de terre dont l'accord est marqué par la célébration d'une cérémonie d'adoration des génies pour obtenir leurs faveurs.

Dans le cas des activités aurifères, ce préalable cérémoniel est d'autant plus décisif qu'il répond aux croyances locales associées au métal précieux et à son exploitation. Selon ces croyances, l'or a avant tout une valeur spirituelle. L'anthropologue ivoirien Niangoran-Bouah traduit bien dans une étude, les conceptions idéologiques associées à l'or en pays akan et qui sont aussi largement partagées au sein de la plupart des communautés ouest-africaines : « [...] l'or, métal se trouvant à l'état pur dans la nature, n'est pas une créature simple, il est le métal des métaux, il est le plus noble, car inaltérable et éternel. L'or possède un esprit fort et redoutable ». Il ajoute que, toujours selon ces conceptions, « être vivant, l'or ne demeure pas en place dans la nature, il se déplace d'un point à un autre de la terre. Il peut se rendre visible et invisible » (Niangoran-Bouah, 1978, p.17).

La conséquence majeure découlant de ces croyances est que toute exploitation de l'or est préalablement soumise à des rites visant deux objectifs. D'une part, il s'agit d'apaiser cet « esprit fort et redoutable » au risque de subir une sanction s'exprimant sous forme de maladie incurable. D'autre part, ces rites permettent de garantir une quête fructueuse de ce métal « vivant » se « déplaçant d'un point à un autre de la terre ». Les libations, offrandes et prières officiées par le chef de terre en l'honneur des divinités de la terre, visent ainsi à faciliter l'exploitation du métal précieux et mystérieux. Ce rôle religieux du chef de terre le place ainsi au cœur même du dispositif du système d'exploitation de l'or.

Dans la plupart des villages, c'est le chef des terres qui donne son accord et officie toutes les cérémo-

nies religieuses avant l'ouverture des sites d'exploitation artisanale du minéral. En échange de son intervention, une ristourne est prélevée sur les activités de chaque orpailleur et lui est reversée. Le chef de canton, figure importante de la tribu au niveau administratif, bénéficie également de la redistribution de la rente prélevée. L'important rôle du chef de terre s'exerce en étroite collaboration avec le chef de village qui intervient plus directement dans la régulation des activités d'exploitation se déroulant sur son territoire. Ce dernier est à la tête de la notabilité composée des chefs des clans dans le village.

Deux structures interviennent activement dans la régulation des activités d'orpaillage sur le plan villageois : la **notabilité** et un **comité de gestion** exclusivement dirigé par l'association des jeunes du village. La notabilité, organe politique du village, prend les décisions visant l'organisation de l'exploitation aurifère et la gestion des ressources qui en découlent. Elle décide de l'ouverture des zones d'exploitation en collaboration avec le chef de terre et décide de l'installation dans la zone d'orpailleurs rompus à la profession. La notabilité a en collaboration avec le comité de gestion fixé le coût des permis d'exploitation à 100 000 FCFA (soit environ 171 \$ US) par exploitant. La rente recueillie serait en partie investie dans la construction d'infrastructures et autres dépenses communautaires (école, santé, etc.). Outre le fait que les jeunes autochtones sont exemptés de permis d'exploitation, une règle définie à leur avantage précise que tout exploitant étranger se doit d'employer en priorité les jeunes du village comme ouvriers. Le fruit de l'exploitation est partagé à parts égales entre l'exploitant en chef et son ouvrier. En tant qu'organe opérationnel, le comité de gestion veille à l'application des décisions de la notabilité. Il procède à la comptabilité des exploitations d'or ainsi que de leurs usagers. Il délivre les permis d'exploitation après achat, organise l'installation des migrants et assure le contrôle sécuritaire sur les sites. Un droit d'accès de 500 FCFA (soit environ 0,85 \$ US) est quotidiennement encaissé auprès de tous les usagers comme droit d'entrée sur les sites. Le comité joue également le rôle de gestionnaire des éventuels conflits pouvant naître entre exploitants.

L'expansion et la vitalité de l'orpaillage illicite dans plusieurs zones rurales de la Côte d'Ivoire, en dépit des mesures d'interdiction et de régulation adoptées par l'État, est bien illustrative du poids des

pouvoirs coutumiers dans le succès ou l'échec des politiques publiques. L'intervention des autorités coutumières dans le système informel d'organisation de la production aurifère, a pour effet de garantir la continuité de cette économie très lucrative pour les populations locales et de marginaliser un État central bien souvent éloigné des intérêts des acteurs locaux. La volonté de l'État de formaliser et rationaliser le processus d'exploitation artisanale au profit d'investissements porteurs, a davantage privilégié une approche répressive que consensuelle, à même de garantir une juste répartition des ressources entre les intérêts communautaires et ceux de l'État.

#### 4.3.2 Les propriétaires de terre et de plantation

Les propriétaires de terre tirent eux aussi les retombées économiques de l'orpaillage. Leur gain se fait à travers le paiement d'un ticket d'exploitation. Le coût du ticket varie selon le genre de l'exploitant et le type d'exploitation. Ainsi, les hommes et les femmes qui font le lavage simple ou la recherche de pierre doivent payer respectivement 1 000 et 500 FCFA par semaine soit l'équivalent de 1,71 \$ US et 0,85 \$ US. Quant à ceux qui font le lavage à la batée<sup>9</sup>, ils doivent payer 7 000 FCFA par semaine soit l'équivalent d'environ 12 \$ US. Ces montants sont exigés par les propriétaires de terre pour l'exploitation des sites. Sur un site où la plantation de cacao d'un particulier est détruite chaque jour, le propriétaire exige une somme de 5 000 FCFA par orpailleurs par semaine. Des contrôles réguliers sont faits par les propriétaires de terre pour s'assurer que toute personne exerçant sur leur terre a payé son ticket. Dans le cas échéant, l'orpailleur est contraint de se mettre en règle sous la menace d'être expulsé du site. Le non-paiement de ces droits d'exploitation entraîne souvent des conflits entre les propriétaires de terre et les orpailleurs. Ces conflits aboutissent souvent à la fermeture momentanée des sites d'exploitation. Le cas du site de Bouakako est différent. Là-bas, les acheteurs d'or se sont regroupés pour acheter le site d'exploitation aux Autochtones. Le contrat d'achat monte à 3 millions de FCFA (soit 5 120 \$ US) en espèce, des chaises en plastique et des bâches, plus des animaux à sacrifier. Dans tous les cas, l'enjeu économique est tel que le non-respect des termes du contrat entraîne des conflits. À Bouakako, les Orpailleurs ne prennent pas le ticket d'exploitation, cependant ils sont tenus de vendre leur production aux acheteurs propriétaires du site sous peine de

se voir expulser. La différence est qu'à défaut de payer des tickets les orpailleurs vendent leur or à un prix forfaitaire de 7 500 FCFA (soit 13 \$ US) au lieu de 8 500 FCFA (14,5 \$ US) ou 9 000 FCFA (15,4 \$ US) sur les autres sites.

#### 4.3.3 Les « grands exploitants » ou les « patrons » ou les promoteurs de l'activité : les Burkinabés, les Maliens, les Guinéens

Les promoteurs de l'activité, notamment des exploitants en général étrangers (Burkinabé, Maliens et Guinéens) disposant de moyens de production et contrôlant les circuits d'écoulement de la production vers les marchés informels de la sous-région, ont astucieusement structuré l'activité autour des influentes autorités traditionnelles et des jeunes de la localité.

Ce sont des orpailleurs qui possèdent les facteurs de production et un fonds de roulement plus ou moins élevé. Ce capital leur permet d'engager dans leur unité de production de la main-d'œuvre. Il faut en moyenne 10 à 12 ouvriers au service de ce « patron ». Il les paie journalièrement à la fin de leur service. Les patrons utilisent souvent leurs enfants en vacances ou sans emploi pour les aider dans leur activité. Selon eux, utiliser les siens pour travailler

sur les sites est plus bénéfique en ce sens que dans ces conditions, l'argent reste dans la famille. Nous avons identifié environ 45 grands exploitants réguliers sur les sites. La plupart d'entre eux exercent sur le site. Seulement 2 possèdent une motopompe qui les alimente en eau pour le lavage de l'or. Ces « grands orpailleurs » utilisent en général la méthode du lavage à la batée dans la recherche de l'or.

Une grande partie de cette catégorie d'acteur n'est pas novice dans l'activité. Ils ont déjà exercé ailleurs et leur ancienneté dans l'activité leur permet d'acquérir le fonds de roulement, les moyens de production et les connaissances pratiques dans le lavage du fond limoneux contenant les particules d'or. En réalité, ces grands exploitants ont commencé pour certains en tant qu'ouvriers, pour d'autres auprès de leurs parents. Dans tous les cas, ces « grands exploitants » ne sont pas venus sans avoir appris quelque part. Certains d'entre eux ont quitté les sites de Kokoumbo, Agbaou, Bouaflé; Issia... jugés presque épuisés. D'autres sont des anciens orpailleurs devenus planteurs de café, de cacao ou producteurs de vivriers et qui se reconvertissent à leur ancienne activité étant donné l'occasion qui se présente à eux. Ils sont de diverses nationalités. Attirés par les gains financiers dans cette activité, ils se sont rués vers la ville de Hiré.

NATIONALITÉ	EFFECTIF
Ivoirienne	8
Maliennne	19
Ghanéenne	6
Burkinabé	10
Guinéenne	2

Tableau 1 – Répartition des grands orpailleurs recensés sur le site d'Assayé selon leur nationalité  
Source : Données d'enquête 2018

Selon ce tableau, on constate que les orpailleurs de nationalité malienne et burkinabée sont les plus nombreux. Cela s'explique en partie par leur habitude dans

cette activité. En effet, l'orpaillage est une pratique très développée au Mali et au Burkina Faso.

Depuis sept ans, Sékou, un Malien, est propriétaire d'un site minier d'or près de Sakassou, au centre de la Côte d'Ivoire. Originaire du Burkina Faso, il a d'abord dû conclure une entente avec le chef du village et le propriétaire foncier avant de commencer à exploiter le site. Pour chaque approbation, il a dû déboursé 500 000 FCFA (environ 860 \$ US). Il a dû négocier ensuite avec le préfet, qui a prélevé une autre commission fondée sur la production : 500 FCFA (0,85 \$ US) pour chaque gramme produit sur son site vont au chef du village et 1500 FCFA (2,55 \$ US) de plus vont au propriétaire foncier. Environ 300 mineurs travaillent sur le site d'exploitation minière d'or de Sékou. La plupart sont des migrants venus de la Guinée, du Mali et du Burkina Faso. Les mineurs doivent vendre à Sékou toute leur production. Toutefois, il arrive souvent que celui-ci n'ait pas suffisamment de liquidités pour acheter toute la production, et les mineurs peuvent être tentés de vendre ailleurs, où ils pourraient obtenir un meilleur prix. En plus des 2 000 FCFA (3,40 \$ US) de taxes coutumières payés par gramme, Sékou dépense 1 000 FCFA (1,70 \$ US) par gramme pour le mercure nécessaire au traitement de l'or. Finalement, chaque gramme lui coûte environ 18 000 FCFA (30,60 \$ US), dont 15 000 FCFA (25,50 \$ US) servent à payer les mineurs. Il revend le gramme 2 000 FCFA (3,36 \$ US). Pour le moment, il peut acheter 1 kg d'or par semaine, mais s'il avait plus d'argent, il pourrait facilement en acheter 1,5 kg par semaine. Il explique que durant la rébellion, il y avait beaucoup d'argent et il pouvait acheter au moins 2,5 kg par semaine. Sékou reçoit des avances en espèces de Maliens avec qui il a établi des relations. Ils achètent l'or à Bouaké et le fondent à Bamako. Pour empêcher les mineurs de fuir avec leur production, Sékou paie trois anciens combattants des Forces nouvelles afin de sécuriser le site, ce qui lui coûte 150 000 FCFA (255 \$ US) par mois. Sékou était d'abord venu en Côte d'Ivoire pour travailler dans le secteur du diamant, mais l'embargo sur les diamants a rendu le travail difficile et moins sûr, ce qui l'a poussé à réorienter son travail dans le commerce de l'or. Il ne regrette pas son choix parce qu'il est beaucoup plus facile de trouver du préfinancement pour le commerce de l'or que pour celui des diamants.

**Encadré 1 – Récit de vie de Sékou Sidibé, « grand exploitant » malien**

#### 4.3.4 Les petits exploitants

Ils sont les plus nombreux. Leur nombre peut être estimé à plus de 1 500 personnes sur l'ensemble des sites. En vérité, il est difficile d'avoir une idée exacte de leur effectif. Car chaque jour de nouvelles personnes sont intéressées par ce type d'exploitation. Ils sont plus nombreux sur les sites de Djangobo et d'Assayé. Le genre féminin est dominant dans cette catégorie d'exploitants. Ce sont des femmes au foyer, veuves, jeunes filles, commerçantes de vivriers qui s'adonnent à cette activité. Il n'est cependant pas rare de voir aussi des élèves, des jeunes sans emplois et même des hommes adultes dans cette catégorie d'exploitants. C'est parfois même toute la famille au complet qui s'engage à l'exploitation de l'or. La quasi-totalité de ces exploitants n'a pas d'autorisation d'exploitation. Ils opèrent tous dans la clandestinité (illégalité). Dans l'incapacité de se procurer les moyens de productions de masse, ils se contentent de creuser la terre à la recherche de pierres ou encore de ramasser celles rejetées par les grands exploitants. Les « Petits » exploitants sont aussi ceux qui font le lavage simple à l'aide de calebasse dans les petits barrages qu'ils construisent. Nous les qualifions de « Petits » exploitants du

fait du nombre de personnes dans l'unité de production. Ils exercent très souvent seuls ou avec un membre de la famille. En les qualifiant ainsi, nous faisons allusion à la modicité de leurs moyens de production (daba, machette) et de la quantité d'or obtenu par jour. Leur rentabilité journalière s'élève à environ 1g/jour très souvent moins que cela.

#### 4.3.5 Les ouvriers journaliers

Ce sont des jeunes (filles et garçons) élèves, sans emploi. Ce sont aussi des demandeurs d'emploi à la société d'exploitation industrielle de l'or à Hiré (Equigold). Ils offrent leur force de travail aux « grands exploitants » à un prix de 1 500 FCFA (soit 2,60 \$ US)/jour. La journée pour eux commence à 8 h et prend fin à 13 h. Pour ceux qui font la journée continue, c'est-à-dire de 8 h à 16 h 30 – 17 h, le salaire journalier est fixé à 2 000 FCFA (soit environ 3,41 \$ US). Leur travail consiste à creuser la terre, à transporter jusqu'au bassin où se fait le lavage et enfin à laver la terre. Les tâches des ouvriers sont souvent classifiées en fonction du genre. Les hommes sont affectés aux tâches qui nécessitent beaucoup de forces physiques. Ainsi, ils s'occupent du creusage de la terre et du lavage. Les femmes, quant à elles, s'occupent du



transport de la terre creusée et aussi à servir l'eau pour le lavage. Cependant, l'attribution de ces postes n'est pas figée. Il arrive que des femmes lavent la terre ou encore que des hommes assurent le transport de la terre jusqu'au lavage. Le travail d'ouvrier journalier dans les unités de production artisanale est très prisé par la population. Il représente 33,33 % de la population sur les différents sites. Cela parce que le salaire est payé sur-le-champ juste à l'heure de la descente, sans tenir compte de la quantité d'or produite. D'ailleurs, les ouvriers ne s'occupent pas du lavage final qui permet de voir les particules d'or. Cette tâche est à l'actif du propriétaire de l'unité de production. Il le fait chez lui à la maison.

### 4.3.6 Les municipalités

De l'entretien que nous avons eu avec le Secrétaire général de la mairie d'une localité du pays qui est Hiré dans le centre-ouest, il ressort que la municipalité ne tire aucun profit de l'exploitation artisanale de l'or. Cependant, les orpailleurs nous ont informés qu'au début de leur activité, les agents de la mairie leur faisaient payer des taxes communales. Cette pratique s'est arrêtée à la suite des plaintes et à l'opposition des orpailleurs et des propriétaires de terres. Ceux-ci ont trouvé injuste que la mairie prélève des taxes sur leur propriété. Par ailleurs, nous avons remarqué que si la municipalité prétend ne pas avoir des intérêts de l'orpaillage, il n'en demeure pas moins que cette activité se fait à un certain niveau à son avantage. Cela s'explique par le fait que l'orpaillage absorbe une grande partie de la population active à Hiré. Cette activité résout donc en partie le problème grandissant du chômage à Hiré et dont les autorités municipales ne semblent pas avoir de propositions concrètes pour sa résolution.

L'orpaillage serait donc pour la municipalité un « mal nécessaire » parce qu'en même temps qu'il vide le marché de ses commerçants, il permet d'absorber la jeunesse au chômage. Du coup, même si la municipalité ne tire pas des intérêts économiques de façon directe, elle voit une partie de ses préoccupations sur le plan de l'insertion des jeunes résolue par l'orpaillage. Le problème demeure dans la durabilité de cette solution, car les gîtes s'appauvrissent et la dégradation causée par l'orpaillage ne supporte pas les conditions de cette pratique à long terme.

## 4.4 Les caractéristiques sociodémographiques des orpailleurs

### 4.4.1 La structure par âge

Il est ressorti de l'étude que 32 474 personnes s'activent de façon directe dans l'exploitation traditionnelle de l'or dont 27 444 dans l'extraction, 3 814 dans le broyage et le concassage et 1 216 dans l'alluvionnaire. La main-d'œuvre enregistrée dans l'activité d'extraction et du concassage/broyage est composée de 28 746 hommes et de 2 512 femmes. Il est noté également que 0,5 % de cette main-d'œuvre est composée d'enfants de moins de 15 ans. Toutefois, la quasi-totalité des acteurs s'activant dans l'alluvionnaire est composée de femmes.

La structure par âge selon le sexe des orpailleurs de l'activité d'extraction du minerai d'or montre que les individus s'activant dans cette activité sont majoritairement jeunes. En effet, plus de 71,3 % d'entre eux sont âgés de moins de 35 ans dont 44,5 % des hommes et 36 % des femmes sont dans la fourchette d'âge 25 et 34 ans. Toutefois, on observe une implication dans la chaîne de production, d'enfants de moins de 15 ans qui représentent 0,5 % du total des actifs. La proportion des filles dans cette tranche est plus importante que celle des garçons (3 % contre 0,3 %).

Les résultats montrent également que 10 % des acteurs sont âgés de plus de 45 ans. Il est aussi noté que la majorité de la population active, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, est composée de personnes qui se situent dans la fourchette d'âge 15-34 ans, 70,8 % pour les hommes, et 29,2 % pour les femmes.

La structure par âge des broyeurs et concasseurs montre que les individus s'activant dans cette activité sont majoritairement jeunes. En effet, 87,6 % de ces individus sont âgés de moins de 35 ans dont 55,3 % des hommes et 44,7 % des femmes sont dans la fourchette d'âge 15 et 24 ans. Les résultats montrent également qu'aucune femme âgée de plus de 35 ans ne s'active dans le concassage ou le broyage.

### 4.4.2 La situation matrimoniale

L'analyse de la situation matrimoniale des orpailleurs montre que les mariés sont majoritaires

(62,7 %), suivis des célibataires (36,9 %). Les divorcés, les veufs et les concubins sont les moins représentés avec des proportions respectives de 0,2 %, 0,1 % et 0,1 %. Quel que soit le sexe, les orpailleurs mariés sont majoritaires; mais les plus grandes proportions se retrouvent chez les femmes avec un taux de 78,3 %. En effet, le nombre de célibataires est plus important chez les hommes que chez les femmes.

Une analyse de la situation matrimoniale des personnes évoluant dans l'activité de concassage et broyage fait ressortir que la population est majoritairement composée de célibataires. Toutefois, il est noté une différence dans cette structure selon le sexe. En effet, 59,9 % des hommes sont des célibataires, alors que la proportion des femmes mariées est de 69,7 %. L'importante proportion de célibataires enregistrée est en liaison avec leur jeunesse (plus de 55 % ont moins de 25 ans).

#### 4.4.3 Le taux d'instruction

Le niveau d'instruction permet de voir si l'individu a fréquenté l'école à des cycles différents ou s'il a reçu des cours d'alphabétisation.

Le niveau d'instruction des orpailleurs de l'activité d'extraction du minerai d'or indique que plus de 7 individus sur 10 n'ont fait que des études primaires. Le niveau d'études secondaires regroupe 17,9 % des orpailleurs. De faibles proportions d'individus sont observées dans le niveau supérieur (6,2 %) et les personnes sans niveau d'instruction (3,2 %). Une analyse suivant le sexe révèle que la proportion des filles qui ont le niveau primaire est supérieure à celle des hommes avec respectivement 84,6 % et 71,2 %. Cette tendance est la même pour ceux n'ayant aucun niveau d'instruction (4,6 % contre 3,0 %). Par ailleurs, les proportions des hommes qui ont le niveau secondaire et supérieur sont plus élevées que celles des femmes avec respectivement 18,8 % et 6,7 % contre 6,7 % et 1,3 %.

En ce qui concerne le niveau d'instruction des broyeurs et concasseurs, notons que cette population est à majorité composée d'individus n'ayant pas été dans le système éducatif, soit environ 60,9 %. Une analyse comparative selon le genre montre que la proportion d'hommes (60,8 %) n'ayant pas fréquenté l'école est presque équivalente à celle des femmes (60,9 %). La proportion d'individus ayant fait des études primaires s'élève à

20,6 %. Cependant, celle des hommes est plus importante que celle des femmes (20,8 % contre 9,1 %). La proportion des individus ayant fait des études supérieures est faible (0,6 %).

#### 4.4.4 La nationalité

Au cours de l'enquête, diverses nationalités ont été recensées. L'analyse de la nationalité des orpailleurs de l'activité d'extraction du minerai d'or révèle que plus de 4 individus sur 10 sont de nationalité burkinabé. Les Maliens sont fortement représentés, soit 39,6 % des orpailleurs. Les Guinéens et les Ivoiriens suivent avec des proportions respectives de 10,3 % et 5,2 %. Les Sénégalais, les Ghanéens et les Mauritaniens sont faiblement représentés, soit respectivement 0,2 %, 0,1 % et 0,1 %. Les Togolais, Nigériens, Béninois, etc. sont les moins représentés. L'analyse de la nationalité des broyeurs et concasseurs montre que les non-Ivoiriens sont majoritaires dans cette activité avec plus de 84,2 % du total des individus, alors que les Ivoiriens représentent 15,8 %. Les autres nationalités proviennent essentiellement du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée, avec respectivement 45,6 %, 34,7 % et 3,7 %.

#### 4.4.5 L'ancienneté dans l'activité

L'ancienneté dans l'unité de production est une information qui permet de déterminer le temps que l'individu a effectué dans l'exercice de ses fonctions. Les données sur l'ancienneté des orpailleurs de l'activité d'extraction du minerai indiquent que 42,4 % des individus font moins de 3 mois dans leurs puits, ou tranchées. Par rapport à leur lieu d'exercice, environ 3 orpailleurs sur 10 ont une ancienneté comprise entre 3 et 6 mois et 20,4 % entre 9 et 12 mois. Seuls 8,1 % des individus ont entre 6 et 9 mois d'ancienneté.

Les données sur l'ancienneté des broyeurs/concasseurs dans le site d'exercice indiquent que la plus grande proportion des individus n'a pas fait plus d'une année dans le même site, soit 67,4 % des acteurs. Les résultats révèlent également que le pourcentage d'individus diminue presque avec l'accroissement du nombre d'années. Seuls 3,8 % des acteurs ont pratiqué l'activité de broyage ou de concassage durant plus de 4 ans.

## 4.5 Les impacts économiques de l'orpaillage

L'exploitation minière est encore en phase de démarrage, sa contribution au PIB national s'élevant à seulement 0,2 % environ, et son apport aux ressources intérieures de l'État étant inférieur à 1 %. Le secteur minier ivoirien comprend l'extraction d'or et de diamants, ainsi que les dépôts de fer, de nickel, de manganèse et de bauxite, entre autres. Selon des estimations de la Direction Générale des Mines et de la Géologie (DGMG), le secteur de l'exploitation artisanale et semi-industrielle d'or et de diamants emploie officiellement entre 5 000 et 8 000 personnes directement. En tenant compte du secteur minier informel et de l'emploi indirect, 100 000 à 300 000 personnes seraient dépendantes du secteur. Parallèlement aux opportunités d'emploi, les entreprises minières instaurent d'importantes actions socioéconomiques et culturelles en faveur des populations locales en termes d'infrastructures à caractère communautaire (construction de centres de santé, d'écoles, travaux d'électrification et/ou d'adduction d'eau potable, etc.).

### 4.5.1 Production de l'orpaillage

Les résultats de l'étude ont montré que l'activité d'orpaillage a produit en 2017 une production de 4,3 tonnes d'or, dont 4,0 tonnes pour l'orpaillage pratiqué dans l'activité d'extraction du minerai d'or et 341 kilogrammes d'or pour l'orpaillage alluvionnaire. La production en valeur de l'or est de 86,6 milliards de FCFA dont 80,2 milliards de FCFA (soit environ 137 millions \$ US) dans l'activité d'extraction et de 6,4 milliards de FCFA (soit environ 109 millions \$ US) dans l'orpaillage alluvionnaire. Les consommations intermédiaires sont évaluées à 12,7 milliards de FCFA (soit environ 22 millions \$ US). Ainsi, la valeur ajoutée dégagée par l'orpaillage est-elle de 73,9 milliards de FCFA (soit environ 126 millions \$ US).

La production annuelle de services de soutien (broyage/concassage) est estimée à 5,1 milliards de FCFA (soit environ 8,7 millions \$ US). Elle est répartie entre les services de broyage (2,6 milliards de FCFA) et de ceux de concassage (2,1 milliards de FCFA). Les consommations intermédiaires sont évaluées à 1,4 milliard de FCFA. La valeur ajoutée dégagée par l'activité de broyage/concassage est estimée à 3,7 milliards de FCFA.

## 4.5.2 La commercialisation de l'or : la renaissance du métier de « commerçants »

L'or obtenu est vendu sur place. Les acheteurs viennent d'Abidjan. Certains viennent juste acheter l'or et retournent chez eux. D'autres ont trouvé judicieux de s'installer à Hiré pour acheter l'or. D'autres encore, ceux-ci résidant à Hiré, se sont transformés en acheteurs d'or pour la circonstance. Dans tous les cas, la vente est facile. Selon les orpailleurs, l'or ne peut pas rester invendu par manque d'acheteurs. C'est justement l'une des raisons qui motivent les orpailleurs. Contrairement à l'agriculture et au commerce où il arrive que les produits ou la marchandise restent invendus faute d'acheteurs, l'or lui est vendu immédiatement. La demande étant forte, les acheteurs adoptent les attitudes concurrentielles qui consistent à fournir le matériel pour réduire la roche en poudre. D'autres se sont associés pour acheter le gîte de Bouakako et tout exploitant est tenu de leur vendre sa production. La vente se fait par pesée à l'aide d'une balance. Le prix du gramme d'or oscille sensiblement entre 8 500 et 9 000 FCFA (soit entre 14,5 et 15,4 \$ US). Le circuit utilisé par les orpailleurs est un circuit direct ce qui leur permet d'échapper aux règles en vigueur c'est-à-dire les taxes et autres frais. Cette situation crée donc une condition favorable et confortable d'exploitation et de vente de l'or à Hiré.

Dans la plupart des cas, l'or est vendu directement sur place à de petits acheteurs. On utilise des balances locales ainsi que des poids simples comme des pièces d'un FCFA et des allumettes. La plupart de ces acheteurs sont des agents qui agissent pour le compte de grands commerçants des villes. Ils font partie d'un réseau informel et international dont les ramifications s'étendent jusqu'aux grands centres de commerce (Grätz, 2002). Par l'offre d'avantages immédiats, ces commerçants en or font le lien entre la production locale et l'économie de marché globale. Ils essaient de fidéliser les orpailleurs comme clients en leur garantissant des prêts qui obligent ceux-ci à leur vendre leur production en priorité. Le besoin permanent en argent liquide oblige les orpailleurs à s'inscrire dans cette logique, renforçant ainsi le volume des activités commerciales.

La question du préfinancement est un facteur à prendre en considération si l'on veut comprendre le commerce de l'or. En général, il y a deux ou trois intermédiaires dans la chaîne entre les mineurs et les exportateurs. On pourrait décrire comme suit la chaîne d'approvisionnement habituelle dans les trois pays : les mineurs travaillent pour un propriétaire de site, qui vend leur production à des petits acheteurs qui exercent leurs activités près des sites miniers. Les petits acheteurs sont habituellement préfinancés par des négociants d'or plus importants, dans les grandes villes telles Ouagadougou et Bamako. Eux-mêmes sont habituellement préfinancés par des acteurs en aval, incluant des centres d'affinage tels que les Émirats arabes unis. Partout en Afrique, le commerce artisanal de l'or est basé sur un système de préfinancement. L'argent qui finance l'or va dans la direction opposée à celle de l'or. Le système fait en sorte qu'il est difficile pour les mineurs de fonctionner au sein du système légal, même s'ils le voulaient. De l'argent venu d'ailleurs paie leur équipement et leurs indemnités de subsistance quotidiennes et, en retour, leur production est déjà prépayée et leur route d'exportation prédéterminée par les négociants dans les capitales qui offrent un préfinancement pour les opérations. Le besoin d'un haut niveau de liquidités dans le secteur fait en sorte qu'un acheteur ou un exportateur d'or n'entrepose jamais de marchandises parce qu'il n'a pas de capital fixe pour conserver l'or. Son rôle est de jouer l'intermédiaire durant la transaction et de se garder une marge entre les petits acheteurs et les acheteurs étrangers. Les acheteurs et les exportateurs établis dans les plus grandes villes travaillent presque toujours avec une équipe de petits acheteurs et ils préfinancent leurs achats aux sites miniers. Au Mali, la majorité des négociants d'or à Bamako, de même que les propriétaires des sites, sont des Maliens; au Burkina Faso, ce sont des Burkinabés; tandis qu'en Côte d'Ivoire, ils proviennent du Mali ou du Burkina Faso. C'est habituellement à ce niveau que la contrebande apparaît. Des acheteurs burkinabés opèrent partout en Côte d'Ivoire particulièrement dans les principales régions d'exploitation minière telles que Bouaké, Katiola, Korogo et Doropo. Conséquemment, dans certaines régions minières comme Bouna, dans le nord de la Côte d'Ivoire, la production est vendue presque entièrement à des négociants à Ouagadougou.

Entre-temps, les acheteurs à Bouaké, au centre de la Côte d'Ivoire, préfèrent vendre leur or à de plus petits acheteurs du Mali. Ces acheteurs ne sont pas nécessairement rattachés à un site particulier, et ils achètent selon la production et selon leurs capacités financières, au nom d'un plus gros client dans les capitales. L'un d'eux, qu'on appelle « le Saoudien » à Bamako, a dit qu'il préfinance entre 30 et 40 entrepreneurs, achetant en moyenne 200 kg par mois, qu'il exporte ensuite à Dubaï. En plus de l'or, il achète aussi illégalement des diamants de la Guinée et de la Côte d'Ivoire. Ses exportations mensuelles — qui valent plus de 8 000 000 \$ US aux prix actuels — illustrent bien l'ampleur du commerce illicite dans les trois pays. Le manque de traçabilité de l'or des orpailleurs artisanaux expose le commerce légitime de l'or à une grave menace. La vulnérabilité est particulièrement aiguë à l'échelon des négociants d'or dans les capitales, le dernier maillon de la chaîne avant l'exportation à l'étranger. C'est ce qu'a démontré un négociant chevronné, qui a admis n'avoir aucune idée de l'endroit où ses acheteurs trouvent l'or qu'il exporte.

#### **4.5.3 Les revenus engrangés après la commercialisation : l'or, une rentabilité rapide et élevée**

Les revenus engrangés permettent d'avoir accès à tout un ensemble de biens de consommation symboliques du prestige et de la réussite sociale au niveau local. Cependant, l'orpaillage a aussi provoqué une inflation des prix des denrées alimentaires dans la plupart des zones rurales et villages comme en témoigne le secrétaire de l'association des jeunes du village de Agbaou : « Ici, on vendait le kg de viande de bœuf à 1000 fr. il y a trois ans. Mais maintenant il est à 2200 comme à Abidjan. L'igname dont le tas était à 500 fr. est montée à 2000 fr. Elle est trois fois moins chère à Dabakala qu'ici. ». La répartition des revenus selon la part moyenne en gramme d'or et le revenu moyen annuel d'un orpailleur est la suivante :

- le « creuseurs » gagne 4 grammes d'or par puits et 67 grammes d'or annuellement. Ils ont un revenu annuel de 1,4 million de FCFA (soit environ 2 400 \$ US);
- le chercheur gagne 24 grammes d'or par puits/dama et 221 grammes annuellement. À ce titre, il faut noter que le chercheur a un revenu annuel de 4,4 millions de FCFA;

- le financier gagne en moyenne 8 grammes d'or et a annuellement 122 grammes d'or. Toutefois, il a un revenu annuel de 2,4 millions de FCFA;
- le fonceur et le tireur ont respectivement 13 et 17 grammes d'or par puits/dama. Ils ont annuellement des revenus respectifs de 2,0 millions et 2,3 millions de FCFA;
- le responsable de puits ou le représentant peut gagner 18 grammes d'or par puits/dama et 140 grammes d'or annuellement. Ceci correspond à un revenu annuel de 2,8 millions FCFA, montrant que le responsable de puits occupe une part significative dans la répartition;
- le « propriétaire de la terre » peut obtenir par dama et annuellement les quantités respectives de 22 grammes et 129 grammes d'or. Il peut se retrouver annuellement avec un revenu de 2,5 millions de FCFA.

Contrairement aux activités agricoles, l'orpaillage permet aux acteurs d'avoir rapidement de l'argent. C'est ce qui d'ailleurs motive une grande partie de

la population (46,66 %) qui se rue sur les sites d'orpaillage. En effet, pour chaque type ou méthode d'exploitation, l'or est recueilli sur place le même jour ou 2 jours après. Pour l'exploitation souterraine de Bouakako par exemple, la production est vendue sur place le soir même de la production. Pour les autres types d'exploitation, l'or est obtenu soit le lendemain de l'exploitation ou encore deux jours après. Le traitement final qui permet d'obtenir l'or se fait selon le gré de l'exploitation. Il y a des orpailleurs qui collectent le sable fin ou sédiment (obtenu après lavage) ou encore les roches possédant des paillettes d'or et les traitent de façon définitive en temps voulu. Selon les orpailleurs, le fait d'avoir en un temps record de l'or à vendre et par conséquent avoir de l'argent justifie leur choix pour cette activité. Par ailleurs, le témoignage des orpailleurs révèle que le sol de Hiré serait plus dense en or et que cet or aurait une masse volumique plus élevée que les autres localités telles Agbaou, Kokoumbo... C'est d'ailleurs pourquoi des orpailleurs de profession se sont déplacés de différentes régions pour se rendre sur les sites de Hiré. Le rendement journalier dépend du type d'exploitation.

Type d'exploitation	Rendement journalier moyen
Lavage à la batée	4 - 5 g
À travers les roches	0,5 - 1g
Lavage simple	0,5 - 1g
Recherche souterraine	10-11g

Tableau 2 – Le rendement journalier moyen selon le type d'exploitation  
Source : Données d'enquête 2018

Notons que le rendement n'est pas fixe. Il peut arriver des jours où l'orpailleur ne trouve pas d'or ou encore une faible quantité. D'autres jours encore, l'orpailleur peut obtenir une quantité très importante. La question de chance est donc considérée. Il faut aussi préciser les considérations métaphysiques et les pratiques religieuses qui ont cours sur les sites. De l'avis général des orpailleurs, l'or est habité par des esprits, c'est pourquoi son exploitation exige des rites et des sacrifices. Ainsi, sur le site d'Assayé, certains orpailleurs exigent qu'on se déchausse sous prétexte que la chaussure ferait fuir l'or. Mais tous les orpailleurs ne croient pas à cette pratique. Sur le site de Djangobo, le sacrifice d'un bœuf est demandé. Selon les orpailleurs, l'absence ou la non-exécution de ce sacrifice serait la cause des fréquents accidents sur ce site. À Bouakako

également les propriétaires de terre demandent aux orpailleurs de fournir un bœuf plus un bouc pour un sacrifice sur le site afin de demander le pardon et la faveur des esprits pour éviter les accidents et aussi que l'or se laisse trouver. Jusqu'à ce que nous quittions le site, seul le sacrifice du bouc a été exécuté. On comprend combien l'exploitation de l'or est importante pour les orpailleurs, alors qu'ils sont même prêts à faire des sacrifices pour assurer la survie de leur activité.

---

## **4.6 Les impacts sociaux de l'orpaillage**

### **4.6.1 Assurance maladie en miniature**

Les mineurs paient une cotisation à des leveurs de fonds pour les situations d'urgence. Les entrepreneurs miniers, les chefs d'équipe et les commerçants qui ont le mieux réussi sont supposés contribuer plus que les autres, en payant, par exemple, les soins d'un travailleur malade ou en finançant une cérémonie importante, ce qui limite leur accumulation directe et, en cela, mérite d'être souligné.

### **4.6.2 Esquisse de développement communautaire**

Contrairement aux sociétés d'extraction minières qui n'ont pas encore dédommagé les populations pour l'utilisation de leurs terres, les mineurs artisanaux paient aux communautés diverses contributions en espèces ou en nature. Les mineurs les considèrent souvent comme des taxes, même si elles sont partiellement redistribuées durant les festivités ou aident à améliorer les infrastructures communautaires comme les écoles, les centres de soin, les églises, etc., qui sont ouverts à tous. Cet avantage est tout à fait significatif pour des communautés de mineurs installées à proximité, voire à l'intérieur même des villages. Mais, même dans un camp minier plus isolé, la solidarité se met en place de multiples façons.

## **4.7 Les impacts environnementaux de l'orpaillage**

### **4.7.1 Dégradation des sols et des terres cultivables**

La dégradation des sols par les activités d'orpaillage est le plus visible d'un point de vue environnemental. Le couvert végétal des sites est dégradé par l'action des fouilles. Les orpailleurs dégagent la végétation avant de creuser la terre. Dans cette logique, toutes les herbes et les arbres sont coupés. Ainsi, les sites d'orpaillage sont des terrains rendus nus sur des centaines de mètres. Les trous creusés par les orpailleurs, les pierres infertiles en or rejetées à la surface rendent les sites irrécupérables pour l'agriculture. Dans un premier temps, les trous rendent les sites d'accès dangereux et dans un second temps, ils compromettent l'usage de ces sites pour une activité agricole. Les champs proches des

sites d'exploitation sont quotidiennement détruits par l'action des orpailleurs. La dégradation des terres cultivables a conduit à un déclin de la production de bois et de l'agriculture. Ce qui s'avère particulièrement problématique pour le droit à l'alimentation des communautés. Les activités minières et l'utilisation du cyanure pour l'extraction de l'or ont pollué les ressources en eau potable des communautés, donnant à l'eau une teinte rouge.

## **4.8 Les risques liés à l'activité de l'orpaillage**

### **4.8.1 Les risques sanitaires**

Les effets délétères de l'orpaillage sont nombreux. Ils sont pour la plupart liés à l'hygiène des sites d'exploitation et la poudre de poussière dégagée par la pierre pilée. Les orpailleurs les plus exposés sont ceux qui pratiquent le lavage simple, le lavage à la batée et le broyage des pierres. Dans le cas du lavage simple et le lavage à la batée, la présence des orpailleurs dans l'eau insalubre tout le temps de leur activité est un risque potentiel d'infections. Ils sont vulnérables à plusieurs maladies cutanées et sexuelles à court et à long terme. Pour ceux qui broient les pierres, ils sont exposés à des infections cérébrales. Selon le médecin de la ville, environ 35 % des consultations ont un rapport direct avec l'orpaillage. Il s'agit des maladies comme la bilharziose, les infections vaginales, la fièvre typhoïde, les infections cutanées, la méningite, etc. Au-delà de ces maladies, les orpailleurs sont exposés à d'autres maladies liées à l'intoxication au mercure. Même si nous n'avons pas mené des études poussées de cause à effet, des études produites ailleurs montrent que les inconvénients sanitaires de l'orpaillage sont inquiétants (Richard, Moher, Telmer, 2014). Il est à noter que les nappes phréatiques sont également polluées par le cyanure et le mercure utilisés pour purifier le minerai. Ces contaminations entraînent des cas de paralysie, de cécité et de nombreuses fausses couches.

### **4.8.2 Les risques d'accident**

Les accidents sont légion sur les différents sites d'orpaillage enquêtés. Ces accidents partent des plus bénins aux plus graves, aboutissant parfois à la mort. Les accidents les plus fréquents sont causés par des éboulements et par des particules de roche qui sautent lors du concassement du broyage des

roches et qui entraînent le plus souvent des blessures graves chez les mineurs.

## 5. Discussions

### 5.1 Transmigration des orpailleurs

Les orpailleurs migrants établissent des campements miniers, faits de tentes, de huttes et d'appendices en paille, ou bien vivent à proximité des bassins d'exploitation dans des maisons louées ou bâties par eux-mêmes. Ces sites d'orpaillage sont dispersés régionalement et ils représentent les points d'ancrage d'un microsystème économique. Dans tous les cas, le nombre des orpailleurs se réduit de manière importante durant la saison agricole et augmente considérablement durant la saison sèche. Il peut aussi varier durant les périodes de festivités ou d'obligations religieuses. Les pluies et l'assèchement des rivières peuvent également entraîner l'arrêt provisoire de l'orpaillage. Les professionnels quittent le site en premier, si de nouveaux gisements promettant d'être plus rentables sont identifiés dans d'autres régions. Ils « transplantent » alors leur camp. Un petit nombre d'orpailleurs reste dans le camp qui se vide, et les habitants des villages avoisinants continuent généralement l'orpaillage pendant la saison sèche. Cette transmigration permanente des pionniers-orpailleurs est accompagnée d'une diffusion des normes de l'orpaillage. Elle produit de nouveaux circuits économiques et génère une prolifération des compétences, des ressources monétaires et du savoir. Les règles fondamentales sont ensuite appropriées par quelques orpailleurs autochtones.

### 5.2 Les défis liés à l'orpaillage traditionnel

En Côte d'Ivoire, les activités minières se traduisent par des risques et dangers multiples pour l'environnement, l'agriculture et le bien-être des populations locales. Les travaux d'exploration et d'exploitation minière aboutissent à des destructions massives de zones forestières et de réserves fauniques, à l'érosion des sols, à une augmentation de la production des déchets, et à la pollution de l'air et de l'eau. Les activités minières menacent également les espèces rares et endémiques et les plantes médicinales, et contribuent à chasser les animaux de la zone de déboisement.

Le secteur minier est extrêmement vulnérable aux crises politiques et à l'instabilité, et le conflit ivoirien a eu de lourdes conséquences sur le secteur à travers la destruction d'infrastructures minières, la perte d'emplois et la baisse de la productivité. De nombreuses attaques contre des mines en exploitation (Ity, Séguéla, Tortiya, etc. L'attaque de la mine d'Angovia par des bandits en 2006 a causé la mort d'un gendarme), des vols de produits miniers (or, diamants, etc.) et la destruction d'usines et d'unité de production (notamment à Ity) ont été enregistrées. En outre, de nombreux mineurs clandestins ont profité de cette période de conflit pour piller les mines industrielles accessibles et la plupart des sites d'extraction artisanale ont été abandonnés à travers le pays à cause du climat d'insécurité.

Les conséquences sociales du secteur minier en Côte d'Ivoire incluent des effets néfastes sur la santé des populations locales, une pression accrue sur les terres cultivables, des tensions entre les populations riveraines et les exploitants. Il existe un risque important de propagation d'infections telles que le VIH/SIDA, en particulier pour les populations des localités hôtes, ou de développer des affections respiratoires et ophtalmologiques, causées notamment par le soulèvement des poussières et le dégagement des odeurs issues de la lixiviation en tas du minerai traité aux cyanures par arrosage. La pollution de l'eau en raison des déchets toxiques contenant du cyanure, du sulfure d'hydrogène et d'autres éléments a causé la mort de 20 personnes durant la période de crise dans la zone sous contrôle rebelle.

La qualité informelle de l'exploitation artisanale des mines se traduit par un manque de contrôle des activités, dont l'impact peut être considérable. Depuis 2002, on observe une absence de suivi et de contrôle notable dans ce secteur, pour ce qui est de l'activité des orpailleurs. Le travail entièrement manuel dans des conditions extrêmement difficiles crée de nombreux risques d'accident. Dans les mines artisanales d'or et de diamant (Kokumbo, Séguéla et Tortiya), de nombreux exploitants clandestins ont souvent trouvé la mort dans les galeries souterraines à cause des éboulements et des glissements de terrain. Pourtant, à part des cas de maladie (paludisme, infections ORL, allergies, etc.) dont les ouvriers sont souvent victimes, aucun cas de décès dans les mines n'a encore été officiellement signalé. De plus, les mineurs vivent souvent au

cœur des forêts dans des zones dépourvues de centre de santé ou de personnel médical expérimenté, et où ils peuvent être victimes d'attaques à main armée par des bandits et/ou des rebelles. Par ailleurs, la recherche de pépites entre les racines de certaines plantes donne lieu à une dégradation importante des terres, exacerbée par les fréquents changements de sites par les orpailleurs en perpétuelle recherche de meilleurs gisements.

L'exploitation artisanale est freinée par la vétusté de l'équipement des orpailleurs traditionnels et leur manque d'encadrement. Enfin, la Côte d'Ivoire ne possède pas assez de moyens pour effectuer la cartographie géologique et minière de son territoire. Une meilleure connaissance des potentialités minières du sol et sous-sol, grâce à une cartographie géologique, minière et géophysique, accompagnée de la mise en place de procédures fiables pour les activités minières, permettrait au secteur d'augmenter sa contribution au développement socioéconomique du pays, tout en limitant ses impacts négatifs sur l'environnement et la santé des populations.

## Conclusion

Des différents constats et analyses, il est ressorti que dans la plupart des zones rurales du pays, toutes les activités économiques, sociales et environnementales sont influencées par la pratique de l'orpaillage. Cette activité a fini par changer la configuration socioéconomique et environnementale des différentes régions. En effet, les plus grands regroupements humains dans toutes les régions où cette activité existe sont les sites d'orpaillage où se côtoient plusieurs nationalités. L'orpaillage est donc en train de détrôner la « cacao-culture » de ce point de vue. Ainsi, ces différentes régions sont devenues des zones attrayantes pour les grands investisseurs miniers du monde, mais aussi pour les grands commerçants d'or de la sous-région.

L'orpaillage constitue l'un des vecteurs essentiels de la croissance de ces régions. Il contribue de façon notable au bien-être de la population.

En 2017, l'orpaillage a généré d'une part près de 73,9 milliards de FCFA (soit environ 126 millions \$ US) dans l'activité d'orpaillage et d'autre part 3,7 milliards de FCFA (soit environ 6 millions \$ US) dans celle du broyage/concassage. Malgré cette manne financière, les zones d'orpaillage artisanal restent des régions pauvres. Par ailleurs, il est constaté que les fruits de la croissance régionale sont mal redistribués. Le nombre d'Ivoiriens travaillant de façon directe dans l'orpaillage est inférieur à l'effectif des non-Ivoiriens. Seuls 4 Ivoiriens sur 10 exercent dans le sous-secteur. D'importantes sommes d'argent sont ainsi transférées à l'étranger. Aujourd'hui, l'enjeu principal reste une répartition inclusive de la croissance tirée de l'orpaillage à toute la population de la zone d'étude.

Dans un autre volet, la forte croissance démographique, conjuguée à la forte pression sur les ressources environnementales, conduira de façon inexorable à la rupture de l'équilibre naturel du milieu si la tendance n'est pas inversée. Les activités minières ont des effets directs sur le renchérissement de la vie dans la zone d'étude. L'orpaillage devient de plus en plus mécanisé avec l'utilisation de détecteurs de métaux, de concasseurs, broyeurs motorisés et de produits chimiques dangereux. Une meilleure compréhension et une plus grande collaboration entre les différents partenaires seraient souhaitables. La recherche d'une prospérité mutuelle entre les populations, les minières et les différentes autorités gouvernementales seraient bénéfiques à tous et contribueraient à enrayer les activités illégitimes auxquelles s'adonnent ceux qui se sentent laissés pour compte dans l'accès à l'enrichissement collectif.

## NOTES

- 1 Banque Mondiale, juin 2013, Côte d'Ivoire – Zone industrielles : Besoins et Perspectives, Rapport Abidjan; ONUDI, octobre 2012, Nouvelle Politique Industrielle de la République de Côte d'Ivoire. Phase I : Diagnostic du secteur industriel et du cadre institutionnel.
- 2 Ville située à l'ouest du pays aux environs de la frontière avec le Liberia
- 3 Village situé dans le département de Hiré
- 4 Ville située au sud-ouest de la Côte d'Ivoire
- 5 Village situé au nord de la Côte d'Ivoire dans la sous-préfecture de Tengrela.
- 6 Ville située dans la banlieue d'Abidjan
- 7 Ministère de l'Industrie et des Mines (année). Quel document? Repéré à [www.industrie.gouv.ci](http://www.industrie.gouv.ci).



- 8 Bien que les marchés de l'extraction minière illégale continuent à évoluer.
- 9 La batée est un instrument conique en forme de chapeau chinois. C'est un moyen très efficace pour découvrir des paillettes et des pépites en milieu aurifère. L'avantage de la batée réside dans sa faculté à être transporté partout. Le chercheur d'or se rendant parfois dans des zones reculées, préférera d'abord utiliser la batée avant d'apporter sur le terrain toutes les grandes pièces d'équipements. Généralement, si les premiers essais à la batée sont positifs et qu'on découvre plusieurs échantillons de grandes valeurs, on amènera à cet endroit un équipement de production plus important pour travailler le sol et ainsi trouver davantage d'or. L'utilisation de la batée est assez basique et simple à comprendre. Par exemple lorsqu'il s'agit de l'extraction de l'or dans une rivière et lorsque l'on veut utiliser le lavage à la batée, il faut dans un premier temps comprendre comment la rivière arrive à concentrer l'or au même endroit, quels sont les mouvements que la rivière impose à l'or pour qu'il se dépose à des endroits précis. L'orpailleur place ainsi dans la batée un tas de roches, cailloux, sables qu'il aura prélevés dans l'eau ou à proximité de celle-ci. Il secoue la batée dans un mouvement de gauche à droite sous l'eau pour provoquer l'or. Ce qui est plus léger, et donc sans valeur, sera remonté et ensuite éjecté de la batée par le mouvement de gauche à droite. Le processus d'agitation et de balayage sera répété jusqu'à ce qu'il ne reste que les matériaux les plus lourds dans la batée, à savoir, l'or et le sable noir. Sur le terrain, chaque orpailleur a son propre style pour secouer, agiter, balayer avec la batée. Chaque orpailleur développe sa technique pour obtenir les meilleurs résultats.

## RÉFÉRENCES

- Conseil de Sécurité des Nations Unies (2014). *Rapport final du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire établi en application du paragraphe 27 de la résolution 2153 (2014) du Conseil de sécurité*. Repéré à [http://www.reseau-rafal.org/sites/reseaurafal.org/files/document/externes/ONU %20Rapport %20experts %20Cote %20d %27Ivoire %20avril %202015.pdf](http://www.reseau-rafal.org/sites/reseaurafal.org/files/document/externes/ONU%20Rapport%20experts%20Cote%20d%27Ivoire%20avril%202015.pdf).
- Ford, T. (10 février 2014). Ivory Coast joins the African gold rush – but it's no quick fix for the economy. *The Guardian*. Repéré à [www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2014/feb/10/ivory-coast-joins-africa-gold-rush-economy](http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2014/feb/10/ivory-coast-joins-africa-gold-rush-economy)
- Grätz, T. (2002). *Gold Mining Communities in Northern Benin as Semi-Autonomous Social Fields*. Halle, Saale: Max Planck Institute for Social Anthropology.
- Hatcher, P. (2002). *La troisième génération des codes miniers en Afrique*. Paris, France: Hachette.
- Hunter, M. (2017). *The artisanal and small-scale gold mining sector, étude de cas pour l'OCDE / la BAD, Flux financiers illicites - l'économie du commerce illicite en Afrique de l'Ouest*. Paris, France: OCDE.
- Jasmamie, C. (juillet 2014). *Randgold hoping for major discovery in Ivory Coast*. Repéré à Mining.com
- Leblanc, J. (juin 2005). *Les déplacements de populations dus à des projets miniers en Afrique subsaharienne : Contraintes structurelles à la prévention des risques d'appauvrissement*. Paris, France: Points.
- Minerals Yearbook, (2012). *Côte d'Ivoire Advance Release*. U.S. ecological Survey. Repéré à [minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2012/myb3-2012-iv.pdf](http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/country/2012/myb3-2012-iv.pdf).
- Nash, J. (1993). *We eat the Mines and the Mines eat us. Dependency and Exploitation in Bolivian Tin Mines*. New York, US: Columbia University Press.
- Niangoran-Bouah, G. (1978). Idéologie de l'or chez les Akan de Côte d'Ivoire et du Ghana. *Journal des africanistes*. 48(1), 127-140. Repéré à [http://www.persee.fr/doc/jafr\\_0399-0346\\_1978\\_num\\_48\\_1\\_1808](http://www.persee.fr/doc/jafr_0399-0346_1978_num_48_1_1808)
- Nowak, M. (2006). *Enjeux des nouvelles réglementations minières en Afrique*. New York, US: Gama.
- ONUDDC (2011). *Criminalité organisée et instabilité en Afrique centrale : une évaluation des menaces*. Vienne, AT: Nations Unies.
- Ribier-Tourniaire, L. (Janvier 2012). *Impacts des activités minières sur les ressources en eau en Afrique de l'Ouest : Cas des mines aurifères*, AgroParisTech-ENGREF-CCRE CEDEAO
- Schneider, K. (1990). Das Gold der Lobi. Aspekte historischer und ethnologischer interpretation. *Paideuma*, 36, 277-290.
- Richard M., Moher P., et Telmer K. (2014). *Problèmes de santé liés à l'orpaillage et à l'exploitation minière artisanale : Formation pour professionnels de la santé*. Repéré à [http://www.artisanalgold.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/01/Health\\_Training\\_Oct2014\\_version1.0\\_fr\\_lowQ.pdf](http://www.artisanalgold.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/01/Health_Training_Oct2014_version1.0_fr_lowQ.pdf)
- Taussig, M. (1980). *The Devil and Commodity Fetishism in South America*. Chapel Hill, US: University of North Carolina Press.



# BACCALAURÉAT

## EN SCIENCES COMPTABLES

Les étudiants de l'UQAC se démarquent année après année par leurs résultats exceptionnels aux examens des comptables professionnels agréés (CPA) du Québec. Ces performances, qui confirment la place de l'UQAC parmi l'élite au Québec, sont attribuables à la rigueur des programmes en sciences comptables offerts, à l'implication exceptionnelle des professeurs et chargés de cours et à la qualité de l'encadrement fourni aux étudiants.

[programmes.uqac.ca/7766](http://programmes.uqac.ca/7766)

UQAC

# Les villes moyennes périphériques à l'épreuve des tendances économiques et démographiques. L'exemple de Saguenay

Martin Simard<sup>a</sup>

**RÉSUMÉ.** Malgré son poids démographique non négligeable, Saguenay constitue une région métropolitaine de recensement (RMR) plutôt modeste parmi les 33 RMR canadiennes. De plus, à l'instar de Sudbury ou de Thunder Bay, Saguenay est localisée en périphérie des grands corridors urbano-industriels et sa population stagne ou décline au gré des recensements. Dans ce contexte, quel est l'avenir des villes moyennes situées aux marges de l'écoumène, comme Saguenay? Comment accueillir des immigrants dans un environnement social homogène? Faut-il appréhender un clivage progressif des besoins et des opportunités entre les villes moyennes de l'arrière-pays et les grandes métropoles? Nous tenterons de répondre à ces diverses interrogations.

**ABSTRACT.** Despite its significant demographic importance, the Saguenay region is a rather small census metropolitan area (CMA) among the 33 Canadian CMAs. Like Sudbury or Thunder Bay, Saguenay is located at the periphery of major urban-industrial corridors and its population stagnates or declines from one census to another. In this context, what is the future of the mid-sized cities located at the edge of the ecumene, such as the Saguenay region? How do you take in immigrants in a generally homogeneous social environment? Will there be a gradual divide between the mid-sized cities of the hinterland and the large metropolitan areas? We will attempt to address these important issues.

Saguenay est une région métropolitaine de recensement (RMR) de 160 000 habitants. Selon cette catégorisation de Statistique Canada, il s'agirait de la 5<sup>e</sup> zone urbaine fonctionnelle en importance au Québec et de la 26<sup>e</sup> au Canada. Malgré son poids démographique non négligeable, Saguenay et son voisinage immédiat forment une ville moyenne plutôt modeste si on la compare à la majorité des RMR canadiennes. À l'instar de régions métropolitaines telles que Sudbury, Thunder Bay ou Saint-John, Saguenay est localisée en périphérie des grands corridors urbains et industriels et sa population stagne ou décline au gré des recensements.

Ce phénomène de déclin relatif est associé à son économie peu diversifiée s'appuyant essentiellement sur les ressources naturelles ainsi qu'à sa difficulté à attirer des immigrants. En effet, Saguenay est la région métropolitaine la plus homogène au Canada avec plus de 98 % de francophones. La présence de grandes entreprises anglo-saxonnes (Price brothers et Alcoa), au cours du XIX<sup>e</sup> et

XX<sup>e</sup> siècles, de même que les grands chantiers industriels ou hydroélectriques ou la base militaire de Bagotville n'ont pas réussi à attirer et à maintenir à long terme des populations importantes d'origines diverses.

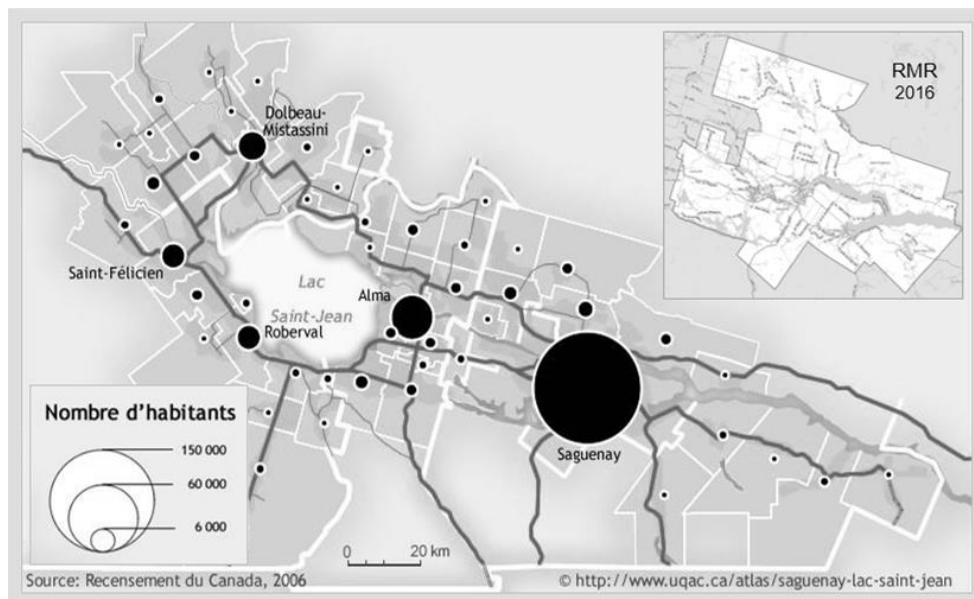
Dans ce contexte, notre article vise à dresser un portrait de l'agglomération de Saguenay, notamment sur les plans économique, démographique et urbanistique. Après une mise en exergue de son rôle de pôle régional, différentes interrogations seront abordées : quel est l'avenir des villes moyennes situées aux marges de l'écoumène, comme Saguenay? Comment accueillir des immigrants dans un environnement social très homogène? Faut-il appréhender un clivage progressif des besoins et des opportunités entre ces villes moyennes de l'arrière-pays et les grandes métropoles telles que Montréal? Nous tenterons de répondre à ces interrogations à l'aide d'informations documentaires et de quelques traitements statistiques et cartographiques.

<sup>a</sup> Professeur, membre du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT), Université du Québec à Chicoutimi

## 1. Saguenay : un pôle régional et une agglomération polycentrique

Saguenay est le pôle incontesté de la région administrative du Saguenay–Lac-Saint-Jean. En fait, il s’agit de la seule agglomération québécoise de plus de 100 000 habitants localisée en-dehors de la

vallée du Saint-Laurent. Ainsi, plus de 50 % de la population régionale habite à Saguenay (voir la figure 1). Si on utilise les limites de la région métropolitaine de recensement (RMR) définies par Statistique Canada en 2016, c’est près de 60 % des Sagamiens<sup>1</sup> qui se retrouvent intégrés à l’unité socioéconomique de Saguenay<sup>2</sup>.



Ville industrielle et centre important de services publics et commerciaux, Saguenay paraît plutôt active et prospère aux yeux des habitants de municipalités rurales souvent dévitalisées situées à relative proximité. Elle vit néanmoins des difficultés structurelles qui soulèvent des inquiétudes pour l’avenir. D’une part, la modernisation des usines a fait diminuer le nombre d’emplois industriels. D’autre part, la mobilisation en faveur d’initiatives économiques innovantes est également laborieuse, les élites politiques locales ayant longtemps favorisé le *statu quo*, c’est-à-dire la prospection de grands projets industriels plutôt le développement de PME ou la mise en place de filières à fortes composantes technologiques (Proulx, 2007). Nous reviendrons à cet aspect ultérieurement.

En matière d’organisation spatiale, Saguenay a toujours été très éclatée. Pour une large part, cela provient de son histoire et de son cadre physique (relief et hydrographie). Dès les années 1950, on parle de conurbation pour décrire les villes jumelles de Chicoutimi et Jonquière (Cimon, 1958). Pour sa

part, le géographe Louis-Marie Bouchard décrit le Haut-Saguenay comme ceci, dans les années 1970 :

« ... [un ensemble] de villes autonomes ayant eu une origine différente mais qui, à un moment donné, ont accentué leurs relations, ont établi des liens étroits d’interdépendance et sont parvenues aujourd’hui à constituer un tout organique qui n’empêche pas chacune d’elles de garder son individualité » (1973, p. 21).

Cette urbanité diffuse entrecoupée d’espaces agricoles, qui s’est accrue depuis cette époque, est fortement marquée par l’étalement urbain qui ceinture les noyaux historiques de l’agglomération et « colonise » les espaces ruraux environnants. Il est ardu de s’y déplacer autrement qu’en voiture nonobstant l’existence de transports en commun. De plus, il n’y a pas véritablement de centre des affaires<sup>3</sup>. Les centres-villes de Chicoutimi et de Jonquière étant d’envergure plutôt modeste, tout en étant en compétition avec les artères commerciales périurbaines, en particulier le boulevard Talbot (voir la figure 2).

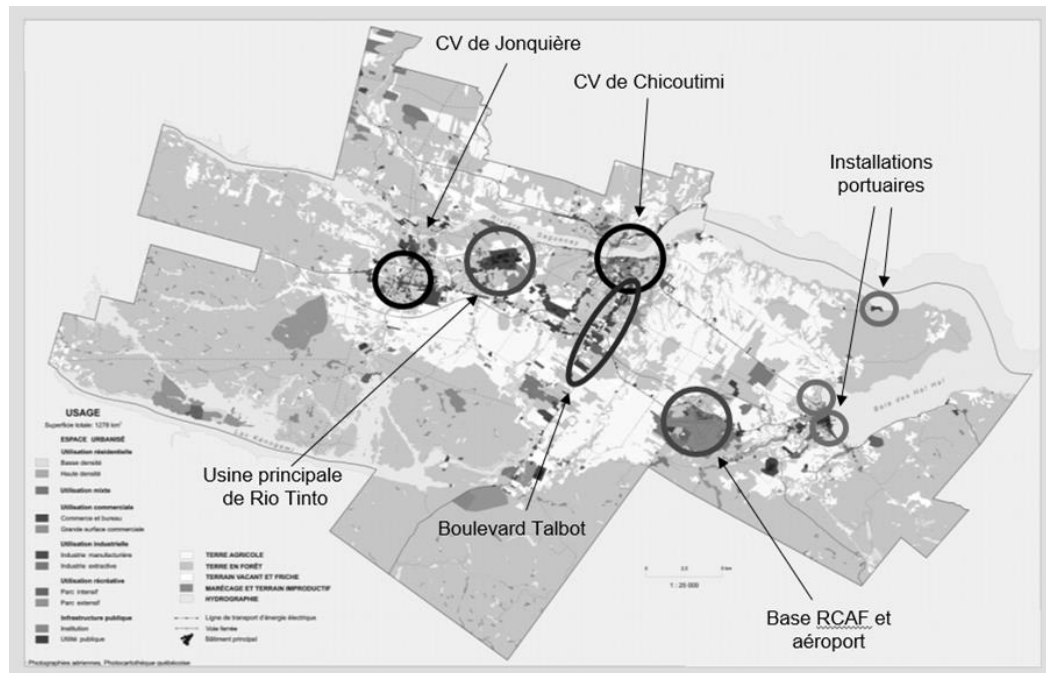


Figure 2 – Utilisation du sol, secteurs fonctionnels et grands équipements  
Source : Atlas électronique du Saguenay-Lac-St-Jean, 2018b – ajouts de M. Simard

En conséquence, faire de cette zone urbaine polycentrique une ville durable constitue un défi de taille pour les urbanistes. En outre, les citoyens adhèrent en masse à l'idéal combiné de l'habitat pavillonnaire, de la camionnette et de la consommation ostentatoire. On peut parler de royaume du bungalow avec 75 % des ménages vivant dans un logement individuel (Société canadienne d'hypothèques et de logement - SCHL, 2018). Par ailleurs, les terres à construire sont disponibles à distance raisonnable et à faible coûts, ce qui rend l'idée d'une ville plus compacte façonnée pour la marche ou le vélo des plus saugrenues pour la majorité des citoyens<sup>4</sup>.

Sur le plan administratif<sup>5</sup>, la Ville de Saguenay est issue de deux phases distinctes de regroupements municipaux qui ont progressivement réunies une vingtaine d'entités municipales en une seule (Simard et Goulet, 2005). La première phase a eu lieu en 1975 et 1976. Trois principales municipalités ont alors émergé : Jonquière (Jonquière, Arvida, Kénogami et Saint-Dominique-de-Jonquière), Chicoutimi (Chicoutimi, la paroisse de Chicoutimi, Chicoutimi-Nord et Rivière-du-Moulin) et La Baie (Bagotville, Paroisse de Bagotville, Grande-Baie et Port-Alfred). La deuxième phase a eu lieu en 2001 et 2002, le gouvernement du Québec adopte à ce

moment le décret (841-2001) qui crée officiellement la Ville de Saguenay (Chicoutimi, Jonquière, La Baie, Canton-Tremblay<sup>6</sup>, Lac-Kénogami, Laterrière et Shipshaw)<sup>7</sup>.

Incidemment, la Ville de Saguenay est divisée en trois arrondissements portant le nom des trois principales Villes fusionnées, mais englobant les anciennes municipalités rurales adjacentes. Toutefois, ces arrondissements ont moins de pouvoir qu'à Québec et, surtout, qu'à Montréal. Saguenay dispose également de certaines compétences des Municipalités régionales de comté (MRC), comme 13 autres villes regroupées au Québec. Depuis 2002, la MRC du Fjord-du-Saguenay se retrouve à former une espèce de beigne composée de milieux ruraux entourant la Ville de Saguenay, sur les deux rives du fjord. Le siège administratif de la MRC est maintenant situé à Saint-Honoré. Celle-ci tire notamment des revenus de ses vastes territoires non-organisés<sup>8</sup>.

En plus de sa forme polycentrique et étalée, Saguenay présente trois particularités urbanistiques, selon nous. Tout d'abord, on remarque un site géographique riche et varié caractérisé par les plans d'eau, les dénivellations et les réseaux de ravins. Ce site est soumis aux risques naturels comme le démontre le

glissement de terrain meurtrier de Saint-Jean-Vianney, en 1971, et les impressionnantes inondations de 1996, communément qualifiées de *déluge*! En deuxième lieu, Saguenay se démarque par la présence sur son territoire de trois anciennes villes de compagnie planifiées selon des plans urbains originaux (voir la figure 3), c'est-à-dire Kénogami (1912), Port-Alfred (1916) et Arvida (1926).

Cette dernière, qui est la plus imposante, s'inspire du courant esthétique et hygiéniste appelé *City beautiful* (Morisset, 1998). Il s'agit depuis peu d'un site

patrimonial inscrit au répertoire du patrimoine culturel du Québec, le seul site de ce type dans la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean (Pedneault, 2018)<sup>9</sup>. Troisièmement, de nombreux bâtiments d'architecture moderne ont été érigés à Saguenay, que ce soit des églises, des édifices institutionnels ou des résidences individuelles. Cela découle notamment de l'influence des célèbres architectes québécois Paul-Marie Côté et Léonce Desgagné, lesquels ont exercé leur art dans les années 1950 et 1960 (Morisset, 2004).



Figure 3 – « Quartier des Anglais » à Kénogami (Arrondissement de Jonquière)  
Source : Martin Simard

## 2. Les tendances économique, démographiques et urbanistiques

Tel que mentionné précédemment, la base économique de Saguenay et de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est associée aux ressources naturelles, notamment à la production d'aluminium et à la forêt. L'industrie forestière subit une crise plus ou moins chronique depuis environ une vingtaine d'années. Par exemple, la fermeture en 2003 de l'usine de papiers de l'Abitibi-Consolidated à La Baie a éliminé près de 700 emplois (voir la figure 4). De son côté, l'industrie de l'aluminium reste assez « robuste » avec des complexes industriels dans chacun des arrondissements. Cependant, le nombre d'emploi a été réduit de moitié depuis 30 ans.

En effet, ce processus peu visible se réalise par attrition avec en toile de fond le développement des

technologies et l'automatisation de la production. Proulx souligne ce phénomène en parlant de paradoxe :

« [la] production d'aluminium primaire a doublé (de 450 000 à plus d'un million de tonnes/année) alors que l'emploi direct associé a diminué de 66 %, soit de 9 270 emplois en 1980 à autour de 3 100 emplois en 2015 » (2017).

S'agit-il d'une économie d'une autre époque à l'heure de l'innovation, des technologies et de l'économie du savoir? Quelle que soit la réponse à cette question, les efforts de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> transformations de l'aluminium et de diversification de l'économie donnent peu de résultats, jusqu'à maintenant. L'université, le développement commercial et les services de santé offrent des emplois intéressants

mais le rêve des grands projets industriels demeure vivace malgré la montée de voix discordantes préoccupées par l'environnement (Simard et Blackburn, 2018). Actuellement, des projets miniers et

gazières sont à l'étude, ce qui occasionnerait une expansion des installations portuaires de Grande-Anse et un nombre significatif de nouveaux emplois (Munger, 2019).



Figure 4 – Démolition de l'usine de l'Abitibi-Consolidated en 2006 (Arrondissement de La Baie)  
Source : Martin Simard

Ce contexte économique plutôt stagnant a eu des répercussions sur la démographie<sup>10</sup>. La figure 5 montre que les populations de la Ville et de la RMR de Saguenay ont décliné entre 1991 et 2016, quoique dans une proportion moindre que la décroissance enregistrée à l'échelle de la région administrative pour la même période<sup>11</sup>. Une analyse des

recensements sur une base quinquennale illustre que des baisses importantes ont été observées dans les années 1990, mais que la situation s'est redressée à partir de 2006. Au final, les populations de la Ville et de la RMR demeurent légèrement plus basses en 2016 qu'en 1991, malgré la hausse de 1,5 % de la population de la RMR entre 2011 et 2016.

	Population 1991	Population 2001	Population 2016
<b>Saguenay (Ville)<sup>1</sup></b>	151 197	145 172	145 949
<b>Saguenay (RMR)<sup>2</sup></b>	162 889	157 233	160 980
1. Territoire constant sur la base de la fusion de 2001 (incluant tout le Canton-Tremblay)			
2. Territoire constant sur la base de la RMR de 2016			

Figure 5 – Évolution des populations de la Ville et de la RMR de Saguenay entre 1991 et 2016  
Source : Statistique Canada, 1992, 2002 et 2017

La décroissance démographique est largement attribuable au phénomène de la migration des jeunes. En effet, le solde migratoire négatif des diverses cohortes de jeunes a atteint des proportions considérables dans les années 1990 et au début des années 2000 dans les villes et régions périphériques du Québec (Gauthier et al., 2006). Le tableau 6 indique d'ailleurs que le pourcentage de

jeunes de 15 à 34 ans est inférieur à Saguenay par rapport aux trois autres RMR de taille semblable au Québec, lesquelles sont localisées dans des régions centrales ou intermédiaires. Le tableau serait probablement plus sombre pour Saguenay n'eût été de la mobilisation des acteurs régionaux qui ont mis de l'avant la stratégie de marketing territorial nommée *Migr.Action* (Stecq, 2016).

	Population 2016	Variation 2011/16	Population de 15-34 ans	Densité 2016 (hab. par km <sup>2</sup> )	% ménages en logement ind. <sup>12</sup>
Gatineau	332 057	4,4 %	24,9 %	106,2	70,7 %
Sherbrooke	212 105	4,9 %	25,1 %	145,3	58,7 %
<b>Saguenay</b>	<b>160 980</b>	<b>1,5 %</b>	<b>22,2 %</b>	<b>58,3</b>	<b>74,5 %</b>
Trois-Rivières	156 042	2,8 %	22,9 %	150	63,8 %

Figure 6 – Comparaison de quatre RMR du Québec (populations, densités et logements)  
Source : Statistique Canada, 2012 et 2017

Les autres indicateurs de la Figure 6 expriment la position plutôt défavorable de Saguenay dans le club des villes moyennes supérieures québécoises. En outre, les contextes économique et démographique relativement moroses de la RMR de Saguenay auraient aussi des impacts défavorables sur l'industrie de la construction et le marché immobilier (voir la figure 7). Ainsi, les mises en chantier de

type résidentiel suivent une courbe descendante depuis 2012 et les prévisions ne laissent pas présager d'amélioration à court terme. Également, le taux d'inoccupation des logements est assez élevé, à 6,8 % en 2017, soit plus que les trois autres RMR comparées précédemment (SCHL, 2018). La construction de nouveaux secteurs domiciliaires risque d'être rare dans les prochaines années.

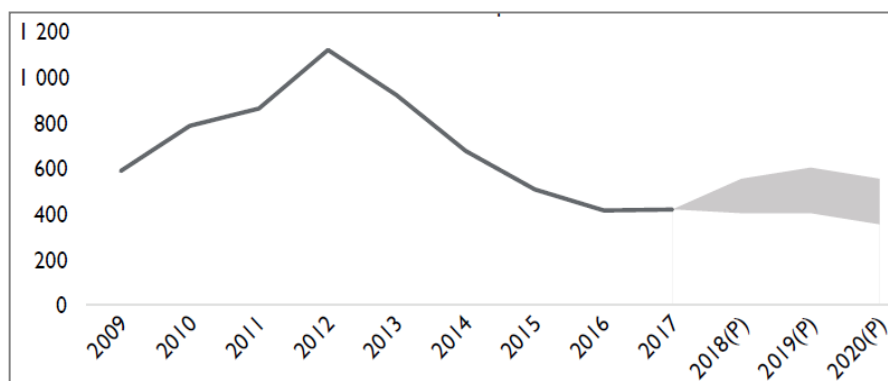


Figure 7 – Mises en chantier dans les RMR de Saguenay de 2009-2020  
Source : données réelles et prévisions – SCHL, 2018

Fermeture d'usines, tissu urbain éclaté de faible densité, décroissance démographique, faible proportion de jeunes, tous ces éléments ont nourri la thèse du déclin de Saguenay selon le concept de *Shrinking City* (Tremblay, Meloche, et Scherrer, 2016). Cette expression décrit les villes en crises économique et démographique qui se retrouvent avec un espace urbain trop vaste pour la population présente et des bâtiments ou quartiers abandonnés (Wolff, Fol, Roth, et Cunningham-Sabot, 2013). On remarque plusieurs exemples de cela en Europe (Lodz en Pologne) ou, plus rarement, en Amérique du Nord (Déroit dans le Michigan). Cette conception de Saguenay comme ville « rétrécissante » nous semble un peu extrême, mais elle se fonde tout de

même sur des réalités et des tendances inquiétantes pour la capitale sagamienne.

### 3. Les défis de la diversité et de l'urbanité

Sans être dramatique, la situation globale de Saguenay n'est pas rose. Le développement économique de la région métropolitaine ne peut se réaliser sans un certain redressement démographique, et vice versa. Jusqu'à récemment, les marchés immobiliers et de la construction avaient maintenu une certaine vigueur en dépit des aléas de la démographie, mais cette période de grâce est terminée. En effet, une ville en décroissance peut se développer un certain temps car la création de ménages (jeunes couples en ménages,



divorces, etc.) et, conséquemment, la demande en nouveaux logements se poursuivent malgré les pertes de population. Toutefois, cette phase transitoire ne peut se maintenir à long terme.

La faible fécondité et le solde migratoire déficitaire d'une ville ou d'une région ne peuvent être comblés que par l'attraction de migrants nationaux ou d'immigrants. À cet égard, Saguenay a beaucoup de chemin à faire pour offrir de nombreux postes de travail et, en particulier, améliorer son image. L'administration municipale conservatrice en place de 2002 à 2017, sous la tutelle du Maire Jean Tremblay, s'est caractérisée par son populisme autoritaire et son peu d'ouverture face aux immigrants (Simard et Bergeron, 2011). Le combat largement médiatisé de l'ancien maire en faveur du maintien de la prière aux séances du conseil municipal a contribué à l'émergence d'une image de ville rétrograde de l'arrière-pays, dans tout le Québec.

Des politiques municipales sur des thèmes comme la famille, le développement social, le développement durable ou l'immigration existent à Saguenay. Cependant, celles-ci paraissent moins attrayantes que celles de villes comparables comme Sherbrooke, selon l'analyse de contenu réalisée par Chantale Munger (2016). De plus, leurs énoncés vertueux de ces documents sont souvent en décalage avec les discours à l'emporte-pièce des élus locaux de Saguenay. De surcroît, on doit composer avec la présence de groupes réactionnaires d'extrême droite, comme la Meute,

groupes également actifs ailleurs dans la province (Maltais, 2017).

Il reste donc beaucoup à faire pour attirer de nouvelles populations à Saguenay. La beauté des paysages naturels, la quiétude des villes moyennes et le faible coût de la vie réussiront-ils à compenser l'homogénéité ambiante et la fermeture apparente d'une certaine frange de la population? En outre, l'environnement urbain de type banlieue sans véritable urbanité n'est pas très propice à l'accueil « d'une classe créative » jeune et dynamique, pour reprendre le terme de Richard Florida (Darchen et Tremblay, 2008). On voit mal quel secteur de l'agglomération de Saguenay pourrait devenir un « quartier latin » dense et animé, soit un terreau fertile pour les échanges et l'innovation.

Peut-être que la partie ouest du centre-ville de Chicoutimi devrait assumer ce rôle, comme le propose l'organisme « Promotion Saguenay » (Savard, 2019). Ce secteur comporte des équipements culturels et le réseau de transport en commun y est bien implanté. De plus, les espaces commerciaux et le parc de la zone portuaire constituent des atouts. Cependant, le projet d'espace public de la *Place du citoyen* a été mal reçu malgré son esthétique contemporaine (voir la figure 8). L'équipement a pourtant été beaucoup moins onéreux que le *Quai d'escale de La Baie*, genre d'éléphant blanc de près de 60 millions \$ (Munger, 2013) qui a eu très peu de retombées en dépit de la rhétorique politicienne (Blackburn, 2018).



Figure 8 – La Place du citoyen – Arrondissement de Chicoutimi  
Source : Martin Simard

La présence de l'entreprise informatique CGI et l'arrivée récente d'Ubisoft sur la rue Racine à Chicoutimi sont des signes positifs en faveur d'une diversité sociale et économique (Paradis, 2017). Par ailleurs, l'Université et les cégeps contribuent au cosmopolitisme naissant à travers l'inscription de bon nombre d'étudiants internationaux. Des politiques publiques innovantes et la créativité saguenéenne pourraient s'épanouir à partir de ces acquis, du moins on peut l'espérer. En 2017, l'arrivée d'une administration municipale plus « progressiste » est certainement de bon augure. Néanmoins, celle-ci fait face à un contexte financier contraignant et la fin de l'autoritarisme laisse rejaillir les tensions entre les arrondissements dans une ville qui ne s'est jamais appropriée son « nouveau » nom!

## Conclusion

À l'instar de « petites régions métropolitaines » telles que Sudbury, Thunder Bay ou Saint-John, lesquelles sont localisées en périphérie des grands corridors urbains et industriels, Saguenay connaît des problèmes économiques et démographiques et est caractérisée par son homogénéité ethnoculturelle. Ce type d'agglomération endogénétique, c'est-à-dire branchée sur l'arrière-pays plutôt que sur l'international, a de la difficulté à relever les défis du changement et de la diversité, en particulier à attirer des immigrants, au même titre que les petites villes et les espaces ruraux. Il s'agit d'un enjeu majeur en contexte de faible natalité. L'attraction

de migrants nationaux ou d'immigrants internationaux est la seule voie de croissance possible face à l'improbable augmentation de la fécondité.

Cette situation promet d'engendrer de multiples conséquences sur le marché de l'emploi, le développement urbain et immobilier, la croissance commerciale et le maintien de services publics de pointe. Alors que leur population stagne ou décline au gré des recensements, ces territoires s'isolent de plus en plus du nouvel univers mondialisé qui se déploie dans les grandes villes et les métropoles. Dans un monde de réseaux et de mobilité, cette subordination sociospatiale peut occasionner des effets de rétroaction rapides si des mesures correctives vigoureuses ne sont pas mises en œuvre pour rejoindre pleinement la société mondialisée au cours de la prochaine décennie.

La « prophétie » de Bourne et Simmons, énoncée en 2003, sur le clivage à venir entre les grandes métropoles multiculturelles, et les petites villes et milieux ruraux, paraît en voie de se concrétiser. Est-ce que Saguenay saura faire mentir cette prédiction peu enthousiasmante en ce qui a trait à l'aménagement, au développement et à la cohésion sociale? La balle est dans le camp des politiciens, des gens d'affaires et de l'ensemble des citoyens! Pour l'instant, il semble que les débats plus triviaux, comme celui sur le montant des taxes municipales, canalisent les énergies de la population et des intervenants locaux.

## NOTES

- 1 Gentilé occasionnellement utilisé par décrire les habitants de la « Sagamie », terme synonyme de Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- 2 Plus précisément, la RMR de Saguenay comptait, en 2016, 160 980 habitants répartis dans 9 municipalités, soit un territoire de 2 760 km<sup>2</sup> (densité de population de 58,3 h./km<sup>2</sup>). Les villes et villages limitrophes à Saguenay sont considérés comme faisant partie de la RMR dans la mesure où plus de 50 % de la population active de ceux-ci travaille sur le territoire de la Ville de Saguenay (Bégin, Larouche, Saguenay, Saint-Charles-de-Bourget, Saint-David-de-Falardeau, Sainte-Rose-du-Nord, Saint-Félix-d'Otis, Saint-Fulgence et Saint-Honoré). Pour plus de détails voir le site Internet <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-cma-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CMA&GC=408&TOPIC=1>.
- 3 Central Business District ou CBD, en anglais.
- 4 La Ville de Saguenay possède malgré tout un Guide de développement durable encourageant les bonnes pratiques dans une perspective de durabilité faible (récupération, recyclage des déchets, limiter l'usage des pesticides, etc.).
- 5 Soulignons ici que la RMR sert à compiler des statistiques sur la base du bassin d'emploi, espace qui correspond aussi à l'aire immédiate de rayonnement des services. Il ne s'agit pas d'une instance politique ou administrative.
- 6 En fait, le Canton-Tremblay a été scindé en deux. Une partie a été réunie à Saguenay et l'autre à la municipalité de Saint-Honoré.
- 7 La nouvelle Ville entre en opération le 18 février 2002, le maire et les conseillers ayant été élus en novembre 2001.
- 8 Redevances provenant des barrages privés, revenus liés à la délégation de la gestion par le Ministère de l'Énergie et des ressources naturelles des baux de villégiature sur les terres publiques, etc.).

- 9 Repéré à <http://www.patrimoineculturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=168589&type=bien#.XDYroFxKjIU>
- 10 On remarque une amélioration du marché de l'emploi à Saguenay depuis quelques années.
- 11 Selon les données de l'Institut de la statistique du Québec, la population du Saguenay–Lac-Saint-Jean est passée de 286 159, en 1991, à 276 509, en 2017, soit une baisse de 3,4 %.
- 12 Regroupement des maisons individuelles attenantes, non-attenantes, jumelées, en rangée, duplex maisons mobiles divisé par le % de ménages privés en 2016.

## RÉFÉRENCES

- Blackburn, R. (2018, 18 juillet). Les croisières à Saguenay. 1,5 million de dollars par année depuis dix ans, *Le Quotidien*. Repéré à <https://www.lequotidien.com/actualites/15-m--par-annee-depuis-10-ans-9c73dc32c6de4b17c784b2168d45fc23>.
- Bouchard, L.-M. (1973). *Les villes du Saguenay : étude géographique*. Montmagny, QC: Leméac et FUQAC.
- Bourne, L. S. et Simmons, J. (2003). New fault lines? Recent trends in the canadian urban system and their implications for planning and public policy. *Canadian Journal of Urban Research / Revue canadienne de recherche urbaine*, 12(1), 22-47.
- Cimon, J. (1958). Un exemple canadien de planification : la conurbation du Haut-Saguenay. *Cahiers de géographie du Québec*, 3(5), 43-46.
- Darchen, S. et Tremblay, D.-G. (2008). La thèse de la « classe créative » : son incidence sur l'analyse des facteurs d'attraction et de la compétitivité urbaine. *Interventions économiques*, 37. Repéré à <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/503>.
- Fontaine, J. (2017, Octobre). *Bilan et perspective du marché immobilier résidentiel*. Communication présentée à Xplor 2017, Montréal, QC. Repéré à [https://www.aemq.qc.ca/documentation/conferences/2017/2017-06\\_Congres5\\_Perspectives\\_marche\\_immo\\_residentiel.pdf](https://www.aemq.qc.ca/documentation/conferences/2017/2017-06_Congres5_Perspectives_marche_immo_residentiel.pdf)
- Gauthier, M., Leblanc, P., Côté, S., Deschenaux, F., Girard, C., Laflamme, C., ... Molgat, M. (2006). *La migration des jeunes au Québec. Rapport national d'un sondage 2004-2005 auprès des 20-34 ans du Québec*. Montréal, QC: Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, culture et société, Observatoire jeunes et société.
- Gauthier, M. et al. (2018a). *Atlas électronique du Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Repéré à [http://atlas.uqac.ca/saguenay-lac-saint-jean/?P=Liste%20des%20cartes&S=3\\_2\\_1\\_3&L=fr#3\\_2\\_1\\_3](http://atlas.uqac.ca/saguenay-lac-saint-jean/?P=Liste%20des%20cartes&S=3_2_1_3&L=fr#3_2_1_3)
- Gauthier, M. et al. (2018b). *Atlas électronique du Saguenay-Lac-Saint-Jean*. Repéré à [http://atlas.uqac.ca/saguenay-lac-saint-jean/?P=Liste%20des%20cartes&S=3\\_2\\_8\\_1&L=fr#3\\_2\\_8\\_1](http://atlas.uqac.ca/saguenay-lac-saint-jean/?P=Liste%20des%20cartes&S=3_2_8_1&L=fr#3_2_8_1)
- Morisset, L. K., Noppen, L. et Dieudonné, P. (2004). *Patrimoines modernes : l'architecture du vingtième siècle à Chicoutimi*. Québec, QC: Presses de l'Université du Québec.
- Morisset, L. K. (1998). *Arvida, cité industrielle. Une épopée urbaine en Amérique*. Québec, QC: Septentrion.
- Maltais, P.-A. (2017, 20 juillet). Une pancarte *Saguenay ville blanche* retirée du cimetière. *Journal de Québec*. Repéré à <https://www.journaldemontreal.com/2017/07/20/saguenay-ville-blanche-une-affiche-a-connotation-raciste-a-lentree-dun-cimetiere>.
- Munger, C. (2016). Comparaison des politiques municipales de Saguenay et Sherbrooke en matière d'attractivité urbaine. *Organisations et territoires*, 25(1), 5-82. Repéré à <https://doi.org/10.1522/revueot.v25i1.71>
- Munger, G. (2019, 2 janvier). Les grands projets industriels à surveiller en 2019 au Saguenay-Lac-Saint-Jean. *Société Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1144759/les-grands-projets-industriels-a-surveiller-en-2019-au-saguenay-lac-saint-jean>.
- Munger, G. (2013, 9 juillet). 57 M \$ pour les croisières à La Baie. *Société Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/622420/village-portuaire-la-baie>.
- Paradis, C. (2017, 5 septembre). Ubisoft confirme la création de 125 emplois à Saguenay. *Société Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1053955/ubisoft-creation-100-emplois-saguenay>.
- Pedneault, S. (2018, 25 novembre). Arvida reconnu par Québec comme premier site patrimonial dans la région. *Société Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1137973/site-patrimonial-valeur-preservation-gouvernement-saguenay>.

- 
- Proulx, M.-U. (2017, 9 février). Rapport aluminium 2016 [Billet de blogue]. Repéré à <http://muproulx.com/blogue-developpement/e1-rapport-aluminium-2016>
- Proulx, M.-U. (2007). *Vision 2025. Le Saguenay–Lac-Saint-Jean face à son avenir*. Québec, QC: Presses de l'Université du Québec.
- Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). (2018). *Perspectives du marché de l'habitation. Région du Québec*. Repéré à <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/data-and-research/publications-and-reports/housing-market-outlook-highlights>.
- Savard, D. (2019, 19 janvier). Promotion Saguenay veut un quartier numérique sur la rue Racine. *Informe Affaires.com*. Repéré à <https://informeaaffaires.com/regional/technologie/promotion-saguenay-veut-un-quartier-numerique-sur-la-rue-racine>.
- Simard, M. et Bergeron, G. (2011). L'administration du maire Tremblay à Saguenay ou le populisme fiscal à l'épreuve de la gouvernance. Dans S. Breux, L. Béhrer et J.-P. Collin (dir.). *Portraits de la démocratie urbaine au Québec : les élections municipales de 2009*. (pp. 209-232). Québec, QC: Presses de l'Université Laval.
- Simard, M. et Goulet, A. (2005). La question identitaire lors des débats sur les regroupements municipaux de 1975-1976 au Saguenay. *Saguenayensia*, 47(1), 143-149.
- Simard, R. et Blackburn, J. (2018, 10 novembre). Près de 300 manifestants dénoncent les projets industriels dans le fjord du Saguenay. *Société Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1135171/manifestation-fjord-arianne-phosphat-black-rock-coalition-protection>.
- Statistique Canada (2017). *Recensement de 2016 – Série Perspective géographique – RMR de Saguenay*. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/as-sa/fogs-spg/Facts-cma-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CMA&GC=408&TOPIC=1>.
- Statistique Canada (2012). *Recensement de 2011 – Série Perspective géographique – RMR de Saguenay*. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/as-sa/fogs-spg/Facts-cma-fra.cfm?LANG=Fra&GK=CMA&GC=408>.
- Stecq, H. (2016). La mobilisation des acteurs régionaux face à la migration des jeunes : le cas de la Stratégie MigrAction au Saguenay–Lac-St-Jean (Québec). *Organisations et territoires*, 25(1), 69-74. Repéré à <https://doi.org/10.1522/revueot.v25i1.70>
- Tremblay, M., Meloche, J.-P. et Scherrer, F. (2016). Décroissance démographique et planification du territoire à Saguenay. *Revue canadienne des sciences régionales / Canadian Journal of Regional Science*, 39(1), 51-60.
- Wolff, M., Fol, S., Roth, H. et Cunningham-Sabot, E. (2013). Shrinking Cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France. *Cybergeo : Revue européenne de géographie*, 661. Repéré à <https://doi.org/10.4000/cybergeo.26136>

# Un projet de développement local en santé : le cas de la MRC Robert-Cliche et de sa coopérative de santé, ou comment une communauté en difficulté peut s'engager dans un processus d'*empowerment*

Sabrina Tremblay<sup>a</sup>

**RÉSUMÉ.** L'accès aux services de santé dans les régions rurales ou périphériques fait partie des enjeux de développement important, notamment pour ce qui est de la rétention de la population. Or, on constate que l'État central n'est pas capable de garantir un accès équitable pour tous. Dans le but de renverser cette tendance, certaines collectivités ont mis sur pied une coopérative de santé. Ce type de projet de développement local est alors associé au développement du pouvoir d'agir communautaire, car il témoigne de la capacité des milieux à agir et décider selon leur propres choix et besoins. Afin de mieux comprendre ce processus dans toutes ses subtilités, nous avons procédé à une étude de cas unique, soit celui de la MRC Robert-Cliche et de sa coopérative de santé du même nom. À partir de cette étude, nous avons été en mesure d'identifier plus clairement les quatre dimensions du processus d'*empowerment* et les interactions qui en découlent.

**ABSTRACT.** Access to health services in rural or peripheral regions is one of the major development concerns, particularly regarding population retention. However, it was possible to observe that the central State cannot guarantee equal access for all. In an effort to reverse this trend, some communities have set up a health cooperative. This type of local development project is associated with community empowerment, because it shows the ability of communities to act and decide according to their choices and needs. To better understand this process in all of its many aspects, a unique case study was conducted on the MRC Robert-Cliche organization and its health cooperative. This study enabled to identify more clearly the four dimensions of the empowerment process and the resulting interactions.

## Introduction

Depuis les années 1980, le Canada vit des problèmes importants avec ses services de santé de première ligne, ce qui se traduit au Québec par un accès difficile aux médecins de famille (Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, 2013). Ces difficultés, dans les régions du Québec, sont parfois vécues très durement par les collectivités éloignées ou périphériques qui rivalisent de stratégies afin d'attirer sur leur territoire des jeunes familles. Malgré tous les attraits que peuvent avoir ces milieux, on sait que le manque d'accès à certains services de proximité clés (éducation, santé,

services sociaux) rebute généralement les candidats à venir s'installer dans ces régions. Pour le développement de ces dernières, il va sans dire que c'est une situation particulièrement incapacitante (Simard, 2005).

À ce propos, on sait que les coopératives de santé (CS) du Québec sont justement apparues au courant des années 1990 afin de pallier cette difficulté vécue d'abord et avant tout à l'échelle locale (Girard, 2012). Les CS ont comme objectif d'impliquer les membres d'une communauté dans la production de services de santé afin de favoriser, promouvoir ou maintenir la santé des individus et les

<sup>a</sup> Professeure, Département des sciences humaines et sociales, Université du Québec à Chicoutimi

conditions qui lui sont favorables (Brassard et Darou, 2012). Ces cas sont intéressants à étudier, car leur développement s'est fait au départ malgré l'État qui n'est pas habitué à voir d'autres acteurs s'inviter dans la gestion ou la production des services de santé. Plusieurs fois, les porteurs de projet se sont fait dire par les fonctionnaires de l'État : « non, ce n'est pas écrit dans la réglementation, ça ne s'est jamais vu, ça ne peut donc pas se faire. C'est impossible » (Boivin et Fillion, 1999, p. 5). Or, avec l'aplomb qui caractérise ceux qui croient à leur projet, ils ont persévéré. En ce sens, certains auteurs n'ont pas manqué d'associer ces projets à la densification du capital social ou de façon plus large, à l'*empowerment* communautaire (Brassard et Darou, 2012; Girard, 2011).

L'appropriation du pouvoir par les collectivités locales n'est pas une préoccupation nouvelle dans les sciences du développement régional. D'ailleurs, plusieurs des politiques de développements régionales anciennes et actuelles avaient entre autre comme objectif de soutenir ce processus : la naissance des MRC dans les années 1970, le développement des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et plus tard des Centres locaux de développement (CLD), pour ne nommer que ceux-ci, témoignent tous du désir de l'État central de permettre aux milieux de se prendre en main (Levy, 2012). Or, là aussi, les nombreuses expériences sur le terrain démontrent que le processus d'*empowerment* communautaire n'est pas simple et qu'il est surtout mal compris. Il est entouré de nombreuses contraintes et enjeux, ce qui laisse à penser que le seul souhait de voir un milieu se prendre en main par une réorientation des ressources exogènes n'est pas elle seule suffisante (Friedman, 1992; Maynard, Gilson et Mathieu, 2012; Mendell, 2006; Ninacs, 2008; Riger, 1993). Si on veut continuer à promouvoir cette approche de développement, il faut clairement s'attarder à bien en comprendre les différentes dimensions et ses mécanismes de fonctionnement (Bacqué, 2006).

C'est ainsi que le phénomène des coopératives de santé québécoises nous est apparu comme un terrain prometteur afin d'étudier plus en détails le processus d'*empowerment* communautaire. Et pour cause, le secteur de la santé et des services sociaux québécois est en effet typiquement très centralisé, ce degré fluctuant au gré des multiples réformes de la santé inachevées qui se sont succédé

(Vaillancourt, 2017). Au surplus, il est traversé par des enjeux économiques, politiques et corporatistes importants (Bernier, 2011) qui dépassent parfois de beaucoup la capacité du local à agir selon ses propres choix et besoins. C'est donc dans ce contexte que nous exposerons le cas de la coopérative de santé de la MRC Robert-Cliche (Beauce, Québec) qui semble être à l'heure actuelle le projet du genre le plus abouti des 20 dernières années. Cette coopérative a également pu bénéficier d'un appui externe au secteur de la santé, mais qui a été crucial pour son développement : la politique nationale de la ruralité (PNR). Mais avant de se déplacer dans cette petite collectivité beauceronne, il nous semble opportun de nous pencher d'abord sur le concept phare de notre étude, soit celui de l'*empowerment* communautaire.

## 1. L'empowerment

*Empowerment*, développement du pouvoir d'agir, capacitation, agencéité... nombreux sont les termes qui ont foisonné ces dernières décennies dans le but de mieux circonscrire le processus d'*empowerment*. Or, parler d'*empowerment*, c'est d'abord et avant tout parler de pouvoir. Sans entrer dans toutes ses subtilités, car tel n'est pas l'objet du présent texte, on considère généralement que le pouvoir est une capacité individuelle ou collective de « contrôler les termes d'une relation d'échange afin qu'elle lui soit favorable » (Rui, 2011, p. 85). Il permettrait d'agir malgré les difficultés, l'opposition ou les résistances rencontrées (Weber, 1971), voire, dans certains cas, de manipuler les gens de manière à leur faire faire des choses contraires à leur propre intérêt (Lukes, 2005). Ceci dit, pour Foucault (1975), le pouvoir est présent partout et il se dissémine par le discours (comment on parle de quelque chose) et non par les structures (ex. le gouvernement). On retiendra de ces différents auteurs deux choses : d'abord, les points de vue tombent généralement quelque part entre une vision pluraliste du pouvoir (tout le monde peut avoir du pouvoir) ou élitiste (une minorité dirigeante détient le pouvoir). Deuxième chose, peu importe l'approche utilisée, parler de pouvoir c'est aussi parler de résistance et de contre-pouvoir (Rui, 2011). Ce dernier aspect est d'ailleurs l'un des fondements du concept de l'*empowerment*.

## 1.1 Définitions et conditions d'émergence

Dans une étude précédente (Tremblay, 2017), nous avons soulevé toute la difficulté de non seulement définir ce terme, mais aussi de comprendre comment il se réalise. À l'heure actuelle, il n'existe que très peu de cadres théoriques qui permettent de bien expliciter ce processus, aussi nous avons choisi de nous tourner vers celui de Ninacs (2008) qui semble être le plus complet en la matière. Bien qu'imparfait, il nous fournit des dimensions de l'*empowerment* sur lesquelles se baser.

Commençons par la définition. Pour cet auteur, l'*empowerment* communautaire (EC) est un « état où la communauté est capable d'agir en fonction de ses propres choix et où elle favorise le développement du pouvoir d'agir de ses membres » (Ninacs, 2008, p. 39). Cette définition sous-tend que le processus de développement du pouvoir d'agir ne cherche pas seulement à doter la communauté locale, en tant que tout, d'une capacité autonome d'agir et de décider, mais aussi, qu'elle met en place un ensemble de facteurs structurants qui favorisent le développement de l'agir individuel. Bref, la communauté n'est pas seulement un territoire vivant, c'est aussi un outil de développement social, un peu à l'image que ce que Wilkinson (1991) avait proposé en parlant de ses champs interactionnels communautaires. En développement local, l'EC est souvent vu comme un processus qui permet à une collectivité de se sortir de situation de dépendance face au soutien ou dans certains cas, aux contraintes de l'État. Plus précisément, on parle de « solution de rechange au courant dominant », de « recherche active d'influence sur les décisions » et de « maîtrise sur les ressources » de la communauté, c'est-à-dire de la capacité d'en disposer, voire de les partager dans une dynamique partenariale (Friedman, 1992; Klein et Champagne, 2011; Ninacs, 2008). Ce dernier point est important, car il suggère que la coordination des différentes forces vives du milieu, couplée aux ressources exogènes, sont nécessaires afin d'entamer et de réaliser un processus d'*empowerment* (Brennan, Micheal et Cantrell, 2014; Fellin, 2001; Ninacs, 2008).

L'EC ne peut se faire qu'à certaines conditions : d'abord, il faut de « l'espace », c'est-à-dire une possibilité de le développer et de le maintenir. Ensuite, il faut créer ou consolider, selon le cas, un

dispositif de participation formel (ex : table de concertation, comité de bénévoles reconnus, assemblée générale des membres, etc.) afin de favoriser les échanges et les apprentissages. Enfin, il doit y avoir mise en réseau des acteurs qui proviennent de la sphère publique, civile et économique de la communauté (Mendell, 2006). Fait à noter, l'*empowerment* est soumis aux forces politiques et économiques dominantes. Ainsi, l'État peut devenir un obstacle majeur si l'initiative locale va à l'encontre de ses orientations ou politiques publiques (Friedman, 1992; Klein et Champagne, 2011). Malgré tout, l'État connaît généralement ses limites et cherche, dans une certaine mesure, à les dépasser (Mendell, 2006). C'est donc à son avantage d'apprendre à traiter avec des communautés en situation de pouvoir et c'est d'ailleurs ce qu'il a fait ces dernières décennies avec son soutien au développement local et à l'économie sociale (Lévesque, 2007). L'enjeu actuel est donc de continuer à favoriser la cohabitation entre les deux logiques d'action, celle de l'État et celle des collectivités en quête de pouvoir sur leur développement.

Cela étant dit, pour Ninacs (2008), le développement du pouvoir d'agir ne peut se mettre en branle que s'il y a un état de perte de pouvoir préalable (*disempowerment*). Partant du principe que le pouvoir des communautés est une ressource courante, mais qu'il est disséminé un peu partout dans les organisations et les groupes d'intérêts locaux (vision pluraliste du pouvoir), on comprend que la perte de pouvoir communautaire réside surtout dans le fait que ledit milieu est incapable de se coordonner et de se concerter sur des objectifs qui lui permettraient de se lancer dans une action de résilience (Brennan et Israel, 2013). Or, Ninacs (2008) ne propose pas de définition concrète du *disempowerment*. En fonction de ce que nous venons de préciser, et en gardant à l'esprit qu'une communauté en situation de pouvoir favorise le développement du pouvoir d'agir de ses membres (Ninacs, 2008), nous estimons qu'une communauté *disempowered* est :

Un milieu aux prises avec plusieurs difficultés sociales, économiques et environnementales, difficultés qui par un effet complexe d'accumulation et d'amplification expliquent aussi l'incapacité dudit milieu à reprendre le contrôle de son développement et lui permettre ainsi de constituer un milieu de vie favorisant le bien-être et la qualité de vie des individus qui le composent (Tremblay, 2017, p. 115).

## 1.2 Les dimensions de l'empowerment

Comment se réalise l'*empowerment* communautaire? Pour Ninacs (2008), le processus se réalise sur quatre plans qui se croisent et s'entrecroisent pour former l'EC, un peu à la manière des brins d'une corde.

La première composante est celle de la **participation** des membres de la communauté. La participation doit être ouverte à tous (et promue comme telle), soutenue par des dispositifs adaptés à la population et leurs besoins et finalement significative en termes d'impacts et de changements possibles. La seconde composante de l'EC concerne les **compétences**, c'est-à-dire les forces du milieu qui sont le plus souvent personnifiées par des organisations. Ces compétences doivent être reconnues, mais surtout, elles doivent être capables de fonctionner en réseau afin de créer des synergies. La troisième composante est celle de la **communication**. L'auteur réfère ici aux interactions libres et positives entre les membres de la communauté, c'est-à-dire un climat de libre expression, une transparence dans les processus décisionnels et une circulation

efficace de l'information dans la communauté. Enfin, la quatrième et dernière composante est le **capital communautaire**. Pour, Ninacs (2008), cette composante se traduit par deux éléments. D'abord, celui d'un réservoir (d'où le terme « capital ») de sentiments positifs envers sa propre communauté, ce qui pourrait être traduit par le sentiment d'appartenance, et celui de la conscience citoyenne, laquelle réfère au désir d'action engendré par un regard critique et un sentiment de devoir agir pour le bien de sa collectivité (Figure 1).

Soulignons au final que le développement du pouvoir d'agir communautaire est en lien avec les deux autres niveaux d'*empowerment* soit celui individuel (EI) et aussi celui organisationnel<sup>1</sup> (EO) que nous ne présenterons pas ici par souci de concision. Pour résumer grossièrement, l'*empowerment* communautaire (EC) se met en branle quand des individus se rassemblent au sein d'une organisation servant à agir sur une problématique identifiée dans le milieu. Cette organisation doit apprendre à travailler en réseau avec les autres forces du milieu, contribuant par là même au développement de la communauté (Figure 1).

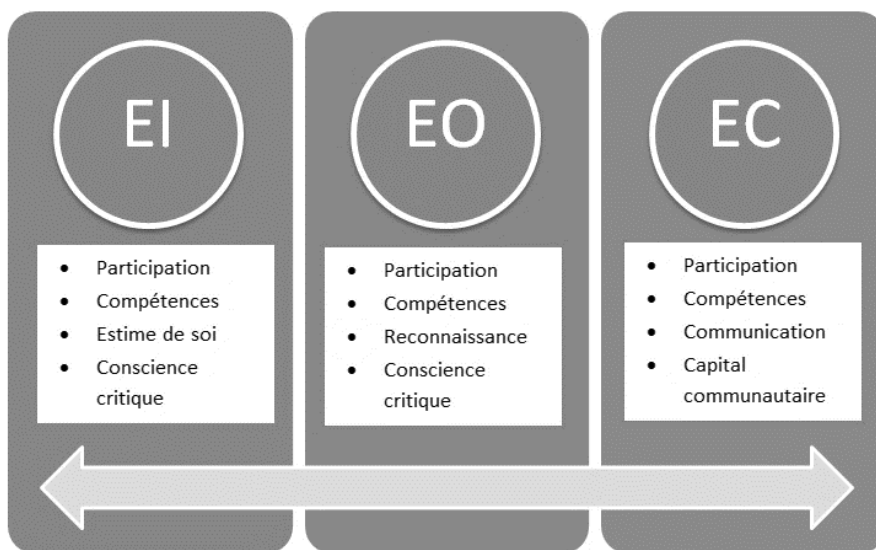


Figure 1 – Le processus global d'empowerment, adapté de Ninacs (2008)



## 2. Le cas de la MRC Robert-Cliche et de sa coopérative de santé

Entre 2013 et 2017, nous nous sommes penchés sur le cas de la CS Robert-Cliche en réalisant une étude de cas unique (Yin, 2009). Cette approche méthodologique nous semblait la plus indiquée en raison de notre désir de comprendre en profondeur le processus d'*empowerment* communautaire que nous soupçonnions de s'y dérouler. Également, c'était à l'époque la seule CS à desservir une MRC en entier, plutôt qu'une municipalité comme c'était la norme au milieu des années 2000 (Brassard et Darou, 2012), ce qui faisait d'elle d'emblée un cas unique. Pour ce faire, nous avons réalisé une trentaine d'entrevues de recherche auprès d'acteurs clés du milieu (fondateurs, élus, organisations externes, membres de la coopérative), nous avons analysé le corpus documentaire disponible sur le cas, en plus de faire de nombreuses heures d'observation sur le terrain afin de mieux comprendre les dynamiques locales. Toutes les données de recherche ont été gé-rées et analysées à l'aide du logiciel Nvivo 11.

### 2.1 Présentation de la MRC Robert-Cliche

La MRC Robert-Cliche est une petite communauté rurale d'à peine 20 000 habitants. Située dans la région administrative de Chaudière-Appalaches et dans la région culturelle de la Beauce, cette localité a vécu, depuis 1996, plusieurs bouleversements de nature socioéconomique qui l'ont conduite à vivre une situation de perte de pouvoir. Afin de bien comprendre les éléments qui ont mené la MRC Robert-Cliche dans sa situation de *disempowerment*, nous allons nous attarder dans un premier temps à ses particularités locales.

La MRC Robert-Cliche a toujours eu un développement économique plus difficile que ses voisines. Ne comportant aucun grand centre urbain, ce milieu vit tous les désavantages de la périphérie : fuite des commerces, des capitaux et des familles vers les milieux mieux pourvus en services de tout acabit. Un informateur du milieu l'a résumé très simplement en ces quelques mots : « Ici, tout ça va au nord [vers la ville de Québec] ou au sud [vers la ville de Saint-Georges-de-Beauce] ».

Pourtant, de par sa proximité géographique avec la frontière américaine ainsi que grâce à la fibre entrepreneuriale légendaire des Beaucerons (Palard, 2009), la MRC avait réussi à développer différents créneaux économiques dans le bois, le textile et l'imprimerie. À défaut d'avoir un développement économique florissant, le milieu parvenait à se maintenir à flot. Or, à partir de 1996, une série de grands bouleversements sociaux et économiques sont venus déstabiliser l'économie locale. D'abord, l'hôpital situé à Beauceville a été fusionné à celui de la ville de Saint-George-de-Beauce, dans la MRC voisine de Beauce-Sartigan et toutes les activités médicales ont été transférées vers ce grand centre urbain. Il va sans dire qu'en termes d'effectifs médicaux, cela a été un dur coup pour le milieu qui a perdu de nombreux médecins de famille. Il ne restait que ceux qui pratiquaient dans des cabinets privés.

Or, pour plusieurs raisons qui semblent relever davantage de l'ordre des conflits personnels, une certaine méfiance, voire une hostilité ouverte, s'est installée entre les médecins restants de la MRC Robert-Cliche, mais aussi entre eux et l'Agence de santé régionale et son représentant local de l'époque, le Centre de santé et de services sociaux de Beauce (CSSSB)<sup>2</sup>. Chacun s'est mis à travailler sans s'occuper de ce qui se passait chez le voisin et surtout en évitant au maximum d'impliquer le CSSSB. Considérant ce climat de travail plutôt difficile, mais aussi en raison de la vétusté des cabinets de médecins existants et leur refus de s'associer au sein d'un groupe de médecine familiale (GMF), le CSSSB était incapable de convaincre les recrues potentielles en médecine de s'installer dans Robert-Cliche. Le nombre de médecins a baissé drastiquement en une décennie et en 2006, ils n'étaient plus que 14. Portrait encore plus sombre : près de la moitié de ces médecins prévoyaient prendre leur retraite dans un horizon de cinq ans. Peu à peu, de nombreux patients sont devenus orphelins et obligés de se déplacer dans la MRC voisine afin de pouvoir consulter un médecin.

Du côté du monde des affaires, cette perte de service a considérablement compliqué le repositionnement économique du milieu rendu nécessaire par les crises économiques successives du début des années 2000. Les entrepreneurs locaux étaient incapables de recruter de la main-d'œuvre spécialisée pour le développement de nouveaux projets, car les travailleurs n'étaient pas intéressés à

venir s'installer avec leur famille dans un milieu sans services de santé décents. L'économie locale s'en est donc considérablement ressentie si bien qu'entre 2002 et 2006, la MRC Robert-Cliche était considérée comme « communauté dévitalisée » par le ministère des Affaires municipales et l'occupation du territoire (MAMOT).

Les problèmes vécus par le système de santé local étaient certes ressentis dans le milieu, mais les tenants et aboutissants étaient obscurs pour la majorité des acteurs locaux. En effet, le système de santé local ne s'est jamais associé avec d'autres instances telles que la municipalité ou le Centre local de développement (CLD) afin de trouver une solution à ses problèmes. Les médecins eux-mêmes, isolés, empêtrés dans leur gestion quotidienne de la clinique et les (trop) nombreux patients qui défilaient chaque jour avaient pour la plupart abdiqué. L'un d'entre eux nous dira en ce sens : « Ce n'est pas vraiment dans le style des médecins de demander de l'aide. Toute notre vie, ça a toujours été à nous de régler les problèmes. Et je pense que ça ne nous a jamais traversé l'esprit de demander de l'aide... personne ne nous a jamais réglé nos affaires ».

Or, le problème a fini par éclater à l'automne 2006, lors des consultations citoyennes organisées par le CLD dans le cadre du programme des Pactes ruraux, eux-mêmes issus de la PNR. La population a demandé à ce que le problème d'accès aux services de santé se règle rapidement, car les jeunes familles et les personnes âgées peinaient à se déplacer dans la MRC voisine pour obtenir des services. Même son de cloche du côté du monde des affaires, qui souhaite pour sa part investir dans des projets de développement. Le CLD a pris acte de ce constat et a décidé de se positionner comme porteur de projet puisque ni l'Agence régionale, ni le CSSSB ne semblaient capables d'agir efficacement quant à ce problème.

## **2.2 Une coopérative comme remède aux maux de la MRC Robert-Cliche**

Sitôt le dossier pris en main par le CLD, des consultations sont réalisées auprès des différents acteurs en santé du milieu. Très clairement, il apparaît que la nouvelle structure projetée devra permettre aux médecins de se concentrer sur leur pratique médicale et laisser à d'autres le soin de

faire de la gestion de la clinique et le recrutement de nouveaux collègues. D'autre part, les médecins doivent mettre leurs conflits de côté et travailler ensemble pour faciliter le succès du projet. Enfin, les cliniques médicales doivent entrer dans le 21<sup>e</sup> siècle et s'informatiser sans délai. Pour cela, le statut GMF devra être rapidement acquis.

Le modèle des coopératives de santé se démarque facilement des autres solutions, même si pour l'époque, il était encore assez peu connu. L'agente de développement déléguée au dossier va même visiter le modèle des coopératives de santé japonaises afin de s'inspirer. Elle en revient avec deux grandes orientations. D'abord, la future coopérative devra offrir ses services à l'ensemble du territoire (MRC Robert-Cliche) et non pas seulement dans la municipalité où elle sera implantée (Beauceville) afin d'éviter la compétition intermunicipalité malheureusement observée dans quelques projets semblables (Gauthier, 2012). On veut fortifier l'ensemble de la MRC et non pas affaiblir l'une ou l'autre de ses parties. Ensuite, la coopérative devra développer des services en prévention et en promotion de la santé si elle veut jouer son rôle de levier de développement social.

On réussit dans un premier temps à faire asseoir tous les médecins de MRC à la même table. Un accord tacite règne pendant quelques mois, mais les vieilles rancœurs refont surface et une partie des médecins claque la porte à tout jamais, en dépit de nombreuses tentatives ultérieures pour les ramener dans le giron du projet. De son côté, le CSSSB est d'abord rébarbatif et suspicieux vis-à-vis le CLD, qui est vu comme un organisme de développement économique qui vient s'ingérer dans les affaires de la santé. Rapidement toutefois, le CSSSB finit par adhérer complètement au projet et devient un partenaire précieux, notamment dans le dossier de la localisation de la future CS, lequel est particulièrement épineux. À peu de chose près, c'est la communauté en entier qui se mobilise afin que le projet prenne naissance. Les préfets de la MRC acceptent pour leur part de financer le démarrage du projet en réservant du Pacte rural un montant de 300 000 \$ sur six ans. Après quelques embûches de nature administrative, l'assemblée de fondation a lieu au printemps 2008. Les activités médicales, elles, commencent dès que les rénovations de la bâtisse sont terminées, soit à l'automne 2009.

## 2.3 La coopérative de santé Robert-Cliche

Selon les statistiques les plus récentes, la Coopérative de santé Robert-Cliche (CSRC) comporte 4558 membres utilisateurs-consommateurs, 12 membres utilisateurs-producteurs (les médecins), 20 membres travailleurs (personnel administratif) et 21 membres de soutien (CSRC, 2016). Sa mission principale est de :

Développer un réseau de services de proximité en soins de santé dans la MRC Robert-Cliche. Elle se donne comme mandat de coordonner une offre globale de services en soins de santé sur ce territoire. Elle offre également aux citoyens un ensemble de services basés sur une approche intégrée en promotion de la santé et en prévention ainsi que des soins complémentaires (CSRC, 2013).

Le fonctionnement de la CSRC est le suivant. Elle s'occupe de la gestion d'une bâtisse aménagée en bureaux de consultation médicale. De leur côté, les médecins organisés au sein d'une société de dépense – ou dit autrement, d'une clinique médicale – louent les bureaux à l'occupation plutôt que d'avoir un bail signé de 5 ou 10 ans, ce qui est avantageux pour ceux qui commencent dans la pratique. Les deux entités partagent certaines responsabilités relevant de la gestion. Ainsi, la directrice générale a droit de regard dans les deux entités, mais pas en ce qui concerne les décisions médicales afin de protéger l'autonomie professionnelle des médecins. Puisque la CSRC a acquis le statut de GMF, le CSSSB – devenu en 2015 Centre intégré en santé et services sociaux (CISSS) – fournit à la coop d'autres ressources professionnelles en santé (travailleuse sociale, infirmier spécialisé en santé publique, etc.). Ainsi donc, si la CSRC n'est, techniquement parlant, qu'une entreprise qui gère un immeuble et certains services connexes, on comprend que c'est son partenariat très serré avec la clinique médicale et le CISSS qui permet d'offrir les services médicaux de proximité dans la MRC Robert-Cliche.

Notons que pour se conformer aux lois du système de santé gratuit et universel de la province (Gouvernement du Québec, 2016) et du pays (Gouvernement du Canada, 1985), la CSRC ne peut exiger le statut de membre à quiconque afin

d'avoir accès aux services de santé. Ceux-ci sont offerts à toute la population de la MRC, membres ou non-membres. Dans ces circonstances, et afin de générer des revenus autonomes, la CSRC demande dans un premier temps à ses membres une cotisation annuelle volontaire d'environ 90 \$, ce qui est acquitté par environ 80 % des membres, année après année (Tremblay, 2017). Notons que pour augmenter la part de ses revenus autonomes, la CSRC offre aussi certains autres services en santé non couverts par le régime québécois d'assurance maladie comme des services de dépistage de la tension artérielle, le monitoring de la fréquence cardiaque ou le traitement des verrues par azote liquide. Au moment de notre présence sur le terrain, la coopérative avait aussi développé des groupes de prévention et promotion en santé inspirés de ce qui se fait dans les coopératives de santé du Japon, les Hans Kaï (Bergeron et Pollender, 2014). Malheureusement, le financement obtenu par le gouvernement via les laboratoires ruraux pour implanter cette approche (350 000 \$ pour cinq ans) n'a pas été reconduit et, faute de moyens de rendre ce service rentable, il a dû momentanément être mis sur la glace en 2015.

En dépit de ces quelques contraintes légales et financières, la coopérative de santé Robert-Cliche est toujours en phase d'expansion. Grâce au soutien de la population et des différentes instances locales, tant dans le domaine de la santé qu'à l'extérieur de celui-ci, la coopérative vise maintenant la complète autonomie financière (CSRC, 2016).

## 3. Analyse du cas présenté

Nous avons exposé dans la section précédente les raisons qui ont mené la communauté à se mobiliser afin de mettre en place la CSRC. Il nous faut revenir sur ces quelques éléments de perte de pouvoir avant de poursuivre sur la question de l'*empowerment*.

### 3.1 La perte de pouvoir de la MRC Robert-Cliche

Si l'on se réfère au cadre théorique de l'*empowerment* de Ninacs (2008), il semble que l'un des facteurs à l'origine de la perte de pouvoir de la MRC Robert-Cliche prend sa source au sein des communications quasi inexistantes entre les organisations en santé (cabinets de médecins, CSSSB, établissements en santé) et avec les autres acteurs de la MRC. Ces

mauvaises communications ont empêché les acteurs de fonctionner en réseau (Brennan, Micheal et Cantrell, 2014) et peu à peu, la MRC Robert-Cliche est devenue incompétente au sens de Fellin (2001), car elle a « perdu [sa] capacité à s'engager dans un processus de résolution de problème afin d'atteindre [ses] objectifs [traduction libre] » (Fellin, 1995, p. 5).

Un deuxième facteur local qui a entretenu le problème pendant plusieurs années fut le manque de dispositifs de participation et d'implication citoyenne dans le système local de santé qui aurait pu initier plus tôt une mobilisation des acteurs, avec une capacité de pouvoir réelle sur les décisions (Arnstein, 1969). Il était alors difficile pour un acteur externe au domaine de la santé de s'impliquer concrètement et d'engager le milieu dans une démarche de résolution de problème.

Enfin, il semble que la perte de pouvoir de la MRC Robert-Cliche a aussi été entraînée par le *disempowerment* de ses organisations en santé. Le manque de communication et de travail collaboratif relevés précédemment en sont des symptômes, mais aussi, l'incapacité du CSSSB et des cabinets existant à agir concrètement sur le problème y est pour beaucoup, chacun se renvoyant la balle. Sous bien des aspects, le problème d'attraction de la MRC Robert-Cliche avait beaucoup moins à voir avec l'environnement global (services disponibles, cadre de vie, etc.) que les conditions et relations de travail des médecins (cabinets vétustes et conflits entre les médecins). Un médecin nous l'a d'ailleurs confirmé en ces termes : « Le travail, peu importe où tu es, c'est toujours la même chose, les mêmes tâches. Ce qui compte, c'est l'équipe avec qui tu es... celle avec qui tu es pris chaque jour ». C'est ainsi que, pendant plusieurs années, ce ne sont ni la population locale, ni les autorités municipales ou sociosanitaires ou encore le CLD qui se sont sentis interpellés (ou autorisés?) à agir sur un problème de nature profondément organisationnelle.

### 3.2 La reprise du pouvoir

Il fallait un porteur de projet pour initier le mouvement, et c'est exactement le rôle qu'a joué le CLD lorsqu'il a eu le mandat clair de la population pour s'occuper du problème. Au travers de notre étude, nous avons clairement établi que c'est grâce à la PNR et ses pactes ruraux, que cette impulsion a pu être donnée dans le milieu, comme cela s'est d'ailleurs vu

dans de nombreuses autres collectivités (Simard et Richardson, 2014). Pour leur part, les acteurs de développement du milieu ont clairement eu une marge de manœuvre pour innover et donc, ont eu implicitement l'appui moral de l'État central, en plus de son soutien financier (300 000 \$ via le pacte rural pour le démarrage et 350 000 \$ pour un projet déposé au programme des laboratoires ruraux).

En termes de résultats concrets, la coopérative a agi directement quant au problème d'accès à des services de santé qui s'est atténué de façon très importante pour ne devenir qu'un bruit de fond pareil à ce qui est ressenti un peu partout dans la province. De façon plus large cependant, la coopérative est devenue une nouvelle **compétence collective**. Pour ce faire, la CSRC a dû préalablement bâtir sa crédibilité et sa légitimité d'action, s'engager concrètement dans le milieu en fournissant des services de santé à la hauteur des besoins ressentis et se positionner comme un acteur d'importance dans l'analyse, la gestion et la réorganisation des services de santé de proximité. En termes clairs, la CSRC a dû développer son propre pouvoir d'agir (EO).

Cela étant accompli, elle a pu jouer plus adéquatement son rôle de nouvelle compétence communautaire. Elle est donc intervenue directement sur le déficit de **communication** et de travail en réseau préalablement observé. Cela a grandement été facilité par sa structure organisationnelle, c'est-à-dire le modèle de coopérative de solidarité. Ce type de coopérative facilite le décloisonnement des relations en impliquant au sein d'une même entité des gens ou intérêts de divers horizons : divers types de membres, leaders locaux et autres organisations de la MRC.

Nos analyses permettent aussi de faire valoir le rôle de dispositif de **participation** formel permanent occupé par la CSRC. En effet, la population locale peut désormais avoir un véritable pouvoir sur certaines décisions relevant de la priorisation des enjeux locaux et de l'organisation des services en santé en choisissant de devenir membre et en participant à la vie coopérative (implication bénévole, assemblée générale des membres, etc).

Sur le plan du **capital communautaire**, la coopérative permet aux acteurs locaux de développer un sentiment d'appartenance plus fort envers leur milieu. Cela se traduit d'abord par le *membership* très élevé à la coopérative (près de 5000 membres sur

une population de près de 20 000 habitants), mais aussi par la forte propension de ces derniers à s'acquitter de la cotisation annuelle volontaire, alors que celle-ci ne leur offre aucun avantage direct. Nous attribuons cela à l'éducation à la coopération et au développement local réalisé constamment par les travailleurs de la coopérative (agentes de réception), la direction et même des médecins qui travaillent dans les locaux de la CSRC. Avec cette sensibilisation s'est amorcée la transformation des préoccupations individuelles (« je n'ai pas de médecin ») vers un niveau plus collectif (je m'implique concrètement dans le développement de la communauté). C'est ce que Ninacs (2008) appelle la conscience citoyenne, premier élément du capital communautaire.

Pour stabiliser et nourrir cette conscience citoyenne, il manque un élément crucial du capital communautaire, le sentiment d'appartenance. Nous pensons que la coopérative a permis à la population locale de s'identifier positivement à la MRC Robert-Cliche, « étiquette » autrefois moins reluisante en raison des problèmes de développement socioéconomique que nous avons abordés précédemment. Pour une fois depuis bien longtemps, la MRC Robert-Cliche est devenue une communauté enviée par ses voisins, car elle a mis sur pied un projet novateur. Pour conserver cette nouvelle identité positive, la population locale est devenue prête à s'investir davantage dans le développement et le succès de la CSRC. Quelque part, dans l'histoire du projet, LA coopérative est devenue MA coopérative, pour finir par être NOTRE coopérative.

## Conclusion

Notre étude a pu identifier clairement le rôle central de CSRC dans le développement du milieu. Grâce à la mobilisation des acteurs, mais aussi grâce à la compétence de ses porteurs de projet, la MRC Robert-Cliche s'est donné les moyens de se sortir

de sa situation incapacitante en comblant ses déficits de participation et d'implication citoyenne, de compétences collectives, de communications et de capital communautaire. Or, nous savons aussi que ce rôle ne peut être adéquatement rempli sans que les organisations deviennent elles-mêmes compétentes et développent leur propre processus d'*empowerment* (EO). Toutefois, ce processus dynamique et circulaire n'a pu être initié sans la présence de conditions gagnantes : des marges de manœuvre et un soutien concret de l'État.

Nous avons identifié la PNR comme l'instance qui a facilité la naissance et le démarrage de la coopérative. Or, depuis 2015, la PNR n'est plus. Sa disparition est certainement déplorable pour les régions, car elle a démontré à de nombreuses reprises son efficacité (El-Batal et Joyal, 2015; Organisation de coopération et du développement économique, 2010; Solidarité rurale du Québec, 2013). Il ne reste qu'à espérer que le nouveau pacte fiscal, signé avec les municipalités du Québec en 2016, et le nouveau Fonds de développement des territoires (FDT) puissent jouer un rôle similaire à celui de la PNR. À tout le moins, les orientations du dernier gouvernement libéral (2015-2018) ont laissé entrevoir des possibilités intéressantes en matière de gouvernance dans le domaine des environnements favorables, du développement social et de la promotion et de la prévention en santé (Gouvernement du Québec, 2016). Mais même avec plus de responsabilités reconnues, ce sont les moyens financiers qui laissent songeurs, cela et le fait que les projets n'ont plus à être automatiquement liés à des mécanismes de consultation citoyenne (Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, 2015). L'avenir nous dira si ces possibilités se vérifieront et triompheront des contraintes. L'élection d'un nouveau gouvernement caquiste en 2018 et le contenu de sa plate-forme électorale ne semblent hélas pas prometteurs dans ce domaine.

## NOTES

- 1 Pour Ninacs (2008), les organisations peuvent aussi être de petites communautés et donc, développer leur propre empowerment communautaire. Par contre, dans ce dernier cas, on ne parle pas de communautés locales, mais bien de communauté d'intérêt ou d'identité. Cela vient donc passablement compliquer l'analyse du processus d'empowerment. Dans le présent texte, spécifions que nous faisons bel et bien référence à l'empowerment communautaire de la communauté locale.
- 2 Notons qu'en 2015, les Agences de santé régionales ont été abolies par le projet de loi 10, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (Gouvernement du Québec, 2015), une partie des responsabilités étant transférée dans les Centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS ou CIUSSS), eux-mêmes ayant absorbé les CSSS. Le projet de loi est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2015.

---

## RÉFÉRENCES

- Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. *American institute of Planners journal*, 35(4), 216-224. Repéré à <https://doi.org/10.1080/01944366908977225>
- Bacqué, M.-H. (2006). Empowerment et politiques urbaines aux États-Unis. *Géographie, Économie, Société*, 8, 107-124. Repéré à <https://doi.org/10.3166/ges.8.107-124>
- Bergeron, C. et Pollender, H. (2014). *Devenir artisan de sa santé : des communautés d'appartenance en action*. Récit. Sherbrooke, QC: Observatoire québécois des réseaux locaux de services. Repéré à [http://www.csss-iugs.ca/c3s/data/files/GROUPES\\_Hans\\_Kai\\_2014-07-03.pdf](http://www.csss-iugs.ca/c3s/data/files/GROUPES_Hans_Kai_2014-07-03.pdf)
- Bernier, N. F. (2011). *L'environnement politique de la santé. Théorie et pratique*. Sainte-Foy, QC: Presses de l'Université Laval.
- Boivin, I. et Fillion, L. J. (1999). *La Coop-Santé Les Grès*. Montréal, QC: HEC de Montréal.
- Brassard, M.-J. et Darou, J. (2012). Portrait des coopératives de santé au Québec: des pouvoirs à partager. Dans Les cahiers de l'ARUC-DTC (Éd.), *Recherches* (Vol. 11). Lévis, QC: ARUC-DTC.
- Brennan, M. A. et Israel, G. D. (2013). The power of community. Dans M. A. Brennan, J. C. Bridger et T. R. Alter (Éds), *Theory, practice and community development*. (pp. 78-97). New York, NY: Routledge.
- Brennan, M. A. S., Micheal et Cantrell, R. K., Muthusami. (2014). Enhancing Community Through Social Interaction. *IFAS Community Development*. Repéré à <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.544.1439&rep=rep1&type=pdf>
- El-Batal, K. et Joyal, A. (2015). La Politique nationale de la ruralité québécoise relève-t-elle d'une gouvernance synergique territoriale ? *Cahiers de géographie du Québec*, 59(167), 189-207. Repéré à <https://doi.org/10.7202/1036354>
- Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (2013). *Rapport du groupe de travail sur l'accessibilité aux soins de santé de première ligne*. Montréal, QC: Auteur. Repéré à [https://fmoq-legacy.s3.amazonaws.com/fr/Presse/Dossiers/2013-10-29\\_accessibilite/Rapport\\_accessibilite\\_.pdf](https://fmoq-legacy.s3.amazonaws.com/fr/Presse/Dossiers/2013-10-29_accessibilite/Rapport_accessibilite_.pdf)
- Fellin, P. (1995). *The community and the social worker* (2<sup>e</sup> éd.). Itasca, IL: Peacock publishers.
- Fellin, P. (2001). Understanding american communities. Dans J. Rothman, J. Erlich et J. E. Tropman (Éds), *Strategies of community intervention*. (pp. 119-132). Itasca, IL: Peacock publishers.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir : naissance de la prison*. Paris, France: Gallimard.
- Friedman, J. (1992). *Empowerment: the politics of alternative development*. Cambridge, ON: Blackwell publishers.
- Gauthier, V. (2012, 31 janvier). Trois médecins de moins à Sainte-Thècle: « C'est une catastrophe ». *Le Nouvelliste*. Repéré à <https://www.lenouvelliste.ca/archives/trois-medecins-de-moins-a-sainte-thecle-cest-une-catastrophe-2094dfc8b6d849696551709cf3ac264f>
- Girard, J.-P. (2011). Coopératives de santé au Québec: 15 ans de cheminement, d'adaptation, d'apprentissage. *I4*. Repéré à [http://communityrenewal.ca/sites/all/files/resource/i42011JUN23\\_Co-ops\\_sante.pdf](http://communityrenewal.ca/sites/all/files/resource/i42011JUN23_Co-ops_sante.pdf)
- Girard, J.-P. (2012). Coopérative de services de santé au Québec : entre l'espoir et le doute. *Vie économique*, 3(4), 1-12. Repéré à [http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/15/149/RVE\\_vol3\\_no4\\_Girard.pdf](http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/15/149/RVE_vol3_no4_Girard.pdf)
- Gouvernement du Canada. (1985). *Loi canadienne sur la santé*. Ottawa: Éditeur officiel. Repéré à : <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-6/>
- Gouvernement du Québec. (2015). *Projet de loi no 10 : Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales*. Québec, QC: Éditeur officiel du Québec. Repéré à <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-10-41-1.html>
- Gouvernement du Québec. (2016). *Accord de partenariat avec les municipalités*. Québec, QC: Éditeur officiel. Repéré à [https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/organisation\\_municipale/accord\\_partenariat/document\\_information\\_accord\\_partenariat\\_municipalites.pdf](https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/organisation_municipale/accord_partenariat/document_information_accord_partenariat_municipalites.pdf)

- Gouvernement du Québec. (2018). *Loi sur les services de santé et de services sociaux*. Québec, QC: Éditeur officiel. Repéré à <http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/S-4.2>
- Klein, J.-L. et Champagne, C. (Éds.). (2011). *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*. Québec, Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Lévesque, B. (2007). Une gouvernance partagée et un partenariat institutionnalisé pour la prise en charge des services d'intérêt général. Dans Les Cahiers du CRISES (Éd.), *Études théoriques* (Vol. 0701). Repéré à <https://crises.uqam.ca/wp-content/uploads/2018/10/ET0701.pdf>
- Levy, C. (2012). Historique du développement et de la gouvernance locale. Dans G. Tremblay et P. F. Vieira (Éds), *Le rôle de l'Université dans le développement local : expériences brésiliennes et québécoises*. (pp. 63-92). Québec, Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Lukes, S. (2005). *Power: a radical view* (2<sup>e</sup> éd.). New York, NY: Palgrave-MacMillan.
- Maynard, M. T., Gilson, L. L. et Mathieu, J. E. (2012). Empowerment—Fad or Fab? A Multilevel Review of the Past Two Decades of Research. *Journal of Management*, 38(4), 1231-1281. Repéré à <https://doi.org/10.1177/0149206312438773>
- Mendell, M. (2006). L'empowerment au Canada et au Québec : enjeux et opportunités. *Géographie, économie, société*, 8(1), 63-85. Repéré à <https://doi.org/10.3166/ges.8.63-86>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. (2015). Le Fonds de développement des territoires pour appuyer les MRC dans leur compétence en développement local et régional. *Muni-Express*, 5. Repéré à <https://www.mamot.gouv.qc.ca/publications/bulletin-muni-express/2015/n-05-23-juin-2015/>
- Ninacs, W. A. (2008). *Empowerment et intervention - développement de la capacité d'agir et la solidarité*. Québec, QC: Presses de l'Université Laval.
- Organisation de coopération et du développement économique. (2010). *Examens de l'OCDE des politiques rurales: Québec, Canada*. Paris, France: Direction de la gouvernance publique et du développement territorial. Repéré à <http://www.oecd.org/fr/gov/politique-regionale/examensdelocdedespolitiquesruralesquebeccanada.htm#references>
- Palard, J. (2009). *La Beauce inc. : capital social et capitalisme régional*. Montréal, QC: Presses de l'Université de Montréal.
- Riger, S. (1993). What's wrong with empowerment. *American Journal of Community Psychology*, 21(3), 279-290. Repéré à <http://dx.doi.org/10.1007/BF00941504>
- Rui, S. (2011). Pouvoir. Dans S. Paugam (Éd.), *Les 100 mots de la sociologie*. (pp. 85-86). Paris, France: Presses universitaires de France. Repéré à <https://sociologie.revues.org/1598>
- Simard, M. (2005). *Les services de proximité en région rurale: une synthèse des connaissances*. Rimouski, QC: Chaire de recherche du Canada en développement rural, Université du Québec à Rimouski.
- Simard, P. et Richardson, M. (2014). *Les effets de la politique nationale de la ruralité du Québec sur la santé des ruraux et des communautés. Rapports de recherche - Programme actions concertées*. Québec, QC: Fonds de recherche Société et culture. Repéré à [http://www.frqsc.gouv.qc.ca/documents/11326/449012/PT\\_SimardP\\_rapport\\_ruralite.pdf/2ff54c69-1609-4cb1-811d-692893bf97ef](http://www.frqsc.gouv.qc.ca/documents/11326/449012/PT_SimardP_rapport_ruralite.pdf/2ff54c69-1609-4cb1-811d-692893bf97ef)
- Solidarité rurale du Québec. (2013). *Fiche d'information : Retombées économiques de la Politique nationale de la ruralité pour l'ensemble du Québec et par région*. Québec, QC: Auteur. Repéré à [http://www.ruralite.qc.ca/fichiers/fr/fiches\\_regionalisees\\_-\\_tout\\_le\\_qc.pdf](http://www.ruralite.qc.ca/fichiers/fr/fiches_regionalisees_-_tout_le_qc.pdf)
- Tremblay, S. (2017). Processus d'empowerment communautaire dans le cadre d'un projet de développement local en santé de proximité : Le cas de la MRC Robert-Cliche et de sa coopérative de santé. (Thèse de doctorat inédite). Université du Québec à Chicoutimi. Repéré à <http://constellation.uqac.ca/4385/>
- Vaillancourt, Y. (2017). Marges de manœuvre des acteurs locaux de développement social en contexte d'austérité. Dans Les cahiers du CRISES (Éd.), *Études théoriques et méthodologiques* (Vol. 1701). Repéré à [https://depot.erudit.org/bitstream/004087dd/1/CRISES\\_ET1701.pdf](https://depot.erudit.org/bitstream/004087dd/1/CRISES_ET1701.pdf)
- Weber, M. (1971). *Économie et société : les catégories de la sociologie* (Tome 1). Paris, France: Plon.
- Wilkinson, K. P. (1991). *The Community in Rural America*. Westport: Greenwood Press.
- Yin, R. K. (2009). *Case study research: design and methods* (4<sup>e</sup> éd.). Thousand Oaks, CA: Sage Publications.



Centre de recherche sur le  
développement territorial

## Centre de recherche sur le développement territorial

UQAC - UQAR - UQAT - UQO - INRS-UCS - ÉNAP

Le Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) est un regroupement stratégique de chercheurs reconnu par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture.

Rassemblant près d'une cinquantaine de membres, dont une dizaine de l'extérieur du Canada, le CRDT est principalement rattaché à des institutions universitaires implantées au coeur même des régions du Québec.

Le CRDT met en oeuvre une programmation intégrée de recherche comparative sur le développement territorial :

### AXE 1

**Aménagement et gestion durables  
du territoire et des ressources**

### AXE 2

**Dynamiques économiques,  
production et proximité**

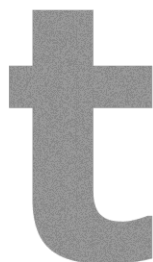
### AXE 3

**Politiques publiques et  
gouvernance territoriale**

**www.crdt.ca**



Photos : CCDM, P.Grant, 2001; D. Chabot, 2001, 2002; G. Gauthier, 1992; D. Chabot, 2003; S. Aubé, 1999



**Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT)**

UQAC - UQAR - UQAT - UQO - INRS-UCS - ÉNAP

Université du Québec à Chicoutimi

555, boul. de l'Université, Chicoutimi (Québec) G7H 2B1, CANADA



# Les déterminants du comportement responsable des dirigeants dans l'industrie agroalimentaire

Gouanlong Kamgang Nadège Ingrid<sup>a</sup>

**RÉSUMÉ.** Dans un monde où les problèmes environnementaux et sociaux occupent une place toujours plus grande, le rôle des entreprises est remis en question. Indépendamment de leur taille, de leurs secteurs d'activité, de leur localisation géographique, les entreprises se sont résolument tournées ces dernières années vers la RSE. Les récents mouvements observés dans l'environnement économique camerounais relatifs à l'interdiction de l'usage de l'emballage plastique touche non seulement les entreprises productrices, mais aussi celles utilisatrices à l'instar des entreprises de l'Industrie Agro-Alimentaire (IAA). L'objet de recherche est orienté sur la perception de la RSE par les dirigeants des IAA. Il ressort de l'analyse des discours des interviewés que la RSE est principalement réduite à la dimension environnementale. De même, ces dirigeants d'entreprises utilisatrices d'emballage plastique approuvent et consolident l'initiative de l'État, mais ils se sont aussi prononcés en faveur des opportunités de collaboration de type médiatique avec leurs fournisseurs en amont.

**ABSTRACT.** In a world where environmental and social issues are becoming increasingly important, the role of businesses is being challenged. Regardless of their size, sectors of activity and geographical location, businesses have recently resolutely turned towards corporate social responsibility (CSR). Recent movements observed in the Cameroon economic environment regarding banning the use of plastic packaging, affect both the producers and the users, such as agro-food industry (AFI) businesses. The research is focused on the perception of CSR by AFI leaders. Analysis of the interviewees' speeches shows that CSR is mainly environmental. Similarly, these leaders of plastic packaging businesses approve and consolidate the state's initiative, but they have also spoken out in favour of media-related collaboration opportunities with their upstream suppliers.

## Introduction

*Stop à la production et à la commercialisation des emballages plastique!*

C'est en ces termes que nous pouvons résumer le communiqué du ministre de l'environnement interdisant « la fabrication, la détention, la commercialisation ou la distribution à titre gratuit des emballages plastique non biodégradables à basse densité, ainsi que les granulés servant à leur fabrication » sur le territoire camerounais en date du 13 février 2013<sup>1</sup>. Avec cette mesure, le Cameroun emboîte le pas au mouvement mondial dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il importe de remarquer qu'à travers cette interdiction, le Cameroun rejoint ainsi de nombreux pays africains, à l'instar du Rwanda (2008), du Gabon (2010), de la

Côte d'Ivoire (2013), du Burkina Faso (2014). Les effets négatifs de ces emballages plastique sur la population et sur l'environnement étant avérés, la responsabilité des entreprises est constamment remise en question (Riffon, 2017).

La Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) est définie selon la Commission Européenne comme « l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques des entreprises à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes » (2001, p. 9). De cette définition, il apparaît clairement que c'est l'entreprise elle-même qui prend solennellement une promesse génératrice d'engagement d'un point de vue social et environnemental (Tchankam et Estay, 2004). La RSE ne fait donc en aucun cas office de loi. De plus, elle ne se substitue pas à la réglementation en vigueur

<sup>a</sup> Docteur-Chargé de Cours, Maître-Assistant CAMES, membre du LAREGO, Université de Ngaoundéré, Cameroun

---

(Bourque, 2017). Autrement dit, l'engagement RSE traduit la capacité d'une entreprise à assumer les conséquences de ses actions sur soi-même et autrui (Gendre-Aegerter, 2008).

C'est probablement pour cette raison que, durant de nombreuses années, le terrain de prédilection des recherches sur la RSE était constitué des entreprises industrialisées de l'Europe de l'Ouest, des États-Unis ou de l'Australie conscientes de la pollution des déchets (Belal, 2001). Par essence, les systèmes de production génèrent non seulement des *outputs* (produits finis ou semi-finis), mais aussi des déchets toxiques ou dangereux. Le terme déchet est couramment utilisé pour désigner quelque chose qui ne peut plus être utilisé selon ses intentions premières ou quelque chose qui est rejeté définitivement. Ces déchets contiennent à des degrés divers des doses d'inflammabilité, de corrosivité, de réactivité et de toxicité. À ce sujet, il convient de remarquer que sur la liste des déchets à caractère dangereux dressée par l'U.E en 1994 y figurent entre autres les résidus de l'incinération de déchets ménagers; les résidus d'opérations d'élimination de déchets industriels; les déchets de traitement de surface de métaux ou de matières plastique, etc.

D'après le dictionnaire Larousse (2016), est considéré comme plastique ou matière plastique toute matière synthétique constituée de molécules et qui peut être moulée ou modelée. À l'observation, notre quotidien est meublé d'objets plastique inimaginables tels que la bouteille d'eau, le sac poubelle, les jouets, les films alimentaires, les sacs de congélation, le gainage électrique, les réservoirs d'eau, etc. Une fois utilisés, ces divers objets plastique sont rejetés dans la nature. Si certains peuvent être entièrement détruits avec des émissions de gaz nocifs, d'autres par contre ne peuvent pas disparaître. Pourtant, depuis le Rapport Brundtland (Brundtland et WCED, 1987), les rencontres de Kyoto (1992), Rio (1994) et Aalborg (1994), de nombreuses mesures relatives à la gestion de la « durabilité » ont été prises. C'est dans ce cadre qu'apparaît la charte sur la « ville durable » axée sur la résolution des problèmes sociaux, économiques et environnementaux tant à l'échelle locale qu'à l'échelle globale. Concrètement, cette charte qualifiée de post-Kyoto prend les formes de ville des courtes distances, de ville zéro carbone et de ville

propre. Ce troisième type de ville visant la diminution de l'empreinte écologique par le recyclage des rejets et des déchets a été plébiscité par de nombreuses entreprises dans le cadre de leur RSE. En Europe par exemple, le recyclage des déchets commence à l'échelle du consommateur à travers le tri depuis sa poubelle.

Les récents mouvements observés dans l'environnement économique camerounais relatifs à l'interdiction de l'usage de l'emballage plastique touche non seulement les entreprises productrices, mais aussi celles utilisatrices à l'instar des entreprises de l'Industrie Agro-Alimentaire (IAA). Il est par exemple utilisé pour le conditionnement de diverses denrées alimentaires (d'origine industrielle ou non) et même des produits pharmaceutiques destinés à la consommation. De plus, l'emballage plastique est un matériel non-biodégradable et revêt donc un caractère polluant. À ce titre, il constitue l'un des principaux éléments associés à la destruction de la couche d'ozone. Au Cameroun, le recyclage a pris la forme d'un partenariat entre l'entreprise brassicole SABC et la société d'hygiène et de salubrité du Cameroun (Hysacam) sous le projet dénommé « Plastic récup » en vue de préserver l'environnement (Tchuikoua, 2015). Certes, la SABC est considérée comme l'une des plus importantes utilisatrices des emballages plastique en contexte camerounais, mais n'étant pas la seule, le problème de la pollution de ces emballages y sévit toujours avec acuité.

Dans les faits, même s'il est admis qu'en contexte camerounais les grandes entreprises ont un comportement volontaire vis-à-vis de la RSE (Ngongang, 2016; Djounda Tchinda, Boukar et Tsapi, 2018), il ne faudrait pas perdre de vue que le tissu économique local est majoritairement constitué des Petites et Moyennes Entreprises (Wamba, Simo et Nimpa, 2014; Sangue-Fotso, 2018). Si nous convenons avec Moskolai (2016) que la RSE est perçue comme une pratique émergente, intuitive et non formalisée en contexte camerounais, la solution à ce problème serait à envisager sous un autre angle. À cet égard, Ondoua Biwolé (2017) préconise à l'issue d'un état de l'art des travaux sur la RSE de compléter les théories couramment mobilisées par d'autres approches à l'instar de la théorie du comportement planifié. Il serait par exemple intéressant de questionner l'intention des dirigeants à

l'égard de la RSE, la théorie du comportement planifié accordant une place de choix à l'intention dans la genèse du comportement (Ajzen, 1991, 2002). Notre recherche s'inscrit donc dans la continuité des travaux existants tout en accordant un intérêt à l'intention comportementale dans la compréhension des déterminants de la RSE par les dirigeants des IAA.

L'objectif de cet article est donc de comprendre les représentations que les dirigeants des IAA utilisatrices d'emballage plastique se font de la RSE compte tenu du rôle majeur de l'intention dans la prédiction des différents types de comportements. De cette problématique, nous formulons la question de recherche suivante : Quels sont les motivations et les freins à la mise en place de la démarche RSE rencontrés par les dirigeants des IAA utilisatrices d'emballage plastique? Afin d'apporter des éléments de réponse à cette question, notre communication s'articule autour de trois points.

Tout d'abord, nous commencerons par une revue de la littérature visant à mieux cerner le concept de la RSE dans un contexte institutionnel contraignant. Ensuite, nous présenterons le cadre d'analyse qualitative retenu d'un point de vue méthodologique. Enfin, nous présenterons et discuterons des résultats obtenus dans le troisième point.

## **1. RSE et comportement durablement responsable des managers sous contrainte institutionnelle**

Dans un environnement économique marqué depuis peu par l'interdiction de la production et de la commercialisation des emballages plastique, la pratique de la RSE s'invite à l'ordre du jour.

### **1.1 La RSE, l'incontournable en matière de développement durable dans les IAA**

D'un point de vue historique, il est unanimement reconnu que le concept de développement durable (DD) tient ses origines des préoccupations environnementales et plus spécifiquement de l'effet néfaste de l'industrialisation et de la surconsommation des ressources naturelles. Le DD apparaît comme un axe prioritaire visant à préserver les ressources naturelles (l'air, la terre, l'eau). Dans ces

conditions, l'application de ce concept dans les entreprises revêt la forme d'un projet écologique, l'entreprise étant un sous-système particulier à l'intérieur de l'écosystème planétaire (Serageldin, Steer et Cerna, 1994). Des diverses définitions existantes, nous retenons celle consignée dans le rapport Brundtland :

Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Ainsi, les objectifs du développement économique et social sont définis en fonction de la durée, et ce, dans tous les pays-développés ou en développement, à économie de marché ou à économie planifiée. Les interprétations pourront varier d'un pays à l'autre, mais elles devront comporter certains éléments communs et s'accorder sur la notion fondamentale de DD et sur un cadre stratégique permettant d'y parvenir (Brundtland et WCED, 1987, p. 51).

Le DD apparaît donc comme une tentative de créer un modèle de développement qui intègre à la fois l'économie, le progrès social et la protection de l'environnement. Cet objectif est né de l'idée que la qualité environnementale et le bien-être économique et social sont intimement liés et que, par conséquent, ces trois dimensions ne peuvent être considérées séparément. Le DD devient ainsi plus qu'un simple outil de protection pour l'environnement : c'est un projet de créer un modèle de développement pouvant être soutenu à très long terme ou dans le meilleur des cas, indéfiniment. Le concept de DD tente donc de réorienter le développement vers un modèle plus englobant qui crée des liens entre l'économie, la société et l'environnement. À ce titre, le DD renvoie donc à une vision macroéconomique relative à des politiques d'états, des institutions et des collectivités locales en comparaison à un autre concept agissant sur le plan microéconomique : la RSE.

La RSE est fondée sur l'idée que les entreprises doivent assumer des responsabilités qui vont au-delà de leur sphère d'activités directe. Les activités économiques de l'entreprise peuvent se traduire par des externalités négatives pour l'ensemble de la société : pollution, chômage, pauvreté, insécurité, etc. La RSE est ainsi présentée actuellement comme le « volet entreprises », voire le « volet organisations »

du DD. Dit autrement, elle vise à apporter à l'échelle de l'entreprise des réponses à la crise écologique et sociale mondiale.

Concrètement, les préoccupations de la RSE concernent le rôle que doit jouer l'entreprise dans la société et la nature des obligations sociales qu'elle doit remplir (Freeman et Gilbert, 1988; Pasquero, 2007). À cet égard, la RSE suggère un programme politique aux entreprises basé sur un contrat social reliant les intérêts de l'organisation à ceux de ses différentes parties prenantes. L'objet du concept de RSE est la société et ce concept invite les gestionnaires à élargir leur système de référence pour non seulement tenir compte des intérêts de l'entreprise, mais aussi inclure ceux de la société dans laquelle l'entreprise évolue. C'est suivant cette logique que nous considérons que la RSE est la traduction managériale du DD (Gendre-Aegerter, 2008; Ben Boubaker-Gherib, 2009). En d'autres termes, la RSE fait partie intégrante de ce concept et peut être comprise comme l'apport des entreprises au DD et implique une triple performance : environnementale, sociale et économique. Il s'agit là des dimensions de la RSE telles qu'originellement appréhendées par Carroll (1979). Cet auteur a défini la RSE comme un ensemble d'obligations de l'entreprise vis-à-vis de la société. L'auteur distingue quatre types d'obligations : économiques (être profitable, fabriquer des produits respectant des normes de qualité et de sécurité...), légales (respecter les lois et les réglementations), éthiques (agir conformément à des principes moraux partagés au sein de la société), philanthropiques (agir avec bienfaisance et charité). Cette définition considérée comme le point de départ des approches théoriques de la RSE a été revisitée par Wood (1991). À cet effet, l'apport de ce dernier est d'avoir distingué clairement trois niveaux de responsabilité pour l'entreprise. Ce sont : la responsabilité de l'entreprise en tant qu'institution; la responsabilité en termes de conséquences (*outcomes*) de ses activités et enfin, la responsabilité individuelle et morale des dirigeants et des managers.

Telle que présentée, la RSE apparaît comme un des éléments de la contribution des entreprises au DD (Capron et Petit, 2011). Autrement dit, la RSE constitue donc une modalité de réponse de l'entreprise aux interpellations sociétales et environnementales, par le biais de la production des stratégies, des dispositifs de management, et de

conduite de l'entreprise adaptés aux concepts évoqués dans le cadre du DD.

## **1.2 Une lecture théorique de la perception de la RSE par les dirigeants des IAA : apport de la théorie du comportement planifié**

Nous présenterons successivement l'apport de la théorie néo-institutionnaliste, la théorie des parties prenantes et la théorie du comportement planifié à la compréhension du concept de la RSE.

La théorie néo-institutionnaliste présente l'avantage d'analyser la RSE à travers non seulement le prisme de la normativité, mais aussi celui de la légitimité de ses pratiques en tant que réponses institutionnelles aux contraintes de l'environnement. À cet effet, Menard (2003) souligne que l'analyse économique néo-institutionnelle repose sur deux concepts clés que sont l'environnement institutionnel et les arrangements institutionnels. L'environnement institutionnel fait référence aux règles du jeu, règles politiques, sociales ou légales édictées par le cadre institutionnel (North, 1990), alors que les arrangements institutionnels renvoient aux modes organisationnels développés par les acteurs dans le cadre des règles données. La vision normative des pratiques de RSE concentre l'essentiel de son propos sur les règles édictées, qu'elles le soient par un pouvoir légal ou de manière plus volontaire par le phénomène d'une autorégulation conjointe des acteurs économiques. L'étude des chartes éthiques renvoie donc a priori au caractère normatif des pratiques de la RSE. En effet, qu'elles soient le résultat d'une construction externe en provenance des cabinets conseils en matière de RSE, ou encore qu'elles soient le fruit d'une réflexion interne de l'entreprise, ces chartes éthiques répondent bel et bien au besoin, inhérent à la loi édictée, de répertorier et de catégoriser les différentes facettes des pratiques socialement responsables. Cette démarche procède donc d'une recherche normative visant à protéger les acteurs, d'une part, sur le respect de la loi et, d'autre part, à travers la communication de ces efforts dans une perspective stratégique de communication vers les parties prenantes. Pour autant, une autre vision est possible de cette démarche de construction de chartes éthiques : celle d'arrangements institutionnels soulignant l'importance pour les entreprises d'adapter

leurs pratiques aux contraintes institutionnalisées par leur environnement (North, 1990).

La théorie des parties prenantes permet de décrire, d'évaluer et de gérer les responsabilités de l'entreprise (Donaldson et Preston, 1995) envers les personnes et les groupes de personnes qui y contribuent et elle apporte, en cela, le cadre théorique qui faisait défaut au concept de responsabilité sociétale de l'entreprise. Elle confère à l'entreprise des responsabilités étendues autres que de servir au mieux les actionnaires puisqu'elle induit des responsabilités envers les parties prenantes (Goodpaster, 1991), ce qui est le corollaire d'une bonne gestion, à la fois stratégique et éthique. Dans ces conditions, la théorie des parties prenantes se présente comme une opportunité de relecture de la responsabilité sociétale de l'entreprise permettant à la fois de comprendre la nature des relations entre l'entreprise et son environnement et de privilégier le rôle des parties prenantes dans l'explication de la responsabilité et de la performance sociétale (Clarkson, 1995). Autrement dit, la théorie des parties prenantes est sans doute la théorie la plus appropriée pour modéliser le concept de responsabilité sociétale de l'entreprise. Elle donne, en effet, un cadre théorique justifiant la reconnaissance des responsabilités de l'entreprise envers ses parties prenantes. Elle se présente également comme un redoutable outil de management à la fois stratégique et éthique venant au secours des dirigeants avides de performances financières et extra financières. Enfin, elle apparaît comme une nouvelle théorie de la firme proposant une vision alternative de la gouvernance des entreprises, tout en gardant à l'esprit que les actionnaires sont les parties prenantes les plus importantes.

La théorie du comportement planifié stipule que les individus prennent des décisions raisonnées et que le comportement est le résultat de l'intention de s'y engager (Ajzen, 1991, 2002). Autrement dit, plus l'intention est forte, plus la personne fera d'efforts pour s'orienter vers ce comportement et plus forte sera la probabilité qu'elle s'engage dans ce comportement (Steg et Nordlund, 2013). L'intention dépend de trois groupes de facteurs, à savoir : l'attitude vis-à-vis du comportement souhaité, les normes subjectives et le contrôle comportemental perçu (Ajzen, 1991, 2002).

Les attitudes reflètent dans quelle mesure l'engagement vers tel ou tel comportement est évalué de manière positive ou négative par la personne. Quant aux normes subjectives, elles correspondent à l'évaluation que les personnes ou les groupes importants pour l'individu font de son comportement. Dans ce cas-là, l'évaluation des coûts/bénéfices est de nature sociale. Les normes subjectives se basent sur les croyances de l'individu concernant les attentes des groupes de référence pertinents. Cela est modéré par la motivation à se soumettre.

Le contrôle comportemental perçu fait référence à la facilité ou à la difficulté perçue vis-à-vis de la réalisation du comportement. Ce contrôle peut être influencé par les expériences passées, mais aussi par les obstacles anticipés. Cette variable peut influencer la mise en place du comportement de manière directe ou indirecte.

Telle que présentée, cette théorie peut donc servir de point de départ pour comprendre l'intention comportementale des dirigeants des IAA à l'égard de la RSE (Martin-Pena, Diaz-Garrido et Sanchez-Lopez, 2010).

## 2. Méthodologie

Dans le cadre de cette étude, nous avons opté pour une recherche abductive et exploratoire basée sur une méthodologie qualitative afin de cerner les leviers et les freins de l'engagement des dirigeants des IAA utilisatrices des emballages plastique dans une démarche RSE, mais aussi d'y dégager des possibilités d'actions collaboratives d'ordre marketing. Dans cette perspective, nous avons mené des entretiens individuels semi-directifs avec les dirigeants des IAA utilisant les emballages plastique alimentaires au Cameroun. Ce type d'entretien nous a permis d'aborder nos thèmes de recherche tout en maintenant intactes la liberté du répondant et la flexibilité de l'interview (Giordano, 2003).

Le guide d'entretien conçu à cet effet s'articulait autour des deux principaux thèmes suivants : compréhension du concept de RSE par les dirigeants; les leviers et les freins pour la mise en place d'une démarche RSE.

Nous avons eu des entretiens individuels semi-directifs sur une période de huit mois, de mai à octobre 2017 et de mai à juin 2018. La durée

moyenne de chaque entretien est estimée à quarante minutes. L'unité d'analyse retenue dans cette étude est le dirigeant. La sélection des dirigeants des IAA s'est effectuée selon la méthode non probabiliste dite de choix raisonné. La consultation de la liste actualisée des entreprises camerounaises en provenance de la Chambre de Commerce, d'industrie, des Mines et de l'Artisanat nous a permis de répertorier 86 entreprises appartenant au secteur de l'industrie agroalimentaire. Cette liste a

été complétée par nos observations sur le terrain, notamment dans les villes de Douala et de Yaoundé. Les difficultés de collecte des données en contexte camerounais n'étant plus qu'un secret de polichinelle, à cela il convient d'ajouter la pression répressive des pouvoirs publics. En dépit de ces obstacles, nous avons pu avoir des entrevues avec vingt-quatre (24) dirigeants IAA utilisatrices d'emballages plastique alimentaires (Tableau 1).

Dirigeant	Secteur d'activité	Effectif	Durée	Localisation
EU 1	Extraction et embouteillage eau minérale	]50-249] employés	45 mn	Yaoundé
EU 2	Production de yaourt	>250 employés	35 mn	Douala
EU 3	Extraction et embouteillage eau minérale	]50-249] employés	40 mn	Ngaoundéré
EU 4	Extraction et embouteillage eau minérale	]50-249] employés	40 mn	Maroua
EU 5	Transformation de tomate	]50-249] employés	25 mn	Douala
EU 6	Transformation de tomate	>250 employés	30 mn	Yaoundé
EU 7	Production de Yaourt	]50-249] employés	45 mn	Yaoundé
EU 8	Biscuiterie	]50-249] employés	20 mn	Douala
EU 9	Traitement et raffinage de sel	>250 employés	30 mn	Douala
EU 10	Transformation de tomate	>250 employés	31 mn	Yaoundé
EU11	Extraction et embouteillage eau minérale	]50-249] employés	40 mn	Bafoussam
EU 12	Extraction et embouteillage eau minérale	]50-249] employés	42 mn	Douala
EU 13	Production de lait	>250 employés	38 mn	Douala
EU 14	Transformation du cacao	>250 employés	40 mn	Douala
EU 15	Extraction et embouteillage eau minérale	>250 employés	30 mn	Douala
EU 16	Production des pâtes alimentaires	>250 employés	40 mn	Douala
EU 17	Extraction et embouteillage eau minérale	]50-249] employés	41 mn	Douala
EU 18	Extraction et embouteillage eau minérale	]50-249] employés	40 mn	Douala
EU 19	Production des pâtes alimentaires	>250 employés	40 mn	Douala
EU 20	Biscuiterie	]50-249] employés	43 mn	Douala
EU 21	Fabrication des emballages plastique	]50-249] employés	37 mn	Douala
EU 22	Transformation du cacao	>250 employés	40 mn	Douala
EU 23	Biscuiterie	>250 employés	40 mn	Douala
EU 24	Extraction et embouteillage eau minérale	]50-249] employés	38 mn	Garoua

Tableau 1 – Répartition des interviewés selon le secteur d'activité  
Source : Nos entretiens. Légende : EU (Entreprise Utilisatrice)

Les entretiens enregistrés puis retranscrits ont fait l'objet d'une analyse thématique de contenu permettant la classification des données en catégories et idéaux types (Huberman et Miles, 2003). Ainsi, les thèmes figurant sur le guide d'entretien du départ ont été suivis de façon à pouvoir générer des thèmes nouveaux sur la base des réponses des dirigeants.

### 3. Résultats et discussion

#### 3.1 La RSE, un concept « boîte noire »

En discutant de leur connaissance du concept de RSE, les répondants se sont exclusivement prononcés en faveur de la dimension environnementale. En effet, la RSE est perçue comme étant « le fait de rendre une entreprise responsable de ses actes. Par actes, il s'agit principalement des effets négatifs d'ordre climatique des résidus liés à la consommation de nos produits » (Dirigeant EU 24). La

RSE, « *c'est se préoccuper de l'impact de notre activité sur la population affectée par les émanations toxiques liées à la désintégration partielle du matériel d'emballage de nature plastique* » (Directeur EU 10). Nous constatons que pour ces dirigeants, la RSE est réduite à sa dimension environnementale. Cela pourrait s'expliquer par la nature de leur secteur d'activité. Or, en plus de la dimension environnementale, la RSE revêt aussi bien une dimension économique que sociale au sens de Carroll (1979), auxquelles il convient d'ajouter les dimensions éthique et philanthropique (Carroll, 1991). La RSE apparaît alors comme un concept aux caractéristiques d'une « boîte noire » où chacun la conçoit et l'opérationnalise selon ses intérêts propres. Ce résultat rejoint la plupart des travaux menés en contexte africain en général (Golli et Yahiaoui, 2009; Hassine et Ghazzi-Nékhili, 2013) et camerounais en particulier (Biwolé Fouda, 2014; Moskoläi, 2016).

### 3.2 Les leviers incontournables de la démarche RSE : la loi et l'éthique

L'analyse des leviers d'action en faveur de l'essor de la RSE auprès des emballages plastique dans l'agroalimentaire a montré l'importance des incitations de l'État. Dans les faits, « *Nous avons été depuis longtemps sensibilisés à propos de la nécessité d'une démarche RSE. Francement, nous n'y accordons aucun intérêt particulier jusqu'à l'affaire de l'interdiction de la production des emballages plastique par le ministère de l'environnement* » (Directeur EU 22). Les efforts consentis pour le respect des contraintes réglementaires ont débouché sur la commercialisation des emballages estampillés « non biodégradables ». Dans cet ordre d'idées qu'un dirigeant (EU 9) souligne que « *Dans toutes les situations, il faudrait toujours un policier qui doit commercer par siffler la fin de la récréation, énoncer ce qui doit être fait, comment cela doit être fait et le plus important veiller au respect des textes en vigueur* ».

Les entretiens ont également révélé que les dirigeants conscients des problématiques soulevées par la RSE accordent une importance à la dimension éthique. Bien évidemment comme l'a d'ailleurs mentionné un dirigeant (EU 16) : « *il ne s'agit pas que de la morale dans les affaires, mais d'aller plus loin en sensibilisant les uns et les autres sur les bienfaits dans l'intérêt général* ».

### 3.3 Les entraves à la mise en place de la RSE

Au sujet des freins à la mise en pratique de la démarche RSE, les répondants ont évoqué le manque de ressources humaines. Les entreprises ayant adopté une démarche RSE y voient une opportunité de valorisation de leurs actifs en termes de démarche qualité mais sont confrontées au problème de ressource humaine. À cet égard, « *nous avons très tôt manifesté notre engagement en matière de RSE, mais nous souffrons de l'absence de véritables spécialistes RSE dans notre domaine* » (Dirigeants EU 11, EU 22). Si du côté des entreprises engagées, il s'agit d'un problème de compétence du personnel, les entreprises non engagées soulignent une incapacité de type organisationnelle, car « *depuis la création de notre entreprise, nous avons été toujours conscients de la pollution. D'où vient-il aujourd'hui que nous devons créer et entretenir de véritables départements spécifiques à la RSE?* » (Dirigeant EU 15).

### Conclusion

L'objet de cette communication était orienté sur la perception de la RSE par les dirigeants des IAA utilisatrices d'emballages plastique compte tenu du rôle majeur de l'intention dans la prédiction des différents types de comportements. La revue de la littérature nous a permis de mettre en lumière la dimension managériale du DD à travers la RSE et les supports théoriques généralement convoqués avec un accent particulier sur la théorie des comportements planifiés. D'un point de vue méthodologique, nous avons opté pour une approche qualitative basée sur l'administration d'un guide d'entretien. Les thèmes abordés avec les interviewés découlent de la revue de la littérature. Les analyses révèlent que les dirigeants des IAA utilisatrices d'emballages plastique sont conscients des effets néfastes de leurs activités sur l'environnement. De même, l'examen des résultats obtenus montrent que ces entreprises sont favorables à l'action de l'État visant à interdire l'utilisation des emballages plastique. À cet effet, l'éthique des affaires apparaît comme étant un levier important en matière de sensibilisation des entreprises sur les pratiques RSE. Toutefois, il semble nécessaire d'effectuer une étude empirique de nature quantitative sur ces perceptions de la RSE du côté des entreprises productrices de ces emballages plastiques à destination des IAA. Une telle étude pourrait déboucher sur des occasions de collaboration de type médiatique auprès de ces entreprises productrices et de leurs clients utilisateurs d'emballages plastique alimentaires.

## NOTES

- 1 Il s'agit en fait d'un communiqué diffusé à titre de rappel, l'Arrêté relatif à la réglementation de la fabrication, de l'importation et de la commercialisation des emballages non biodégradables datant du 24 octobre 2012. Cet Arrêté N° 004/ Minepded/ Mincommerce du 24 octobre 2012 portant réglementation de la fabrication, de l'importation et de la commercialisation des emballages non biodégradables est disponible à l'adresse électronique suivante : [https://www.cameroontradeportal.cm/tradeportal/templates/Tip\\_accueil/docs/arretes/Arrete\\_minepded\\_mincommerce.pdf](https://www.cameroontradeportal.cm/tradeportal/templates/Tip_accueil/docs/arretes/Arrete_minepded_mincommerce.pdf)

## RÉFÉRENCES

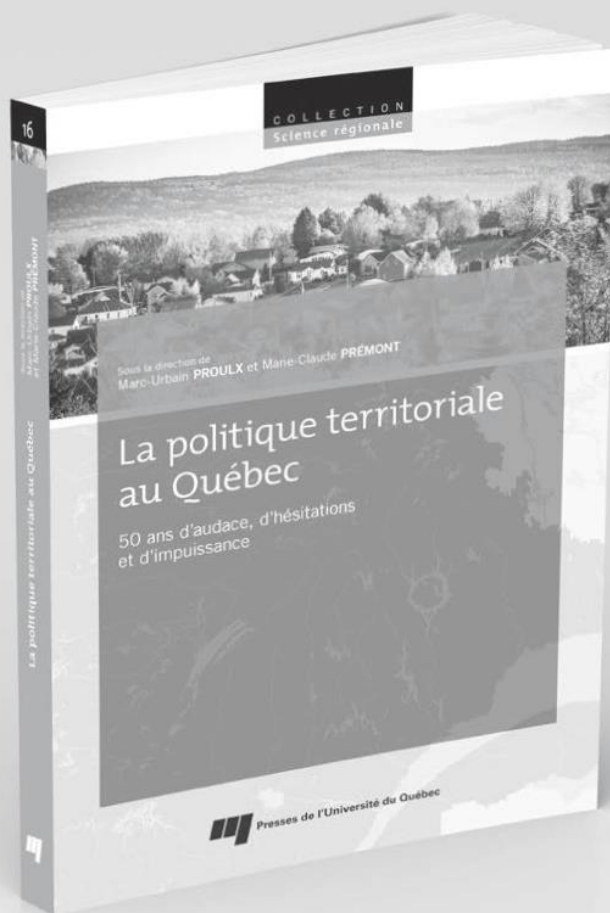
- Ajzen, I. (1991). The theory of planned behaviour. *Organizational Behaviour and Human Decision Process*, 50(2), 179-211. Repéré à [https://doi.org/10.1016/0749-5978\(91\)90020-T](https://doi.org/10.1016/0749-5978(91)90020-T)
- Ajzen, I. (2002). Residual effects of past on later behavior: habituation and reasoned action perspectives. *Personality and Social Psychology Review*, 6(2), 107-122. Repéré à [https://doi.org/10.1207/S15327957PSPR0602\\_02](https://doi.org/10.1207/S15327957PSPR0602_02)
- Belal, A. (2001). A Study of Corporate Social Disclosures in Bangladesh. *Managerial Auditing Journal*, 15(5), 274-289. Repéré à <https://doi.org/10.1108/02686900110392922>
- Ben Boubaker-Gherib, J. (2009). De l'efficacité des systèmes incitatifs pour l'engagement des entreprises dans le DD : cas des entreprises tunisiennes. *Actes du Colloque : énergie, changement climatique et développement durable*, Université de Tunis El-Manar, 15-17 juin 2009.
- Biwolé Fouda, J. (2014). Le choix d'une stratégie RSE. Quelles variables privilégier selon les contextes? *Revue Française de Gestion*, 40(244), 11-32. Repéré à <https://doi.org/10.3166/RFG.244.11-32>
- Bourque, D. (2017). Le lien entre la Loi sur le développement durable et la Loi sur la qualité de l'environnement : sa nature et sa portée. *Revue Organisations & Territoires*, 26(1-2), 65-81. Repéré à <https://doi.org/10.1522/revueot.v26i1-2.198>
- Brundtland, G. H., & World Commission on Environment and Development (WCED) (1987). Our Common Future: report of the world commission on environment and development. Business Council for Sustainable Development, Oxford, UK: Oxford University Press.
- Capron, M. et Petit, P. (2011). Responsabilité sociale des entreprises et diversité des capitalismes. *Revue de la Régulation*, 9. Repéré à <https://dx.doi.org/10.4000/regulation.9142>
- Carroll, A. B. (1979). A Three Dimensional Conceptual Model of Corporate Social Performance. *Academy of Management*, 4(4), 497-505. Repéré à <https://dx.doi.org/10.2307/257850>
- Carroll, A. B. (1991). The Pyramid of Corporate Social Responsibility: Toward the Moral Management of Organizational Stakeholders. *Business Horizons*, 34(4), 39-48. Repéré à [https://dx.doi.org/10.1016/0007-6813\(91\)90005-G](https://dx.doi.org/10.1016/0007-6813(91)90005-G)
- Clarkson, M. (1995). A stakeholder framework for analyzing and evaluating corporate social performance. *Academy of Management Review*, 20(1), 92-117. Repéré à <https://dx.doi.org/10.2307/258888>
- Commission Européenne (2001). *Libre vert : Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises*. Bruxelles, Belgique : Auteur. Repéré à <http://www.correl.fr/upload/pdf/promouvoir-RSE.pdf>
- Djounda Tchinda, J. L., Boukar, H. et Tsapi, V. (2018). L'engagement des entreprises dans la RSE au Cameroun : une vision à partir de la théorie néo-institutionnelle. *Revue des études multidisciplinaires en sciences économiques et sociales*, 7, 122-148.
- Donaldson, T. et Preston, L. E. (1995). The Stakeholder Theory of the Corporation: Concepts, Evidence, and Implications. *Academy of Management Review*. 20(1), 65-91. Repéré à <https://dx.doi.org/10.5465/AMR.1995.9503271992>
- Freeman, R. E. et Gilbert, D. R. (1988). *Corporate strategy and the search for ethics*. Englewood Cliffs, NJ : Prentice Hall.
- Gendre-Aegerter, D. (2008). *La perception du dirigeant de PME de sa responsabilité sociale : une approche par la cartographie cognitive* (Thèse de doctorat inédite). Université de Fribourg, Suisse, Belgique.
- Giordano, Y. (2003). *Conduire un projet de recherche : une perspective qualitative*. Cormelles-le-Royal, France: Éditions Management et Société.
- Golli, A. et Yahoui, D. (2009). Responsabilité sociale des entreprises : analyse du modèle de Carroll (1991) et application au cas tunisien. *Management & Avenir*, 3(23), 139-152. Repéré à <https://doi.org/10.3917/mav.023.0139>



- Goodpaster, K. (1991). Business ethics and Stakeholder Analysis. *Business Ethics Quarterly*, 1(1), 53-73. Repéré à <https://doi.org/10.1017/S1052150X00008782>
- Hassine, B. L. et Ghozzi-Nékhili, C. (2013). Perception de la responsabilité sociale des entreprises par leurs dirigeants : une comparaison entre PME tunisiennes certifiées et non certifiées. *Revue internationale P.M.E.*, 26(2), 59-80. Repéré à <https://doi.org/10.7202/1024321ar>
- Huberman, A. M. et Miles, M. B. (2003). *Analyse des données qualitatives*. Louvain-la-Neuve, Belgique: De Boeck Université.
- Martin-Pena, M. L., Diaz-Garrido, E. et Sanchez-Lopez, J. M. (2010). Relation between management's behavioural intentions toward the environment and environmental actions. *Journal of Environmental Planning and Management*, 53(3), 297-315. Repéré à <https://doi.org/10.1080/09640561003612866>
- Menard, C. (2003). L'Approche néo-institutionnelle : des concepts, une méthode, des résultats. *Cahiers d'Économie Politique*, 44(1), 103-118. Repéré à <https://doi.org/10.3917/cep.044.0103>
- Moskolai, D. D. (2016). La Responsabilité Sociétale des Entreprises au Cameroun : miroir aux alouettes ou évidence? *Revue de Management et de Stratégie*, 3(4), 53-71.
- Ngongang, D. (2016). Préoccupations de développement durable dans les entreprises camerounaises : une analyse empirique des déterminants. Dans E. Kamdem (dir.). *Innovation entrepreneuriale et développement durable en Afrique : défis et opportunités*. (pp. 157-184). Paris, France: L'Harmattan.
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*. Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press.
- Ondoua Biwolé, V. (2017). Nouvelles voies théoriques et méthodologiques pour une meilleure compréhension de l'engagement des PME à la RSE : état de l'art de 2005 à 2015. *Revue Internationale PME*, 30(2), 115-143. Repéré à <https://doi.org/10.7202/1040458ar>
- Pasquero, J. (2007). Commentaire : Éthique des affaires, responsabilité sociale et gouvernance sociétale : démêler l'écheveau. *Gestion*, 32(1), 112-116. Repéré à <https://doi.org/10.3917/riges.321.0112>
- Riffon, O. (2017). La démarche de développement durable : un processus intégrateur des enjeux sociaux et environnementaux dans les organisations. *Revue Organisations & Territoires*, 26(1-2), 83-90. Repéré à <https://doi.org/10.1522/revueot.v26i1-2.199>
- Sangue-Fotso, R. (2018). Perception de la RSE par les dirigeants des PME camerounaises. *Revue Internationale PME*, 31(1), 129-155. Repéré à <https://doi.org/10.7202/1044691ar>
- Serageldin, L., Steer, A. D. et Cernea, M. M. (Éds). (1994). Environmentally sustainable development occasional paper series: Vol. 2. *Making development sustainable: from concepts to action*. Washington, DC: World Bank.
- Steg, L. et Nordlund, A. (2013). Models to explain environmental behavior. Dans L. Steg, A. E. van den Berg, and J. de Groot (Éds), *Environmental Psychology: An Introduction*. Oxford: Oxford Wiley-Blackwell.
- Tchankam, J.-P. et Estay, C. (2004). La pratique de la responsabilité sociale et ses implications dans l'entreprise. *Gestion 2000*, 21(4), 31-47.
- Tchuikoua, L. B. (2015). *Gestion des déchets solides ménagers à Douala : acteurs, pratiques urbaines et risques environnemento-sanitaires*. Paris, France: L'Harmattan.
- Wamba, L. D., Simo, B. et Nimpa, A. T. (2014). La responsabilité sociale d'entreprise dans les P.M.E. africaines : bilan, enjeux et perspectives. *Revue Congolaise de Gestion*, 19(1), 113-141. Repéré à <https://doi.org/10.3917/rcg.019.0113>
- Wood, D. J. (1991). Corporate Social Performance Revisited. *The Academy of Management Review*, 16(4), 691-718. Repéré à <https://doi.org/10.2307/258977>

# LA POLITIQUE TERRITORIALE AU QUÉBEC

50 ans d'audace, d'hésitations et d'impuissance



Sous la direction de  
Marc-Urbain Proulx et  
Marie-Claude Prémont

EN LIBRAIRIE  
LE 23 MAI !



Presses de l'Université du Québec

50  
ans  
de savoir

## Arsenault, G. (2018). *L'économie sociale au Québec : une perspective politique*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec, 256 p.

André Joyal<sup>a</sup>



Il y a plus de vingt ans, dans la foulée du Sommet socioéconomique d'octobre 1996, dont il est abondamment question dans cet ouvrage, Lysiane Gagnon, dans *La Presse*, signalait que les intellectuels québécois, à défaut de rédiger sur la souveraineté, écrivaient dorénavant sur l'économie sociale (ÉS). C'est Gabriel Arsenault, un intellectuel acadien, professeur de science politique à l'Université de Moncton qui, quelque vingt ans plus tard, offre ce rappel de l'expérimentée chroniqueuse dont le journal, ironie du sort, pour sa survie, s'est transformée en entreprise... d'économie sociale. Pourquoi l'économie sociale (ÉS) a-t-elle pris autant d'importance au Québec comme nulle part ailleurs? Pourquoi la conception de l'ÉS privilégiée au Québec se distingue-t-elle de ce qui s'observe ailleurs? Pour y répondre, dans une thèse de doctorat soutenue à l'University of Toronto dont ce livre tire son origine, l'auteur a

recours à la théorie de la responsabilité de pouvoir (*Power Resource Theory*). Le lecteur qui n'est pas familier avec cette approche peut se rassurer : il n'en a aucunement besoin pour profiter des multiples informations présentées ici sans aucun artifice universitaire susceptible d'alourdir la lecture. L'auteur, après avoir satisfait les exigences de son jury de thèse, a su bien tirer de ses travaux scolaires un ouvrage grand public de lecture agréable.

Mais, de quoi parle-t-on en se référant à l'ÉS? Un premier tableau de l'ouvrage (p.9) présente les principes de l'ÉS à partir d'un rapprochement entre les travaux du Groupe de travail sur l'économie sociale au Québec (1996) et la Loi sur l'économie sociale adoptée au Québec en 2013. Entre autres choses, on évoque l'autonomie de gestion par rapport à l'État, la gouvernance démocratique de la part des membres et l'aspiration à la viabilité économique. Était-ce vraiment nouveau à la fin des années 90? Sûrement pas. En mars 1983, avec l'appui de la corporation de développement communautaire *New Dawn* du Cap Breton, on a réuni à l'UQTR le gratin de ce que l'on qualifiait à l'époque de « milieu communautaire » venant de Rimouski, de Victoriaville, de l'Outaouais (Petite-Nation). Il y avait même un jeune leader de la communauté francophone de la Saskatchewan qui a soutenu que dans le ROC (*Rest of Canada*), on reconnaissait la longueur d'avance qu'avait le Québec en matière d'économie communautaire. À la fin des années 1980, le réputé quotidien français *Le Monde* est allé jusqu'à voir le Québec comme le paradis du communautaire. En 1984, accompagné d'un ex-prêtre ouvrier québécois, ayant fui le Chili de Pinochet, Nancy Naemtán, qui allait devenir responsable du Chantier de l'Économie sociale, a apporté un document à soumettre à la ministre Pauline Marois. La démarche en vue d'obtenir une subvention pour le projet économique Pointe-St-Charles (PEP) prenait appui sur les initiatives à caractère communautaire de quartiers défavorisés de Boston, New York et Chicago. On leur avait suggéré de puiser à même des exemples québécois de développement communautaire dont ils semblaient ignorer totalement l'existence. C'est ainsi que la CEDEC RESO de Pointe-St-Charles a pu être mise en place l'année suivante.

Gabriel Arsenault met en évidence deux grandes caractéristiques de l'ÉS à savoir son institutionnalisation à travers les politiques publiques et le caractère de centre-gauche de ces politiques comme complément aux interventions des secteurs privé et public dans la recherche de l'égalité. Pour y parvenir, il a recouru à une

<sup>a</sup> Professeur associé, Université du Québec à Trois-Rivières et membre du Centre de recherche et de développement territorial (CRDT)

---

approche qualitative qui a consisté à interroger, en 2014, pas moins de 76 interlocuteurs parmi lesquels figurent Jean Charest à deux reprises, Paul Martin, Pauline Marois, Lucien Bouchard, Bernard Landry, Françoise David, Jean Coutu, l'incontournable Nancy Naemtán et plusieurs anciens ministres du Parti libéral du Québec et du Parti québécois. Comme études de cas, l'auteur, dans autant de chapitres différents, aborde les centres de la petite enfance, les organismes d'aide-domestique, le logement communautaire et l'insertion par l'emploi.

Le chapitre 2, *Les politiques transversales*, nous apparaît comme le plus intéressant. De quoi s'agit-il lorsque l'on se rapporte à de telles politiques? Le ministère de l'Éducation, par ses réformes abracadabrantes, nous a familiarisés aux compétences transversales (sic) qu'en est-il cette fois en relation avec l'ÉS? L'auteur, en distinguant cinq types de politiques transversales, éclaire ses lecteurs en les opposant aux politiques sectorielles des années 1970-80 et 1990. Les plus âgés d'entre nous se rappelleront que chaque ministère avait des politiques spécifiques pour subventionner soit les entreprises de recyclage, les radios et télé-communautaires, les entreprises d'aliments naturels, et autres organismes d'aide aux « femmes battues » (comme on disait à l'époque). Il suffisait alors d'un changement de ministre, et bien sûr, de gouvernement, pour que tous ses appuis se voient compromis. Ce sera le grand mérite du Sommet socioéconomique instigué par Lucien Bouchard, où le leadership affiché par Nancy Naemtán a permis à l'ÉS de recevoir ses lettres de noblesse en profitant de la mise de l'avant des fameuses politiques transversales. Sous cette impulsion, le gouvernement fédéral de Paul Martin n'a pu se permettre de faire bande à part. Comme le signale l'auteur, il semble que le premier ministre canadien, alors député de LaSalle-Émard dans le sud-ouest de Montréal, convaincu par N. Naemtán, a ouvert les goussets de la bourse pour investir dans l'ÉS québécoise. Un geste que s'empressera d'ignorer l'administration Harper obnubilée par un néolibéralisme imprégné d'idéologie évangéliste.

Dans une figure (no 7) Arsenault présente la place qu'a occupée l'ÉS dans les préoccupations des différents partis politiques de 1998 à 2014. Il précise que le Parti québécois, Québec solidaire et Option nationale par leur approche centre-gauche, ont toujours affiché le plus fort intérêt envers l'ÉS. Enfin, c'est le Groupe de travail sur l'économie sociale (GTES) qui a véritablement pavé la voie conduisant à la reconnaissance de l'ÉS dans le Québec de l'époque. Ce que reconnaît d'ailleurs l'auteur (p.77). Mais, il faut avouer comme il le souligne que c'était un « nouveau concept difficile à saisir ».

S'en suit le chapitre 3 *Les Centres de petite enfance*. C'est le fait d'armes de Pauline Marois, et ce dont le Québec s'enorgueillit le plus lorsque l'on indique à quoi servent nos impôts. L'auteur rend ici hommage à certains haut-fonctionnaires pour le travail accompli. L'un d'eux compte parmi les premiers étudiants à l'UQTR de 1969, monsieur Gilles Demers. Dans un contexte marqué par la contrainte de l'atteinte du déficit zéro, l'auteur présente avec adresse les démarches en vue de l'adoption d'une politique familiale progressiste. Quinze ans de règne du PLQ mettront à mal les réalisations de l'administration Landry. Hélas, pour l'auteur, la tendance est très claire : entre 2007 et 2013, dans le domaine des garderies, il s'est créé près de 70 000 places dans le secteur privé et seulement 20 900 dans le secteur de l'ÉS (p. 107). Conséquence d'une stratégie identifiée par Lucia Ferretti dans *L'Action nationale* comme faisant partie du démantèlement de la nation.

Le chapitre 4 *Les entreprises d'économie sociale en aide-domestique* ne s'avère pas d'une lecture aisée. Pourquoi? D'une part, il y a un grand nombre de sigles impossibles à éviter. Que l'on en juge avec la référence à un document que l'on doit à l'AREÉSADQ-CEÉSADQ-FCSDSQ, 2013 (p. 130). L'auteur voit dans le réseau des EÉSAD (services d'aide à domicile), les entreprises qui se rattachent le mieux à l'ÉS, alors que les CPE (centres de la petite enfance) pèchent souvent par l'absence d'une gérance autogérée qui les a caractérisés à leur début (p. 111). On a souvent dit que l'ÉS était avant tout l'affaire des femmes (à 80 % à une époque). Or, on peut lire ici que les EÉSAD sont composés à environ 90 % de femmes, lesquelles continuent comme au temps de la *Marche du Pain et des Roses* de 1995 à revendiquer de « vrais emplois », c'est-à-dire bien rémunérés et à temps plein. Or, non seulement la moitié des emplois sont à temps partiel, mais ils frôlent tous le salaire minimum (p. 125). Et comme pour les CPE, la gouvernance démocratique ne brillerait pas par son importance. On le sait, ce n'est pas facile de « travailler autrement ». Mais, l'auteur se fait rassurant dans la conclusion de ce chapitre : il estime que l'histoire des EÉSAD est globalement cohérente avec la théorie des ressources de pouvoir... On respire d'aise.

Avec le chapitre 5 *Le logement communautaire*, on obtient un bel exemple de ce qui se faisait bien avant que l'on parle d'ÉS. L'auteur ne pouvait manquer de faire part des Groupes de ressources techniques, les fameux GRT déjà en place durant les années 1970 en même temps que le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Il s'agit d'entreprises d'ÉS visant à fournir de l'assistance technique aux promoteurs de projets immobiliers de type communautaire (p. 160). De nos jours, c'est le FRAPRU qui, à Montréal, fait surtout parler de lui en se portant à la défense et à la promotion du logement social en agissant comme un organisme de défense des droits. Si, aux dires de l'auteur, l'impact de ce dernier organisme est difficile à évaluer, avec le programme *Accèslogis*, on pourrait y voir une manifestation de l'État-providence québécois susceptible d'être associé à une politique centriste-progressiste. Encore une fois, Gabriel Arsenault « rassure » son lecteur en lui affirmant que le programme *Accèslogis* s'avère cohérent avec la théorie de ressources de pouvoir.

Enfin, le chapitre 6, intitulé *L'insertion à l'emploi*, nous plonge en pleine collaboration franco-québécoise. Les Québécois peuvent s'enorgueillir d'avoir fait traverser outre-mer l'expression « élever le degré d'employabilité ». Mais, ce sont les Français qui ont le mérite d'avoir été les pionniers avec leurs entreprises intermédiaires mises sur pied par des travailleurs sociaux à la fin des années 1970, avant qu'elles ne soient désignées comme étant des entreprises d'insertion destinées à des personnes au faible degré d'employabilité. Avec raison, l'auteur ne manque pas de rendre hommage à Patrice Rodriguez, ce sympathique créateur de *Boulot Vert* (fabrication de mobiliers pour garderies) situé à deux pas d'une école secondaire d'Hochelaga-Maisonneuve.

Il nous reste à suggérer à l'auteur de reprendre sa démarche méthodologique pour interroger, cette fois, des acteurs appartenant aux quatre secteurs d'activité ayant servi d'illustration à son ouvrage. Il serait souhaitable qu'il mette un peu de côté la théorie de politologue (TRP) et qu'il s'inspire des écrits sur les facteurs de succès et d'échecs des PME. Pour lui faciliter les choses, nous lui recommandons les dernières pages de l'opuscule *Économie sociale : le bilan québécois*<sup>1</sup>. Avec le talent qu'on lui décèle, ce serait là un ouvrage fort attendu.

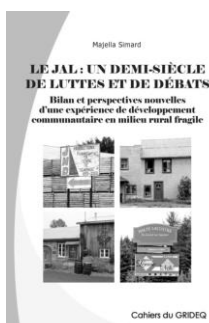
## NOTES

1 Joyal, A. (1999). *Économie sociale. Le bilan québécois*. Montréal, L'Île de la Tortue.

---

# Simard, M. (2018). *Le JAL : un demi-siècle de luttes et de débats. Bilan et perspectives nouvelles d'une expérience de développement communautaire en milieu rural*. Rimouski, QC : Cahiers du GRIDEQ, 236 p.

André Joyal<sup>a</sup>



Majella Simard, spécialiste en développement régional, professeur au département d'histoire et de géographie de l'Université de Moncton, a opté pour un titre qui se veut aussi long que l'était celui d'un précédent volume. Le lecteur se trouve ainsi rapidement avisé du contenu, car c'est bien de ce que l'on qualifiait de développement communautaire dans les années 1970 dont il est ici question. Un développement initié par la population en vue de répondre à ses besoins. Les lecteurs de cette génération se rappelleront de l'acronyme JAL associé à cette expérience de développement inusitée mise en branle dans le Bas-Saint-Laurent sous le leadership de trois jeunes curés des paroisses Saint-Juste-du-lac, Auclair et Lejeune. L'acronyme s'explique par les premières lettres des trois villages. À une époque, on ne comptait plus le nombre de mémoires de maîtrise rédigés sur le JAL par des étudiants de l'UQAR.

Le JAL a fait couler beaucoup d'encre à la faveur de pas moins de 518 articles de journaux entre le jour de la Circoncision de 1971 et le jour de la Saint-Sylvestre de 2015. Et voilà, plus de 40 ans après les fameuses *Opérations Dignité*, l'auteur nous apprend qu'en fait, tout comme les trois mousquetaires d'Alexandre Dumas étaient quatre, les trois villages du JAL étaient quatre; en conséquence, on aurait dû parler du JALL, le dernier « L » pour Lots-Renversés (un tel nom ne s'invente pas...) situé en « banlieue » de Saint-Juste-du-Lac.

M. Simard paraît en voie de devenir un spécialiste incontournable du Bas-Saint-Laurent en ce qui a trait au secteur associatif, à la participation citoyenne. L'auteur, né à Saint-André-de-Kamouraska, a fait ses trois cycles à l'UQAR sous le toit du pavillon principal de la rue Des Ursulines de Rimouski. Il en est sorti avec sous le bras une thèse de doctorat portant sur... le Bas-Saint-Laurent.

Cette fois, l'auteur s'est donné comme objectif d'évaluer la situation socioéconomique actuelle du JAL en prenant en considération, entre autres sources, les perceptions des acteurs locaux, jeunes et moins jeunes, sur l'évolution de leur milieu.

Afin que ses lecteurs, surtout les plus jeunes, comprennent bien l'intérêt que soulève le JAL, M. Simard, dans le chapitre 2 *La problématique du JAL* offre un rappel des faits en se rapportant aux suites des travaux du Bureau d'Aménagement de l'Est-du-Québec (BAEQ) réalisés dans la foulée de la loi fédérale de 1961 sur l'aménagement régional et le développement rural (ARDA) et dans le cadre d'une entente avec le gouvernement de Jean Lesage. De nombreuses propositions du BAEQ furent ignorées pour des raisons politiques reliées aux deux grands paliers de gouvernement. Par ailleurs, celle touchant la fermeture de plusieurs dizaines de petites municipalités marginales à travers la péninsule gaspésienne – souvent avec raison - n'est pas demeurée lettre morte. Le gouvernement de Robert Bourassa s'en rappellera lorsqu'au début des années 1970 on voudra accélérer la fermeture de certaines localités du Bas-Saint-Laurent. Cette fois, la résistance, sous la gouverne de précieux leaders, entreprirent de rallier les troupes sur le parvis de leur église. Ainsi, comme le signale le professeur de

<sup>a</sup> Professeur associé, Université du Québec à Trois-Rivières et membre du Centre de recherche et de développement territorial (CRDT)

Moncton, à l'automne 70, 19 prêtres de la région Matapédia/Matane, avec l'appui de l'évêché de Rimouski, publièrent un manifeste de solidarité à la levée de boucliers qui se faisait sentir avec une détermination jusqu'alors inégalée. L'un d'entre eux, Gilles Roy, sera appelé à exercer un rôle déterminant dans les initiatives qui vont suivre les *Opérations Dignité I, II et III*.

Avec le chapitre 3 intitulé *Cadrage théorique*, M. Simard s'est attardé aux nombreux écrits de la part d'une gamme très variée d'auteurs qui, ces dernières décennies, se sont penchés sur la problématique du développement régional. Sans devoir pénétrer dans des approfondissements d'ordre théorique, le lecteur trouvera ici des informations utiles sur la démographie, l'économie, les infrastructures, les politiques gouvernementales, et sur le fameux *Capacity Building* si cher à nos collègues du ROC<sup>1</sup>, que l'on est parvenu à traduire par une expression consacrée à la fin du siècle, « renforcement des capacités ». Cette dernière reviendra abondamment lorsque l'auteur dressera le bilan de la situation. S'en suivent d'autres concepts mis à la mode au tournant du siècle, contribuant ainsi, dans une certaine mesure, à justifier le titre du chapitre : gouvernance, innovation sociale (3.2.10), capital social (3.2.11), entrepreneuriat (3.2.12.1), capital socioterritorial (3.2.12.2) pour finir avec le développement territorial intégré.

Avec le chapitre 4, *Analyse des résultats*, le lecteur pourrait se demander de quels résultats il s'agit. De la recherche effectuée, faut-il le préciser? Tel un bénédictin dans son abbaye, plume d'oie à la main, l'auteur présente dans un premier temps de nombreuses données chiffrées telles celles issues du dépouillement des journaux. Le tableau 6 (p. 93) présente le nombre de recensions se rapportant à une trentaine d'initiatives réalisées sur le territoire. Suivent d'autres tableaux couvrant la période 1971-80. Ensuite, sans assommer le lecteur de données chiffrées, l'auteur couvre les périodes 1981-90, 1991-00, 2001-10 pour terminer avec les années 2011-15. On a beaucoup écrit sur le JAL et sur ce qu'il en reste.

Le plus intéressant nous est offert à la mi-parcours du livre avec la section 4.3 *L'analyse perceptuelle* se rapportant aux *Acteurs locaux et régionaux* est le cœur du sujet : *L'expérience du JAL et ses retombées*. Le tout débute ainsi : « Lorsque nous avons demandé à nos participants de raconter l'expérience qu'ils avaient du JAL et de relater comment ils l'avaient vécue, il était étonnant de constater que la majorité d'entre eux avaient toujours fraîchement en mémoire les différents événements relatifs à cette expérience » (p. 114). Même en 2015, pour plusieurs 1970 était hier. Diverses initiatives passées ou toujours en cours et de nouvelles font l'objet de fréquentes allusions, en particulier à *L'Érablière la Grande Coulée*.

Tous les répondants en conviennent, l'un des principaux facteurs de succès du mouvement jallois réside dans l'importance du leadership exercé par diverses catégories d'acteurs, dont, tel que mentionné plus haut, le clergé local. L'abbé Gilles Roy a joué un rôle de premier plan : « Gilles Roy a été une source d'inspiration. Il était un peu comme un mentor, un support moral avec ses idées et sa vision du développement » (entrevue no 6). Comme après la Conquête... « Le clergé monopolisait et s'occupait du territoire » (entrevue no 10)<sup>2</sup>. On aimera plus particulièrement la section *La concertation : Principales difficultés rencontrées*, où on lit : « Les gens du JAL se sont désociabilisés. Ils ne sont plus communautaires » (Entrevue no 1, p. 125). Là, comme ailleurs, la méfiance envers les néo-ruraux, même après plus de vingt ans, se fait sentir. « On sait ben, toi, tu n'es pas d'ici » combien de fois ils la reçoivent cette remarque<sup>3</sup>.

Parmi les nouvelles initiatives que le lecteur va suivre jusqu'à la fin de l'ouvrage, le projet de l'*École de Cirque Funambule* à Auclair occupe une place importante. Il en va de même pour la piste de BMX également mise de l'avant pour retenir les jeunes. On peut en dire autant en ce qui regarde le *Théâtre amateur des Eaux-Clares* (tant qu'à être à... Auclair). « Sans ces initiatives, je ne peux imaginer ce que serait le JAL aujourd'hui », entrevue no 8, (p. 166).

---

Le Pacte rural, - qui, heureusement, n'a pas été complètement rayé d'un trait de crayon comme le fut *la Politique nationale de la ruralité* par le gouvernement Couillard à peine arrivé au pouvoir - fait l'objet d'intéressants commentaires. Mais, pour l'auteur, c'est trop peu. Il ne faut donc pas se surprendre de le voir prendre position à l'encontre d'un modèle marqué du sceau d'un néolibéralisme qui favorise la croissance à tout crin au détriment du développement (p. 186).

Ce livre, on l'aura compris, se destine aux gens des régions. Il intéressera les différents acteurs locaux qui, en région, feront les liens pertinents avec leur propre expérience.

## NOTES

- 1 Rest of Canada : le Canada moins le Québec.
- 2 Signe des temps, lors de l'*Université rurale québécoise*, tenue en septembre 1999, à Trois-Pistoles, c'est un Gilles Roy laïcisé, marié et père de trois enfants qui dira que l'on ne peut plus songer à faire le développement comme dans les années 1970. Une nouvelle approche sera nécessaire. Il repose en paix depuis quelques années sans, comme on le voit, être tombé dans l'oubli.
- 3 Signalée à l'auteur de ces lignes à plusieurs reprises de la part de néo-ruraux où que ce soit : Canada, France, Brésil...



## Laboratoire d'études et de recherches appliquées sur l'Afrique (LÉRAA)

### Contexte de recherche

L'Afrique subsaharienne fait face à de nombreux défis de développement parmi lesquels la gouvernance, la pauvreté, la vulnérabilité environnementale, l'insécurité alimentaire, les conflits armés, les migrations et la marginalisation dans les échanges mondiaux. Ces défis qui touchent les régions africaines à des degrés différents ont des causes historiques, géographiques, politiques, culturels et socioéconomiques variées. Les contraintes liées au déficit d'infrastructures adéquates; au manque de compétences qualifiées; aux changements climatiques et à la gestion des ressources naturelles; à l'accès à l'éducation et la santé; à l'amélioration du cadre de vie; et, à l'égalité entre les genres, constituent des freins au développement.

La mise en place du LÉRAA est justifiée par la nécessité d'avoir un espace concret d'échanges et de collaborations entre chercheurs et intervenants sur les problématiques actuelles du développement en Afrique. Le LÉRAA permet la réalisation d'activités de recherche et d'interventions novatrices avec une approche collaborative et intersectionnelle. Les recherches et les interventions alimentent les enseignements dans les programmes de sciences humaines tout en ayant des retombées concrètes pour les communautés et les organisations partenaires.

### Domaine d'application

L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) s'internationalise de plus en plus par la délocalisation de ses programmes à l'étranger, par les stages internationaux et par l'accueil d'étudiants étrangers. Dans le contexte actuel de mondialisation, les expériences à l'international sont valorisées. L'opérationnalité dans divers contextes géographiques, socioculturels, politiques et économiques est aujourd'hui un atout majeur. La pertinence académique du LÉRAA est liée à l'intégration et l'implication des étudiants d'origine africaine dans des projets dont le terrain d'application est leur terre natale ou bien des régions avoisinantes qu'ils connaissent parfaitement pour y intervenir. Les étudiants non originaires de l'Afrique, et qui souhaitent vivre une expérience d'étude et/ou de recherche outre-mer et développer une expertise dans un domaine bien précis, ont ainsi un cadre concret qui leur permet de réaliser leur objectif. Déjà, les étudiants des programmes de coopération internationale de l'UQAC ouverts sur

l'Afrique et les pays en développement ont des perspectives d'intervention intéressantes et des ressources pour assurer leur encadrement.

### Approche

Le LÉRAA favorise une complémentarité entre l'Université et les acteurs du milieu par une synergie entre les expertises scientifiques et opérationnelles dans une approche multidisciplinaire et inter sectionnelle. Ainsi des partenariats en recherche-intervention et des partenariats sont élaborés avec des organismes de solidarité internationale comme le Centre de solidarité internationale du Saguenay – Lac-Saint-Jean et Développement et Paix. Les recherches-interventions qui sont initiées, en collaboration avec les différents acteurs du milieu, permettent de développer des outils d'aide à la décision pour l'élaboration des politiques de développement plus efficaces et plus inclusives. Les projets initiés s'intéressent aux enjeux et aux défis du développement en Afrique et proposent des solutions durables adaptées aux réalités des régions africaines.

### Professeur(e)s

Salmata Ouedraogo  
Khadiyatou Fall  
Jacques-André Gueyau  
Suzanne Tremblay  
Camil Girard  
Anastasie Amboulé-Abath

### Chargé(e)s de cours

David Villeneuve  
Kodjo Djifa Atipoupou

### Étudiants membres

Fatou Marone Diouf  
Camille-Amelie Koziej Lévesque  
Christine Nty  
Alahassane Keita  
Asseye Néglo

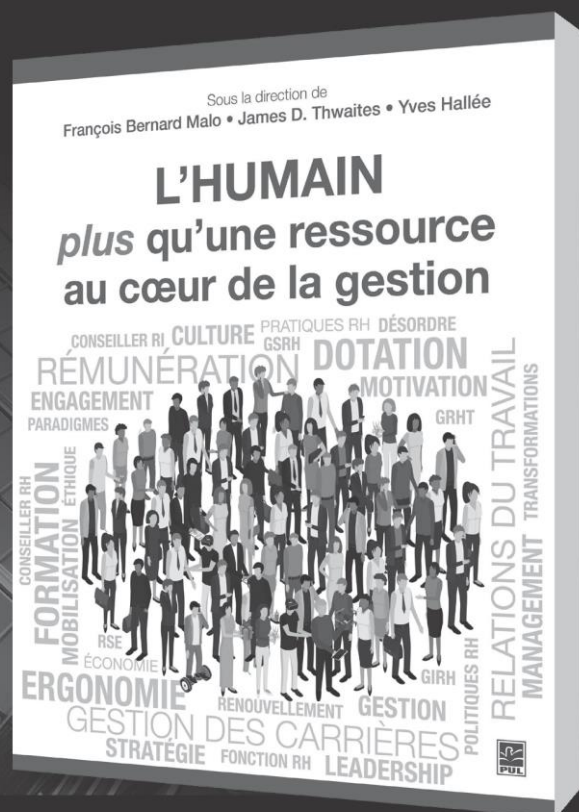
### Professeure responsable

Marie Fall  
marie\_fall@uqac.ca



# *L'humain, plus qu'une ressource au coeur de la gestion*

Que cela plaise ou non, l'image de la fonction « ressources humaines » est altérée. Les conditions de travail se sont à nouveau durcies. Le stress, l'épuisement professionnel ou le management par la pression sont devenus des thèmes récurrents.



Sous la direction de  
**François Bernard Malo**  
**James D. Thwaites**  
**Yves Hallée**



Canada Council  
for the Arts

Conseil des arts  
du Canada

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien.  
We acknowledge the support of the Canada Council for the Arts.

ISBN : 978-2-7637-2586-4  
436 pages • 35.00 \$



Suivez-nous sur les réseaux sociaux



**Presses de l'Université Laval**

**[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)**

# Organisations & Territoires

Réflexions sur la gestion,  
l'innovation et le développement

## ABONNEMENT

### Six (6) numéros

Abonnement institutionnel .....	103,48 \$ *
Abonnement individuel.....	66,69 \$ *
Abonnement étudiant .....	48,29 \$ **
Abonnement hors Canada.....	145,00 \$ ***

Note : tous les abonnements sont d'une durée de deux ans

\* Taxes incluses

\*\* Taxes incluses (envoyer une photocopie de la carte étudiante)

\*\*\* (110 \$ + 35 \$ frais de poste) (sans taxes)

---

### Je désire m'abonner à la revue *Organisations & Territoires*

☐ Nouvel abonné

☐ Renouvellement

☐ J'aimerais que mon abonnement débute **avec le DERNIER** numéro paru

☐ J'aimerais que mon abonnement débute **avec le PROCHAIN** numéro à paraître

Je joins un chèque au montant de : \_\_\_\_\_

à l'ordre de : Revue *Organisations & Territoires* de l'UQAC

### Coordonnées :

Nom : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

---

**Remplissez et retournez ce formulaire par courriel ([revueot@uqac.ca](mailto:revueot@uqac.ca))  
ou par la poste à l'adresse suivante :**

Revue *Organisations & Territoires*  
Université du Québec à Chicoutimi  
555, boulevard de l'Université  
Chicoutimi (Québec) G7H 2B1

Tél. : 418 545-5011, poste 4530 • Téléc. : 418 693-9072 • Courriel : [revueot@uqac.ca](mailto:revueot@uqac.ca)

[www.uqac.ca/revueot](http://www.uqac.ca/revueot)

